

# DU SOUFFLE POUR NOS TERRITOIRES

Sur quatre continents,  
des territoires en chemin  
vers l'économie humaine.

## Rencontre internationale dans Le Mené (Bretagne, France)

14 & 15 juin 2018

*« Mille misères suscitent  
mille chantiers, mille projets... »*







## Du souffle pour nos territoires

Sur quatre continents des territoires  
en chemin vers l'économie humaine

Rencontre internationale  
dans Le Mené  
(Bretagne, France)  
14 et 15 juin 2018



## Préface de Roland Colin

**A**u Mené, de la Bretagne aux quatre vents du monde, un message d'espérance et de mobilisation pour l'Économie humaine.

Il y a trois quarts de siècle, au cœur du drame immense de la Seconde Guerre mondiale, Louis-Joseph Lebreton, en compagnie de François Perroux, lançait un message fondateur de l'économie humaine : le développement ne peut prendre son sens qu'en s'appliquant à « tout l'Homme et à tous les hommes ». La portée de cette prise de conscience n'a pas pris une ride dans les temps d'aujourd'hui, au plus vif de l'Humanité présente.

À travers différentes étapes, cet appel résonne, dans les temps où nous sommes, dans les objectifs du vaste Réseau international pour la promotion de l'économie humaine (RIEH), qui a tenu une Rencontre internationale sur la terre bretonne du Mené les 14 et 15 juin 2018.

Cette session a rassemblé des délégations d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique soucieuses de mettre en partage les expériences de leurs engagements au service du développement humain, avec comme mot d'ordre de rechercher « un nouveau souffle pour nos Territoires ».

Ce que l'on peut retenir d'une telle conjonction tient particulièrement à la mise en évidence d'une communauté de références, à travers la diversité des cheminements historiques et des expressions culturelles. Il est essentiel, dans le monde où nous vivons, de tirer parti des échanges de réflexion et de pratiques pour donner corps à une « mondialisation à visage humain » corrigeant la loi d'airain du règne de la Finance et du monde des affaires.

Un aspect particulièrement précieux de la Session du Mené tient au fait qu'elle s'est tenue au cœur de ce terrain breton d'engagement dont les acteurs ont été présents en force au sein du travail collectif, portés par l'authenticité de leur pratique, d'autant plus intelligible et signifiante, dans leur tonalité concrète, pour les participants venus du grand large.

Quelques traits des enjeux et des expériences sont apparus essentiels dans les échanges et le partage. D'abord l'impératif de situer les prises de position dans le vécu concret des personnes et des communautés.

Ainsi, depuis des décennies, les gens du Mené ont expérimenté, mis en œuvre, à travers vents et marées, les liens et les pratiques tendant à une participation responsable, impliquant hommes et femmes, dans la gestion de la modernité à construire, sans se départir des valeurs de leur identité à préserver et promouvoir.

Au Pérou, dans le « Grand Lima », les témoignages exprimés dans la rencontre montrent, à travers les différences de contexte, les efforts tendant à mettre en place des services publics au diapason des besoins des habitants, s'arrogeant la responsabilité de gérer leurs intérêts communs. Dans le Tamil Nadu indien, les membres du réseau soutiennent des projets procédant de l'initiative des couches sociales les plus déshéritées pour les faire accéder à la dignité humaine et à la maîtrise de leurs conditions de vie.

Dans le Nord Mali, à travers une crise sociale et politique d'une acuité extraordinaire, des associations, affrontant tous les périls, luttent pour faire droit aux besoins essentiels de sécurité et de développement des communautés humaines, avec un accent particulièrement impressionnant touchant la prise de responsabilité des femmes.

Dans toutes ces expériences, la dimension capitale ressort de la détermination d'affirmer et d'illustrer la nécessité de mettre en position de responsabilité les acteurs humains, y compris les plus en exclusion ou en souffrance. Il s'agit alors pour eux d'acquérir la prise de conscience, la compétence, la capacité d'organisation leur permettent d'être des « acteurs humains à part entière », dans la ligne du « tout l'Homme et tous les hommes ». Henri Desroche, disciple éminent de Lebre, mettait l'accent sur la nécessité pour les « acteurs » de devenir « auteurs » de leurs conditions de vie et de leur pratique économique et sociale. C'est particulièrement ce qui permet aux Bretons du Mené, aux citoyens péruviens de Lima, au peuple de base, hommes et femmes, du Tamil Nadu, aux paysans et citadins du Nord Mali de se poser, en partage, comme créateurs de la nouvelle économie humaine.

On peut y voir les germes d'une espérance donnant du souffle aux Territoires de vie répondant à la créativité et au développement solidaire des « acteurs-auteurs » garants de l'avenir de notre Terre fragile.

**Roland Colin**

Ancien Président de l'IRFED\*

## Préface de Paul Houée

**U**n immense courant libéral, technologique, culturel, entend façonner l'avenir de l'humanité : la mondialisation par les aigles de la finance lancés à la conquête d'un unique marché spéculatif, la fabrication standardisée de l'humain par les géants du numérique, des technosciences, par les promesses transhumanistes d'un homme réparé, augmenté, transformé, proche de l'immortalité.

Comment discerner dans ces mutations vertigineuses ce qui fait grandir la ressource humaine, avancer « *la montée humaine universelle* » ( J. L. Lebre ) ? Au contraire ce qui provoque l'aliénation, le dessèchement des relations et des raisons de vivre, dans une planète limitée, gravement menacée par ce qu'on lui arrache, par ce qu'on lui rejette ? On croit traverser une crise, un orage, alors que l'on change de climat. Quelle ère nouvelle préparer pour notre Terre ? Pourtant, ce n'est ni rêverie, ni évasion illusoire : un peu partout, chez nous et dans le vaste monde, des favelas des banlieues de Lima (Pérou), aux villages *dalit*\* du Tamil Nadu (Inde), des fermes pilotes de Songhaï (Bénin) au bouquet énergétique du Mené, des groupes humains se prennent en main, écrivent leur propre histoire au lieu de tout attendre d'ailleurs ou d'en haut. Mille misères suscitent

mille chantiers, mille projets solidement enracinés en leur territoire et ouverts à l'universel - « *Ne négligeons pas l'imagination fertile du petit peuple, capable de l'impossible quand son existence est menacée* » me disait cet animateur du Nord Kivu déchiré par tant de violences ; - « *Parce que nous n'avons rien, nous osons tout... Retournons dans nos montagnes, mais emportons l'informatique avec nous* » (animateur mexicain).

Longtemps, on n'y a vu que soubresauts de zones rurales ou quartiers périphériques luttant pour leur survie, que résistances aveugles ou bricolages archaïques de communautés, de groupes désarticulés par la modernisation : autant de réactions marginales, isolées, appelant quelques mesures d'assistance pour ne pas devenir dangereuses. Mais avec l'éveil des sociétés civiles et la révolution de l'information, toutes ces « *fourmis* » apprennent à se connaître, se faire entendre : elles croisent leurs regards pour découvrir les failles, les impasses du système dominant et les opportunités qui s'offrent à elles ; elles nouent des alliances proches et lointaines, remontent des périphéries vers les centres de décision. Dans les défis qu'ils relèvent, ces pionniers dessinent des formes d'économie humaine, de développement intégral, qui ne sont ni des replis frileux de clans étriqués, ni des constructions idéologiques aux frontières de sociétés usées ou désabusées.

Face à la mondialisation par les aigles et dans cette mondialisation même, émergent des forces de renouvellement pour le Nord comme pour le Sud, une libération d'énergies autour de projets partagés, en des territoires vécus s'ouvrant à des ensembles plus vastes où ils cherchent leur place <sup>(1)</sup>.

Mais comment arrimer le local et l'universel, articuler démarches ascendantes et programmes descendants ? Je sais ce que m'ont apporté les Forums Sociaux Mondiaux de Porto Alegre, de Mumbai, ces rencontres internationales où des peuples multiples crient leur soif de dignité, de solidarité, redonnant sens et consistance à tous nos petits chantiers locaux. Une conscience universelle, une citoyenneté planétaire s'y exprime, capable de dilater nos regards et de stimuler nos espoirs, face à tous les fatalismes - « *Un autre monde est possible, nous l'avons mis en chantier* ».

Depuis des années, en de nombreuses régions, particulièrement en Bretagne, agissent des ONG, des associations tiers mondialistes, des groupes humanitaires, souvent avec l'appui des collectivités territoriales. La plupart organisent des actions de sensibilisation, de coopération, des aides aux équipements, aux services de territoires difficiles ; mais d'autres s'ouvrent à la réciprocité, aux échanges d'initiatives et de questions. Ils découvrent la singularité de chaque initiative, mais aussi la convergence des objectifs et des valeurs qui les animent. Ils organisent des stages d'insertion, des voyages d'étude, élaborent ensemble des plaidoyers, des programmes pour les pouvoirs publics et les acteurs sociaux, apprennent à changer les interdépendances subies en solidarités organisées. Une économie humaine intégrale (tout l'homme), solidaire (tous les hommes), participative (par les hommes), en harmonie avec le vivant, se dessine ainsi concrètement.

En fidélité à L. J. Lebreton, qui fut pionnier en ce domaine, le RIEH a réalisé une étude près d'une vingtaine d'expériences locales à travers le monde, le Mené étant l'un de ces « *chemins d'économie humaine* ». Au début de 2018, les responsables du RIEH ont proposé au Mené d'organiser, en partenariat, une rencontre internationale :

« *Du souffle pour nos territoires. Des quatre continents, des territoires en chemin vers une économie humaine* » (2). Les principaux élus du Mené ont su saisir cette chance historique : le défi a été relevé grâce à une collaboration soutenue dans la préparation, la réalisation et la mise en valeur de ce colloque. Les 14 et 15 juin 2018, une quarantaine d'invités, venant des quatre continents, ont partagé leurs expériences et leurs réflexions dans le cadre convivial du Village de Vacances de Merdrignac et pris part à la soirée publique de Saint-Gouéno (130 participants).

Militants tenaces aux frontières de l'impossible, souvent au risque de leur vie, acteurs locaux du Mené, de Bretagne, animateurs de réseaux de solidarité, d'éducation populaire, mais aussi grands témoins de l'éveil des démocraties africaines, de l'économie solidaire près de l'ONU, experts de l'aide publique au développement, tous ont échangé leurs regards sur les chemins parcourus, les convictions les éclairant, comme autant d'appel pour aller de l'avant, chacun en son propre cheminement.

De ces échanges de grande intensité, deux orientations principales se dégagent : L'affirmation d'un horizon de quelques valeurs fondatrices, partagées dans la diversité des engagements : l'égalité dignité et le plein épanouissement de chaque personne humaine ; la promotion du bien commun pour tous par la mise en valeur des potentialités de chacun et une équitable répartition entre tous ; la prise en soin de l'environnement, de l'harmonie du vivant avec ses atouts, ses limites, ses équilibres vitaux.

Cette conscience universelle appelle une confrontation confiante entre les nouveaux savoirs, les nouvelles stratégies de notre temps et les sagesse, les religions, les spiritualités qui ont fait leurs preuves.

Concourir ainsi au dialogue et non au choc des civilisations, dans la diversité des cultures.

La mise en œuvre de modalités appropriées : Pourquoi et comment s'enraciner dans une participation populaire sans cesse à raviver ? Comment s'organiser pour se faire entendre et trouver sa place dans un monde qui évolue si vite ? Comment s'adapter, se renouveler, se projeter en s'ouvrant à l'avenir et au monde qui évolue si vite ? Ce paysan du Mené, me disait vers 1975 : « *Chez nous, on ne peut jamais s'arrêter, croire que c'est gagné ou foutu. La vie, ça suppose beaucoup d'enfouissement et de travail, mais ça finit toujours par gagner. Après tout, l'essentiel c'est que ça pousse !* ». Ce grand capitaine marin qu'était J. L. Lebret écrivait :

« *S'embarquer,  
On ne sait quels navires, on rencontrera,  
Quelles tempêtes on essuiera,  
Dans quels ports on devra relâcher,  
On part,  
N'ayant pas tout prévu et on arrive [...].  
Il y a risque, mais cela n'empêche pas de partir...* »

**Paul Houée**, Septembre 2018

(1) Houée P. : Le développement local au défi de la mondialisation - 249 p. Paris, L'Harmattan, 2001.

(2) Chemins d'économie humaine - Yves Berthelot, Andrés Lalanne, Lily Razafimbelo et Lourthusamy Arokiasamy - Collection Cerf Patrimoines, 233 pages, Paris - réédition sept. 2016 - RIEH Réseau international d'économie humaine.



# Sommaire

<b>Préface de Roland Colin</b> .....	4
<b>Préface de Paul Houée</b> .....	5
<b>SOMMAIRE</b> .....	8
<b>LA MISE EN CHEMIN</b> .....	11
LE RIEH, LE MENÉ , des promoteurs .....	12
Rencontres préparatoires .....	14
Les mots de bienvenue.....	15
Programme de la Rencontre .....	16
<b>INTRODUCTION</b> .....	18
Présentation de la démarche par Michel Tissier.....	20
<b>DES TERRITOIRES QUI SE PRENNENT EN MAIN</b> .....	23
L'Expérience de Gao au Mali par Fatoumata Touré .....	24
L'expérience au Tamil Nadu en Inde par Christina Samy.....	30
L'expérience de Villa El Salvador au Pérou par Michel Azcueta.....	38
L'expérience du Le Mené en France .....	45
Le Mené / Terre histoire, Terre espoir par Paul Houée .....	45
Le Mené / Le pôle médico-social Merdrignac par E. Gaspaillard .....	47
Le Mené / Un territoire à énergies positives par D. Rocaboy.....	50
Le Mené / L'Office de Développement Culturel du Mené par S. Hamon .....	55
L'expérience de Songhaï au Bénin.....	61
<b>LE PARTAGE DE NOS EXPERIENCES</b> .....	67
<b>RÉSULTATS DES TRAVAUX EN ATELIERS</b> .....	68
S'enraciner dans un élan populaire, les participations .....	68
S'organiser, se faire connaître, trouver sa place.....	69
S'ouvrir, se renouveler, se projeter .....	69
<b>REPÉRER NOS DIVERSITÉS, DISCERNER NOS CONVERGENCES</b> .....	71
<b>SYNTHESE DES DÉBATS</b> .....	72
<b>LES GRANDS TÉMOINS</b> .....	79
Laurence Kwark (Corée du Sud).....	81
Hervé Berville (France).....	85
Roland Colin (France) .....	91



<b>GALERIE DE PORTRAITS</b> .....	95
Jacky Aignel.....	96
Yves Berthelot .....	97
Jean-Philippe Dupont .....	98
Paul Houée .....	99
Laurent Gaudicheau .....	100
Evelyne Gaspillard .....	101
Yves Glorieux .....	102
Marie Grippaudo .....	103
Dominique Lesaffre .....	104
Dominique Rocaboy .....	105
Valérie Tabart-Poilâne .....	106
Michel Tissier .....	107
<b>LA RÉUNION PUBLIQUE A SAINT-GOUÉNO</b> .....	109
Réunion Publique : florilège .....	110
Les médias en parlent.....	111
« L'économie humaine au cœur d'une rencontre internationale » / Billet de Bruno Servel du Réseau Bruded* publié sur le site.....;	111
« Du souffle pour nos territoires » présenté par Paul Houée et Michèle Morel / Emission diffusée le 19/06/2018 sur RCF-Alpha.....	112
« La Mondialisation par les fourmis » / Point de vue de Paul Houée publié en Edito, le 11 juin sur Ouest-France .....	115
« Comment j'ai connu A. Sanogo. Une histoire de pipi ! » / Témoignage d'une « fourmi » Anne Pastol .....	116
<b>CE N'EST PAS FINI !</b> .....	117
Convictions pour agir.....	118
Les suites .....	121
<b>ANNEXES</b> .....	123
Annexe 1 - Liste des participants et des intervenants .....	124
Annexe 2 - La Boîte à outils, morceaux choisis : .....	126
Fiche 1 : Grille de lecture des éléments constitutifs du territoire .....	126
Fiche 8 : Ressourcer nos territoires .....	128
Fiche 9 : Territoires et développement humain.....	133
Fiche 10 : Manifeste du RIEH.....	143
Fiche 11 : Référence pour l'action du RIEH.....	144
Annexe 3 - Sigles et point lexical .....	147





## Du souffle pour nos territoires

Sur quatre continents des territoires en chemin vers l'économie humaine

# LA MISE EN CHEMIN

*« Quelle que soit la longueur du chemin à parcourir,  
le voyage commence toujours par un premier pas. »*

**Proverbe africain**



## Le R.I.E.H., LE MENÉ, Promoteurs de la Rencontre

### Le Réseau International pour une Économie Humaine

#### **N**otre objectif :

Notre réseau a pour ambition de promouvoir l'économie humaine comme une perspective commune face aux défis qu'affronte notre humanité : inégalités, injustices, repliements communautaires ou nationalistes, violences et destruction de la biodiversité.

Nous sommes convaincus que les divers groupes humains, les sociétés et l'humanité toute entière peuvent s'organiser pour que chaque personne et toutes les personnes vivent dignement, soient traitées avec justice et équité, exercent leur liberté, se sentent solidaires, assument leurs responsabilités vis-à-vis d'eux-mêmes, des autres et de la nature qui les abrite et les fait vivre. Nous donnons à cette organisation le nom « d'économie humaine ».

L'économie humaine tire profit des interdépendances multiples qui unissent le monde et de la richesse des diversités qui le traversent. Elle doit permettre à chaque femme et à chaque homme de s'épanouir comme être qui aspire au dépassement de soi et s'engage pour la réalisation du bien commun. Dans cette perspective, l'économie ne peut être séparée des autres domaines de l'activité humaine et s'intègre aux projets personnels et collectifs en répondant aux besoins humains de tout ordre.

Nous pensons qu'il est possible, et nécessaire, d'avancer dès maintenant dans cette voie, malgré les contraintes qu'impose le système économique et l'organisation des sociétés. Nous connaissons maints exemples de ces avancées que nous avons présentées en référence à notre vision de l'économie humaine dans *Chemins d'économie humaine* (Le Cerf, en librairie). Nous vous invitons à nous rejoindre pour progresser ensemble sur ces chemins.

#### Qui sommes-nous ?

Nous sommes des personnes, des organisations et des sociétés qui situons notre action dans la perspective de l'économie humaine, qui partageons la vision du monde et de

l'homme qu'elle propose, qui sommes décidés à nous transformer nous-mêmes et à agir autour de nous pour qu'advienne les changements qu'elle promeut. Nous vivons et agissons en Afrique, dans le pourtour méditerranéen, en Asie du Sud et du Sud-est, en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Europe.

Nous sommes membres d'associations, de syndicats, de mouvements d'éducation populaire et, aussi, des enseignants, des chercheurs, des employés ou des cadres d'entreprises, d'administration ou d'institutions ; tous, nous militons pour que les organisations dans lesquelles nous travaillons concourent au bien commun.

#### Que faisons-nous ?

Nous sommes organisés en un réseau d'échange, de réflexion et de proposition qui fonctionne aux niveaux mondial, national et local.

- ▶ Nous agissons sur nos territoires respectifs pour une économie plus humaine.
- ▶ Nous échangeons entre nous pour nous connaître et nous soutenir.
- ▶ Nous analysons nos expériences pour en tirer des leçons, comme nous l'avons fait dans le livre *Chemins d'économie humaine*, et nous publions la revue *Développement et Civilisations*.

Nous intervenons dans le débat public pour obtenir les changements structurels qui permettent à nos sociétés et à notre humanité d'avancer vers une économie plus humaine. Nos échanges et nos débats sont fondés sur les actions menées par nos membres en même temps qu'ils enrichissent l'action de chacun. Action et réflexion sont intimement liées.

**RIEH • 45 rue de la Glacière 75013 - Paris •**  
**Tél. +33 1 47 07 10 07 • [www.rieh.org](http://www.rieh.org)**





## Le RIEH, LE MENÉ, Promoteurs de la Rencontre

### Le Mené, un territoire pionnier <sup>(1)</sup>

**D**epuis plus de 50 ans déjà, le petit pays du Mené en Bretagne Centrale poursuit une démarche de développement territorial qui ne cesse de surprendre par sa ténacité et sa cohérence, sa capacité à rebondir et à s'adapter, jusqu'à devenir une référence solide de développement local ascendant.

Dans un espace à géométrie variable, dessiné par les volontés locales plus que par les contraintes des découpages administratifs <sup>(2)</sup>, Le Mené garde sa raison d'être : inciter une population rurale à se prendre en main, pour trouver sa place dans les changements de son temps, en conjuguant dans un projet global de territoire les besoins, les attentes, les initiatives des groupes locaux avec les stratégies, les directives émanant de l'État et des structures d'intégration.

Cette dynamique territoriale s'est déployée en trois étapes, qui sont aussi les trois fondamentaux de notre démarche, comme autant de réserves de mémoire et de sens :

#### 1/ De 1965 à 1974, « Le Mené, un pays qui ne veut pas mourir » :

Un surprenant élan populaire, une dignité affirmée, une confiance qui met en mouvement ; mais l'État jacobin et ses rouages cloisonnés ne sont pas prêts à saisir une telle démarche qui tâtonne, connaît la traversée du désert. Cependant des jeunes se forment; des chantiers entretiennent l'espoir, sortent Le Mené de la résignation et de l'anonymat.

#### 2/ De 1975 à 1992-1995, Le Mené devient « le pays qui se prend en main ».

Il organise ses forces, ses actions dans une démarche cohérente de projet partagé, en s'appropriant, parfois en anticipant les nouveaux objectifs et outils publics : plan d'aménagement rural puis Charte de territoire, Contrat de pays, programmes ciblés... Le Mené apprend à devenir un partenaire crédible, capable de se fixer des priorités, de tenir des engagements, d'expérimenter de nouvelles procédures. Il joue, au plan régional et national un rôle pionnier dans les actions de développement local. Parmi les résultats

les plus probants, près de 4000 maisons améliorées à 95 % par les artisans locaux, l'accueil et l'accompagnement d'entreprises agroalimentaires performantes (KERMENÉ\* avec ses 3 400 salariés et ses 220 robots, SVA INTERMARCHÉ\*, BIO3G), l'animation socio-culturelle avec ses événements mobilisateurs.

#### 3/ Depuis les années 1990, « un territoire rural innovant ».

Porté par une nouvelle génération d'acteurs issus des réseaux associatifs, soucieux de relever les grands défis technologiques, économiques, sociaux, culturels de ce temps. Parmi ces paris, l'autonomie énergétique du territoire à l'horizon 2030, déjà réalisé à plus de 90 % pour la consommation électrique des ménages ; à Merdrignac, le pôle médico-social qui regroupe en un même lieu une trentaine de services publics et privés ; l'apprentissage de la commune nouvelle avec la commune Le Mené (6500 habitants) et ses sept communes déléguées, son insertion en Centre Bretagne.

Une génération a réveillé et mis en mouvement les Landes du Mené ; une autre génération a su prendre la relève du projet de territoire.

#### Où et comment préparer et former une nouvelle génération pour écrire demain, à sa manière, une nouvelle page de notre passionnante aventure ?

(1) Extrait de Paul Houée - Le Mené, territoire pionnier/ ODCM \*2013- 148 p.

(2) Le Mené est passé de 22 à 16 communes, de 26 000 à près de 15 000 habitants aujourd'hui.



## Rencontres préparatoires

### Un héritage transmis... Un travail de fourmis...

**P**our créer une telle Rencontre, les animateurs, tant du Réseau International d'Economie Humaine que du territoire Le Mené, ont été les rouages indispensables à l'organisation de ces deux journées.

Portés par des objectifs, librement choisis de l'Economie Humaine :

**« Tout l'Homme, tous les hommes, par tous les hommes, l'homme comme partie du vivant et comptable pour que la vie perdure sur notre terre » ;**

Associés à l'engagement du Territoire qui s'exprime dans Le Mené :

**« Affirmer l'égale dignité et le plein épanouissement de toute personne humaine, promouvoir le bien commun de tous, par**

**la mise en valeur des richesses de chacun, Prendre soin de l'environnement, apprendre à dire assez, pour que tous aient assez, une régulation éthique et politique pour donner sens et cohérence à l'effort humain. »**

Deux démarches humaines qui se confondent par la force d'engagement des individus à ces valeurs.

Cette rencontre a généré enthousiasme et adhésion à un projet qui nous dépasse tous. Nous avons été amenés à découvrir, combien les possibilités humaines sont décuplées, lorsqu'elles agissent en synergie.

Alors : ce n'est pas fini !

### Un comité de pilotage convaincu... et donc convainquant



(1) Le groupe de pilotage, en partant de la gauche :

(assis) **Valérie Tabart-Poilâne** (Maire de Laurenan, co-présidente du réseau Bruded\*); **Jacky Aignel** (Maire de la commune Le Mené, Vice-président aux Energies de Loudéac Communauté Bretagne Centre);

(debout) **Pierre Norée** (Le Mené); **Serge Hamon** (Coordinateur du Conseil de Développement de Loudéac, Président de l'ODCM (Office de Développement Culturel du Mené).

(derrière) **Dominique Rocaboy** (P.D.G. de Géotexia, Le Mené); **Marie Grippaudo** (Maire-adjoint de Le Mené, en charge de l'événement); **Yves Berthelot** (RIEH administrateur); **Paul Houée** (acteur majeur du Mené);

**Evelyne Gaspillard** (Maire de Saint-Vran, Conseillère déléguée au CCAS de Loudéac Communauté Bretagne Centre); (derrière) **Jean-Philippe Dupont** (RIEH Bretagne, acteur du groupe de travail de l'événement); **Yves Glorieux** (Trésorier du RIEH, acteur du groupe de travail de l'événement); **Dagmar Müller** (Le Mené, collaboratrice).

## Les mots de bienvenue

### Le discours des capitaines

**D**iscours d'ouverture de **Jacky AIGNEL, Maire de la Commune Le Mené.**

« Ce territoire s'est mis en marche depuis une cinquantaine d'années (aux environs des années 1965). Aujourd'hui ce petit territoire a entrepris une autre dynamique, celle de la transition énergétique.

Ces deux jours dans Le Mené, vont être l'épicentre de discussions sur l'économie humaine puisque nous venons de plusieurs horizons avec des initiatives et des expériences toutes différentes mais aussi riches les unes que les autres.

Le Mené est une terre d'accueil, ouverte sur le monde, sur ce monde qui bouge de plus en plus vite, mais ici, l'enracinement est notre raison de vivre. Les valeurs que nous défendons dans nos associations se retrouvent ici : **volonté, solidarité, initiative, sens du partage.**

Plus que des mots, ils se transforment aussi en actions et tout cela, pour le plus grand bien de nos populations. Ces **fourmilières** que nous représentons sont de véritables espoirs, de véritables messages pour notre condition humaine. Une citation me guide souvent : **« Soyons le changement que nous voulons voir dans le monde »**. Cet axe d'action collectif privilégié qui s'exprime sur Le Mené, irrigue notre territoire pour accompagner la transition absolument nécessaire, vers un monde plus durable, plus juste. Le politique ne peut apporter toutes les réponses, pourtant personnellement j'ai des convictions : je pense que la solution passe d'abord par l'évaluation de la connaissance, que la participation de chacun d'entre nous comme acteur de nos territoires est vraiment le socle de ces expériences et la condition pour rendre meilleur notre environnement... Avant de finir je voudrais remercier particulièrement Paul et Marie qui ont su si bien transmettre pour l'un et traduire pour l'autre, l'esprit du Mené et bien sûr, un grand merci à l'ensemble du groupe de pilotage <sup>(1)</sup>, belle Rencontre à tous ! »

**D**iscours d'ouverture de **Dominique LESAFFRE, Président du RIEH.**

« Monsieur le Maire, amis du

Mené, bonjour. Je souhaite tout d'abord vous remercier du fond du cœur pour votre très chaleureux accueil. Dès que nous sommes arrivés au Mené, chez vous, nous nous sommes sentis chez nous.

Je veux accueillir ceux de nos invités qui viennent d'Inde, de Corée, du Mali, de Madagascar, du Pérou et de l'Uruguay, et ceux qui viennent de moins loin, de Belgique et de France. J'ai une pensée particulière pour Muchukiwa Bosco, de la région des Grands Lacs en Afrique, qui n'a pu obtenir son visa ; nous sommes tous préoccupés de ces procédures et de ces bureaucraties délibérément complexes et tatillonnes qui font obstacle au dialogue entre cultures, entre citoyens du monde. Ceci s'ajoute aux défis que pose la construction d'une économie humaine, défis qui vont être illustrés par les témoignages que nous allons entendre, défis que les uns et les autres ont su relever dans leur territoire par la recherche collective du bien commun.

Je tiens à dire que pour le RIEH, il est particulièrement significatif de partager et de réfléchir, ici, au Mené. Le Mené est un territoire qui a eu la volonté de changer, avec persévérance en s'appuyant, comme vous venez de nous le rappeler Monsieur le Maire, sur des valeurs qui sont aussi les nôtres : volonté, solidarité, initiative et sens du partage.

La plupart des colloques, ont lieu dans les grandes capitales, dans des lieux un peu anonymes.

En répondant à votre invitation nous souhaitons que nos invités, puissent découvrir votre beau pays et affirmer avec vous, que le développement économique est, d'abord une affaire de territoire, de personnes engagées, au bénéfice de tous.

Nous aurons durant ces deux jours denses, l'occasion de nous écouter les uns les autres, d'apprendre les uns des autres et également d'affirmer nos convictions dans un manifeste<sup>(2)</sup> que nous allons coécrire ensemble, afin que la voix de l'économie humaine puissent être entendue .

A tous, je souhaite deux journées riches d'échanges. Je tiens à remercier de leur présence nos interprètes, qui discrètes seront néanmoins un vecteur essentiel de nos échanges.

Je vais maintenant donner la parole au secrétaire exécutif du RIEH, Michel Tissier, pour qu'il plante le décor et le programme de cette Rencontre. Je vous remercie.

(1) Groupe de pilotage : voir page précédente.

## Le programme

## Un programme dense et riche...

## JEUDI 14 JUIN 2018 - VAL DE LANDROUËT

## PROGRAMME -

9h00		Accueil des participants / Enregistrement / Café						
9h10	PRÉSENTATION	<ul style="list-style-type: none"> <li>► <b>Prise de parole des deux présidents LE MENÉ / RIEH</b> -</li> <li>- <b>Jacky Aignel - Dominique Lesaffre</b> -</li> <li>► <b>Présentation de la démarche aux participants</b> -</li> <li>- <b>Michel Tissier</b> -</li> </ul>						
9h40	EXPOSÉ	<ul style="list-style-type: none"> <li>► <b>Expérience de Gao au Mali</b></li> <li>- <b>Fatimata Touré</b> -</li> </ul>						
10h25	DISCUSSION	Des associations se mobilisent pour la paix et la réponse aux besoins des habitants.						
10h40	PAUSE							
10h50	EXPOSÉ	<ul style="list-style-type: none"> <li>► <b>Expérience du quartier informel Villa El Salvador au Pérou</b></li> <li>- <b>Michel Azcueta</b> -</li> </ul>						
11h35	DISCUSSION	Organisation des habitants pour la mise en place de services publics et la qualité de vie.						
11h50	PAUSE							
12h00	EXPOSÉ	<ul style="list-style-type: none"> <li>► <b>Expérience de Karur au Tamil Nadu en Inde</b></li> <li>- <b>Christina Samy</b> -</li> </ul>						
12h45	DISCUSSION	Émancipation éducative, sociale, juridique et politique de femmes et de travailleurs agricoles (Dalit* / Intouchables).						
13h00	REPAS							
15h00	EXPOSÉ	<ul style="list-style-type: none"> <li>► <b>En l'absence de Godfrey Nzamujo qui ne peut être présent pour raison de santé, succincte présentation de l'expérience du centre de Songhaï à Porto Novo au Bénin.</b></li> </ul>						
15h40	DISCUSSION							
15h55	PAUSE							
	EXPOSÉ	<ul style="list-style-type: none"> <li>► <b>Présentation par Roland Colin de son livre « La toison de la liberté. En quête de la démocratie en terres d'Afrique et d'ailleurs ».</b></li> </ul>						
16h55	DISCUSSION							
	EXPOSÉ	<ul style="list-style-type: none"> <li>► <b>Expérience du territoire breton du Mené en France</b></li> <li>- <b>Paul Houée - Dominique Rocaboy - Evelyne Gaspillard</b> -</li> </ul>						
	DISCUSSION	Terre histoire / Terre espoir - transition énergétique - pôle de santé : portes d'entrée d'un développement local.						
17h10	DISCUSSION							
17h20	PAUSE							
17h30	ATELIERS	<ul style="list-style-type: none"> <li>► <b>Au regard des différentes expériences, cycle de trois ateliers autour de la dynamique : Développer un territoire de façon intégrée et solidaire.</b></li> </ul>						
	Constitution des groupes et démarrage de l'activité	Les participants se divisent en 3 groupes de 15 personnes, dans 3 salles, avec un animateur et un rapporteur pour chacun des ateliers sur les thématiques suivantes :						
		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Atelier 1</th> <th>Atelier 2</th> <th>Atelier 3</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td><b>S'enraciner dans un élan populaire</b> : les formes de participation. La fonction du veilleur; se positionner en fédérateur; les divers canaux de la participation populaire.</td> <td><b>S'organiser, se faire connaître, trouver sa place</b> : l'organisation des acteurs, cohérence de l'économie; offrir à chacun sa chance, un cadre de vie attrayant; trouver sa place dans les stratégies politiques englobantes.</td> <td><b>S'ouvrir, se renouveler, se projeter</b> : Renouveler les acteurs, les objectifs, les méthodes. Des temps forts d'évaluation, formation développement, les grands défis de ce temps, des valeurs à partager.</td> </tr> </tbody> </table>	Atelier 1	Atelier 2	Atelier 3	<b>S'enraciner dans un élan populaire</b> : les formes de participation. La fonction du veilleur; se positionner en fédérateur; les divers canaux de la participation populaire.	<b>S'organiser, se faire connaître, trouver sa place</b> : l'organisation des acteurs, cohérence de l'économie; offrir à chacun sa chance, un cadre de vie attrayant; trouver sa place dans les stratégies politiques englobantes.	<b>S'ouvrir, se renouveler, se projeter</b> : Renouveler les acteurs, les objectifs, les méthodes. Des temps forts d'évaluation, formation développement, les grands défis de ce temps, des valeurs à partager.
Atelier 1	Atelier 2	Atelier 3						
<b>S'enraciner dans un élan populaire</b> : les formes de participation. La fonction du veilleur; se positionner en fédérateur; les divers canaux de la participation populaire.	<b>S'organiser, se faire connaître, trouver sa place</b> : l'organisation des acteurs, cohérence de l'économie; offrir à chacun sa chance, un cadre de vie attrayant; trouver sa place dans les stratégies politiques englobantes.	<b>S'ouvrir, se renouveler, se projeter</b> : Renouveler les acteurs, les objectifs, les méthodes. Des temps forts d'évaluation, formation développement, les grands défis de ce temps, des valeurs à partager.						
19h00		Fin des travaux de la journée						



## Du local au global pour revenir au local...

### ... de nos regards croisés, à travers quatre continents

#### Vendredi 15 JUIN 2018 - VAL DE LANDROUËT - SAINT-GOUËNO - PROGRAMME -

9h00		Accueil des participants / Enregistrement / Café
9h10	ATELIERS	Reprise des travaux de la veille et fin des 3 Ateliers. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Atelier 1 : S'enraciner dans un élan populaire</li> <li>• Atelier 2 : Trouver sa place</li> <li>• Atelier 3 : S'ouvrir, se renouveler, se projeter.</li> </ul>
10h10	PAUSE	
10h20	DÉBAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Mise en commun par les rapporteurs du contenu des trois ateliers.</li> <li>▶ Débat avec l'ensemble des participants animé par <b>Yves Berthelot</b> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Quels enseignements peut-on retenir pour les territoires ?</b> A la lumière des échanges, quel nouveau souffle pour les projets de développement en présence.</li> </ul> </li> </ul>
12h30	REPAS	
14h00	ATELIERS	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Reprise des débats.               <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Quels enseignements peut-on tirer du travail en réseau ?</b> A la lumière des échanges, quelle plus-value peut-on attendre de la mise en réseau des territoires et des expériences ?</li> </ul> </li> </ul>
15h00	DISCUSSION	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Synthèse avec les participants des points clés de la Rencontre internationale. Les animateurs de la soirée <b>Dominique Lesaffre</b> et <b>Valérie Tabart-Poïlâne</b> questionnent l'assemblée pour déterminer les apports de l'ensemble des travaux à restituer au public.</li> </ul>
16h00	DISCUSSION	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Réaction de 3 grands témoins :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>M. Hervé Berville</b>, Député de la circonscription des Côtes d'Armor.</li> <li>• <b>Mme Laurence Kwark</b>, Secrétaire Générale du Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire.</li> <li>• <b>M. Serge Hamon</b>, Président de l'Office de Développement Culturel du Mené, Ancien président du Conseil de Développement du Pays Centre-Bretagne.</li> </ul> </li> </ul>
17h00	GROUPES DE TRAVAIL	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Constitution de 2 groupes de travail :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration et rédaction d'un manifeste commun <sup>(1)</sup> : intervention dans le débat public pour obtenir des changements structurels.</li> <li>• Préparation des prises de parole : lors de la réunion publique du soir à Saint-Gouéno.</li> </ul> </li> </ul>
18h00	REUNION	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Adoption du manifeste en réunion plénière.</li> <li>▶ Conclusion par les deux Présidents :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Jacky Aignel</b> pour Le Mené et</li> <li>• <b>Dominique Lesaffre</b> pour le Réseau international d'économie humaine.</li> </ul> </li> </ul>
18h30		Fin des travaux de la journée avant la réunion publique.
		<b>Lieu : Bourg de Saint-Gouéno, Commune Le Mené.</b>
20h00	RÉUNION PUBLIQUE Ouverte à tous.	Synthèse des rencontres avec la présentation des expériences. Le débat sera ponctué par la prise de parole des invités, des grands témoins et du public. Une soirée nourrie de regards croisés, qui se conclura autour du verre de l'amitié partagée.

(1) Voir note n°2 p.15

## INTRODUCTION

**P**artout dans le monde des personnes, vivant sur des territoires où les difficultés pour bien vivre s'accumulent, agissent collectivement pour ne pas subir et prendre leur destin en main.

Les élus du Pays du Mené et le Réseau international pour une économie humaine (RIEH) proposent une Rencontre internationale les 14 et 15 juin 2018 en Bretagne, sur le territoire du Mené, pour échanger et analyser les expériences de chacun, persuadés que nous pouvons apprendre les uns des autres.

A Gao (Mali), la population est confrontée à la conjonction de deux problèmes majeurs : le mal développement et l'insécurité, puisque la zone a été occupée pendant plusieurs mois par les djihadistes et les indépendantistes et reste très conflictuelle.

Des associations se mobilisent pour la paix et pour réponse aux besoins de la population.

Au Tamil Nadu (Inde), des travailleurs journaliers agricoles et des femmes, victimes de discriminations en tant que dalit\* s'éduquent, revendiquent leurs droits, s'adressent à la justice et montent des projets générant des revenus.

Au Pérou, dans la périphérie de Lima, les habitants de Villa El Salvador, quartier informel, s'organisent pour la mise en place de services publics.

Au Centre Bretagne, un territoire Le Mené menacé de désertification refuse de mourir, se prend en main en impulsant des dynamiques successives de développement endogène et participatif.

Au Bénin, le centre Songhaï a su

montrer qu'on peut concilier productivité agricole et protection de l'environnement en organisant un système intégré qui associe culture, élevage et pisciculture, recycle déchets et eaux usées, produit sa propre énergie. Le centre organise ses productions en incluant leur transformation et leur commercialisation. Il est en outre un centre de recherche et de formation.

Tous ces groupes ont en commun une vision de l'homme appelé à vivre dans la dignité, dans des sociétés solidaires et en harmonie avec le vivant.

Ensemble, avec nos invités de différents continents, nous allons croiser nos expériences de terrain pour définir les conditions d'un modèle de développement qui s'appuie sur des dynamiques collectives et locales.

Cette Rencontre internationale s'achèvera le vendredi 15 juin à 20 h dans le Mené (bourg de Saint-Gouéno), par une restitution publique des résultats du séminaire et des projets qui en découleront.

### **Des convictions et une référence commune, sources de notre démarche.**

#### **Première conviction :**

Face aux défis que connaît notre humanité par la persistance de situations inhumaines (alors que nous disposons de toutes les ressources pour répondre à la diversité des besoins fondamentaux), et par le risque réel de voir la terre rendue inhabitable, il est impératif de penser et agir, à la fois localement et globalement. Le territoire est

celui où nous vivons et où nous travaillons, celui où notre participation directe peut s'appuyer sur la capacité à se rencontrer, celui où l'histoire et la géographie ont construit des racines culturelles communes. Ce territoire a un rôle fondamental à jouer pour maîtriser les conséquences des forces globales qui conduisent au péril de la vie.

### Deuxième conviction :

Dans une situation mondiale marquée par des interdépendances multiples, les territoires des différents continents connaissent des situations à la fois assez semblables et assez différentes pour qu'ils puissent apprendre les uns des autres.

Nous sommes convaincus qu'il est possible de dégager ensemble de l'analyse des différentes expériences, des leçons qui sont utiles à chacun et des pistes communes pour la meilleure fécondation réciproque du local et du global.

### Une référence commune, l'économie humaine (1) :

La rencontre s'inscrit dans la perspective tracée par le livre paru en 2016 en trois langues : *Chemins d'économie humaine / Caminos de economia humana / Paths of Human Economy*.

Cet ouvrage dégage des exemples retenus, des enseignements sur la façon dont on peut agir pour un développement humain, intégral, solidaire et participatif, en harmonie avec le vivant.

### Une démarche :

Faire se rencontrer des porteurs d'action de quatre territoires, situés

dans quatre continents, confrontés à des enjeux communs dans des contextes différents.

Se rendre capable d'analyser les facteurs de réussite et les obstacles à surmonter.

S'adresser ensemble aux pouvoirs politiques, économiques et culturels pour qu'ils mènent leur action en négociation avec les territoires.

Poursuivre sur la base des enseignements de cette rencontre, une démarche qui associe des territoires divers pour enrichir cette base et en faire un outil au service de toute action de transformation de nos sociétés.

**Comment transformer « les mille misères, mille chantiers, mille projets en autant de sources et de chemins pour la montée humaine universelle ? » (L.-J. Lebreff).**

(1) Référence au livre :

#### **Chemins d'économie humaine**

d'Yves Berthelot, Andrés Lalanne, Lily Razafimbelo et Lourthusamy Arokiasamy; Collection Cerf Patrimoines, 224 pages - réédition sept. 2016 - R.I.E.H.

**Réseau international d'économie humaine.**

# Démarche / Action

## Présentation de la Rencontre par Michel Tissier

### La problématique initiale

#### 1 / LA THEMATIQUE

Elle se situe au croisement entre l'économie humaine et le développement territorial.

Si nous voulons définir l'économie humaine en quelques mots, retenons quatre dimensions :

- Intégrale : *tout l'Homme*
- Solidaire : *tous les hommes*
- Participative : *pour tous les hommes*
- En harmonie avec le vivant : *l'homme comme partie du vivant et comptable pour que la Vie perdure.*

Nous prenons le terme « économie » dans son acception la plus large possible. L'économie veut dire : comment organise-t-on la maison commune (du grec *oikos* maison et *nomos* gérer) ?

Comment les sociétés humaines s'organisent-elles pour que chacun et tous, vivent dans la dignité ?

Nous poserons donc la question à propos de chaque exemple :

Comment ce territoire est-il organisé pour que chacun et tous, vivent dans la dignité, selon les quatre dimensions de l'économie humaine ?

- a) **intégrale** : prise en compte de la diversité des besoins dans une approche globale.
- b) **solidaire** : lutter contre les discriminations, réduire les inégalités, refuser l'exclusion, faire vivre les processus chacun pour tous, tous pour chacun.
- c) **participative** : proposer à tous les citoyens de participer à la dynamique d'identification des enjeux et d'élaboration des solutions.
- d) **en harmonie avec le vivant** : comment sur le territoire la biodiversité est-elle préservée ?

Comment les ressources naturelles sont-elles renouvelées, les équilibres écologiques sont-ils durablement maintenus ?

Pour que chacun et tous vivent dans la dignité, il faut s'organiser d'abord, sur notre lieu de vie et de travail.

Nous commençons par ce niveau, mais ce n'est pas pour nous y enfermer. Nous sommes dans la logique d'articuler ce qui se passe ici, chez nous, avec les enjeux globaux. C'est une interrogation qui est soumise à nos débats : « *est-ce qu'effectivement nous avons bien conscience que nous vivons dans un monde interdépendant, dans des « systèmes » mais que, si nous voulons arriver à les changer, le premier élément significatif, ne commence t-il pas au niveau local ?* »

C'est la conviction qui nous anime et que nous essayerons d'interroger au cours de ces deux journées.

Voici pour le thème...

#### 2 /LE LIEU

##### Pourquoi le choix du Mené ?

##### Pourquoi ce territoire plutôt qu'un autre ?

Pour des raisons historiques, d'abord. Il ne faut pas hésiter à citer les deux noms de Louis-Joseph Lebrét et Paul Houée, parce qu'à travers eux, le territoire du Mené a joué un rôle pionnier dans la démarche d'économie humaine.

La seconde raison est le choix de faire cette rencontre en Europe, en intégrant un exemple européen. Le développement ce n'est pas seulement pour le « Sud ».

D'ailleurs cette opposition Nord-Sud a perdu beaucoup de son sens avec la montée de pays qu'ils ne faut pas appeler émergents, mais plutôt émergés et avec la prise de conscience des interdépendances croissantes.



## Démarche / Action

### Présentation de la Rencontre par Michel Tissier

Pour répondre aux défis communs de l'humanité, c'est le modèle de développement de tous les pays qui doit être interrogé. Donc, quand nous parlons d'économie humaine, il est important de prendre aussi en compte, ce qui se passe en Europe.

## 3 / LA MÉTHODE :

Nous allons partir d'exemples venus de différents continents.

C'est une caractéristique de notre démarche : partir de l'action, du terrain, de ce qui se fait, tout en nous mettant en position de recherche collective.

Modestement, nous allons faire de ces deux jours un temps de **recherche-action**.

Nous ne voulons pas seulement raconter ce qui se fait, mais en tirer un certain nombre d'enseignements de portée plus large.

Nous pouvons penser de prime abord, que la situation au Mené n'a rien à voir avec celle de Gao au Mali, chacun faisant comme il peut selon ses moyens.

Nous proposons de dire, que c'est à la fois pareil et différent et de tenir les deux bouts.

L'hypothèse est qu'il y a beaucoup de points communs, notamment parce que **le changement passe par les hommes**, et en même temps une réelle diversité. Nous ne disons pas que c'est pareil partout.

#### Au cours de ces deux jours, nous nous fixerons trois objectifs :

1. Nous cherchons, d'une part, à ce que chacun de ceux qui sont ici, grâce aux échanges qui vont avoir lieu, y voit plus clair sur ce qu'il peut faire lui-même là où il est.
2. Nous allons essayer de construire ensemble un « manifeste » à partir de ce qui ce sera dit (1).
3. Nous avons la conviction de vouloir poursuivre

quelque chose qui pourrait **se pérenniser dans le temps**, convaincus que l'économie humaine peut apporter du sens au niveau du développement local participatif.

#### L'articulation du programme s'effectuera en trois temps :

1. Présentation des différents exemples suivis d'un temps d'échange à chaque fois avec le public : **voir**, observer, déjeuner ensemble, l'occasion de poursuivre les débats et mieux se connaître.
2. Réflexion, tirer des enseignements sur ces exemples en ateliers, en définir les points forts. Que peut-on en tirer comme conclusion : juger, **analyser**, ...?
3. A partir de ces exemples analysés, envisager la suite. **Agir**.

---

*Nota bene (1)* A la fin du colloque, il a été décidé unanimement de ne pas chercher à rédiger un manifeste qui aurait été par nature trop formel et incomplet, mais de produire cet ouvrage pour rendre compte de la richesse des témoignages et de la cordialité des échanges.







## Du souffle pour nos territoires

Sur quatre continents des territoires en chemin vers l'économie humaine

# DES TERRITOIRES QUI SE PRENNENT EN MAIN

*« Les scénarios catastrophes et les critiques destructives... n'ont jamais poussé les peuples et les gouvernements à agir. Ce qui fait bouger les choses, c'est un dessein positif, le sens des responsabilités de chacun, le tracé de chemins d'économie humaine... »*

**Kofi Annan, préface du livre : *Chemins d'économie humaine***

## Témoign et terrain

### Fatoumata TOURÉ (Mali)



**F**atimata Touré fait partie de ces grandes dames africaines qui par leur courage, redonnent la couleur de l'Espoir à tout un continent.

Née le 27 Février 1961

dans la région de Gao (au Nord du Mali), mère de 4 enfants, courageuse et tenace, ingénieure agronome de formation, elle se bat depuis 23 ans pour rendre leur dignité aux femmes de sa région et les accompagner pour faire entendre leur voix, dans une société où la violence faite aux femmes est culturellement tolérée et les lois pour les combattre ne sont pas appliquées.

*« J'ai eu l'opportunité de travailler à la fin de mes études, loin de Gao. Je me suis dit qu'il fallait apporter ma pierre, pour aider à changer cette société dans laquelle je vis et où je suis née. »*

Elle est une des fondatrices de l'ONG appelée GREFFA (Groupe de recherche, d'étude, de formation femme-action), qu'elle dirige avec charisme depuis 24 ans, dans le but de promouvoir l'émergence politique et économique des femmes dans les régions du nord (du Mali) et de contribuer à la protection de leurs droits.

En femme engagée elle explique : *« Depuis 24 ans, je ne me suis consacrée qu'à ça, travailler à défendre la cause des femmes et des enfants. Au départ de l'organisation, j'ai eu à cœur de mobiliser d'autres femmes concernées par la violence et qui y ont survécu pour la défense des jeunes filles et des enfants. Nous nous sommes dit, même si on ne peut pas éradiquer les problèmes, on peut au moins, en diminuer la souffrance...*

*Personne ne s'indigne, personne n'ose agir ! Pourtant des violences, il y en a de toutes sortes : viols, harcèlement sexuel, discriminations,*

*coups et blessures, répudiation abusive, violences conjugales, psychologiques, économiques, mariages précoces ou forcés,...* ». C'est malgré les insultes et menaces à son encontre, qu'elle continue à lutter à soutenir les femmes qui osent se plaindre en justice, et à les faire accéder aux aides juridiques, médicales et psychologiques.

Le GREFFA plaide pour l'accès à de meilleurs services de santé pour les femmes et pour la fin des violences à l'égard des femmes et des filles.

Mais c'est durant l'occupation terroriste du nord du Mali en 2012, que son travail et celui de son ONG, sur la défense des droits humains, est devenu indispensable pour les femmes de sa région. Dans ce climat de terreur, lorsque les extrémistes ont attaqué l'hôpital de Gao, elle a aidé des patients atteints de fistules à déménager pour se mettre en sécurité et trouver des soins y compris *« en facilitant à ce qu'ils soient transférés à Mopti, pour en recevoir les soins nécessaires »*.

Quand le conflit s'est installé, Fatimata Touré a soutenu les victimes de viol et de mariage forcé et publiquement dénoncé les coupables de ces violences sexuelles. Sans surprise, ses actions humanitaires ont attiré l'attention des extrémistes et, même quand sa propre maison a été prise d'assaut, Fatimata y est restée cachée utilisant son téléphone portable pour continuer à informer publiquement, au plus près du danger, des actes de bestialité contre les femmes, au péril de sa vie.

Pour la femme courageuse qu'elle incarne, pour le message d'espérance qu'elle porte, pour l'espoir donné à toutes les femmes victimes de violences dans sa région, dans son pays et dans le monde, en s'assurant que les barbaries qu'elles ont subies ne soient pas oubliées ; Fatimata a été choisie en tant que lauréate de ***l'International Women of Courage Award*** en 2014, décernée par le département d'État américain, distinction qu'elle a reçue des mains de Michèle Obama : *« Je n'ai jamais rêvé de ça, qu'une dame de l'un des pays les plus*



## Témoign et terrain

### Gao : Résister collectivement au terrorisme

*pauvres au monde, reçoive un honneur d'une Première dame d'un des pays les plus puissants du monde », raconte Fatimata , poursuivant « En fait, je poursuivais mon travail, ce que je faisais tous les jours, à la seule différence que j'ai accepté de rester [dans le nord du Mali] pendant que tout le monde fuyait. »*



La réconciliation est loin d'être achevée et la tâche qu'elle s'est assignée pour la reprise à une vie « normale » dans la région de Gao est plus que d'actualité. Lucide sur la situation de son pays, elle continue son action humanitaire, avec détermination et engagement à la tête du GREFFA.

## E XPÉRIENCE - TERRAIN

### La région de Gao

**Située au nord-est de la République du Mali, la région comprend trois cercles (Gao, Ansongo, Bourem), une vingtaine de communes dont deux urbaines (Gao et Bourem), 123 villages et 269 tribus nomades.**

Elle compte une population de 544 120 habitants, pour une superficie de 170 566 km<sup>2</sup>, soit une densité très faible de 3,2 ha/km<sup>2</sup>.

La population de la région de Gao, essentiellement sédentaire mais aussi semi-nomade et nomade, est très jeune ; (70% entre 15 et 49 ans).

Les principales ethnies sont par ordre d'importance démographique : les Songhaïs (70 %), les Maures, les Touaregs, les Bellas, les Peuls, les Bambaras, les Bozos et les Arabes

se partagent les 30%. L'organisation sociale reflète la configuration de la population sur le plan ethnique. Chez les sédentaires à majorité Songhaïs, elle est basée sur la famille et le village tandis que chez les nomades elle repose sur la fraternité et la tribu.

L'organisation sociale se caractérise par une hiérarchisation à l'intérieur des ethnies, héritée de l'histoire et des traditions, qui répartit les individus entre les nobles, les hommes de caste et les anciens esclaves. Cette répartition sociale détermine l'accès aux ressources et à leur gestion (terre, eau, cheptel, crédit, etc.) et ainsi creuse le fossé entre riches et pauvres.

L'économie est essentiellement basée sur l'élevage, l'agriculture, la pêche et l'artisanat. La région de Gao est une région d'élevage par excellence, avec un cheptel encore important, malgré les affres d'un climat hostile chaud et sec avec une désertification avancée. Elle subit des violences qui exacerbent les souffrances et la misère des populations qui y habitent.

Il y existe cependant de nombreux atouts et opportunités : le fleuve Niger qui offre d'énormes potentialités dans les domaines de l'agriculture, l'énergie renouvelable et la pisciculture ; les ressources minières et les abondantes ressources en eau souterraine.

### L'occupation

La rébellion au nord du Mali ne date pas d'aujourd'hui. De son indépendance en 1960 à nos jours, les régimes qui se sont succédés, ont tous fait face à différentes rébellions communément appelées « rébellion touarègue » et chacun l'a gérée à sa manière. Le mouvement fut très affaibli par les sécheresses des années 70, mais n'a jamais disparu.

Cette « révolte » des populations Touareg et Arabo-berbères du Nord-Mali a été le défi majeur auquel le pays a été confronté avec souvent des cas aussi complexes que variés. Enlèvement de personnes, attaques, pillages et vols à mains armées, assassinats et accrochages entre irréductibles et forces régulières, défiance du pouvoir central,

## Témoign et terrain

### Gao : Résister collectivement au terrorisme

déplacements des civils sont le quotidien de ces différentes rebellions.

Le 17 janvier 2012 une nouvelle rébellion a éclaté au Nord du Mali. Ses conséquences ont été plus que jamais, catastrophiques pour les populations du Nord et le Mali en général, en ce sens qu'elle a fait des centaines de victimes, provoqué la fuite et le déplacement de centaines de milliers de nos compatriotes, perturbé l'organisation et la gestion administratives des zones touchées, mis à rude épreuve l'unité de notre peuple, menacé l'intégrité de notre territoire... et posé une hypothèse sérieuse sur le devenir du Mali démocratique naissant.

Pendant 10 mois, l'Etat malien a totalement disparu au Nord, et avec lui les services sociaux de base qu'il livrait (santé, éducation, hydraulique, appui à l'agriculture et à l'élevage, etc.).

Beaucoup d'habitants du Nord, ruraux comme urbains, ont fui les zones occupées. Quant aux populations qui étaient restées sur place, elles étaient désormais livrées totalement à elles-mêmes et à la barbarie de l'occupation indépendantiste et djihadiste. La crise a donné lieu à de graves violations des droits humains par les différents groupes armés, dont il est encore difficile de mesurer toute l'ampleur.

Des femmes et des filles ont aussi été victimes au quotidien de viols, de violences sexuelles collectives et individuelles sans précédent.

Des actes de torture, d'amputation, de flagellation, d'enrôlement d'enfants ont été enregistrés dans la région.

#### La résistance

Bien que le Nord soit entièrement sous occupation indépendantiste et djihadiste plusieurs actions y ont été menées par les organisations de leaders communautaires, de leaders religieux, des femmes et des jeunes et précisément dans la région de Gao. Dans cette mobilisation, le cadre de concertation des sédentaires, a joué un rôle capital.

Cette grande organisation regroupe les

représentants des populations qui vivent le long du fleuve (les noirs sédentaires) : leaders religieux, chefs de villages et de quartiers, les représentantes des organisations de femmes et de jeunes, et certains leaders d'opinion.

Cette organisation a été mise en place bien avant l'occupation des régions du Nord, mais celle-ci leur a alors permis le renforcement de la résilience et la stabilité des populations. Au cours de l'occupation, le cadre a été élargi aux femmes, aux jeunes et à certains leaders Touaregs et arabes. J'ai participé aux actions du cadre à titre personnel, en tant que femme leader de la région, parce que j'étais l'une des rares femmes à être restées à Gao, pendant l'occupation.

Les autorités religieuses traditionnelles ont publiquement dénoncé l'interprétation de la religion faite par les djihadistes. Elles ont refusé de prononcer les peines d'amputation décidées par ces derniers. Elles ont appelé à la démobilisation de la partie de la jeunesse qui s'était mise au service de l'occupant.

Concernant les services de l'eau et de l'électricité, nous avons sensibilisé les gens pour qu'ils cotisent et nous avons porté de l'argent aux occupants pour l'achat du carburant. Nous n'avons pas le choix, nous devions avoir recours aux occupants qui contrôlaient tout. C'est ce qui a permis à ces services d'être remis en route quelques heures par jour pour la population. Nous avons collaboré avec nos bourreaux, sinon c'était terminé pour les gens de Gao.

Pour la remise en route de l'hôpital et des services de premiers secours, nous avons dû d'abord chercher des médecins et des infirmiers. Ceux originaires du sud et du centre étaient partis et ceux du nord se cachaient des occupants pour ne pas donner de soins à leurs blessés. Nous les avons sensibilisés et ils sont sortis de l'ombre. Puis, nous sommes passés de maison en maison pour récupérer ce qui avait été pris lors de l'occupation.

Les groupes armés pillent, cassent, prennent les choses importantes. Puis les badauds, les voleurs et la population achèvent le pillage. Nous avons récupéré des médicaments, du

## Témoign et terrain

### Gao : Résister collectivement au terrorisme

matériel et des lits pour réinstaller ce qui pouvait l'être à l'hôpital. Des gens ont réparé des portes et des fenêtres. Nous avons appelé les jeunes médecins et infirmiers pour remettre en route un service minimum.

Nous avons aussi mobilisé le corps enseignant ressortissant de la région en vue de l'ouverture des écoles du centre urbain et des villages environnants. La résistance a aussi porté sur la lutte contre les violences faites aux femmes.

Ces violences existaient avant l'occupation : violences physiques, violences domestiques, viols, violences psychologiques,... mais elles se sont beaucoup développées avec le début de l'occupation. Notre ONG portait, depuis sa création, attention à ce problème, mais l'importance de ces violences, liées à l'occupation, demandait une action particulière. Nous avons besoin d'être soutenues dans ce contexte particulier.

GREFFA a été entendu par l'ONU-Femmes\* qui a pris la responsabilité de nous accompagner pendant l'occupation. L'Organisation des Nations-Unies nous a aidé pour mener une enquête : il fallait évaluer, saisir des témoignages, situer le contexte pour alerter les opinions nationales et internationales.

Mener une enquête dans les conditions d'une telle occupation a été très difficile : les communications ne passaient pas, ni téléphone, ni internet.

Nous n'avions pas de moyens pour relayer l'information. Nos possibilités de déplacements étaient réduites et il y avait beaucoup d'armes partout, légères et lourdes.

Mais nous nous sommes attelées à mieux connaître les situations, même parfois, au prix de nos vies. Ce recueil devait permettre d'évaluer l'importance de ce que nous entendions de la part de femmes, pourchassées dans les rues, séquestrées, violées,...

C'est à la suite de cette enquête que les organisations nationales et internationales ont été alertées sur les atrocités commises dans notre région. Elles nous ont aidées à mettre sur pied un système efficace de prise en charge des victimes.

La réponse au besoin de sécurité, particulièrement important pour la population dans cette période, a été l'œuvre des jeunes. Quand les occupants sont entrés dans la ville, les prisons ont été détruites. Tous les prisonniers sont sortis. Il y avait ceux qui cassaient et ceux qui volaient, pillaient les gens, parfois en plein jour.

Les jeunes se sont organisés, ils ont même monté une prison de fortune pour y mettre les grands voleurs. Toutes les nuits, les jeunes organisaient des patrouilles, les indépendantistes n'en voulaient pas, mais ils ont fini par les laisser faire. Ces jeunes ont agi de façon spontanée pour assurer la sécurité de leur ville. C'est eux qui ont rendu la vie possible. C'était des jeunes et des jeunes adultes de 18 à 30-35 ans. Des garçons et aussi des filles, certaines ont reçu des balles.

D'autres filles s'organisaient pour faire la cuisine et les patrouilles terminées, les jeunes mangeaient ensemble vers 4 heures du matin. La jeunesse s'est aussi mobilisée, pour refuser que les exécutions aient lieu sur la place de l'Indépendance.

Ce que je veux partager avec d'autres : **c'est qu'il y a toujours quelque chose à faire, il ne faut jamais baisser les bras, il ne faut pas se laisser vaincre par le découragement.**

La réponse à apporter est fonction des circonstances, elle diffère suivant la situation vécue...

#### Mon message :

**Toujours avoir confiance en soi.**

**Il faut toujours se dire :**

**« je peux faire quelque chose ».**



# Enseignements

## Courage et solidarité pour le bien commun

### E NSEIGNEMENTS POUR L'ÉCONOMIE HUMAINE



Dans les situations les plus désespérées il est possible de réagir, de ne pas subir, de s'organiser pour faire face aux problèmes communs.

Cette réaction s'appuie sur des personnes et sur des organisations (plus ou moins formelles) qui s'engagent en faisant preuve d'un grand courage : Fatimata en tant que leader, l'ONG Greffa, « les jeunes » qui risquent leur vie pour que les amputations ne se fassent pas sur la place de l'Indépendance, « les jeunes » qui patrouillent pour la sécurité, les leaders religieux qui dénieient aux occupants leur prétention à incarner l'islam, qui refusent de pratiquer les amputations, qui appellent les jeunes à ne pas collaborer avec l'occupant, le « cadre de concertation des sédentaires ».

Dans des situations très critiques comme celles de Gao, l'action vise à retrouver les bases de l'organisation collective solidaire : une collecte de contributions est organisée pour faire fonctionner les générateurs qui produisent l'électricité ; la population reconstruit bénévolement les équipements de santé, d'éducation, d'adduction d'eau ; les professionnels de santé et d'éducation

travaillent, alors que leur administration s'est effondrée, dans des conditions logistiques et financières très précaires.

C'est un des axes de l'économie humaine : retrouver les racines de l'organisation collective comme les impôts ou les services publics qui, soit, sont détournés au profit des occupants du pouvoir, soit, ne sont plus perçus que comme des bureaucraties. L'expérience de la résistance solidaire qu'a vécue la population la conduit, dans la phase de reconstruction, à être très exigeante vis-à-vis des nouvelles autorités, refusant notamment la corruption et l'incompétence, demandant des comptes.

Actuellement à Gao, l'humanitaire qui traite l'urgent par l'assistance l'emporte sur le développement, malgré les accords de paix, ce qui rend très difficiles toute reconstruction. Or il est clair que ce n'est pas seulement l'organisation locale de la population qui peut traiter ce problème, même si les jeunes ont pu mettre en place une organisation de sécurité durant l'occupation. C'est la limite de l'approche qui privilégie l'humanitaire. Or, traiter les questions de fond, à long terme, par la participation des populations concernées, se réfère à l'économie humaine. Ce serait, bien sûr, la voie souhaitable. A Gao, les problèmes de sécurité locale sont majeurs et persistants. Nous les assumons totalement.

L'accès à la justice pour les femmes tient une place importante dans l'action du GREFFA depuis sa fondation et dans la situation actuelle. C'est une composante de l'économie humaine au niveau local : comment le territoire est-il organisé pour que les habitants aient accès à la justice. Cet axe est à intégrer dans l'approche globale que nous préconisons.

Fatimata et le GREFFA mettent en place et animent, avec des soutiens financiers internationaux des unités qui prennent en charge de façon polyvalente les différents problèmes auxquelles font face les femmes survivantes aux violences : problèmes



## Enseignements

### Courage et solidarité pour le bien commun

médicaux, psychologiques, d'accès à la justice, de revenus. De telles actions ont toute leur place dans une économie humaine. Les institutions internationales jouent dans des situations comme celles de Gao un rôle très important.

A noter aussi le rôle de Fatimata et du GREFFA dans la dénonciation des crimes contre l'humanité dans la perspective d'un procès devant la Cour pénale internationale. Cette Cour n'est pas une institution lointaine, elle correspond à une attente des populations subissant des atrocités comme celles commises à Gao. Elle ne peut fonctionner que grâce aux témoignages qui se recueillent sur place avec tous les risques pour les personnes qui témoignent. C'est donc un exemple significatif du lien que nous mettons en avant avec l'économie humaine entre le local et le global.

Fatimata cite comme des points d'appui les textes de l'ONU sur le rôle des femmes et les lois maliennes pour imposer des quotas de femmes dans les nominations et les élections. Elle dit en même temps que l'application est difficile.

Cette double dimension illustre bien le rapport de l'économie humaine au politique, le rapport de l'engagement local à l'engagement national et international : les lois, les conventions sont importantes, il faut agir pour qu'elles soient adoptées, mais elles sont insuffisantes s'il n'y a pas des forces locales qui s'en saisissent.

Ce positionnement refuse à la fois le discours sur l'inutilité du politique et une vision du changement qui ne passerait que par le pouvoir politique.

**Mali Presse**  
Actualité Malienne 24H/24



Ansongo : l'attaque d'un check-point fait 1 mort et 4 blessés. Les blessés ont été évacués à Gao. Les assaillants ont été poursuivis par des éléments de l'armée malienne.

## Témoign et terrain

### Christina SAMY (Inde)



**C**ristina Samy, est une femme engagée, altruiste, porteuse d'humanité et d'espérance.

**Une histoire de liberté et de justice. Elle a rejoint son mari**

**Samy, dans un plan de vie commun. Une devise philosophique les anime : « Allez vers les gens, vivez parmi eux, apprenez d'eux, aimez-les, construisez avec ce qu'ils ont. Même avec le meilleur des leaders, quand le travail sera fait, la tâche accomplie, les gens diront : « Nous l'avons fait nous-mêmes ».**

Christina Samy est une militante sociale et politique.

Sa vie a été consacrée à l'émancipation des femmes dans la perspective globale d'une société où chaque personne compte. Avec son mari Samy, ils ont décidé de partager la vie de la population rurale à grande majorité dalit\* d'un village du district de Karur au Tamil Nadu, Etat du sud de l'Inde. Ce fut le choix d'une vie. Ils y élèveront aussi leurs deux filles dans cet environnement rural.

Ils continuent de vivre dans le même village car vivre dans ce contexte est le meilleur témoignage qu'ils peuvent donner. Ils y partagent les combats quotidiens de la communauté, bien que cela les amène à sacrifier leurs besoins personnels et une part de leur intimité.

Leur vie en ce lieu a conduit leur engagement dans l'Etat du Tamil Nadu. Ils y vivent toujours quand ils ne sont pas amenés à se déplacer pour leur activité militante et partout dans le monde.

Christina a grandi dans une très grande famille et n'hésite pas à dire : « j'ai eu la chance d'être entourée de nombreuses personnes avec un grand cœur et dont l'altruisme m'a profondément influencée ». Des valeurs fortes qu'elles souhaitent transmettre en devenant exemple de vie : des petits gestes permanents de gentillesse et

de compassion, notamment pour interpeller les femmes, dans le respect de soi, de leur responsabilité citoyenne et humaine pour accueillir son voisin malgré les différences.

Sage-femme de profession, elle se fait connaître et apprend à connaître les réalités vécues par les femmes en les assistant avant, pendant et après l'accouchement.

C'est par la pratique qu'elle transmet les gestes d'hygiène et de prévention, faisant ainsi chuter la mortalité des femmes et des enfants.

Toujours avec Samy, son mari, et d'autres amis, elle participe à partir de 1981 au lancement d'AREDS\*, dont elle souligne l'action dans son intervention lors de la rencontre du Mené (voir plus loin).

En 1991, afin de se concentrer sur les droits sociaux, économiques, politiques et culturels des femmes, elle fonde un mouvement de femmes rurales - "SWATE". (Society of Women in Action for Total Empowerment), une organisation séparée d'AREDS\*.

La contribution de SWATE\*, a permis à des femmes de la campagne de devenir des leaders ; de s'attaquer aux problèmes sociaux, économiques et politiques qui les concernent. Elles deviennent ainsi autonomes et participent aux élections locales.

Christina a dirigé SWATE\* pendant 29 longues années de lutte pour protéger l'environnement et les rivières contre l'exploitation illégale des sables par tous les moyens démocratiques.

En 2004, Christina a été placée en détention provisoire et emprisonnée lors d'une manifestation contre l'extraction de ces sables.

En 2012, elle fut la requérante dans un litige d'intérêt public à la Haute Cour de Madras qui a entraîné la fermeture de toutes les carrières de sable illégales dans le district de Karur.

Sa volonté de développer la participation des femmes aux instances de gouvernance depuis le niveau du village jusqu'à celui de la confédération indienne l'a conduit elle-même à être élue et à prendre des responsabilités dans des partis politiques, caractérisés à la fois par leurs objectifs d'émancipation et d'égalité et par un fonctionnement interne

## Témoign et terrain

### Christina SAMY (Inde)

démocratique.

Elle est actuellement **membre du Présidium national** du parti politique : **Swaraj India\***, qui signifie Autonomie et Politique alternative.

Par ailleurs, Christina a été récompensée par Médecins du Monde en Espagne, avec le « **Prix Premium - Florence Nightingale 2002** », pour la meilleure militante de l'émancipation des femmes.

## E XPERIENCE - TERRAIN

**V**anakkam (Salutations en Inde).

Je remercie le RIEH et les organisateurs de ce colloque. Ce réseau organise des événements très pertinents dans le contexte actuel de la mondialisation capitaliste, ses activités constituent un défi pour les continuateurs d'une économie inhumaine. RIEH ne dispose d'aucun financement pour des événements comme celui-ci !

Je vous félicite pour votre conviction et votre persévérance.

**Du fatalisme à la gouvernance –  
Du village à la nation –  
D'un mouvement de base à un parti  
politique national –**

Ma présentation concerne les femmes qui passent de l'état de fatalisme à la maîtrise de leur destin et sortent des villages pour atteindre la Nation et des préoccupations nationales.

Mon discours portera sur un voyage entre **Swate\***, mouvement de femmes à **Swaraj India\***, parti politique national sur la question :  
- Qu'est-ce qui pousse les femmes à l'action ?  
- Comment définissent-elles leurs territoires ?

J'essaierai de partager avec vous, comment une action, des programmes et une organisation basés sur la communauté, ont permis aux femmes de déterminer leur vie pour contribuer à la création d'un mouvement populaire.

L'expérience nous montre comment la participation au mouvement populaire,

encourage la participation des femmes dans les organisations, les communautés et les institutions sociales. Comment influent-elles sur la famille en tant qu'institution, sur les actions de l'État et sur la participation politique des femmes ?

### Le District de Karur dans le Tamil Nadu

#### ► Point Géographique

Le district de Karur se situe dans l'état du Tamil Nadu. C'est là que **AREDS\*** et **SWATE\*** sont installées. Karur en est la principale ville. Elle est traversée par deux rivières, *Cauvery* et *Amaravathi*. Karur est aussi le chef-lieu du district.

L'Etat du Tamil Nadu (Inde)



#### ► Dé- mographie et Société

Sa population de 1 064 493 habitants en 2011, a une croissance annuelle de 5%.

RATIOS	India	Tamil Nadu	Karur
Femmes/ Hommes	943/1000	996/1000	1015/1000
Filles/ Garçons	919/1000	943/1000	939/1000
Alphabétisés / Population	74,04 %	80,33 %	75,60 %
Hommes alphabétisés	82,14 %	80,90 %	84,54 %
Femmes alphabétisées	65,45 %	64,63 %	66,84 %

## Expérience terrain

### Pour une humanité exempte d'oppression, de pauvreté et d'injustice

Le ratio de population selon le sexe et le taux d'alphabétisation sont deux des principaux indicateurs du statut social des femmes dans le pays. Le ratio filles/garçons montre qu'il nous manque des filles ; soit des bébés filles n'ont pas été autorisées à naître (les mères ont été avortées), soit elles sont nées et n'ont pas été autorisées à vivre, (infanticide) soit des jeunes filles sont livrées aux trafics humains...

Le taux d'alphabétisation des femmes est en moyenne inférieur de 20% à celui des hommes.

Les principales sources d'emploi à Karur sont issues de l'agriculture, du textile et de la construction. Deux grandes usines y sont implantées : *Cimenterie et T.N.P.L. (Tamil Nadu Papers Limited)*.

#### Les points chauds

##### ► Travail et chômage

La population de Karur est fortement confrontée au chômage et à la sortie du marché du travail. C'est une menace qui grandit de jour en jour devant laquelle l'ensemble du pays doit lutter. Environ 31 millions d'Indiens sont actuellement sans emploi.

Karur se trouve donc, sur le lit des rivières *Cauvery* et *Amaravathi*, qui constituent la principale source d'irrigation. Or, l'exploitation continue et illégale des sables, qui épuise les eaux souterraines, a affecté le secteur agricole. Des agriculteurs ont dû arrêter leurs activités agricoles, vendre leurs terres et émigrer.

L'exploitation du sable dans les rivières est un problème de longue date.

Autre fait notable, la décision de démonétisation de novembre 2016, prise par le gouvernement Modi\*, s'est traduite par une perte d'environ 1,5 millions d'emplois au cours des quatre premiers mois d'avril 2017, selon le C.M.I.E. (*Centre de surveillance de l'économie indienne*). De nombreuses petites et moyennes industries ont définitivement fermées leurs portes.

##### ► Les paysans et la sécheresse

L'épuisement et la rareté de l'eau potable sont des problèmes très graves. En 2016 et 2017, le Tamil Nadu a subi la plus grande sécheresse connue en 140 ans.

Le secteur agricole est touché non seulement par le manque d'eau mais aussi par les mauvaises politiques agricoles des États et des gouvernements centraux. Les revenus faibles ou nuls de l'agriculture avaient conduit les agriculteurs à l'endettement et pour beaucoup au suicide : 170 000 agriculteurs se sont suicidés au cours des vingt dernières années.

##### ► Fondamentalisme et répression

Dans l'histoire de l'Inde indépendante, l'organisation sociale du pays est mise en cause de la façon la plus radicale depuis 2014, date à laquelle le gouvernement BJP\* (*Bharatiya Janata Party parti nationaliste hindou*) est arrivé au pouvoir, dans les régions du Nord et de l'Ouest de l'Inde. La force même de l'Inde, que sont la pluralité et la diversité de ses cultures, de ses religions et de ses langues, est menacée.

Le fondamentalisme *Hindutva* s'impose par des moyens non écrits. Dans l'État d'*Uttar Pradesh (terre du Tāj Mahal)*, des équipes « *anti-Romeo* » ont été créées par son gouvernement pour contrôler les amoureux, en attaquant tout suspect se trouvant dans un lieu public. Dans notre État du Tamil Nadu nous assistons à des lynchages perpétrés par *Gau Rakshak\** (*Sauver des vaches*), par des foules issues des mouvements RSS\* (*Rashtriya Swayamsevak Sangh*) et VHP\* (*Vishwa Hindu Pariksha*), toutes orchestrées par le BJP\*.

Pour exemple un homme âgé de 60 ans, indien de confession musulmane : *Mohammad Akhlaq*, a été lynché à Dadri dans l'État de l'*Uttar Pradesh*, victime d'une rumeur le décrivant comme « *un mangeur de bœuf* » et accusé de posséder de la viande de bœuf (*pratique interdite chez les hindous*). Or des rapports médico-légaux ont révélé, plus tard, qu'il possédait en fait, de la viande de mouton et non de bœuf. Il y a



## Expérience terrain

### Pour une humanité exempte d'oppression, de pauvreté et d'injustice

eu 63 incidents de lynchage par la foule au nom de *Gau Rakshak*\* depuis 2010, dont 97,5 % perpétrés après 2014, quand le gouvernement de Narandra Modi\* (1er Ministre) et le BJP\* sont arrivés au pouvoir.

Les attaques contre les minorités religieuses, les chrétiens et les musulmans, sont devenues monnaies courantes. Le pire est le meurtre d'écrivains progressistes, d'intellectuels et de juges.

#### ► Atteinte à l'environnement

Enfin, ce sont les gens ordinaires qui élèvent la voix, protestent pour sauver leurs vies et leurs moyens de subsistance. Cependant, ils sont, soit emprisonnés sous le régime des crimes, soit abattus lors de rassemblements à l'image de ce qui s'est passé à *Mandsur, Madhya Pradesh*, lors d'une manifestation à la fonderie de cuivre de *Thoothukudi*, dans le Tennessee, le 22 mai dernier. La répression a été vive : 13 personnes ont été tuées et des centaines grièvement blessées dont certaines mutilées.

*Thoothukudi Sterlite Copper* est l'une des nombreuses industries dangereuses pour l'environnement et la santé publique.

Le Tamil Nadu est assailli par de telles entreprises ou par des projets dangereux du gouvernement central : hydrocarbures (ONGC), projet de gaz méthane (GAIL), centrales nucléaires avec l'Observatoire Neutrino sur les particules.

Une fois mis en œuvre, ces projets détruisent des millions d'hectares de terres agricoles du delta de *Cauvery* ou érodent les terres côtières, polluent l'eau ou brisent des montagnes aux forêts épaisses.

### La naissance de SWATE

#### ► L'étape AREDS\*

Bien que je parle de l'environnement social, économique et politique actuel en Inde et en particulier dans le Tamil Nadu, je souhaiterais vous ramener 39 ans en arrière dans un petit village appelé *Renganathapuram* dans le district de *Karur*, où une organisation non

gouvernementale fondée par M.L.A. Samy et nommée AREDS\* (*Association des services d'éducation et de développement ruraux*) entreprenait un long parcours.

AREDS\* est essentiellement une organisation de facilitation pour les mouvements populaires.

C'est un organisme de recherche-action qui dispense des formations au travers d'expositions. Les thématiques se portent sur l'agriculture biologique, sur l'analyse socio-économique et politique, sur le guidage et l'organisation de stages pour les étudiants universitaires de l'intérieur et de l'extérieur de l'Inde et de nombreux autres programmes de ce type.

J'ai rejoint Samy en 1980 dans son travail au village. Nous étions un groupe de jeunes universitaires et nous avons vécu en communauté et travaillé parmi la population rurale.

En ce début des années 1980 à l'époque, les femmes ne croyaient pas à la possibilité de dépasser l'ordre social existant. Dans leur vie personnelle, elles respectaient les règles de genre et celles du système de castes. Elles croyaient généralement au maintien du statu quo, quoi qu'il soit oppressif dans ses applications sociales et économiques.

Notre travail d'animation et de prise de conscience, a permis aux femmes de sortir de leurs périmètres et d'occuper un espace public au village, offert par AREDS\*, leur permettant de discuter de leurs « besoins ressentis ».

C'était vraiment un grand pas.

#### ► L'étape Sangam

Les femmes se sont réunies en *Sangam*. (*sangam* signifiant se réunir). Cette institution reconnue est devenue leur entité légitime.

Un Sangam fonctionne au niveau du village. Ses activités comprennent principalement des réunions régulières, en identifiant les problèmes, en discutant ensemble et en décidant des mesures à prendre, pour résoudre les problèmes et agir à partir des décisions prises.

Pour ma part, j'ai participé à ces groupes en qualité de sage-femme effectuant des accouchements. Cela m'a permis de passer du temps avec ces femmes, en

## Enseignements

### Pour une humanité exempte d'oppression, de pauvreté et d'injustice

attendant l'arrivée des nouveaux nés. La méthodologie de *Paulo Freire* par l'éducation non formelle des femmes sur la base des problèmes communs, m'a permis de comprendre leurs statuts des femmes dans les villages et plus largement dans la société. Ces femmes étaient privées de système de santé, d'éducation, d'équipements de base. Elles devaient prendre en charge par elles-mêmes leurs propres besoins.

De plus, Sangam a fait sortir les femmes de leur village pour porter les problèmes communs auprès des autorités gouvernementales respectives. Ceux-ci ont pu être résolus, tels que l'eau potable, l'éclairage des rues, les voies d'accès et le transport, les logements pour les ménages pauvres et de nombreux problèmes de ce type.

#### ► L'étape citoyenne

Leur approche était basée sur le droit, les réunions de Sangam leur ayant permis de comprendre qu'elles sont des citoyennes légitimes en tant que contribuables.

En 1991, mon interaction avec ces femmes m'a conduit à la création de SWATE, (*Société des femmes en action pour l'autonomisation totale*). Cette société fédère les Sangam. SWATE est un mouvement au niveau du district qui compte actuellement des membres, occupant des postes clés dans un parti politique national - *Swaraj India\**. Je suis membre du Présidium national de ce parti. Des dirigeants de SWATE sont membres du Comité d'Etat du *Tamil Nadu* ainsi que du Comité de district de *Karur*.

Au niveau du *Tamil Nadu*, SWATE joue un rôle clé dans les fédérations comme TAFALIM (*Fédération des mouvements anti-alcools*), le forum des droits des veuves et en qualité de membre au comité de l'administration du district chargé de la protection des femmes contre la violence. Ces mouvements ont été portés au niveau national.

#### ► Jusqu'au débat politique

Les femmes de SWATE ont évolué et décidé

de participer directement à la vie politique. Alors que la lutte contre diverses injustices se poursuivait, elles se sont convaincu que la politique alternative était la solution. Une politique où la nature et les gens sont au centre des débats pour la réalisation d'une véritable démocratie.

Des femmes SWATE ont été élues dans les *Panchayats*, les organismes locaux. Elles sont présidentes, membres de bureau ou conseillères.

En 2001, « *Women - MAPOVI* » (Mouvement des femmes contre la pauvreté et la violence) est lancé. C'était après la participation de SWATE à la « Marche mondiale des femmes 2000 » à Bruxelles.

En 2006, avec des femmes militantes, SWATE a créé « *Women Front* », pour leur permettre de s'exprimer et de participer au débat politique. SWATE est le porte-flambeau pour avoir porté auprès du gouvernement de l'Etat la question de l'extraction illégale des sables dans les rivières du *Tamil Nadu*.

### Lutte contre l'alcoolisme

L'alcoolisme est apparu comme l'une des principales causes de violence à l'égard des femmes. Celles-ci ont vu que la politique sur les alcools de la part du gouvernement était au cœur du problème. En effet, la vente d'alcool est encouragée par la fixation d'objectifs de rentrée de taxes. On dit qu'un quart des revenus de l'Etat provient de la vente d'alcool. Et 80% de l'argent gagné provient des pauvres et des travailleurs.

Dès lors, des magasins d'alcools publics sont ouverts dans tous les villages et villes, dans tous les coins et recoins, les rendant facilement accessibles et entraînant les hommes à l'ivresse et à la dépendance.

En 1996, SWATE a fédéré des organisations de défense des droits des femmes et d'autres entités de l'Etat en tant que Mouvement anti-alcool du *Tamil Nadu* et mené des campagnes et des actions contre la politique du gouvernement.

# Enseignements

## Pour une humanité exempte d'oppression, de pauvreté et d'injustice

### Manifestations contre l'exploitation des sables.

SWATE a mené la lutte contre l'extraction de sable dans le district au cours des 27 dernières années.

En 2012, j'ai déposé une requête auprès de la section de Madurai de la Cour suprême de Chennai pour demander la fermeture de toutes les carrières de la rivière Cauvery, au nom de l'intérêt public.

La Cour a ordonné l'arrêt de 35 carrières dans l'Etat. Les 7 carrières du district de Karur ont toutes été fermées.

Après 23 ans de lutte, ce fut un succès.

Cependant celle-ci continue, le gouvernement de l'État ayant fait appel devant la Cour suprême et a ouvert de nouvelles carrières.

À l'heure actuelle, d'autres écologistes, militants sociaux, ont également déposé une requête devant le tribunal en coordination avec SWATE, combattant ainsi la mafia du sable.

### L'engagement dans SWARAJ

#### ► A la recherche d'une politique alternative.

Les membres de SWATE sont devenus des membres actifs d'un parti national nouvellement formé, **Swaraj India\***.

La signification de Swaraj est la gouvernance autonome. Les principes fondamentaux en sont la prise de décision décentralisée, le pouvoir entre les mains des gens et la démocratie participative.

La base de son fonctionnement est la transparence et la responsabilité des dirigeants devant les membres. Le parti est dirigé par un Présidium.

Les femmes aspirent à y trouver des solutions pour protéger les ressources naturelles écologiques et agricoles et pour se donner des moyens de subsistance et de protection des personnes notamment marginalisées qui constituent la majorité de ce pays.

Le voyage des femmes se poursuit à travers, la caravane Swaraj India\*. Jusqu'à ce que cette politique alternative soit assurée.

### En conclusion

L'expérience de SWATE montre comment les actions, les programmes et les organisations communautaires ont permis aux femmes de déterminer leur vie et de contribuer à la création d'un mouvement populaire.

Elles montrent comment la participation aux mouvements de base favorise la participation des femmes dans leurs communautés et dans leurs identités sociales. Elle influence la famille en tant qu'institution ainsi que la politique de l'État et habilite les femmes à participer à la vie politique.

La création d'un espace permettant aux femmes rurales d'exprimer leurs propres besoins et problèmes les conduit à réaliser leur potentiel et à exprimer leur sensibilité à leur environnement. Elles grandissent avec le respect de soi. Elles ne permettent plus à personne de les blesser simplement parce qu'elles sont des femmes. Ainsi, la confiance en soi les fait intervenir dans des situations injustes.

Les femmes de SWATE sont devenues sensibles non seulement aux injustices liées au genre mais à toutes les violations des droits de l'homme, aux dégradations de l'environnement. Ce processus de responsabilisation a dépassé les limites prévues.

Avec SWATE, les femmes se sont impliquées dans des questions liées aux politiques, défiant le gouvernement de l'État.

Elles combattent la corruption des politiciens et des gouvernements au pouvoir. Il en est ainsi de l'extraction du sable dans les rivières !

Or la société patriarcale, dominée par les hommes, veille en outre à ce que la libération des femmes soit freinée et que perdure leur dépendance à l'égard de leurs membres masculins à tous les stades de la vie économique, sociale, culturelle et politique.

Le besoin d'autonomisation et d'émancipation des femmes est double pour elles-mêmes et pour la société. C'est un enjeu majeur dans le développement de ce pays.

Sans la participation et la contribution des

## Enseignements

### Pour une humanité exempte d'oppression, de pauvreté et d'injustice

femmes, le développement durable ne peut être réalisé. Les conditions préalables à une participation et à une contribution saine et objective de tous, sont l'égalité des sexes et la justice entre les sexes. Elles sont cruciales pour l'humanité, la nature et toutes formes de vie sur cette planète.

Ces conditions se réalisent progressivement grâce au processus d'autonomisation des femmes avec le concours des hommes également émancipés.

## E NSEIGNEMENTS POUR L'ÉCONOMIE HUMAINE

### Pour la dignité des femmes

Dans le district de Karur, l'action de SWATE (et d'AREDS\*) vise la mise en mouvement d'une population, et singulièrement des femmes, qui passe par la conscientisation et l'action.

La conscientisation s'appuie sur l'éducation informelle et la constitution de Sangam, regroupant au niveau du village l'ensemble de la population ou des groupes particuliers comme les femmes, les jeunes, les *dalit\**, les travailleurs du secteur informel.

L'action collective vise au début des objectifs précis, limités dans leur ambition mais atteignables (un puits, l'éclairage public) et l'expérience de l'action collective joue un rôle important pour renforcer la prise de conscience de la population.

Un mot qui revient souvent pour caractériser le mouvement est celui de « empowerment » (*autonomisation, émancipation, capacité*). L'expérience de SWATE montre, en accord avec la problématique de la Rencontre, qu'il est possible pour une population pauvre et marginalisée de prendre le contrôle de son destin à travers la conscientisation,

l'organisation et l'action.

Le mouvement part du niveau local mais s'étend au-delà, dans un mouvement d'émancipation qui atteint tout le pays.

La conscientisation a permis à des femmes de repousser les lignes et d'occuper l'espace public dans le village pour mettre en discussion tous leurs besoins.

Cela a été effectivement un grand pas de franchi. Les Sangam ont amené les femmes à sortir de leur village pour présenter les problèmes communs de leur localité devant les pouvoirs publics et cela a permis de surmonter les difficultés.

Non seulement des femmes et des hommes socialement conscients et engagés, s'impliquent dans les politiques et occupent les espaces de décision, mais la nature et les populations marginalisées sont protégées et un développement durable est rendu possible.

Briser et repousser les conditions personnelles et sociales, les frontières géographiques et étendre les territoires, est une dynamique constante qui conduit les femmes dans un processus de libération.

La problématique du développement local s'inscrit ainsi dans des objectifs globaux d'émancipation.

### Un souffle nouveau

Dans le contexte indien qui se caractérise par l'existence de principes constitutionnels et de dispositions législatives qui reconnaissent l'égalité de dignité de tous, mais qui sont très peu ou pas du tout appliqués, l'action collective vise souvent à faire valoir les droits et à exiger le respect des textes et des dispositifs de lutte contre les discriminations. Cela montre ainsi à la fois l'importance de ces textes (on ne peut pas ignorer et mépriser les institutions politiques nationales et internationales qui les produisent) et la nécessité de l'action pour leur application.

SWATE, comme AREDS\*, mène de front conscientisation et actions locales qui



# Enseignements

## Pour une humanité exempte d'oppression, de pauvreté et d'injustice

améliorent la qualité de vie des populations et revendications vis-à-vis des autorités.

Ces piliers de l'action sont ensemble, importants. L'autonomie de SWATE, comme organisation de femmes, a permis de faire émerger dans le champ social et politique des enjeux comme l'égalité des sexes, la violence faite aux femmes, les ravages de l'alcoolisme.

C'est une illustration de l'importance de l'approche intégrale des besoins.

En Inde, surtout dans le contexte politique actuel avec la montée en puissance du fondamentalisme hindouiste, les mouvements visant à revendiquer une économie plus humaine sont victimes de violences, allant jusqu'à des assassinats. Les animateurs de l'action collective prennent des risques. Ils font preuve de courage.

*Labour Union*) ; TISM (*Students Movement*),

- puis les militants de ces organisations,
- enfin l'ensemble de la population.

On relève le rôle central d'animateurs dont toute la Rencontre a souligné les vertus attendues : courage, persévérance, écoute, engagement personnel.

**N'est-ce pas ici que la spiritualité trouve aussi sa place ?**

**L'économie humaine n'entend pas l'écartier de son champ.**

### La force de l'action collective

L'action collective, pour prendre son destin en main, dans la situation du district de Karur, n'est pas née spontanément au sein des groupes subissant l'oppression, victimes des normes sociales ou de la domination économique. Il a fallu un ferment extérieur. Samy et Christi citent souvent un proverbe chinois :

*"Go to people, live among them, learn from them, love them, build with what they have. But with best of the leaders, when the work is done, the task accomplished, the people will say: "We have done this ourselves".*

### L'engagement d'une vie

On peut même considérer que dans l'animation du mouvement, il y a plusieurs cercles concentriques :

- au cœur, Samy et Christi qui ont consacré leur vie à cette mission (*le mot n'est pas trop fort*),
- puis un groupe formé par eux qui sont les animateurs d'AREDS\* et de SWATE, ainsi que des autres organisations qu'ils ont créées DRALM (*Dalit\* Movement*) ; KADALU (*Unorganised*

## Témoin et terrain

### Michel AZCUETA (Pérou)



**A**u premier regard, vous vous sentez accueilli en frère. Vibrant d'enthousiasme, Michel AZCUETA sait naturellement convaincre. Audacieux, face à une dure réalité politique, il a eu un rêve immense pour son territoire, qu'il a su faire partager à toute une population, même

les plus jeunes, même les plus pauvres. Aujourd'hui Villa El Salvador est un exemple mondialement reconnu, d'une ville autogérée, d'un territoire qui a su se prendre en main.

Michel AZCUETA est né le 20 février 1947 à Madrid (Espagne), d'une famille basque. A 20 ans, après avoir terminé ses études au séminaire de Burgos (au nord de l'Espagne), il se rend au Pérou, en 1971, avec un groupe de jeunes enseignants. Il crée les premières salles de classe du Collège Fe y Alegría 17.

En 1974, il obtient avec ses camarades la citoyenneté péruvienne.

Son diplôme de professeur à l'Université catholique pontificale du Pérou, en poche, il termine son cursus universitaire avec un diplôme de troisième cycle en science de l'éducation et en communication.

**La Communauté urbaine de Villa El Salvador était en train de naître. Il en est devenu un des pères fondateurs.**

Comme dit Laurence Kwark : « *Quand une personne rêve seule, cela reste un rêve, quand on rêve à plusieurs cela peut devenir une réalité* ».

En 1971, suite à un tremblement de terre, 100 000 déshérités se voient offrir à 30 km de Lima une terre complètement désertique, pour construire leur avenir. Il en sortira une utopie d'entre les pierres et le sable, issue d'un rêve fécond, partagé et réel.

Michel Azcueta est, à l'époque, aux côtés de quatre-vingts familles. Résident, comme eux, du district, Il participe à la constitution de multiples associations de quartier et de soutien communautaire.

Tous s'organisent, avec très peu d'aide de l'Etat et élaborent le premier plan de développement autogéré, dans la perspective d'une cité solidaire qui offrirait, tout ce qui est nécessaire pour vivre dans la dignité, en plaçant la personne au centre du développement.

Une grande assemblée de citoyens fut créée devant **la communauté urbaine autogestionnaire de Villa El Salvador (CUAVES)**. Celle-ci va diriger l'aménagement du quartier durant les premières années au travers de la planification, la participation, la mobilisation, en réussissant des avancées dans le développement de la communauté.

En 1980, il participe à la fondation du parti *Izquierda Unida*. C'est sous cette étiquette qu'il a été élu maire de Villa El Salvador pour la période 1984-1987. La structure en district municipal est créée. Michel Azcueta en est le premier maire. Il sera réélu Maire du district de Villa El Salvador en 1987-1989 et de 1996 à 1998.

Le nouveau conseil municipal poursuit dans la même ligne que la CUAVES et gère en même temps le quartier, élabore un second plan de développement autogéré consacré principalement au développement économique avec pour base la petite entreprise, l'éducation et la culture, ainsi que toutes les infrastructures de base comme l'eau, l'assainissement, l'électricité, la voirie, etc.

« *Un premier point fondamental de Villa El Salvador est que **la ville a été pensée dès sa création avec un plan global de développement**. Les premiers habitants n'avaient rien, mais ils savaient qu'ils allaient construire une ville produisant ses propres richesses et non pas un quartier de plus ou une cité dortoir. Le deuxième point fondamental est le respect : respect des idées différentes, des gens différents et le respect des générations.*

## Témoign et terrain

### Villa El Salvador, un autre monde est possible...

*Et c'est ainsi que le rêve a pu se transmettre* » dit Michel Azcueta.

Il participe énergiquement à la politique locale et nationale du Pérou, jouant un rôle clé dans le processus de changement et d'amélioration du système éducatif national, puis a fondé le mouvement « *Confianza Peru* ». Au cours de son mandat, il met sur pied le 11<sup>ème</sup> Plan de Développement de Villa El Salvador qui comprend :

► **Le budget participatif**, principe repris ensuite par la ville de Porto Alegre au Brésil ;

► **L'organisation des femmes** dans la FEPOMUVES (*Fédération populaire des femmes de Villa El Salvador*),

► **L'organisation des entrepreneurs** dans l'APEMIVES (*Association des petites et moyennes entreprises de Villa El Salvador*); Le parc industriel accueillait alors environ 2 000 PME pour près de 20 000 emplois.

► **Le Centre de communication populaire**. Quatre dispositifs nés à Villa el Salvador et qui s'étendent aujourd'hui à tout le Pérou.

Dans les années 80-90, le Pays a eu des années difficiles à passer, liées notamment à la violence du groupe terroriste : « *Sentier lumineux* ». Michel Azcueta en a dénoncé les violences, défendant les dirigeants et les habitants contre le terrorisme. Il en a été la cible le 16 juin 93, aux portes du Collège où il enseignait. Grièvement blessé, il fut opéré à plusieurs reprises. Il reçoit en 1993, le Prix international des Droits de l'Homme. A cette époque la population de Villa El Salvador et ses dirigeants se trouvaient entre deux feux : le gouvernement civico-militaire de Fujimori et la violence terroriste de Sentier lumineux. Malgré cela, courageux et solidaires ils continuèrent à défendre ardemment une alternative de Paix dans la justice sociale.

**Villa El Salvador reçut le prix international du Prince des Asturies et la reconnaissance par les Nations Unies de « Ville messagère de la Paix ».**

Michel Azcueta conclut en disant :  
« *L'expérience de la communauté de Villa El Salvador pour l'élaboration et l'application*

*du développement centré sur la personne a été possible grâce à la concertation de toutes les parties en présences. Bien sûr, forte de ses valeurs, Villa El Salvador continue d'avancer, au-delà des problèmes rencontrés et des échecs à la fois dans la réalité locale et dans la société péruvienne qui connaît de grandes difficultés ces dernières années* ».

Cependant tout cela est bien réel, généreux et donne à réfléchir pour nous-mêmes et pour chacun d'entre nous. Villa El Salvador c'est un rêve ancré dans la réalité de toute une population. Ils ne savent peut être pas tous lire et écrire mais ce qu'ils savent faire c'est rêver, partager, mettre en commun, les rêves comme l'énergie pour les réaliser. Ils ont construit une ville dans le désert et leurs enfants les ont vus faire. A leur tour, ils continuent à rêver et ils projettent leur rêve vers l'avenir.

## E XPERIENCE - TERRAIN

**De quoi sont capables les hommes quand ils sont solidaires !**

**Une ville née de la crise et du désert...**

Dans les années 70, Lima, la capitale péruvienne est surpeuplée et accueille déjà un tiers de la population du pays. Elle subit de plus un grand mouvement de migration rurale.

Le 1er mai 1971, des habitants mal logés, des paysans, des sans domiciles, envahissent les terrains non occupés qui appartiennent à des propriétaires privés des alentours de Lima.

Les propriétaires, en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, ordonnent les expulsions des gens qui virent en une confrontation avec les forces de l'ordre et fera un mort (*Ediberto Ramos Quispe*) et de nombreux blessés. Le gouvernement qui veut calmer le jeu à l'heure où un événement important doit avoir lieu dans la capitale, octroie alors des terrains vagues aux sans domiciles, dans une zone désertique de la banlieue

## Témoign et terrain

### Villa El Salvador, un exemple de démocratie participative

sud de Lima à la *Tablada de Lurin*, un site proche du site pré-inca de *Pachacamac* et il leur fait la promesse qu'ils en deviendront propriétaires.

Pour éviter les spéculations, les familles décident de s'organiser petit à petit, elles s'entraident pour construire les abris et pour se nourrir.

**Des assemblées populaires décident collectivement des conduites à tenir et chaque habitant a son mot à dire.**

#### La CUAVES.

En 1973 est votée la première convention qui portera le nom de CUAVES (*communauté urbaine autogestionnaire de Villa El Salvador*). Elle est l'héritière de l'assemblée populaire qui a organisé l'invasion et s'est fixée pour objectif la consolidation des organisations populaires et la prise en charge des problèmes de la nouvelle ville. Elle reçoit l'appui du SINAMOS (*système d'appui de la mobilisation sociale*), un organisme d'état dont elle s'émancipera par la suite.

En **septembre 1976** est votée la seconde convention de la CUAVES, **en 1979** la troisième puis **en 1983** la quatrième.

**L'organisation de Villa El Salvador associant la démocratie participative à la démocratie représentative est un modèle reconnu au niveau international.**

Tout est à faire sur ses terres désertiques. Il faut vaincre le territoire difficile et s'implanter afin de pouvoir y vivre. Il n'y a aucuns services. L'eau au départ est acheminée par des camions citernes. Ensuite tout va quand même s'installer assez vite.

- ▶ **Juillet 1977** : Villa El Salvador prend part à la grève générale contre la dictature militaire. Un jeune y trouve la mort.
- ▶ **Août 1979** : installation de l'eau et d'un réseau d'égouts.
- ▶ **Janvier 1980** : des bassins sont creusés en bas d'une pente pour purifier les eaux usées par l'action du soleil ce qui permettra de créer une zone d'agriculture et d'élevage.
- ▶ **Noël 1982** : 2 pistes sont goudronnées et inauguration des routes A et B.
- ▶ **Juin 1983** : le gouvernement de Bélaunde accorde à l'ancien bidonville qui a dépassé les 150.000 habitants, la qualification de « *ciudad* » (cité). C'est une réelle reconnaissance du travail accompli sur le plan de l'urbanisme et sur le plan social par les organisations populaires.
- ▶ **Décembre 1983** : création de la Fédération Populaire des Femmes qui sera l'une des plus influentes parmi la cinquantaine d'organisations que compte la communauté.
- ▶ **Janvier 1984** : la municipalité de la cité nouvellement créée reconnaît la CUAVES et déclare que sa loi communale est la loi municipale.
- ▶ **Février 1985** : visite de la ville par le pape Jean-Paul II.
- ▶ **Janvier 1986** : la ville est proposée pour le prix Nobel de la paix. Le gouvernement annonce la création d'une zone industrielle avec la participation des Nations-Unies et la construction du métro Villa El Salvador-Lima-Comas.
- ▶ **Juillet 1986** : marche pour la paix et la justice sociale en protestation contre le massacre de plus de 300 prisonniers politiques appartenant au Sentier lumineux.
- ▶ **1987** : Titre de « *Cité messagère de la Paix* » décernée par l'Unesco.
- ▶ **1987** : prix « *Principe de Asturias* » attribué par l'Espagne.
- ▶ **Janvier 1989** : marche des *pobladores* sur le palais du gouvernement pour dénoncer le plan d'urgence (eau, électricité).
- ▶ **Mars 1989** : mise en service de la station de pompage numéro 4 alimentant le district en eau. La ville compte 300 000 habitants



## Témoign et terrain

### « Parce que nous n'avons rien, nous ferons tout »

dont 75 % de moins de 26 ans.

- ▶ **Octobre 1990** : début de la production de tissu dans la zone industrielle.
- ▶ **Février 1991** : épidémie de choléra et forte mobilisation de la population sur le plan-santé établi de la CUAVES qui sera reconnu par l'OMS\*.  
Menaces du Sentier lumineux.
- ▶ **Années 1992/1993** : très dures années pour la ville en raison de la terreur exercée par le Sentier lumineux. Ce dernier lance 2 voitures piégées contre le centre culturel, détruit l'émetteur radio Villa El Salvador ; s'attaque à l'université libre, aux collèges, aux habitations. Il perpète de nombreux assassinats contre les leaders :
  - assassinat de *Maria Elena Moyano*, adjointe au maire et présidente de la Fédération des Femmes ;
  - assassinat de *Rolando Galinda*, Maire de Villa El Salvador ;
  - assassinat d'*Alejandro Pantigoso*, Président de l'association des pères et candidat à la mairie ainsi que de son épouse.
  - Michel Azcueta qui fut le premier maire et l'un des fondateurs de la ville échappe à un attentat.
- ▶ En **septembre 1992**, une foule immense proteste contre les attentats.
- ▶ Malgré cette terreur, dans les années **1990**, la ville se reconstruit petit à petit, mais les ménages se sont repliés sur eux-mêmes et les organisations populaires se sont affaiblies.

### Ce qui motivait le Sentier lumineux

Difficile de comprendre pourquoi le Sentier lumineux, qui se définit comme le Parti Communiste Péruvien, pouvait s'attaquer à une ville comme Villa El Salvador, symbole de l'organisation du peuple pour son propre bien-être. Sans nul doute, le Sentier lumineux avait pour objectif de détruire le pouvoir en place en instaurant un régime de terreur. Il s'en prendra à Villa El Salvador car cette ville fait partie de la « ceinture de fer » et

en tant que « *barriada* », elle entoure la capitale, centre du pouvoir.

Le modèle développé par *Villa El Salvador* donc, fut pris entre deux feux car aussi bien les familles furent les cibles du Sentier lumineux mais elles furent aussi soupçonnées par les forces de l'ordre, en tant que terroristes présumées.

### L'organisation communautaire.

Directement inspiré des plans en damiers des villes pionnières, l'urbanisme a été conçu au plus près des besoins de la démocratie participative : la population est répartie en « blocs » de 24 familles qui élisent 5 délégués à l'assemblée du groupe (un groupe = 16 blocs).

À Villa El Salvador, les prises de terrain ne sont pas réduites à une simple occupation des lieux mais elles ont conduit à une organisation sociale.

Les familles disposent de maisons avec un parc public réservé aux services communs (école maternelle, service médical, local communal, terrains de sport).

Avec l'arrivée des paysans, la collaboration des militants de gauche, des professionnels venus vivre avec eux pour animer les projets, les nouveaux arrivants se rassemblent et obtiennent du gouvernement qu'il fournisse des services. Ce sont notamment les femmes qui en assument l'animation.

Ce modèle est innovant en cela qu'il brise le modèle colonial des villes d'Amérique latine. Les villes héritées de la colonisation espagnole sont toutes construites autour du palais du gouverneur, de l'église, du palais de justice (et de la prison).

Dans le cas de Villa El Salvador, la place publique est décentralisée car chaque parc est le centre d'un milieu de vie. Les places publiques ne sont pas des prolongations du pouvoir de l'État mais des espaces démocratiques. Elles sont nées pour former la société civile.

Le désert est vaincu et se transforme en zone

# Enseignements

## L'héritage indigène

agricole grâce aux lagunes d'assainissement des eaux usées cachées par des arbres. Trois types d'exploitations existent : individuelle, communale et coopérative.

On y cultive du maïs qui nourrit quelque 3 000 vaches qui fournissent à leur tour le lait et les fromages. Des vergers sont mis en place grâce à la venue de jeunes agronomes de Nantes qui travaillent avec des jeunes de Villa El Salvador.

L'eau reste un problème majeur malgré tout, car elle ne leur est accordée que dix heures par jour. Alors qu'à côté, dans la capitale, l'eau est gaspillée et que la ville continue toujours de rejeter les eaux usées dans la mer...

### L'héritage indigène.

L'organisation sociale est la loi du voisinage. Cinq délégués sont élus chaque année dans chaque groupe résidentiel (*manzana* ou *pâté de maison*) pour prendre en charge le logement, la santé, les cuisines populaires, les sports, l'éducation, la culture, l'activité économique (*productive et commerciale*).

Ce modèle s'inspire largement de la tradition communautaire indigène représentée par de nombreux habitants. En effet, les civilisations pré-incas connaissaient déjà la loi de réciprocité qui réglait les échanges entre les individus, les familles et le pouvoir politique. Les indiens qui émigrent dans la ville apportent avec eux, une façon de vivre qui n'aurait pu survivre à la prolétarisation, mais qui trouve un terrain propice à l'économie informelle.

C'est certainement un facteur à la base de la réussite de cette forme de développement. Également, la communauté a pu se dresser contre les attaques du Sentier lumineux car elle est fondée sur la culture de la non-violence des communautés andines.

**La culture a réinventé la civilisation.**

### Quelques chiffres des travaux réalisés :

- ▶ Plantation d'un demi-million d'arbres
- ▶ Construction de 26 écoles
- ▶ Construction de 150 garderies
- ▶ 400 cuisines collectives
- ▶ Formation d'assistants médicaux
- ▶ **Deux zones industrielles** ont été créées. Sur l'une d'entre elles, sont implantées de grandes enseignes nationales, générant des milliers d'emplois.
- ▶ **Quatre universités** ont été construites. L'une, publique et trois privées. A ce jour, 18 000 étudiants universitaires étudient à Villa El Salvador.
- ▶ **En 2019**, Villa El Salvador accueillera les *Jeux panaméricains*, avec la présence de 8 000 athlètes de tous les pays d'Amérique, y compris des champions mondiaux et olympiques.

▶ **En 2021**, Villa El Salvador aura 50 ans et fêtera ses « noces d'or. »

### Les cantines populaires collectives

C'est au cours des années 1980 que la faim se développe dans quasiment tous les foyers populaires péruviens. Des organisations de survie voient alors le jour et s'implantent dans

les quartiers concernés.

Des groupes de famille, en situation d'extrême pauvreté se constituent en comités qui, en coordination avec la municipalité, assurent chaque matin une ration de lait aux enfants de moins de 6 ans.

Plus de trente mille rations sont distribuées quotidiennement.

Parallèlement se constituent les cantines populaires (*comedores populares*), organisations des mères de familles qui mettent en commun l'achat et la préparation des aliments.

Villa El Salvador compte 400 cuisines collectives regroupant 15 familles chacune.

Ce sont les femmes qui ont mis en place ce qui leur a permis de traverser la crise à



# Enseignements

## Le rôle des femmes

moindre coût, grâce au regroupement d'achats et la préparation des repas en commun.

Ces cuisines ont, de plus, le mérite de contribuer à une forme de socialisation.

Les femmes peuvent alors s'émanciper et sortir de chez elles dans une société encore machiste où bien souvent la femme n'est pas reconnue à sa juste valeur.

« Une cantine populaire (*Comedor popular*) est avant tout un groupe d'habitants qui s'organisent avec un objectif commun : apporter un service de préparation et de distribution de repas pour les enfants et les ménages d'un quartier populaire.

Pour sa création, le groupe se réunit tout d'abord pour parler du projet, bien souvent ils ont un soutien technique et matériel (denrées alimentaires non périssables principalement) des Organismes Non Gouvernementaux (ONG), notamment de CARITAS Internationale, des élus locaux ou des organisations populaires. Le groupe doit toutefois s'appuyer principalement sur ses propres moyens ; cotisations, dons, mutualisation des moyens. Notamment cette mutualisation porte sur l'usage des ustensiles, et dans la production des repas, ...).

A tour de rôle, ses membres se relayent pour l'établissement des menus, la gestion de la structure et surtout la préparation des repas. Afin de ne pas affaiblir la communication et les liens familiaux, il n'existe pas de service de restauration sur place, chaque famille amène le repas à son domicile. »

## Le rôle des femmes

Les femmes dans les années 1980, surtout celles regroupées dans la « *Fédération populaire de las mujeres* » de Villa El Salvador jouent un rôle important dans le maintien de la tradition autogestionnaire de la CUAVES. Elles font valoir par leur fédération un courant politique important pour le développement et la gestion de la communauté.

Instruments pour répondre aux besoins élémentaires des familles, les « *comités du verre de lait* » et les cantines populaires représentent aussi pour les femmes la possibilité d'accéder à un espace public

propice à leur affirmation individuelle et collective, à la prise de conscience de leurs droits et capacité d'action.

De nombreux leaders ont émergé de la communauté féminine de Villa El Salvador à l'image de **Maria Elena Moyano\***.

## Le modèle de gestion

L'extraordinaire relation entre l'administration locale et les citoyens a constitué un modèle de gestion municipale qui a influencé un grand nombre de municipalités au Pérou, non seulement en raison du niveau de participation active, mais aussi dans son efficacité à satisfaire les besoins de la population.

Dans les quatre dimensions et pour chacune d'elles, on observe l'engagement des citoyens à assumer des responsabilités de gestion spécifiques :

- ▶ Dimension territoriale : tous les voisins,
- ▶ Dimension économique : tous les entrepreneurs au niveau locale,
- ▶ Dimension politique : tous les leaders.
- ▶ Dimension administrative : tous les gouvernements.

Tous ont permis d'accélérer la conquête de grandes réalisations dans les quatre dimensions et promût une culture de progrès solidaire qui différencie Villa El Salvador des autres communautés populaires d'Amérique latine.

## L'avenir

Aujourd'hui la ville compte environ 500 000 habitants, aux maisons basses, aux rues larges et bien tracées plantées d'arbres bordant de larges avenues.

Même si ce modèle est une réussite cela n'en fait pas un paradis mais ce n'est pas non plus, ce que nous appelons communément un bidonville car les habitants sont propriétaires de leur maison.

Des conflits sociaux s'y développent, accrus par la crise économique et politique qui dure



# Enseignements

## Un modèle de gestion participatif et autogéré

au Pérou.

### Ses nouveaux défis :

- ▶ La lutte contre la délinquance des jeunes ;
- ▶ Pallier l'accélération de la pauvreté et l'influence du modèle néolibéral au Pérou ;
- ▶ Améliorer les conditions de vie des nouveaux ménages ;
- ▶ Assurer la croissance économique, commerciale, industrielle et des services dans la nouvelle situation économique et politique ;
- ▶ Promouvoir la participation directe des QUATRE UNIVERSITES existantes actuellement à Villa El Salvador, notamment en matière de technologie, de recherche et de connaissances ;
- ▶ Développer l'utilisation des nouvelles technologies dans la communauté ;
- ▶ Rester attentif aux nouveaux types d'organisation sociale ;
- ▶ Lutter contre les conduites individuelles qui tendent à dépasser les démarches collectives.

## E NSEIGNEMENTS POUR L'ÉCONOMIE HUMAINE

En partant de rien et en se mobilisant de façon démocratique et même autogestionnaire, une population pauvre a réussi à construire une ville dotée des principaux services publics et d'une activité économique qui assurent des revenus à la majorité des habitants. Cette capacité collective à s'organiser ne va pas de soi. Visiblement l'Eglise catholique dans son courant engagé dans la vie sociale, plus précisément les mouvements inspirés par la théologie de la libération, ont joué un rôle majeur de même que les mouvements populaires s'appuyant sur les traditions indiennes et sur les organisations paysannes

et urbaines. Cette histoire s'est capitalisée et incarnée dans ses dirigeants.

Grâce aux mouvements politiques, sociaux et religieux engagés, s'est développée une éducation populaire qui a accompagné et soutenu l'organisation collective de la population de Villa El Salvador.

L'action pour construire et organiser la ville combine de façon complémentaire des exigences portées devant le gouvernement central et la prise en charge directe par la population.

Cette complémentarité entre la mobilisation pour revendiquer et la mobilisation pour faire, est une des caractéristiques de l'économie humaine, à l'échelle locale.

La part de chaque composante évolue selon les circonstances. La mise en place d'institutions qui ont en charge les différents services collectifs, permet de perdurer.

Mais inévitablement, il se crée une certaine distance entre la population et les institutions.

C'est pourquoi dans l'histoire de Villa El Salvador il a été nécessaire de redonner du dynamisme à un mouvement social dans lequel la population se mobilise pour revendiquer ou pour prendre en charge directement les problèmes collectifs.

Une part importante de l'action vise à la construction du consensus par la concertation. Celle-ci ne s'organise pas spontanément, car il y a des différences de points de vue et des divergences d'intérêt, y compris au sein de la population et de ce qu'on appelle parfois de façon simpliste « le peuple ». Il est souvent tentant de régler les conflits en imposant un point de vue ou en faisant taire un opposant.

**A Villa El Salvador, cette concertation pour la construction d'un consensus a fait l'objet d'un apprentissage collectif, permettant de développer à la fois des processus et une « culture commune ».**

**Un des points clés de la concertation se joue, entre les acteurs économiques et entre eux et les représentants de la population.**



## Portrait -Témoign

### LE MENÉ, un territoire pionnier



« Nous allons faire une plongée dans le territoire qui nous accueille et franchement, ce n'est pas banal. Venus de loin, des quatre coins de la planète,

nous sommes arrivés jusqu'au Mené.

Vous, vous y êtes tout le temps, mais nous, nous y venons pour la première fois et nous sommes vraiment très intéressés par ce que vous allez nous raconter de votre histoire d'économie humaine à l'échelle territoriale... »

(Discours d'introduction de Dominique Lesaffre / RIEH)

**Les valeurs portées par le territoire Le Mené qui sous-tendent nos actions s'expriment pour et avec ses habitants :**

- ▶ Affirmer l'**égale dignité** et le plein épanouissement de toute personne humaine ;
- ▶ Promouvoir le **bien commun** de tous, par la mise en valeur des richesses de chacun ;
- ▶ Prendre **soin de l'environnement** dans une démarche résiliente ;
- ▶ **Apprendre à dire assez**, pour que tous aient assez ;
- ▶ Une **régulation éthique et politique** pour donner sens et cohérence à l'effort humain.

Pour en comprendre tout l'engagement, depuis plus de cinquante ans, nous vous proposons quatre expériences.

**L**a première se présente sous la forme d'un portrait du Mené, présenté par Paul Houée, prêtre, sociologue, chercheur à l'INRA, ancien maire de Saint-Gilles-du-Mené.

#### Le Mené : Terre-histoire, Terre-espoir

Depuis plus de 50 ans déjà, le petit pays du Mené en Bretagne Centrale, poursuit une

démarche territoriale qui ne cesse de surprendre par sa ténacité et par sa cohérence, par sa capacité à rebondir et à s'adapter, dans un espace à géométrie variable (16 communes, 15 000 habitants actuellement).

Il s'agit d'inciter une population rurale à se prendre en main pour trouver sa place dans les changements de ce temps, en conjuguant dans un projet de territoire, les personnes, des attentes, des initiatives des groupes locaux avec des stratégies, des directives émanant de l'Etat et des structures d'intégration.

Cette dynamique territoriale s'est déployée en trois étapes qui sont aussi les trois fondamentaux de notre démarche et qui sont autant pour nous, des réserves de mémoire et de sens.

▶ **1965/1974 : Le réveil** surprenant, les tâtonnements d'« un pays qui ne veut pas mourir ».

▶ **1975/1992-1995 : Le mûrissement**, la reconnaissance « d'un pays qui se prend en main ».

▶ **depuis 1992 /1995 : le passage de relais**, les défis d'un « territoire rural innovant ».

Tout a commencé avec Desroche. A l'époque, je travaillais au Collège coopératif et Desroche était mon directeur de recherche. C'est lui qui m'a dit de lancer le Mené en disant : « Vas-y et fait de la sociologie avec de la boue sous les godasses ! ».

Tout est parti donc, au printemps et à l'été 65, de la restitution d'une thèse de sociologie et des résultats d'une enquête participative menée avec les jeunes du pays et autour d'un slogan : « Un pays qui ne veut pas mourir ! ».

A l'invitation des maires, souvent fraîchement élus, 18 réunions locales, plus de 5 000 personnes et plus de 1 500 interventions écoutées dans le langage quotidien.

S'y mêlaient les attentes, les questions, les propositions les plus foisonnantes. Il s'en dégagait déjà, un état d'esprit, une image d'ensemble dans laquelle la population se reconnaît et déjà se projette.

Un déclic s'opère dans les prises de conscience, le passage d'une identité dépressive, nous étions les landes du Mené qui deviennent

## Portrait –Témoin

### Terre histoire, terre Espoir

une identité positive, on était capable de s'en sortir, trouver sa place, s'entendre entre nous, pour se faire entendre ailleurs, une dignité retrouvée, une confiance affirmée, une volonté d'avenir, voilà qui met en mouvement.

Tout ça s'est traduit le 12 août 1965 pour les élus, les responsables socioprofessionnels, les délégués associatifs par la création du Comité d'Expansion du Mené\* qui est devenu, par la suite, le premier Comité de pays de France. Nous ne le savions pas évidemment ! Nous avons des commissions de travail qui ont dégagé, tout de suite, les trois axes fondateurs du projet du Mené :

- ▶ Moderniser les **exploitations agricoles** familiales,
- ▶ Former un **bassin agroalimentaire** créant 1 000 emplois, sans rêver de décentralisation.
- ▶ Aménager le **tourisme**, comme levier d'animation culturelle et des rapports ville/campagne.

Et nous proposons de coordonner ces trois axes en un plan de développement, négocié avec l'Etat et les partenaires économiques qui ne sont pas prêts à saisir une demande globale émergente.

▶ **Juin 1966** : La venue du Parlement Européen fait rêver de « *manne de Bruxelles* » qui tarde à venir. Par contre, des petits crédits d'étude permettent à chacun de mener des petits chantiers de jeunes, français, étrangers, attirent les jeunes locaux et entretiennent l'espoir.

Le Mené connaît sa première traversée du désert mais sort déjà de l'anonymat.

Cette référence, parfois un peu mythique à cet élan populaire fondateur, reparait quand un événement menace la survie d'une entreprise. Ce fut le cas pour l'entreprise Gilles\* en 78, pour Kermené en 92, les kaolins Plémet en 82, Douce France en 1992. Et à chaque fois, on se mobilise.

Mais cette référence populaire s'exprime surtout dans les expositions commerciales : la célèbre Foire du Bel Air, notre vitrine. Les rassemblements sportifs, je pense notamment à La Course de Côte de Saint-Gouéno, 650 bénévoles, les manifestations culturelles de

Laurenan, Langourla, Gomené qui mobilisent des centaines de bénévoles, les fêtes locales multiples où on aime se retrouver, échanger, aller de l'avant.

Voilà nos racines, nos points de départ, nos références ultimes.

### Un pays qui se prend en main !

C'est la marque du Mené, d'avoir su structurer tous ses acteurs, ses énergies dans une approche globalisée de son territoire en s'appropriant et parfois en anticipant les outils publics de l'État et les outils du développement du territoire, puis à la décentralisation, aux politiques contractuelles de l'Europe, à travers les programmes Leader, de l'Etat et de la Région.

▶ **A l'été 1974**, le bureau renouvelé du Comité d'Expansion, obtient d'un nouveau Préfet qui venait d'arriver, la mise à l'étude de 1975 à 1978 de son premier Plan d'Aménagement Rural, qui nous avait été promis dès 1970 : 250 personnes participent aux commissions de travail. Les militants du Mené confrontent leurs pratiques avec les techniciens des services départementaux, nous avons appelé ça, « *la bataille du PAR* », difficile mais fructueuse. Elle aura été un temps de formation, de dialogue, de partenariat novateur.

Le Mené a désormais un outil de référence, une démarche reconnue, largement validée aux élections municipales de 1977. Le PAR va servir de base à un Contrat de pays régional et à plusieurs programmes spécifiques, avant de se transformer en Charte du territoire, signée avec éclat, en novembre 85, suite à la visite du Président François Mitterrand à Plessala, qui marque la reconnaissance la plus élevée du Mené au niveau national. Celui-ci est devenu **un partenaire crédible, capable de se fixer des priorités, de tenir des engagements, d'expérimenter de nouvelles procédures.**

Le Mené joue un rôle moteur dans le développement des pays de Bretagne, devient une référence nationale pour les initiatives de développement locales. Pour ça, le Comité d'expansion doit s'effacer devant le Syndicat Mixte du Mené, reconnu en 1979 « *Structure*

## Témoign et terrain

### LE MENÉ, une terre humaine, ouverte sur le monde

officielle de représentation, de négociation et de réalisation du Mené dans l'effort de développement global qu'il poursuit depuis 1965 ». Ce sont nos statuts.

Parmi les résultats les plus probants :

- ▶ l'amélioration de l'habitat, 2 030 logements prévus, 2 494 réalisés, à 95 % par les artisans locaux, en fait, plus de 4 000 logements bénéficiaires qui se poursuit par la revitalisation des centres-bourgs.
- ▶ l'accompagnement des entreprises agro-alimentaires Kermené, sur place 2 500 salariés mais 220 robots.  
A Merdrignac Bio3G, ses produits en agrobiologie, S.V.A. Intermarché ;
- ▶ appui à la formation et à l'activité des artisans, commerçants et agriculteurs ;
- ▶ réalisations touristiques, appui aux réseaux associatifs, à l'animation culturelle, à l'ODCM\* qui fédère plus de 80 associations.

#### Les défis d'un territoire innovant

Depuis les années 1990, la dynamique du Mené entre dans une nouvelle phase marquée par la relève démocratique des responsables. Les réformes des collectivités et de leurs moyens, de nouvelles stratégies pour s'adapter aux grandes évolutions technologiques, économiques, sociales et culturelles de ce temps.

▶ **Depuis 1992**, le tronc commun du Mené se prolonge en deux branches distinctes : La Hardouinçais-Mené, 9 communes, 8 500 habitants qui poursuivent l'aménagement de plusieurs zones d'activités autour de la RN 164 et les retombées fiscales assurent un bon niveau de services à l'ensemble de la population. Devant, les réformes dictées par la loi NOTRe\*, elle choisit de mutualiser ses services, tout en maintenant ses 9 communes.

L'autre partie du Mené, perd une partie de ses membres, doit surmonter des tensions internes et attendre de nouveaux élus pour créer en 2002, la Communauté de communes du Mené avec 7 communes, 6 500 habitants qui va puiser dans le réseau associatif, l'ambition de parvenir à l'autonomie

énergétique de son territoire.

En combinant plusieurs sources d'énergies renouvelables, en réduisant plusieurs dépenses dans l'habitat et en constituant le bouquet énergétique du Mené : la production d'eau chaude par Géotexia fait pousser des sauleraies, à rotation rapide, qui alimentent le réseau des chaudières-bois.

▶ **En 2016**, la Communauté de communes devient La Commune Nouvelle du Mené, inventant un nouvel équilibre avec ses 7 communes déléguées.

▶ **En 2017**, la loi NOTRe\* et le Schéma Départemental conduit la Commune Nouvelle et les 9 communes du canton de Merdrignac, à adhérer à Loudéac Communauté Centre Bretagne avec ses 52 000 habitants et ses 42 communes.

**Notre problème : comment s'intégrer sans se désintégrer ? Une question pour tous : Comment discerner et former la nouvelle génération, pour quel Mené demain ?**

**La seconde expérience présente un pôle de Santé remarquable à Merdrignac reconnu « Pôle d'Excellence rural », présenté par Evelyne Gaspaillard (Maire de St-Vran).**



Le pôle de Santé de Merdrignac est situé au sud du pays du Mené dans « Le pôle de proximité Hardouinçais-Mené ».

Voici, relatée son expérience, reconnue par l'Etat : « Pôle d'Excellence Rurale ».

Il s'agit de trois opérations complémentaires :



## Témoign et terrain

### A Merdrignac, le pôle médico-social...

- le rachat de la Maison médicale,
- l'agrandissement de l'EHPAD\* du Bourgneuf,
- et la construction du Pôle médico-social.

Et deux éléments supplémentaires qui ont favorisé le projet :

- la disponibilité foncière sur Merdrignac, pour une localisation qualifiée de pertinente,
- et le partenariat complémentaire avec la pharmacie.

#### Le projet en lui-même et les clés de la réussite

Tout d'abord, **un duo professionnel**, bien ancré dans son territoire :

► **Un médecin et une élue** : présidente de la communauté de communes (CCHM\*), autour d'une histoire d'infirmière. Deux professionnels ancrés dans leur territoire.

Autres facteurs :

► **Un état des lieux précis** : une bonne connaissance de la population, de ses besoins, du domaine économique, du domaine social.

► **Un partenariat privé / public** :

- **Privé** par une structure d'accueil de jour Alzheimer dépendant de l'Ehpad\* du Bourgneuf géré par une association. Une deuxième association l'ADMR\* (Aide à Domicile), est partie prenante de ce projet. Tous les professionnels libéraux se sont engagés fortement dans la démarche.
- **Public** parce que les élus notamment, ont été fortement impliqués tout au long du projet.

La première étape du programme, liée à l'état des lieux et aux recherches partenariales, a bénéficié d'un temps long dans sa **phase d'étude**, en partie grâce au **recrutement d'un animateur des services de proximité** (Laurent Michel). Sa fonction a permis, à la fois aux techniciens de la Communauté de communes de l'époque (CCHM\*) et aux élus, de participer à des colloques régionaux, pour que le projet mûrisse, dans le cadre des politiques régionales et nationales de santé.

Ce qui a permis :

- de favoriser l'émergence de ce projet

par **la révision des compétences de la Communauté de communes** avec notamment la création d'un Comité Intercommunal d'Action Social ;

- une réelle **prise de conscience** (dès 2008) pour consolider **l'offre de soins de proximité** par l'ensemble des élus du territoire.

Pour que sa construction soit pertinente, le projet s'est décliné autour d'une démarche double orientée sur deux axes :

L'action sociale et la santé avec en même temps, une attention particulière aux démarches économiques par :

- l'accueil de nombreuses entreprises et création d'emplois,
- l'accueil de nouveaux habitants en demande de besoins de soins divers et variés en fonction de l'âge, soit pour les personnes âgées, soit pour les enfants,
- des élus facilitateurs, pour que le projet se concrétise.

Aujourd'hui, le fonctionnement du pôle médico-social est plutôt satisfaisant au regard des structures impliquées :

- un accueil de jour Alzheimer,
- un service d'aide à domicile,
- un service de santé au travail,
- un cabinet dentaire,
- un cabinet infirmier,
- un cabinet de kinésithérapie,
- le CAARUD de St-Brieuc (*centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues*) assure une permanence régulière dans la structure très apprécié par les familles qui viennent y trouver conseils.
- les services de prévention et d'accompagnement médico-social départementaux comme le CMPEA (*Centre Médico-Psychologique pour Enfants et Adolescents*) et les permanences régulières d'assistantes sociales et des services concernant la petite enfance.

D'autres professionnels libéraux, ont rejoints la structure :

- une diététicienne,
- une hypno thérapeute,
- une orthophoniste,
- une podologue et
- une psychologue libérale.



## Témoign et terrain

### A Merdrignac, le pôle médico-social...

Cette structure permet une réelle mutualisation des services. Un lieu de partage pensé avec des parties communes réservées aux professionnels et un accueil assuré par l'ADMR\*.

Deux atouts :

- **un logement de fonction**, permet d'héberger des remplaçants, des stagiaires.
- **une proximité** : Le pôle de santé concentre sur un même lieu : La Maison médicale d'un côté et tous ces services de l'autre, ainsi que les Ehpad\*.

### Évaluation du projet

#### ► Les points positifs :

- **Des professionnels satisfaits** exerçant dans des locaux bien adaptés (*notamment avec une accessibilité PMR\**);

- **Renforcer leurs liens** professionnels ;

- **Des locaux utilisés à temps plein ou des locaux partagés** « A un moment, il va falloir que ça s'arrête parce qu'on va arriver à la crise du logement ! » dit Evelyne.

De fait, tous les locaux sont utilisés :

- soit par des professionnels qui les occupent de façon permanente,

- soit en bureaux partagés, avec des permanences ponctuelles régulières de service de santé (par exemple le CMPEA est présent le 2<sup>ème</sup> et le 4<sup>ème</sup> jeudi du mois).

- **Une reconnaissance de la population** satisfaite de cet équipement, qui regroupe des services médicaux-social de proximité et en offrent de nouveaux dont ils ne disposaient pas auparavant.

« **Alors est-ce une cité radieuse?** », peut-être répond Evelyne, « *mais certainement pas complètement parce qu'il y a des points de vigilance dans ce projet avec des hauts et des bas et dire ce n'est pas fini !, nous sommes dans la vraie vie...* »

#### ► Les points de vigilance :

- **L'animation**. « Au départ du projet nous pensions, avec les professionnels, pouvoir mener des actions de prévention mais on s'est rendu compte que ce n'était pas si simple que ça » dit Evelyne. En effet, des

actions de prévention sont menées dans la salle d'animation, mais actuellement orientée dans le cadre du Contrat Local de Santé (projet signé par le Contrat Pays du Mené). Evelyne précise : « *Pourtant il serait souhaitable que les professionnels de cette structure travaillent ensemble sur des projets d'animation : sur l'alimentation, les addictions et sur tout ce qui a trait aux personnes âgées, mais les professionnels sont « surbookés » et ont du mal à dégager du temps pour la prévention* ».

- **La désertification médicale des communes attenantes**. Si Merdrignac semble bien doté, avec cinq médecins présents assurant une continuité de service, par contre il faut être attentif à la **solidarité territoriale**.

Le pôle de santé de Merdrignac est situé à un carrefour entre l'Ille et Vilaine, les Côtes d'Armor et le Morbihan. Sur un territoire plus large du côté de la commune Le Mené, subsiste localement, une pénurie évidente de médecins, qui oblige la population à se tourner vers le cabinet médical de Merdrignac, juste à côté ; même constat pour Ménéac, commune limitrophe dans le Morbihan.

**Si le problème de pénurie de médecins ne se résout pas localement, Merdrignac sera-t-il capable d'absorber toute cette nouvelle patientèle et jusqu'à quand ? Une solidarité territoriale est nécessaire et il faut bien en prendre conscience.**

- **Le rôle des élus**.

Les élus sont attendus tant sur l'animation que sur la désertification médicale. Evelyne précise : « *il faut que les élus soient courageux face à la population et face aux professionnels de santé, qui en demandent toujours plus, toujours plus de soutien.* »

Formuler **des engagements** envers les uns et les autres, **avec des objectifs atteignables**.

Pour conclure, Evelyne reprend :

Selon Henri Ford : « **Se réunir est un début, rester ensemble est un progrès, travailler ensemble est la réussite !** » C'est la phrase que j'ai notée dans ma commune sur ma carte de vœux 2018.

## Expérience - Terrain

### LE MENÉ, un territoire pionnier

Voilà une citation qui illustre à la fois le projet de la Maison de Santé et le propos de l'économie humaine.

**L**a troisième expérience marque l'attitude, à la fois résiliente et innovante du territoire Le Mené : un territoire à énergies positives.

Présenté par Dominique Rocaboy, acteur majeur des énergies renouvelables du Mené.

La Commune Nouvelle Le Mené rassemble aujourd'hui sept communes, 6 500 habitants sur 163 km<sup>2</sup>. Dite « Agri/Agro », elle s'appuie sur deux piliers économiques : l'agriculture et l'agro-alimentaire. Elle a engagé, depuis une vingtaine d'années, une politique énergétique originale, visant l'autosuffisance à l'horizon 2025-2030.

#### La recherche d'un nouvel élan

Les années 1985-1990 marquent un net essoufflement du Mené : Le territoire est en attente de nouvelles idées à explorer.

Malgré un bassin d'emploi florissant et une démographie croissante liée aux flux entrants, comment palier à la faiblesse de son bassin de consommation, l'absence d'axes de communication majeurs et une mono-activité ? C'est en 1985, qu'un groupe de jeunes agriculteurs, aux parcours un peu singuliers se propose de relever le défi ; ils sont engagés de longue date et ont l'expérience des coopératives agricoles et un autre point de vue, que leurs aînés.

#### Des outils en commun

Leur première démarche fut de créer des outils collectifs pour travailler ensemble : CUMA\*, (Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricole). Dans un même temps, beaucoup d'entre eux, participaient à des rencontres organisées notamment par les CMR (Chrétiens du Monde Rural), qui suscitaient réflexion et

curiosité. Ils devaient en apprendre plus.

C'est à travers les différents réseaux agricoles, les échanges avec des professionnels, qu'ils s'engagèrent pour comprendre l'impact sur l'environnement d'un monde agricole en pleine mutation.

Ils préparaient l'avenir.

#### Aller chercher la population

**1995** : « Le Salon des Fourrages ». Monté en partenariat avec la Fédération régionale des CUMA\*, ce Salon, était initialement dédié aux réflexions agricoles, mais sous l'impulsion des acteurs locaux, la réflexion s'enrichit aux questions d'environnement, à l'énergie, aux rapports nord/sud et à la place des femmes en milieu rural.

Ce salon, dépassa les espérances de tous les acteurs ! La petite commune de Plessala, choisie comme lieu de la manifestation, en partenariat avec tout le territoire, accueillit 43 000 personnes sur 3 jours !

Ce fut, surtout, le succès de tout un territoire : plus de 500 acteurs mobilisés, pour en assurer l'organisation.

- **Une réussite technique** : le projet, appréhendé de façon globale pendant deux ans, fit que l'impossible était devenu possible.

- **Une réussite humaine** : la mobilisation de toute une population, toutes générations confondues, se retrouvait dans un effort commun.

De quoi marquer la mémoire collective d'une forte solidarité territoriale.

#### Une synergie société civile-élus

**1997** : L'association MIRμ (Mené Initiatives Rurales) est créée par les agriculteurs, dans le sillon du Salon des fourrages. Son objet est de se mettre au service du développement local et durable au Mené. L'association devient un lieu privilégié pour poursuivre les réflexions qui avaient été exprimées durant le Salon. Elle se veut, un lieu de réflexion sur les problématiques du milieu rural, en pleine mutation et un lieu de propositions et de mise en œuvre de projets concertés.

**2000** : Création de la Communauté de commune du Mené.

## Expérience - Terrain

### Un territoire à énergies positives...

Les idées continuaient à fuser. De façon méthodique, celles-ci sont transformées en plan d'actions, mais sans argent, comment les financer, comment rendre tout cela opérationnel ?

Ils se rapprochèrent des élus de la Communauté de communes du Mené. Déjà convaincus du bienfondé de leurs actions pour les y avoir encouragés, tous les acteurs commençaient à y voir une perspective d'avenir, pour le territoire.

#### Une vision globale et partagée

**2004** : Création d'un groupe de travail « énergie » rassemblant élus, responsables associatifs, entrepreneurs,...

Les discussions s'engagent entre tous les acteurs. Le choix se porta sur les énergies vertes. Plusieurs raisons à cela :

- **Préserver l'environnement**, conscients qu'en Bretagne, on avait fait l'impasse sur la qualité des eaux et de l'environnement.
- Une volonté affirmée de **maintenir une dynamique agricole**, une **dynamique territoriale** avec de nombreux agriculteurs, avec des outils, à taille humaine et des outils viables.
- **Anticiper les exigences réglementaires**, dès le départ.
- **Anticiper, plutôt que de subir**, c'est toujours plus intelligent d'être devant.
- **Créer de la richesse à partir d'une difficulté**, devant les problèmes constatés et une réflexion commune, on pouvait **en tirer une valeur ajoutée**.
- Diversifier et conforter le tissu économique,
- Préserver un milieu environnemental, plutôt fragile,
- Renforcer la mixité sociale.

L'idée directrice se fixait autour du projet :

#### 100% Energies renouvelables locales

**De mars à oct. 2005** : Réalisation par la Communauté de communes d'une étude (Solagro) « Existe-t-il des opportunités pour créer en France un pôle de compétence des énergies renouvelables appliqué à un modèle d'économie rurale ? ».

Avec sagesse et après de fructueux échanges : « tous décident qu'au lieu de

*réinventer l'eau chaude, il fallait voir ailleurs, ce qui s'y passe. Quelque chose d'extraordinaire, se décidait alors, un peu comme ces Rencontres... ».*

Tous se mettent en quête, d'aller visiter, dans d'autres pays, voir ce qui se faisait déjà, les projets développés. Ce fut la découverte de savoir-faire qui pouvaient être ramené sur le territoire, notamment à l'occasion d'un voyage d'étude en Autriche à Güssingen juin 2005

Les projets avaient été **vus, jugés** ensemble, il restait à **agir**.

**9 nov. 2005** : Le Conseil communautaire adopte, à l'unanimité une délibération qui :

- Fixe l'objectif d'autonomie énergétique à l'horizon 2025 ;
- Valide un plan d'actions 2006 - 2012.

#### Pistes du Plan d'actions pour atteindre l'objectif :

#### L'ADN du Mené

Dominique explique : « Pour en assurer la réussite, chaque action conduite devant, au préalable, répondre à des besoins précis :

Besoins	▶ Le constat d'une dépense annuelle de 9 M d'€ par an soit 16 700 tonnes équivalent pétrole (carburant, électricité, chaleur).
Ressources	▶ Du bois ; de la biomasse animale et végétale ; du vent ; du soleil ; des idées, de la méthode, beaucoup d'envie.
Process	▶ - Produire de l'électricité : <i>méthanisation collective et à la ferme, éolien, solaire, photovoltaïque,</i> - Produire de la chaleur : <i>réseaux de chaleur bois, solaire, thermique, méthanisation à la ferme,</i> - Produire du carburant : <i>huilerie,</i> - Economiser l'énergie dans les bâtiments publics.
Acteurs	▶ Agriculteurs, Collectivités locales, Particuliers, Entreprises, Associations.

Une **étude de faisabilité** réalisée pour démontrer la **pertinence technique et économique de l'action sur le territoire**.

Une des grandes forces du territoire réside dans une vraie volonté d'entreprendre ainsi que l'appartenance de ses acteurs à différents réseaux agricoles actifs. « Et tout ceci, avec l'intelligence du travail en commun des gens du Mené, initié dès les années 60 ». Ces voyages ont nourri, ouvert l'esprit, appris à



# Expérience - Terrain

## Un territoire à énergies positives...

rencontrer d'autres techniques, à échanger, à rêver plus grand. Ils écument presque toute l'Europe du Nord avec, à chaque retour, des projets différents, des projets transposables, dans leurs valises.

La force de la démarche, c'est d'y avoir été ensemble. **Des personnes** engagées issues de la **population, des élus, des services instructeurs** qui, au même moment, **ensemble**, dans un espace de temps privilégié, pouvaient, au regard de ce qu'ils voyaient, échanger et permettre d'innover, d'imaginer et de faire un rêve collectif. »

Des actions qui marquent de façon indélébiles les acteurs et les attachent au territoire.

### Retour sur expériences depuis 20 ans :

#### Le bois

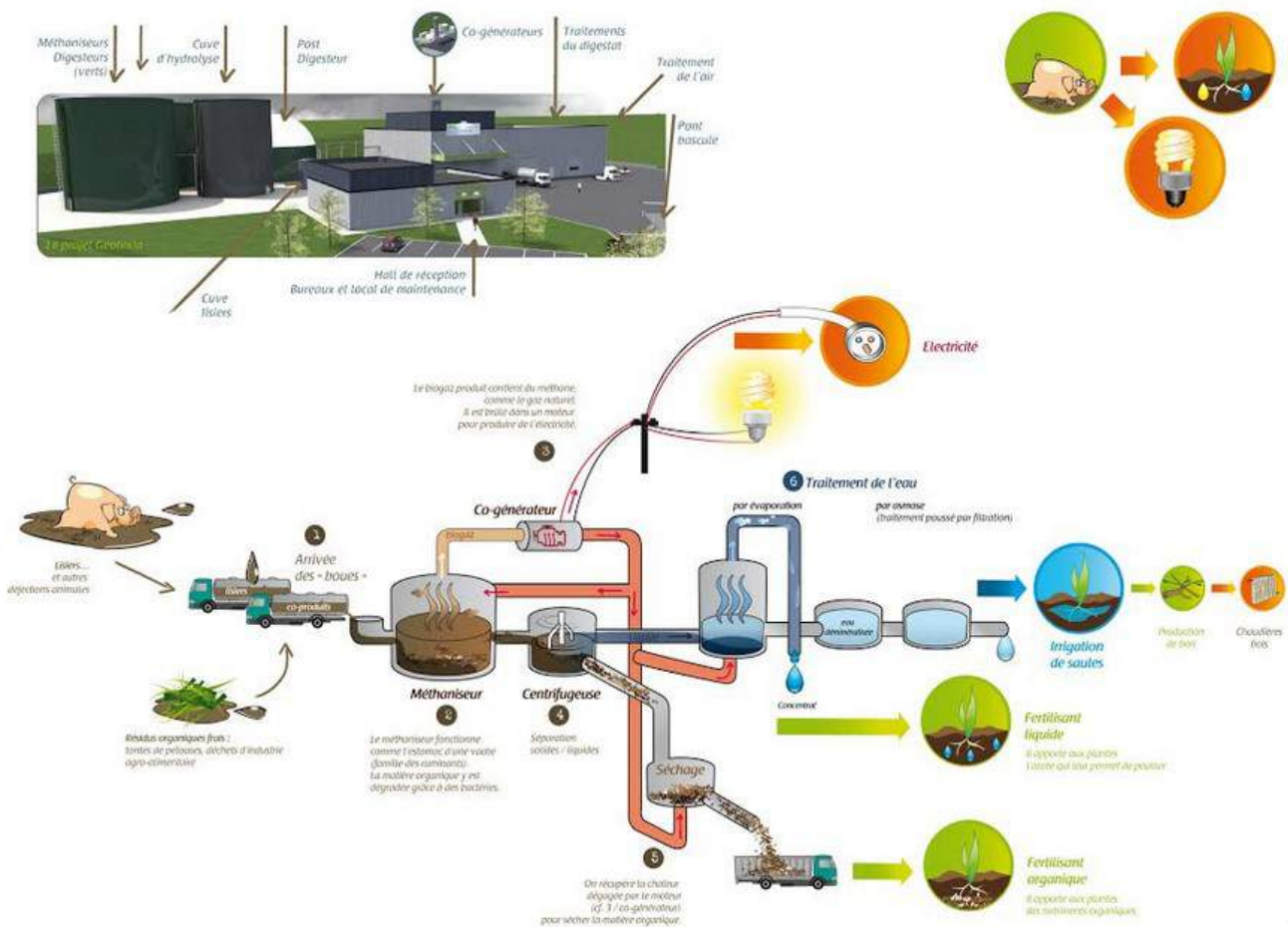
A l'heure où le développement durable s'impose de plus en plus dans les agendas politiques et économiques, et où les énergies

fossiles montrent leurs faiblesses, le **bois** est une ressource de chauffage.

- **L'acquisition de chaudières à plaquettes de bois** pour se fournir en énergie thermique à des coûts les plus faibles possibles. Une quinzaine ont été installées (dénombrées entre les petits agriculteurs et le réseau chaleur-bois communal) avec pour conséquence :
  - Une prise de conscience de la nécessité de pérenniser le paysage bocager en tant que ressource de la filière bois-énergie et non plus comme une charge de travail à entretenir.
  - En outre, les talus et haies forment une barrière naturelle dans la préservation de la ressource eau, favorise la biodiversité, limitent les ruissellements et l'érosion des sols.
  - Un programme de **25 ha de plantations** a été réalisé, soit en TCR ou TCR (taillis à courtes ou à très courtes rotations). Tout cela, dans le souci de préserver le potentiel bois pour alimenter les chaudières.

## La méthanisation : Geotexia

St-Gilles-du-Mené





## Expérience - Terrain

### LE MENÉ, une terre humaine, ouverte sur le monde

#### La biomasse

##### L'unité de méthanisation : Géotexia\*.

Un chantier qui aura duré 12 ans. Il fallait répondre aux besoins de 33 exploitations de type familiales ou respectueuses de l'environnement qui, devant le manque de surfaces d'épandage, n'avaient que deux choix :

- soit arrêter d'exploiter, ne pouvant acquérir plus de foncier pour répondre aux contraintes environnementales ;
- soit augmenter leur élevage pour avoir une dimension économique suffisante.

Le pari du collectif a permis de garder localement des unités de production porcine, à taille humaine. Aujourd'hui l'activité de l'unité de méthanisation est complétée par le gros pôle industriel local : Kermené\*.

Géotexia\*, permet la valorisation des déchets, à travers un processus de méthanisation. On produit du gaz par fermentation du lisier et des déchets de l'industrie agro-alimentaire, qui alimente des moteurs. Autrement dit : on produit de l'électricité avec des effluents d'élevage et des déchets agroalimentaires : On produit 12 millions de kWh soit l'éclairage de toute la commune, en termes d'électricité.

#### Le vent

Un parc éolien participatif a été construit. Le Mené est situé dans une région très vallonnée à l'écart des villes, face au vent.

La prise de conscience est venue de l'installation du parc éolien à Bel Air, le premier du département. C'était, à la fois, une fierté et le sentiment d'un manque de cohérence entre un tel projet, synonyme de développement durable et le fait qu'il était financé par des fonds de pension américains. L'association Mené Initiatives Rurales s'est dit que les gens du Mené devaient aussi avoir leur part de l'exploitation du vent. La première CIGALES\* (*Club d'Investissement pour la Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire*), nommée « Cime1 » était née dans le Mené.

147 familles ont participé économiquement au développement de ce projet. Et même si quelques réserves ont pu être émises notamment en raison du bruit. L'opération a pris tout son sens, en terme de pédagogie citoyenne... Aujourd'hui, les 147 ménages, qui ont investis dans ce parc, commencent à toucher des dividendes.

#### De l'huile dans les tracteurs

**Printemps 2006** : début de la réflexion sur la valorisation du colza.

**Avril 2007** : mise en service de l'huilerie Ménergol, portée par une CUMA\* (65 agriculteurs pour 500 ha de colza triturés). Elle permet d'alimenter en carburant les tracteurs et produit des tourteaux végétales pour être intégrés à l'alimentation d'élevage.

#### Le solaire

**Depuis 2006** : Mise en service de panneaux photovoltaïques chez des particuliers, sur les plateformes bois énergie du Gouray et de Saint-Gouéno, sur le toit de l'école de Plessala, développement d'un programme solaire thermique en habitat locatif,...

A ce jour, nous sommes sur une base de : 40% d'autonomie énergétique soit : 100% au niveau électricité. Cela veut dire que Le Mené produit ses besoins en électricité. Actuellement nous produisons autant d'électricité que nous en consommons pour s'éclairer et faire fonctionner le gros électroménager. Nous sommes également autonome en chaleur à 52%, c'est le poste énergivore le plus important. Tout le monde s'attèle pour aller plus loin avec la perspective d'être un territoire à énergie positive, à l'horizon 2025/2030.

A ce jour, plus de 30 Millions d'euros ont été investis sur ce territoire dans les énergies renouvelables.

Nous avons créé, à notre échelle, 7/8 entreprises localement dédiées spécialement aux énergies, sans oublier les 30 petites exploitations agricoles qui ont été pérennisées. Des revenus complémentaires ont été générés

## Témoign et terrain

### Et demain, Le Mené ?

soit par la méthanisation, l'huilerie ou l'investissement dans l'éolien. Là aussi les agriculteurs sont acteurs de la gouvernance. Les dividendes sont aussi partagés à l'ensemble des acteurs.

#### Quelques clés pour comprendre ce qui animent les menéens

- ▶ « Oser faire et rêver ensemble : les utopies sont possibles ; jauger la faisabilité de ces rêves et les réaliser ».
- ▶ « Oser entreprendre ensemble pour faire aboutir des projets collectifs ».
- ▶ « Avoir une forte appartenance au territoire ».
- ▶ « Se retourner pour mesurer, analyser, le chemin parcouru ».
- ▶ « Organiser les synergies : combattre l'envie d'aller vite, d'avancer seul, on n'emmène pas tout un territoire avec soi de cette manière ».
- ▶ « S'organiser entre élus et tissu associatif, sont des atouts essentiels de réussite ».
- ▶ « Appartenir à des réseaux multiples ».
- ▶ « Croire aux lendemains meilleurs »
- ▶ « Respecter au mieux, l'économie d'un projet »
- ▶ « La force de ce territoire, c'est d'avoir osé une gouvernance transversale, un peu atypique ».
- ▶ « Tous ces projets ont mobilisés des financements importants. Localement, ils sont impossibles à réunir... avoir l'intelligence collective d'aller les chercher à la Caisse des Dépôts et Consignations et réussir à convaincre.  
Quand on met de l'humain dans l'économie, ... quand on a une vraie envie de faire et que les projets sont raisonnés, il y a toujours des gens pour répondre ».

#### Comment continuer ?

Dominique Rocaboy, qui fût l'un des acteurs majeur des énergies renouvelables, constate : « Aujourd'hui, le territoire traverse une phase d'essoufflement. Le souvenir des années 1985 revient.

- ▶ Sans doute a-t-on besoin de **renouveler nos acteurs**, changement de génération oblige. On oublie qu'on vieillit, ... c'est

humain !

- ▶ **Besoin d'une nouvelle association dans la même logique que MIR\***, (Mené Initiatives Rurales) où « **Initiatives** » était le mot important. Aujourd'hui cette association n'existe plus, alors, qu'elle tenait un rôle de « poil à gratter » pour les élus. Il est vraiment urgent de remonter une association de ce type.
- ▶ **Besoin de nouveaux projets**, comme l'a dit Fatimata, des projets **partagés**, des projets **humanisés** pour humaniser l'économie, on a besoin de se ressourcer, pour les faire aboutir.
- ▶ Laisser les jeunes rêver et accepter de les laisser entreprendre différemment de nous. Nous vivons un peu sur la fin de notre aventure, sur des certitudes et beaucoup de jeunes ne se retrouvent pas dans nos convictions ;
- ▶ Accepter nos erreurs environnementales, localement et dans toute la Bretagne. Et avec persévérance, y remédier ».

#### Une nouvelle génération arrive

« Personnellement, je suis très optimiste, parce qu'une nouvelle génération arrive, elle est là, elle est formée, elle est mobile et ce sont des jeunes, qui aujourd'hui, comme nous précédemment, ou comme nos aînés hier, sont capables d'organiser du festif, de la réflexion et ça, c'est ce qui peut arriver de mieux.

- Une nouvelle génération ouverte sur le monde, des jeunes qui voyagent, qui prennent leur sac à dos, qui vont voir, qui n'ont pas peur de l'autre ; dans un monde qui se rétrécit c'est des valeurs importantes.

- Un respect des jeunes entre eux. Je peux me rendre compte, on a trop souvent envie de le dire : « les jeunes comme ci, les jeunes comme ça » et je peux vous dire, parce que je suis entouré de jeunes, que ces jeunes-là, ont envie de respect entre les différents peuples.

- Une jeunesse aussi très résiliente, beaucoup plus que nous, qui voit que demain sera fait différemment d'aujourd'hui, c'est aussi très encourageant.

- Une jeunesse vraiment enthousiaste de partager entre les peuples.

- Une jeunesse, consciente des enjeux

## Témoign et terrain

### L'ODCM « *La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert* » André Malraux

*environnementaux et planétaires et consciente des enjeux sur la déforestation sur l'érosion, qui sont de véritables bombes à retardement. Si on ne prend pas conscience de cela, tous les efforts que nous avons faits, vont être anéantis, rapidement.*

*Pour y parvenir, nous avons besoin de les encourager. Ils ont besoin de reconnaissance. C'est une génération qui va innover et inventer, si on sait leur tendre la main et le bâton du relais. »*

**L**a quatrième expérience va illustrer un réseau : 22 années d'accompagnement culturel de 1996 à 2018. Le réseau de l'ODCM\*, présenté par Serge Hamon, son président.

**La création de l'Office de Développement Culturel du Mené entre pleinement dans la prise de conscience d'un territoire « qui ne veut pas mourir » slogan lancé par Paul Houée, au détour des années 1970.**

**Né de la volonté d'une poignée de responsables associatifs et d'élus du « Pays du Mené », soucieux d'une prise en compte de l'importance de la culture sur le territoire, l'ODCM\* voit le jour en novembre 1995 lors d'une réunion du Syndicat Mixte du Mené à Saint-Jacut-du-Mené. Naissance difficile, où l'acceptation politique de cette association mixte et fédératrice, n'est pas encore acquise !**

En juin 1996, l'embauche d'un animateur permanent et l'organisation des premiers projets structurants sur le territoire :

concours de lecture sur les 17 communes, gestion administrative de la jeune école de musique du territoire l'EMIM\*, la création d'une banque de matériel et l'aide à la vie associative, le soutien aux événements culturels majeurs du territoire : « Jazz in Langourla », « Festival des Tertres », « Délirrock », « Arbres dans le vent », « Paroles d'hiver »,... feront progressivement tomber les dernières réticences.

### L'importance de partir sur de bonnes bases organisationnelles :

Si les tensions entre élus et associatifs étaient fortes dans les premières années d'existence de l'Office, elles auront eu le mérite de faire démarrer la structure sur de bonnes bases organisationnelles et mis en avant, toute l'importance, de l'accompagnement par les élus, de ce projet fédérateur du monde associatif et politique.

Ainsi le Bureau et le Conseil d'Administration de l'ODCM\* s'est constitué, à parité égale, d'élus des collectivités et de représentants du monde associatif. Novatrice à l'époque, cette organisation n'a pas changée depuis 22 ans et apporte une grande sérénité de fonctionnement, à l'ODCM\* qui fédère aujourd'hui plus de 90 associations.

### La nécessité d'avoir des objectifs clairs :

► **L'appui à l'École de Musique Intercommunale du Mené** (70 élèves - gestion comptable, gestion des payes, aide technique) sera le premier objectif de l'association et conduira, au bout de quelques années à l'autonomie de cette dernière qui aujourd'hui compte plus de 200 adhérents et intervient en trois lieux du territoire Collinée, Merdrignac et Plessala.

► **La coordination de la lecture publique** avec la mise en place d'un concours lecture fédérant en réseau l'ensemble des bibliothèques du territoire.

Durant douze ans, la fructueuse collaboration entre la commission lecture de l'ODCM\*, son animateur et les bibliothèques du Mené (*animées en grande partie par les bénévoles*), assura plus de 300 animations autour de la lecture. Une contribution qui aura participé à la création de trois médiathèques, à la restauration de l'ensemble des bibliothèques communales et à la création de cinq équivalents-temps-plein de bibliothécaires dont 2 emplois de coordinatrices. En 2008, après 12 belles années de conduite commune, considérant sa mission terminée, l'ODCM\*, se retirera pour laisser la responsabilité aux deux coordinatrices-lecture enfin installées.



# Enseignements

## LE MENÉ, une terre humaine, ouverte sur le monde

► **L'aide à la Vie Associative** : A la fin des années 1990 les projets associatifs sont nombreux et demandent un engagement important de leurs membres. Qu'il s'agisse : de l'organisation de temps forts comme - les Festivals « Jazz Langourla », « DéliRock », « Les Tertres »,...;

- d'événements autour du patrimoine « Tradi-Chapelles » ; « Exposition sur le Mené au Manoir du Vieux Bourg » ; « Exposition sur les lavoirs » (2008) ; « Exposition Demoncheaux » (2005) ;

- de la restauration du Cinéma « le Studio », à la coordination annuelle des fêtes de la musique, ... l'ODCM\* est toujours présent soutenant telle association pour une demande de subventions, telle autre pour coordonner la communication, ou fournir une son aide logistique (*sonorisation, éclairage, tente de spectacle*). Une aide, souvent technique, nécessitant une approche professionnelle, absolument nécessaire aux associations, dont les bénévoles n'ont pas toujours les compétences requises.

### L'obligation de s'adapter aux changements, trouver sa place.

En 1996, l'ODCM\* et son animateur étaient bien seuls sur le territoire du Mené, peu d'acteurs impliqués visibles. Il y avait pourtant, beaucoup à faire et l'engagement sur tous les fronts, n'était pas chose facile. Cependant, très vite, les pratiques évoluent et les initiatives communales ou communautaires voient le jour et apportent un net soutien à la structure et nos actions.

Nous avons évoqué les initiatives autour de la lecture publique ainsi que l'émancipation de l'école de musique fortement soutenue par les deux communautés de communes du territoire (CCHM\* et CCM\*). Il ne faut pas omettre la naissance du Centre culturel Mosaique de Collinée (Salle de spectacles) en 2004, qui marque une forte volonté politique des élus du territoire du Mené et la place qu'ils souhaitaient donner à la Culture.

A la fin des années 2 000 le paysage culturel du territoire s'est considérablement transformé. Dire que l'ODCM\* est à l'origine de ces

changements serait sûrement excessif, mais il est certain, que son engagement pour le territoire aura fortement, accompagné cette importante évolution culturelle.

Des changements importants qui conduisent et contraignent l'ODCM\* à revoir son organisation.

**« Ne pas évoluer, ne pas se remettre en cause, c'est mourir ! »** souligne Serge.

L'EMIM,\* l'École de Musique avait gagné son indépendance ; La coordination de la Lecture Publique était à présent, assurée par des professionnelles, et le spectacle vivant bien présent, à l'échelle du territoire, par le Centre Culturel Mosaique.

Pour rester, à l'écoute, des besoins du territoire l'ODCM\* entre 2005 et 2008, redéfinit progressivement ces missions mettant l'accent sur : **l'Aide à la vie associative, le Patrimoine, le Cinéma et la Lecture publique.**

Ces quatre thématiques vectrices, nous permettent de « trouver notre place » en continuant à coordonner des projets structurants et ambitieux ; en répondant aux sollicitations croissantes des associations et des collectivités locales, satisfaites de notre soutien. L'aide à la vie associative devient de plus en plus prégnante et nécessite de la part de l'ODCM\* une adaptation aux nouveaux besoins des associations : une banque de matériels qui évolue en technicité des formations innovantes, pour permettre aux associations, d'accéder aux nouvelles technologies, celles de :

- la régie spectacle avec la vidéo, lumière, son,... ;

- la communication (*Navigation et recherches sur Internet*) ;

- la création de maquettes événementielles, affiches, flyers,... ; mais aussi les droits et obligations associatives, comptabilité,...

### Un engagement affirmé, autour du Patrimoine :

► Depuis 2010 la participation à l'édition de plusieurs ouvrages de nature patrimoniale : Livres sur « l'histoire du Loscouet-sur-Meu », « les croix de Plessala », « le témoignage des anciens d'Algérie », « le Mené Territoire



# Enseignements

## Pour réfléchir ensemble...

*Pionnier* » ; les expositions « *patrimoine eau et bois* », « *regard d'hier pour demain* », « *l'histoire de l'église de Laurenan* » et depuis maintenant quelques mois, la présence d'une documentaliste dont la mission est de collecter et archiver plusieurs dizaines de milliers de documents iconographiques sur le territoire du Mené et plus largement du Pays Centre Bretagne.

► Une éducation à la culture de l'image et au septième art, toujours plus poussée avec : Un accompagnement des scolaires dans le cadre de « **École et cinéma** » (environ 1000 entrées, 12 séances de projection sur l'année et 15 classes concernées),

► Un soutien toujours aussi présent tant pour le « **mois du film documentaire en Novembre** » (15 projections sur 14 lieux différents avec des publics variés : écoles, maisons de retraite,...) que pour « **Cinéma en campagne** » : une volonté de faire vivre le cinéma au plus près des gens, dans des lieux inédits, hors-les-murs, (cafés, bibliothèques, maisons,...).

► Un magnifique projet : le **Contrat Territoire Lecture** mis en place par la Région et l'État, sur le Mené. Par son action, il est un formidable levier pour une montée en puissance de la lecture publique dans nos zones rurales et favorise la sensibilisation artistique et culturelle des jeunes les plus éloignés de ces pratiques.

De plus, à l'heure de la mutualisation des territoires, il est devenu un atout fort du **vivre ensemble**, en permettant des premières actions de mise en réseau des acteurs culturels de la Communauté. Pour 2019, aidés de nos financeurs, nous souhaiterions poursuivre notre action d'ouverture sur l'ensemble du Loudéac Communauté Bretagne-Centre.

En tant qu'acteur culturel historique investi, à l'image des actions de rapprochement avec CAC Sud 22 (Comité d'Action Culturelle en Côte d'Armor, autre acteur culturel majeur du territoire Centre Bretagne) ; L'ODCM\*, souhaite continuer, avec la même conviction, à rapprocher les forces vives culturelles de

notre Communauté dans toutes ses diversités.

En dressant ici ce petit historique, force est de constater qu'entre 1996 et 2018, le monde associatif a considérablement évolué.

Cependant le désir de travailler ensemble reste une marque de fabrique du territoire et le souhait de **faire plus et mieux**, est plus que jamais une ambition, la certitude que bien vivre dans le Mené est aujourd'hui une évidence partagée par tous.

## E NSEIGNEMENTS POUR L'ÉCONOMIE HUMAINE

► Le Mené apparaît comme tout à fait représentatif de la thématique de cette rencontre, l'économie humaine à l'échelle territoriale : volonté de se prendre en main face au risque de relégation et de perte d'attractivité ; démarche de co-construction dans les différentes étapes : diagnostic, concertation, établissement d'un plan, action, évaluation ; des résultats qui s'apprécient dans la qualité de vie et des services collectifs dont bénéficie la population.

► L'impulsion et le dynamisme viennent de façon très équilibrée et très remarquable autant des élus que des habitants, il y a d'ailleurs une grande fluidité entre eux, beaucoup des élus ayant été ou étant encore engagés dans les différentes initiatives. C'est sans doute un des grands enseignements de ces journées : l'initiative du développement local participatif ne vient pas seulement de la population et des « *mouvements populaires* » (*grassroot*); les élus locaux ont un rôle non seulement de soutien, mais d'impulsion. Les élus locaux sont mandatés pour 6 ans par l'État et délégués par le peuple. Ils habitent le territoire et connaissent la population de laquelle ils sont issus. Ils ont un pouvoir décisionnaire et la capacité d'œuvrer pour le bien-commun.

## Enseignements

### LE MENÉ, une terre humaine, ouverte sur le monde

► D'où viennent l'engagement et le dynamisme à la fois des personnes et des élus ? Certainement de l'ancrage territorial et l'histoire. Au Mené, on relève la conjonction, quelquefois conflictuelle, mais globalement productive, des mouvements d'action catholique et des organisations laïques.

► Il faut aussi relever le rôle capital joué par Paul Houée, qui incarne en lui-même les différentes facettes de l'esprit du Mené et de la culture locale. C'est son action qui a engendré toute cette expérience : à la fois prêtre, sociologue, militant altermondialiste, maire d'une des communes. Il est à la fois, gardien de la mémoire et perpétuellement à l'écoute des nouveautés qui émergent dans l'environnement et sur place.

► L'économie humaine, au vu des territoires, est attachée à répondre aux aspirations à la qualité de la vie et de laisser toujours sa place au dépassement du monde tel qu'il est notamment à travers les œuvres artistiques, les manifestations culturelles, la capacité permanente à s'interroger, à se mettre en question, à laisser émerger de nouvelles aspirations. L'exemple du Mené contribue à donner corps au sens commun et à l'intérêt général dans l'économie humaine.

► L'éducation populaire a joué un rôle déterminant dans la formation des acteurs de l'histoire du Mené dont bon nombre d'acteurs, sont issus. Celle-ci est aujourd'hui à la recherche d'un nouveau souffle. Mais elle aura toujours sa place pour mettre en mouvement une population. Ce n'est pourtant ni le rôle de la seule Éducation Nationale, par le biais de la formation et la transmission des savoirs et techniques, ni celui des seuls élus par le biais de l'exemplarité et de la citoyenneté, de jouer ce rôle pour former les acteurs de l'économie humaine de demain. C'est plutôt une compétence transversale dans les différents domaines de la société, parce qu'elle se situe surtout autour du savoir-être.

► Le diagnostic partagé est la première étape de l'action collective. Historiquement, c'est la reconstitution d'une enquête qui a lancé le mouvement.

► Le Mené représente sans doute un cas particulièrement remarquable de fierté d'appartenance, sans repli sur soi, même si une inquiétude est exprimée sur la permanence de ce sentiment chez les jeunes et les nouveaux arrivants des populations qui viennent résider sur le territoire sans en connaître l'histoire. Une des caractéristiques de la jeunesse du Mené c'est qu'elle s'éloigne pour suivre un enseignement supérieur.

► Beaucoup de jeunes font leurs études à Rennes et ne reviennent dans le Mené que pour le week-end : Quels liens avec les jeunes qui sont déjà entrés dans le monde du travail sur le territoire ?

Mais n'est-ce pas le propre de la jeunesse de chercher ses repères, se construire, chercher son identité. Les jeunes n'ont pas connu la période des grandes idéologies des années 1960-1980, comme nous, ils sont au contraire nés dans un monde en crise.

Ils sont nés sans boussole, dans un monde ultra connectés où les orientations politiques traditionnelles sont en crise, et doivent définir leurs choix politiques de façon plus autonome que leurs parents.

Ils ont d'un côté une recherche d'autonomie et d'expériences nouvelles, de l'autre un attachement à des structures plus traditionnelles par l'exemplarité (le plus souvent dans la sphère familiale, mais pas seulement). La difficulté des familles monoparentales ou recomposées fait que beaucoup d'entre eux ont peur de s'engager, de ne pas être à la hauteur et de souffrir en cas de difficultés ou de séparation.

**Notre jeunesse est à la fois innovante et fragile, aventureuse et en quête de sécurité.**

**Courageuse en tout cas.** On relève qu'ils veulent s'émanciper du cocon familial et se réaliser pleinement en tant qu'adulte. Mais ils estiment en même temps que le monde du travail ne leur en donne pas toujours les moyens, et souvent comptent beaucoup sur leurs parents pour les soutenir et les accompagner.

► Le Mené a toujours accordé une grande importance à la vie culturelle, à la valorisation

# Enseignements

## LE MENÉ, une terre humaine, ouverte sur le monde

du patrimoine, transmission de l'histoire et des traditions locales en même temps qu'à l'ouverture aux innovations.

On peut constater que l'engagement des plus jeunes se matérialise régulièrement dans les festivités du territoire, développant une capacité d'organisation prometteuse.

► Les habitants du Mené s'investissent autant à titre personnel que comme membre d'association. Au cours de l'histoire, il y a eu structuration de la participation des habitants dans des lieux de concertation et d'animation (le Comité d'Expansion, Mené Initiatives Rurales,...) ; ces structures fonctionnent pendant quelques années avant de se mettre en sommeil. Elles sont avant tout force de propositions qui fonctionnent au rythme de la respiration du territoire et des mandats politiques.

► Le diagnostic partagé est la première étape de l'action collective. Historiquement, c'est la reconstitution d'une enquête qui a lancé le mouvement.

Aujourd'hui, beaucoup de collectivités font appel à des cabinets spécialisés pour réaliser des photographies ou des bilans des territoires dont elles ont la charge. Le problème est que souvent ce diagnostic reste au niveau des experts et des élus commanditaires.

Comment la population peut-elle s'approprier ces travaux et s'y associer ? L'appropriation par le plus grand nombre est un point de vigilance. Les études sont imposées aux collectivités pour obtenir des financements publics. La politique actuelle allant de plus en plus vers des Appels à Manifestation d'Intérêt pour des projets expérimentaux. Cela permet à l'État de contrôler, au plus près, l'argent public, en ces périodes de récessions financières.

Seules les collectivités les plus « motivées » et les plus « méritantes » sont sélectionnées...

► La démarche du Mené, plusieurs fois au cours de son histoire, est celle de la planification (*osons le mot*). A plusieurs reprises il s'est agi à partir d'un diagnostic partagé, de dégager un plan d'action concerté, qui certes, ne s'impose pas de façon bureaucratique, mais qui non seulement, adopte des priorités,

mais encore les décline en actions qui font l'objet d'un suivi. Ce fut en particulier « la bataille du P.A.R. de 1975 à 1978) ouvrant le Contrat de Pays et la Charte de développement en 1984.

Cette démarche est sa plus grande force. Le Mené fonctionne de cette manière depuis 50 ans. Elle s'impose par sa connaissance du terrain couplé à un savoir-faire partagé. La mise en œuvre des plans d'action concertés s'appuie clairement sur des co-constructions public-privé, en entendant par privé à la fois les structures de l'économie sociale et les entreprises privées. L'élaboration et le fonctionnement du pôle médico-social de Merdrignac en est un remarquable exemple. Ce partenariat facilite l'engagement financier de l'Etat.

► Il y a là un enseignement plus global à tirer du fait qu'il convient pour le développement local, dans la perspective de l'économie humaine et solidaire, de s'appuyer sur la diversité des structures économiques. C'est une des différences caractéristiques entre l'économie humaine et l'économie sociale qui se définit comme un type de structure particulière.

Dans l'économie humaine, il est possible de faire converger profit privé et bien commun. Pour autant il ne s'agit pas de laisser simplement jouer le marché. On retrouve ici un trait de l'économie humaine qui s'appuie à la fois sur l'initiative individuelle et sur la concertation collective, à l'image d'un Lebret refusant à la fois le laisser faire capitaliste et le dirigisme socialiste.

► Plusieurs fois, au cours de son histoire, Le Mené a passé des contrats, avec des instances territoriales de niveau supérieur (département, région Bretagne, Etat français, Europe) pour la mise en œuvre de plans d'action (sous des dénominations diverses notamment les Plans d'amélioration de l'habitat).

Il est clair qu'il ne s'agit pas de créer un îlot d'innovation, mais d'entretenir des relations positives avec le reste du monde. La caractéristique importante est que ces contrats partent des besoins de la population du territoire. Celui-ci existe avec sa consistance

## Enseignements

### LE MENÉ, une terre humaine, ouverte sur le monde

et n'est pas simplement le lieu d'application d'une politique définie ailleurs. Notre caractère de pionnier vient de là, jusqu'à repousser certaines limites institutionnelles, dans la recherche du meilleur pour le territoire.

► On voit bien que l'approche du Mené est globale, conformément à une des caractéristiques de l'économie humaine. Chercher à prendre en compte tous les besoins de la population.

Ce point central pour la thématique de la rencontre mérite peut-être d'être approfondi. N'y a-t-il pas des besoins importants qui ne sont pas pris en compte, notamment parce que l'initiative locale et les compétences des élus ne permettent pas de les traiter ?

C'est l'intérêt général qui prévaut, au-delà nous mentirions. **Et puis tout ne peut pas être traité au niveau local.** Nous sommes limités dans nos actions,...

Bien sûr, pour chaque segment nous cherchons des solutions, des opportunités, à être créatifs, des exemples existants réussis, des réponses justes,... C'est notre rôle d'élu, il nous faut rester courageux et travailler dans l'intérêt commun.

► Créativité et innovation... Les créatifs sont attirés par des territoires offrant des animations artistiques, une diversité culturelle, voire ethnologique, qui favorise l'émergence de nouvelles idées par fertilisation croisée. La créativité seule, n'est pas en soi, une ressource pour le développement des territoires, mais si elle est activée au sein de réseaux sociaux, professionnels ou d'une collectivité territoriale, elle se trouve en position pour se déployer à différentes échelles.

Dans Le Mené, sa couleur de pionnière en Energies renouvelables, n'est pas à négliger et comme dit Paul Houée : *« La croissance d'un territoire s'éclaire de la lumière qui vient généralement d'en haut ; elle a besoin de la sève qui vient toujours de la force des terroirs ».*

► Pour conclure, depuis quinze ans, le Mené se distingue par son engagement fort et innovant dans le domaine des énergies

renouvelables. Parfois par la Commune, souvent par ses habitants, de nombreux projets de production d'électricité locale ont vu le jour, et ont fait du territoire **une référence nationale** en la matière, avec cet ambitieux objectif en tête: être autonome en énergie en 2025.

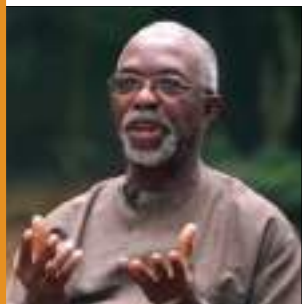
Cette trajectoire s'inscrit **dans une histoire et un devenir mondial** : les territoires doivent apprendre à devenir résilient et à trouver au niveau local des réponses face aux dangers globaux comme le réchauffement climatique, la diminution de la biodiversité, et la perte de dynamisme des campagnes face aux villes.

**Ces projets vecteurs de développement pour l'ensemble d'un territoire, qu'il s'agisse d'un village ou du monde, seront axés sur l'innovation, le collectif, et mettront l'homme au cœur de leurs préoccupations.**



## Témoign et terrain

### Godfrey NZAMUJO (Bénin)



**I a du charisme, et une sacrée histoire ce prêtre dominicain, Godfrey Nzamujo, voit le jour en 1949 à Kano, au Nigeria, en pays Ibo, alors que ses arrière-grands-parents avaient connu l'esclavage aux Etats-Unis**

**puis décidé de rentrer en Afrique.**

Il a connu les horreurs de la guerre du Biafra entre 1967 et 1969, en participant à des groupes de jeunes qui portaient secours aux blessés.

A 25 ans, il part pour la Californie, étudier l'économie, l'ingénierie électrique, l'informatique et la microbiologie.

Devenu dominicain, il établit en 1985 le premier centre Songhaï à Porto Novo, capitale du Bénin, en compagnie d'un « groupe d'Africains et d'amis de l'Afrique ».

Songhaï, c'est le puissant empire qui, au XV<sup>e</sup> siècle, couvrait le long du fleuve Niger les territoires du Mali, du Niger et d'une partie du Nigeria actuels.

Frère Godfrey instaure au Bénin, une agriculture reproduisant les cycles naturels, et des formations gratuites pour les Béninois.

En Afrique, les résultats de son centre et de ceux qu'il a essaimés, relèvent du miracle, à la fois dans la formation et la production agricole. « Quand je suis arrivé ici, rien ne poussait », se souvient-il en regardant par les fenêtres de son bureau les grands arbres qui jalonnent les vingt-deux hectares du centre Songhaï...

#### ... La philosophie Songhaï, en deux mots ?

« Nous partons du constat scientifique que tout est connecté. Or un monde systémique

comme le nôtre appelle des solutions systémiques, qui traitent la racine des problèmes et pas seulement ses symptômes. Nous sommes au début de la troisième révolution industrielle, après la première (machine à vapeur et charbon) et la deuxième (électricité et pétrole).

C'est aujourd'hui une incroyable initiative de développement local : centres de formation, fermes, caisses de crédit, coopératives, chaînes de montage et de restauration, ateliers de recyclage.

Songhaï a commencé par redonner confiance aux Africains. Puis il les a invités à prendre en main leur avenir économique et social à partir de micros réalisations articulées les unes avec les autres, sans rupture avec l'environnement culturel et naturel, sans dépendre des modèles occidentaux.

Récit d'une étonnante réussite et théorie du développement concret, Songhaï donne l'exemple trop rare d'un succès global dans l'univers du tiers-monde.

*« Va vers les gens.  
Vis avec eux.  
Apprends d'eux.  
Aime-les.  
Commence avec ce qu'ils connaissent.  
Planifie avec eux.  
Construis sur ce qu'ils ont.  
Enseigne en montrant.  
Apprends en pratiquant.  
Ne te conforme pas, mais transforme.  
Ne soulage pas mais libère.  
Et quand avec les meilleurs dirigeants,  
le travail est fait, la tâche accomplie,  
les gens diront :  
**nous l'avons fait nous-mêmes** ».*

*Lao Tseu, Fondateur du taoïsme, 600 av J.C.*

## Songhaï : « la recherche aux pieds nus »

### EXPERIENCE

**Songhaï est un centre de formation et de recherche performant implanté en milieu rural au Bénin. Depuis trente ans le Centre Songhaï a mis en pratique une forme de développement qui mise d'abord sur les ressources humaines.**

#### Le contexte

Tout en étant basé au Bénin, Songhaï pense son action à l'échelle de l'Afrique. Godfrey Nzamujo décrit cette dernière en invitant à être lucide à la fois sur ce qui va bien et ce qui ne va pas.

Beaucoup de chiffres sont alarmants. Le nombre de sous-alimentés a plus que doublé en Afrique au cours des quarante dernières années alors qu'il a reculé dans le monde. Le taux de mortalité des moins de 5 ans y est le plus élevé du monde et près d'une personne sur trois y meurt avant l'âge de 40 ans.

En même temps les taux de scolarisation des enfants et d'alphabétisation des adultes ont doublé au cours des 30 dernières années. L'espérance de vie à la naissance continue d'augmenter.

Au-delà des chiffres, « ce qui compte en Afrique, c'est la passion pour la vie, la capacité de l'homme africain à dépasser, à surmonter les difficultés avec le sourire.

*L'homme africain est très poète. C'est le signe visible d'une Afrique qui refuse de disparaître ; c'est sa base culturelle qui dit le refus de mourir malgré la piètre gestion, la malchance et les difficultés de toutes sortes ».*

Mais « l'Afrique d'aujourd'hui est un monde en péril : la sécurité alimentaire déjà précaire dans certains pays est menacée. Les guerres et les déplacements de population qu'elles provoquent détruisent le peu de surplus qui

était amassé ».

« Cette situation a de nombreuses causes parmi lesquelles la faible volonté politique de certains leaders africains et leur manque de conscience du bien commun national ».

« Parmi les points de dysfonctionnement de nos sociétés, il nous faut prendre en compte le coût de transaction qui est considérable pour chaque opération économique et sociale : coût de la corruption, coût caché du retard dû à un manque de réparation, coût du transport lié à la mauvaise politique d'infrastructure, coût du temps lié au manque de précision, coût de l'énergie, de la mauvaise gestion... ».

« Lucidité encore : celle qui consiste à prendre conscience de notre trop faible préoccupation écologique. La lutte pour la survie conduit la plupart des peuples à surexploiter les ressources limitées dont ils disposent... L'Afrique fabrique des bombes à retardement écologiques et sociales.

La raréfaction des ressources naturelles tend à affaiblir la capacité de cohésion et de production de la société. Ce cercle vicieux de la pauvreté conduit les gens, bloqués dans leur histoire, à être à la fois agents et victimes de leurs propres actes destructeurs ».

**Après avoir porté ce regard lucide, que peut-on faire ?**

#### Histoire de Songhaï

L'histoire de Songhaï est intimement liée à celle de son fondateur, qui en a été le directeur pendant 30 ans, **Godfrey Nzamujo**. Il est né au Nigéria en 1949, Dans les années 70 il suit en Californie une formation universitaire d'agronomie, d'économie et d'informatique avant de devenir dominicain et de s'installer au Bénin pour fonder Songhaï en 1985.

A son retour des Etats-Unis, il fait la demande d'un terrain au gouvernement béninois qui lui attribue dix hectares de friche à Ouando, en banlieue de Porto-Novo.

## Témoign et terrain

### Songhaï : « la recherche aux pieds nus »

Avec une équipe de six jeunes déscolarisés, il lance d'abord le défrichage, puis construit six bassins piscicoles utilisant une ressource en eau présente sur le site. Le projet commença avec 32 œufs de caille, 12 canards, 100 poulets, 10 truies et 20 ovins et caprins.

Le financement fut assuré par des amis étatsuniens. Les poissons tilapias, les cailles et les ovins proliférèrent. A la fin de 1986, sur la base de ce qu'ils avaient vu sur le terrain, les représentants de l'ADF (African Development Association), bailleur de fonds américain signèrent un accord assurant un financement substantiel qui permit la construction de 84 bassins de pisciculture et celle de la porcherie. La vente des produits sur le site commença.

A partir de ces débuts réussis, l'action de Songhaï s'est poursuivie sur deux axes complémentaires principaux : la formation et l'expérimentation de nouvelles techniques.

#### La formation

La formation vise explicitement à faire émerger des entrepreneurs agricoles par opposition à ce que Godfrey Nzamujo appelle des fonctionnaires de projet.

L'entrepreneur doit : avoir une vision qu'il formule clairement, transformer cette vision en mission pour la faire partager ; mettre en œuvre concrètement la mission à plusieurs.

L'objectif est de former des leaders, entrepreneurs socio-économiques, qui vont créer des entreprises et les gérer d'une manière professionnelle, efficace, dans l'esprit du développement intégré, rentable économiquement et socialement.

Ils deviendront des pionniers dans leur région, des agents de changement pour leur village, des entraîneurs de jeunes. Ils mettent en œuvre une dynamique du bien commun dont ils tirent à la fois un bien-être individuel et un progrès communautaire. Telle est pour Godfrey Nzamujo, le véritable apport de Songhaï.

L'accent est particulièrement mis sur l'éthique du travail, le goût du travail bien fait et efficace

et aussi une culture de la maintenance, s'accompagnant d'une imprégnation de valeurs communautaires et personnelles.

Fierté et dignité, respect de la société et désir de protéger les intérêts de celle-ci, conformité aux normes et règlements des institutions sociales, engagement de travailler dur et équitablement sont au cœur du processus éducatif. C'est ainsi une formation aux valeurs agricoles et à la gestion d'une exploitation. Les formateurs et les personnes en formation passent une partie de leur temps à produire, à la fois pour gagner leur pain et pour apprendre à articuler les savoirs théoriques et la pratique.

Cette démarche de Songhaï n'est pas courante en Afrique où, quand on est bon élève, c'est souvent pour devenir « un spécialiste », pour acquérir un titre et ne pas avoir à produire.

La formation s'organise en trois niveaux :

**I** - pour être capable de s'installer comme entrepreneur agricole,

**II** - pour devenir membre actif du réseau Songhaï,

**III** - pour devenir un cadre africain acteur du développement.

Le niveau I, comprend la réalisation de mini-projets, des stages auprès d'anciens déjà installés, le montage de dossier d'installation. les parents sont associés.

Le niveau II, est suivi pendant les deux premières années d'installation.

La formation est ainsi articulée avec la participation au Réseau Songhaï, qui réunit les anciens élèves. Il permet des échanges entre eux.

Ce réseau s'étend aussi à d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Il comprend des exploitations agricoles, mais aussi des coopératives et des entreprises para-agricoles.

Des coordinations régionales organisent des formations continues, animent des projets d'entraide, accompagnent les innovations technologiques, développent des systèmes collectifs d'approvisionnement et de commercialisation ainsi que des dispositifs de financement. Chaque année une rencontre nationale est organisée, qui est un temps fort d'échange et d'avancée collective.

## Témoign et terrain

### « A la volonté, rien n'est impossible »

Le Réseau se structure particulièrement avec une vingtaine de fermes pilotes qui jouent un rôle d'entraînement et permettent de tester les innovations techniques et d'organisation. Ce sont aussi des lieux de multiplication des semences et des souches. Les fermiers-pilotes doivent faire preuve de leur autonomie avant de bénéficier de soutiens financiers, sous forme de prêts qui doivent être remboursés. Ils jouent le rôle d'accompagnateurs des jeunes pendant et après les formations. Ils diffusent aussi l'esprit d'entreprise et les techniques innovantes auprès des paysans de leur entourage.

#### La recherche et l'expérimentation

La recherche se caractérise d'abord par son approche écologique. Il s'agit d'augmenter la productivité agricole en s'appuyant sur des procédés naturels et d'organiser ce qu'on appelle maintenant l'économie circulaire, qui consiste notamment à produire de l'énergie recyclée avec les déchets de la production et de la transformation agricoles. Le résultat des dégradations devient un intrant qui sert à produire de l'électricité ou des objets ou bien qui est utilisé comme engrais. Est ainsi pratiquée une boucle de retour de la matière dans le circuit productif, ce qui conduit, en particulier à ralentir l'usure du sol et de la fertilité en général.

La pisciculture est un domaine où Songhaï a particulièrement bien réussi et est reconnu. Le lisier de porc et la fiente de poulet nourrissent les larves de mouches et d'asticots qu'apprécient particulièrement les poissons. Les termites et les vers de terre élevés à Songhaï sont aussi de très bonnes nourritures pour les poissons. Ces aliments ne dégradent pas l'eau.

Les vers de terre nourrissent aussi les canards, mais surtout servent à la fertilisation naturelle de la terre, qui profite à la production de légumes, dont les déchets peuvent nourrir les porcs.

La jacinthe d'eau considérée comme un fléau en Afrique, peut devenir une ressource naturelle : elle produit une abondante biomasse,

tout en épurant l'eau, d'où est extrait du biogaz à faible coût et un engrais organique de très bonne qualité pour la fertilisation des terres.

Ce recours aux moyens naturels n'empêche pas du tout Songhaï d'utiliser massivement l'informatique pour la gestion des exploitations, le suivi des productions, pour la statistique ou pour tirer parti des observations.

Songhaï a choisi de valoriser « **la recherche aux pieds nus** » qui consiste à la fois à marcher avec les gens dans les villages pour retrouver les savoir-faire traditionnels, les méthodologies implicites, les trésors génétiques ancestraux et à être devant son ordinateur pour confronter son savoir à celui de la communauté internationale.

Il est ainsi urgent que les scientifiques deviennent eux-mêmes paysans à l'image de ce qu'a fait Godfrey Nzamujo lui-même. Songhaï a créé un laboratoire d'analyse pour réaliser sur le terrain les tests et les mesures. Il anime aussi un réseau de laboratoires spécialisés à travers le monde.

Les innovations dont l'Afrique a besoin ne sont pas toujours des inventions extraordinaires. Il s'agit d'améliorer les outils de jardinage et d'élevage, de trouver des procédés simples pour la conservation et la transformation des mangues et des oranges, pour la diversification des produits issus du soja, des égreneuses de maïs, des moulins, des batteuses à riz à pédales. Un atelier de mécanisation a été installé et il exporte même ses innovations vers les pays voisins.

**Selon Songhaï, la technologie doit être conçue et mise en œuvre à partir des caractéristiques environnementales et culturelles du milieu où elle est implantée, tout en étant ouverte à toutes les innovations venues du monde entier.**

Ainsi l'ensemble Songhaï, s'est diversifié au fur et à mesure que des besoins apparaissent pour soutenir le développement. Aujourd'hui on compte trois centres de formation, de production et de recherche dans l'ensemble du pays, comprenant un atelier mécanique de fabrication et de réparation d'outillages, un laboratoire



## Témoign et terrain

### « A la volonté, rien n'est impossible »

d'analyse et un institut de recherche et développement. A ce dispositif s'ajoutent des magasins de vente directe, des chaînes de transformation, des restaurants. Des institutions de financement dédiés aux entrepreneurs agricoles et para-agricoles ont également été mises en place.

#### Les résultats

80 à 100% des jeunes d'une promotion s'installent à l'issue de leur formation, les deux tiers en créant leur entreprise agricole.

L'action de Songhaï transforme en profondeur le monde rural au Bénin. Citons l'exemple du village de Tchiahomadégbé, dans une zone très reculée du Bénin où Songhaï s'est installé dans les années 1990.

Les jeunes de ce village préféraient aller en ville se faire un peu d'argent plutôt que de pratiquer les activités agricoles qui leur semblaient pénibles. Avec Songhaï ils ont appris la culture du travail et vu par la pratique qu'ils pouvaient gagner leur vie dignement. Aujourd'hui, ils ont formé des coopératives qui sont citées en exemple dans toute la région. Le village s'est transformé offrant un accès aux principaux services et un dynamisme à la fois économique, social et culturel.

Un autre exemple récent est celui du village de Gbessou où ont été installées des toilettes écologiques. Celles-ci évitent la pollution de la nappe phréatique. Mais de plus les eaux usées sortant des toilettes sont épurées à partir des jacinthes d'eau, ce qui produit à la fois de l'eau propre à l'irrigation et des produits fertilisants. Des cultures maraîchères ont été implantées autour des toilettes, ce qui donne du travail à des jeunes sortis de formation et qui se sont organisés en coopérative.

Les techniques permettant des gains de productivité tout en respectant et renforçant les ressources naturelles sont diffusées, non seulement au Bénin, mais dans toute l'Afrique. Il en va de même des équipements permettant le recyclage et la production d'énergies renouvelables à partir des rejets animaux et

des restes végétaux. En 2015 par exemple, un pyrolyseur de coques de noix d'anacarde a été mis au point. Alors que ces coques étaient jusqu'ici perdues l'appareil produit à la fois de la chaleur et des coques récupérables pour la fertilisation des sols. L'énergie nécessaire pour l'opération provient des coques elles-mêmes.

Les succès remportés par Songhaï attirent des chercheurs et des acteurs du développement venant des autres pays de l'Afrique de l'Ouest, mais aussi de toute l'Afrique et des autres continents.

Godfrey Nzamujo jouit maintenant d'une renommée internationale qui lui donne de l'influence au Bénin et dans les institutions internationales dédiées au développement. Il a reçu de nombreuses récompenses, la dernière en 2015 étant une médaille d'or attribuée par la FAO à l'occasion de son 70<sup>e</sup> anniversaire.

## E NSEIGNEMENTS POUR L'ÉCONOMIE HUMAINE

Godfrey Nzamujo fait état de sa filiation directe avec Louis-Joseph Lebret. Comme Lebret, et l'encyclique *Populorum progressio* à laquelle il fait aussi référence, il caractérise le type de développement porté par Songhaï comme étant intégral (holistique) et solidaire.

« La politique de *la croissance économique d'abord* » qui est la pensée commune actuellement, doit céder la place à un développement holistique, c'est-à-dire global, touchant tous les aspects de l'existence, centré sur les humains et leurs communautés ».

Il insiste sur le fait que ce sont les populations elles-mêmes, à leur rythme, dans le respect de leurs traditions, qui doivent et qui peuvent construire le type de société « développée » qui leur correspond.

On trouve cependant dans l'expérience de

## Témoign et terrain

### « A la volonté, rien n'est impossible »

Songhaï deux accents particuliers qui la caractérisent dans le mouvement vers une économie humaine.

Godfrey Nzamujo décrit en effet le type d'économie qu'il vise comme « l'économie communautaire de marché ».

Economie de marché, car Songhaï tient explicitement à faire des paysans et des artisans du monde rural, des entrepreneurs capables de prendre leur place sur le marché, non seulement local mais international, car il ne veut pas que l'Afrique reste à l'écart du commerce mondial. L'accent est mis sur la capacité d'initiative, sur la recherche de productivité, sur la rigueur et l'énergie dans le travail.

Il récuse le libéralisme pour son individualisme et son matérialisme, mais il ne s'en remet pas à l'Etat pour être l'acteur économique central, même s'il doit jouer de tout son rôle pour faciliter l'initiative économique de toute la population.

Il caractérise à gros traits, trois profils économiques et sociaux parmi les membres d'une société :

« Dans le monde,

#### **il y a les dormeurs :**

*ce sont ceux qui ne sont pas co-créateurs. Ils ne perçoivent pas leur rôle d'artisan au service de la personne humaine.*

#### **Il y a aussi les égoïstes :**

*ils possèdent la force créatrice et l'initiative d'entreprendre mais ils le font au détriment du bien commun. Ils mettent leur profit et leur intérêt avant tout et réussissent souvent mais à court terme.*

#### **Il y a enfin les solidaires :**

*ce sont les véritables agents du développement. Ils cherchent aussi à se valoriser, mais ils sont convaincus qu'ils ne peuvent répondre à cette vocation que s'ils respectent le bien commun et que si la plupart des gens autour d'eux ont des conditions de vie digne ».*

Le message est donc :

**« Soyons tous entrepreneurs, mais pour le bien commun, non pas seuls, mais avec les autres. »**



Pour aller plus loin :

Centre agro-écologique Songhaï,  
Route de Ouendo - 01 BP 597  
Porto-Novo - Bénin  
Tél. +229 60 93 33 34 / 62 52 92 80 -  
Mail : [songhai@songhai.org](mailto:songhai@songhai.org)



## DU SOUFFLE POUR NOS TERRITOIRES

Sur quatre continents des territoires  
en chemin vers l'économie humaine

# LE PARTAGE DE NOS EXPÉRIENCES

*« Le monde du partage,  
devra remplacer le partage du monde. »*

**Claude Lelouch**

# Résultats des travaux en ateliers

## S'enraciner,... S'organiser,... S'adapter...

### Les Ateliers

Après les présentations vient le temps de l'analyse.

Celle-ci se mène en trois ateliers. Pour définir l'objet de chacun, nous nous référons à une grille proposée par Paul Houée dans un texte reproduit en annexe intitulé :

« Ressourcer nos territoires »

Selon cette grille, la comparaison d'expériences d'origines multiples peut se décliner en trois étapes principales qui sont trois composantes essentielles du développement local :

- 1/ S'enraciner, s'ancrer dans un élan populaire, une participation à raviver,
- 2/ S'organiser, pour maîtriser les changements, gagner sa place dans un monde fluide,
- 3/ S'adapter en permanence en se renouvelant.



Atelier 2 : « Tempête sous les crânes »

### ATELIER 1

Rapporteur Yves GLORIEUX,  
Animateur Jacques BRIARD.

**S'enraciner dans un élan populaire** : les formes de participation. La fonction de veilleur ; se positionner en fédérateur des divers canaux de la participation populaire.

L'objet de l'atelier est de s'atteler au premier temps de la méthode proposée dans la présentation de la Rencontre par Michel : **voir**, se positionner en **veilleur** impliquant de l'intérêt jusqu'à prendre soin de ce qui se passe sur son territoire pour le conduire plus loin en cherchant à fédérer les divers canaux d'une participation populaire.

4 canaux ont été retenus par les membres de l'atelier comme étant signifiant aujourd'hui, à travers leur expérience propre, là où ils sont situés dans le monde :

- Le territoire, lieu d'ancrage personnel
- Les relations intergénérationnelles
- La présence féminine
- L'éducation populaire

**Le territoire.** c'est l'ancrage de base, appréhendé sur une période longue et reposant sur une bonne équipe citoyenne.

**Les relations intergénérationnelles.** Elles se traduisent dans divers aspects : celui de la contribution des jeunes sous des formes variées, plutôt positives, hors idéologie, dans des cadres nouveaux, majoritairement ponctuels. Elle peut être porteuse d'alerte. A l'inverse, cette contribution peut présenter un aspect de fracture douloureuse entre générations.

**Une présence féminine plus affirmée.** Le caractère « féminin » apparaît plus adapté à notre monde en mouvement, plus raisonnée-raisonnable. Porteuses de vie, les femmes sont plus naturellement en harmonie avec la nature.

**L'éducation populaire.** Elle se présente sous une double organisation : celle de l'apprentissage qui se construit dans un dialogue intergénérationnel ; celle de l'entre-soi créatif de la classe d'âge où certains de ses membres peuvent être appelé à devenir dans l'action le partenaire de ses pairs.

En conclusion, deux éléments : savoir vendre son territoire aux jeunes par la communication et par l'interpellation en réseau (dont RIEH); s'orienter vers une offre éducative en réseau avec le soutien des pouvoirs publics.



# Résultats des travaux en ateliers

## S'enraciner,... S'organiser,... S'adapter...

### ATELIER 2

Rapporteur Laurent GAUDICHEAU,  
Animateur Serge HAMON.

**S'organiser, se faire connaître, trouver sa place** c'est l'organisation des acteurs, la cohérence de l'économie ; c'est offrir à chacun sa chance, un cadre de vie attrayant ; trouver sa place dans les stratégies politiques englobantes.

- a) S'organiser
- b) Trouver sa place
- c) Faire connaître, diffuser.

Le propos est abordé différemment selon que l'idée est issue du privé ou du public.

**Dans le privé** : cela commence, le plus souvent, par un groupe de 5/6 personnes qui a besoin de rêver, il va construire pour donner à voir, puis chercher à essaimer (type TUPPEWARE).

**Institutionnel** : Emmener le plus d'élus possible et entrer dans le processus.

Tout part d'une vision partagée, puis le besoin de rédiger une narration pour donner une clarté commune au projet sans oublier d'y intégrer un processus d'évaluation sans une déclinaison sur quatre axes :

#### « VALABLE / VIABLE / VISIBLE / VENDABLE ».

Au cours du processus d'organisation, on évalue en permanence :

- ▶ Le rôle de chacun qui doit être bien compris : d'un côté, les instituants, ceux *pour qui nous le faisons en répondant à un besoin existant* ; de l'autre, les institués, ceux qui administrent le projet, ils n'ont pas à chercher de place.
- ▶ Pour diffuser il faut être convaincus pour être convainquant.
- ▶ On agit en démontrant par l'exemple.
- ▶ Pour être crédible, on se donne un degré d'exigence avec un souci de traduction du propos : importance des mots et éclairage du langage.
- ▶ Une démarche participative et de co-construction apporte la valeur identitaire dans un projet partagé.

### ATELIER 3

Rapporteur Jean-Philippe DUPONT,  
Animateur Jacques BRUNEAU.

**S'ouvrir, se renouveler, se projeter** : Renouveler les acteurs, les objectifs, les méthodes. Des temps forts d'évaluation, formation développement, les grands défis de ce temps, des valeurs à partager.

- a) Prise en compte de tous les acteurs
- b) Démarche
- c) Principes
- d) Rôle de chacun
- e) Le territoire.

▶ Bien repérer les parties prenantes pour n'oublier personne.

▶ Planifier les objectifs à atteindre.

▶ L'attitude dans les actions, le savoir-être est nécessaire.

▶ L'importance du rôle des jeunes, des femmes, des anciens dans la participation des débats.

▶ La notion de territoire a été débattu avec une dérive sur l'accaparement des terres par les SAFER.

#### Comment présenter l'économie humaine au public ?

▶ La dignité de l'Homme et de tous les hommes ; de toutes les personnes ;

▶ S'ancrer dans la réalité, la connaître ;

▶ Le renouvellement passe par la créativité (projet innovant) ;

▶ la prise en compte des maillons faibles (devoir de fidélité) ;

Deux points de débat ont été évoqués :

1- une concertation est nécessaire à la base pour une connaissance exhaustive des besoins du terrain.

Cette connaissance des besoins est essentielle au secteur privé pour acquérir les compétences nécessaires dans une vision macro-économique.

2- les logiques économiques ont changé, les interlocuteurs ne sont plus les mêmes. Le rapport entre public et privé s'est inversé. Loin des 30 glorieuses, le pouvoir de l'État est en déprise dans l'économie française au bénéfice de grandes multinationales : (Google, Amazon, Facebook, ...).

Les interconnexions sont nécessaires entre médias et réseaux pour se rendre plus visibles.

Des exemples possibles pour y répondre :

- la création de bases de données alternatives ;
- la micro finance (microcrédit) : participatif ;
- la recherches alternatives : Les MOOC\* produisent un savoir alternatif, une connaissance qui peut générer un véritable impact, en partant du terrain ;
- L'économie populaire à travers le rôle des médias ;
- L'immersion des jeunes par le voyage.







## DU SOUFFLE POUR NOS TERRITOIRES

Sur quatre continents des territoires en chemin vers l'économie humaine

# REPÉRER NOS DIVERSITÉS, DISCERNER NOS CONVERGENCES

*« La diversité de chacun, fait la richesse de tous »*

**Jules Beaucarne**

## Synthèse des débats

### Paroles croisées...



#### L'ÉDUCATION

Tous les participants insistent sur l'importance de l'éducation pour que la population du territoire puisse participer à son développement. Mais ce n'est pas n'importe quelle éducation !

► **Yves** récuse une expression employée par un autre **Yves** :

- « Des anciens qui apprennent aux jeunes ».  
- « Non, je ne pense vraiment pas cela. Dans le livre sur l'économie humaine, nous disons que l'apprentissage, c'est réveiller les potentiels des gens, c'est de leur faire exprimer aussi leurs savoirs. »

Or, si l'apprentissage était de dire : « faites comme j'ai fait », nous n'allons pas progresser. L'apprentissage est au contraire de dire :

- « Bien, voilà comment j'ai fait, et toi comment ferais-tu ? ».

Alors, un dialogue s'installe :

- « Toi, tu veux faire comme ça, mais ce n'est pas possible pour telle et telle raison, etc. ».

Nous parlons ainsi d'une **éducation libératrice** des angoisses et libératrice des savoirs et des potentiels ».

► Pour **Samy**, ce que nous devons mettre en place à travers l'éducation est de démystifier la perception du pouvoir comme s'imposant à nous :

- « Nous citoyens, nous sommes le gouvernement, nous sommes le pouvoir ».

A l'école, l'éducation portera sur un effort de **conscientisation** qui remet le pouvoir entre les mains des citoyens.

Ainsi, les jeunes pourront enfin cesser de croire que l'économie reste entre les seules mains des multinationales, du gouvernement. Ils comprendront qu'ils ont un rôle à jouer dans cette remise en question, dans ce changement possible grâce à l'éducation.

► **Jacques** cite Paulo FREIRE. C'est important que nous le rappelions. Il nous a laissé un très beau proverbe : « Aujourd'hui est le fils d'hier et le père de demain ». Je propose que nous le mettions au féminin.

► **Serge** dans son bilan mentionne l'importance de la conscientisation dont nous avons beaucoup parlé pendant ces deux jours.

Par ailleurs, un point de débat est à évoquer sans qu'il soit approfondi ; les rôles respectifs du système scolaire et de **l'éducation populaire**.

Cette dernière appartient-elle au passé selon le **député Hervé Berville**, qui constate ne jamais avoir eu l'occasion d'en rencontrer une manifestation ?

Ou a-t-elle un avenir comme le souhaiteraient beaucoup des intervenants ?



#### LE TERRITOIRE EST-IL IMPUISSANT FACE A LA MONDIALISATION ?

N'aurions-nous pas la possibilité de réaliser par nous-mêmes notre propre développement ?

► **Yves** pose la question :

- « Sommes-nous contraints par la mondialisation ou y a-t-il des opportunités qui s'en dégagent et des interrelations à créer ? » ajoutant,

- « Ce matin Christi nous disait que le monde était gouverné par une quarantaine de multinationales ayant un impact sur tout, et surtout dominant les gouvernements. Elle exprimait ainsi une inquiétude sur notre capacité à changer le monde ».

Or, hier et aujourd'hui, nous avons entendu d'autres convictions exprimées par les-uns et les autres : « **Nous pouvons changer ! Mais comment le faire ?** ».

► **Samy** :

- « Il semble qu'il y ait ce mythe de l'Etat tout puissant. Il a les pleins pouvoirs et nous pensons que nous ne pouvons pas les remettre en question. Devant cette impression les citoyens se sentent impuissants pour provoquer un changement de la situation ; le pouvoir et la politique sont entre les mains du gouvernement et de l'Etat. Alors tournons-nous résolument vers l'éducation celle que nous devrions mettre en place avec une pédagogie de la **démystification de cette histoire de pouvoirs**, puisque



## Synthèse des débats

### Paroles croisées...

*nous citoyens, nous sommes l'Etat, nous sommes le gouvernement, nous sommes le pouvoir.*

Le défi, auquel nous devons faire face, est d'être les créateurs de cette économie humaine et de cesser de nous considérer comme victimes d'un système, d'une réalité qui nous dépasse. Il nous faut faire en sorte de créer les possibilités de sa mise en place, afin que les populations puissent dire :

- « **nous réalisons nous-mêmes notre propre développement** ».

Voilà sur quoi notre Réseau devrait s'engager ; Développer ces possibles qui favorisent la solidarité, les échanges ».

### LE PASSAGE AUX JEUNES

Beaucoup de participants se sont inquiétés de la capacité des nouvelles générations à poursuivre l'action entreprise par les anciens pour faire vivre les territoires.

► **Serge** : - « Quel enracinement sur un territoire, quand on est jeune aujourd'hui, sachant qu'on donne la priorité, à juste titre d'ailleurs, à leur formation, à la mobilité, à la découverte du monde ? »

► **Samy** s'interroge si le lien, qui relie la jeune génération à son histoire et à ses origines, existe. Nous avons l'impression qu'il n'y a plus de connexion entre maintenant et avant. Le lien à la terre, à la nature, aux origines semble ne plus exister. Par exemple, notre génération présente aime le territoire sur lequel elle vit, sur lequel elle a grandi. Elle a tissé des liens forts avec ce territoire. Pour la génération qui suit ce n'est pas le même lien, parce que celle-ci ne connaît pas les expériences qui y ont eu lieu et s'y sont développées.

► **Plusieurs intervenants** soulignent cette différence de rapport au lieu et au temps entre générations. La jeune génération donne souvent la priorité à des résultats tangibles et immédiats, tant pour l'engagement que pour la prise de décision. Cet engagement

peut être fugace, situé sur une durée très courte, par opposition aux aînés que nous sommes. Volontiers, nous privilégions le principe de donner du temps au temps pour que les projets soient affinés avant d'aboutir à une décision.

► **Paul** souligne l'importance que les jeunes sachent qu'il ne s'agit pas de cloner le passé dont les anciens ont été capables ; ils ont à relever leurs propres défis.

- « Vous les jeunes, interrogez-vous à votre tour sur les défis que vous avez à relever, à la fois en fidélité à ce passé, mais surtout en prospection d'une vision de l'économie humaine à l'échelle internationale ! »

► Pour **Antoine** :

- « Si on est dans un groupe où il y a trop de vieux ? Eh bien, il faut avoir le courage de donner la place, non pas à un seul jeune qui va assurer la relève, mais à la moitié du groupe, pour que ce soit eux qui prennent la relève. »

### LES ANIMATEURS

Les participants explorent les profils et les attitudes de ceux qui s'engagent dans l'animation de leur territoire.

► **Valérie** : - « j'ai trouvé intéressant qu'un groupe mette en avant la question des attitudes. Cela est fondamental, la question du savoir-être. »

Dans nos expériences de changement, nous devons mobiliser des savoirs, des savoir-faire dans la conduite de projet, mais surtout le **savoir-être des meneurs**, des leaders, des gens. C'est important de le travailler, de le mettre en perspective dans l'économie humaine. Les initiateurs de projets sont **des personnes qui font rêver**. Mais il faut que très rapidement leurs rêves ou celui d'un petit groupe deviennent celui de la collectivité à laquelle ils s'adressent.

► **Serge** : La priorité doit également être donnée à l'initiative, à l'innovation comme vecteur de dynamisme, de renouveau sur

## Synthèse des débats

### Paroles croisées...

un territoire, susceptible de mobiliser de nouveaux acteurs qui y verront un intérêt immédiat.

- « Je pense à tous nos travaux autour des énergies renouvelables. Ils ont mobilisé des acteurs qui étaient dans l'ombre jusque-là. Nous ne les avons pas beaucoup vus se manifester. Ces acteurs y ont vu un intérêt professionnel, un intérêt personnel, puis sous-jacente une démarche en faveur du territoire.

Pour les initiateurs cela sous-entend une bonne dose de courage, d'audace, et je rajouterai de persévérance, voire parfois de témérité ».

### LA DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Là où nous découvrons la subtile combinaison entre les regards intérieurs et les regards extérieurs sur le territoire à développer !

► **Paul** : « Je prends un vieux proverbe mexicain qui m'est cher « *les marmites commencent toujours à bouillir par le fonds, jamais par le couvercle* ».

► **Michel Azcueta** : - « Soyons clair, derrière le mot participation se trouve le mot pouvoir ; la notion de partage du pouvoir avec tous les citoyens.

Le pouvoir s'exprime dans quatre dimensions :

- Les **objectifs à définir** avec la population.
- La **méthodologie**, elle aussi à définir avec la population.

Trop souvent, nous élus, dirigeants, nous permettons que la population définisse les objectifs avec nous, mais pas la méthodologie. Alors comment peut-elle agir, car la participation passe aussi par la méthode ?

- Toutes les **ressources budgétaires** à utiliser. Chez nous, en Amérique latine, le budget est participatif en toute transparence pour la population. Ensemble, nous définissons comment utiliser nos ressources.

- Évaluer **les changements** à opérer dans le processus de participation ».

► **Serge** : « L'accent a été mis sur la **démarche participative**. J'ai ici à côté de moi quelqu'un qui symbolise cette démarche, Valérie. Elle nous a déjà parlé de l'initiative qu'elle a lancée dans sa commune, faisant l'admiration de tous sur le territoire.

Pourquoi est-il important de travailler dans cet esprit ? Cela permet d'impliquer un maximum des concitoyens dans une démarche réflexive à toutes les phases du projet. Là encore, nous avons une co-construction. Qui dit participation, dit enrichissement et appropriation de celui-ci par le citoyen « lambda », augurant une validation attendue in fine. Lorsque quelqu'un a été partie prenante d'un projet, il ne peut pas revenir à la fin en disant : « Quel projet vous nous avez conçu ? Il ne tient pas la route ! » sans se contredire.

► **Valérie** : « A propos des processus de création ou d'innovation, je vis sur ma commune des démarches participatives avec la revitalisation du centre-bourg, faisant intervenir les habitants. Mais il ne faut pas se leurrer. Si nous n'apportons pas des **regards extérieurs**, si nous nous ne mettons pas autour de la table l'ensemble des acteurs, l'ensemble des parties-prenantes avec des regards éclairés et l'apport d'autres expériences, nous serons dans la reproduction de ce qui existe parce que nous n'exprimons que ce que nous connaissons déjà.

Dans le processus de participation, il y a donc place pour d'autres points de vue, d'autres éclairages, comme les « **voyages apprenants** ». Dans cette démarche participative qui demandera du temps, mais au bout du compte mobilisera, nous aurons systématiquement des va-et-vient avec des contributions différentes entre les acteurs, les habitants, un conseiller municipal, un architecte-urbaniste, le réseau BRUDED\*. Si l'architecte-urbaniste propose un projet qui n'est pas en rapport avec les usages des habitants, leur espace de vie, ceux-ci ne seront pas en capacité de proposer à leur tour, s'ils n'ont pas au préalable entendu d'autres experts ou vu ailleurs d'autres projets ».

# Synthèse des débats

## Paroles croisées...

### PRATIQUE DE LA CONCERTATION

En quelque sorte, les conditions de la concertation pour construire ensemble !

► **Michel Azcueta**, Serge et plusieurs autres intervenants soulignent l'importance de la recherche du consensus dans nos actions en mode collaboratif, induisant une part significative donnée à la **co-construction**. C'est une expression qui a été beaucoup employée, revenant souvent dans les témoignages : co-construction entre élus et porteurs de projet, co-construction entre le secteur public et le secteur privé. Elle induit une pratique de la concertation, qui n'exclut pas la confrontation, mais une confrontation respectueuse des personnes.

► **Serge** : « Un autre élément important qui a été présent dans nos échanges, est la notion d'**interconnaissance des partenaires**, préalable indispensable à la conduite des actions de développement qui seront ainsi validées par la majorité ».

### RACONTER L'HISTOIRE DU TERRITOIRE

C'est inviter les générations d'anciens et de jeunes à se rencontrer pour ouvrir son territoire à un devenir !

► **Valérie** : « Je voudrais mettre en avant la **notion de récit**. Faire un récit de nos expériences, de nos histoires singulières de changement et de développement. Ce matin, dans la restitution des ateliers, nous avons entendu le mot « vendre son territoire », mais aussi « on n'est pas dans une démarche marketing ».

Si nous voulons mobiliser les jeunes, il est important de les inscrire dans un récit qui puise profondément dans une histoire, par exemple celle de notre territoire avec ses courants d'idées, ses réseaux comme celui de l'économie humaine et rattachée à une vision prospective.

Pour ce récit, il nous faudra trouver notre propre langage avec des mots rattachés à nos expériences singulières de territoire. Du coup, nous allons faire vivre aux gens

une histoire intéressante de mobilisation positive. Ils vont s'y enrichir parce qu'ils seront les acteurs de cette histoire dont les expressions rappelleront le cheminement dans sa progression collective qu'ils auront tous ensemble parcouru ».

► **Serge** : « Je crois à l'importance de l'**histoire, des acquis, des expériences antérieures**. Le retour que Paul Houée nous a donné à écouter, que j'avais entendu à plusieurs reprises, en est une preuve convaincante. L'évolution du Mené que Paul narre est particulièrement convaincante. Son territoire porte la marque de ces expériences antérieures. Ses projets du moment sont consécutifs à ces projets antérieurs, évidemment. Leurs traces incontournables permettent de mieux se projeter. Je citerai le philosophe Henri Bergson, qui a dit : « Notre passé nous suit et se grossit sans cesse du présent qu'il ramasse sur la route et conscience signifie mémoire ».

► **Paul** : « territoire, terre-histoire, capable de devenir terre-espoir ». Redonner à nos jeunes l'histoire, la fierté d'être des enfants d'un pays qui s'est battu pour pouvoir dépasser la misère. Je pense à cette région du Mené, mais plus largement à la Bretagne qui a connu des époques douloureuses. »

### LE RÔLE DU RÉSEAU

C'est de relier pour grandir dans l'action !

► **Samy** : « Il y a des milliers d'actions qui ont lieu de part et d'autre dans le monde, mais du coup, **comment les rassembler, comment les relier entre elles ?**

C'est le pouvoir de la parole qui nous y aidera et ce ne sera malheureusement pas celui des médias puisqu'ils sont aux mains des multinationales. C'est donc à nous de voir comment faire pour utiliser la parole et communiquer. Au-delà des différences et des identités religieuses, linguistiques, régionales, comment construire une économie humaine ? C'est en rassemblant ces milliers d'exemples dans le monde, afin qu'ils deviennent un mouvement global et mondial, et qu'ils puissent attirer suffisamment l'attention pour inviter plus de monde

## Synthèse des débats

### Paroles croisées...

et plus de citoyens à rejoindre notre mouvement ».

► **Fatimata** : « Je pense que l'objectif premier du réseau, c'est le **partage des visions**, avoir la même vision, aller dans les mêmes directions et se donner les moyens de les atteindre. »

► **Lily** : « Pour moi le réseau c'est sortir de **l'isolement**, savoir que nous ne sommes pas seuls, d'autres personnes dans d'autres continents se donnent la main pour avancer dans nos combats. C'est aussi accueillir avec **bonheur** les propos des autres.

► **David** : « Le réseau, pour moi, c'est pouvoir dire ce que nous pensons, appeler les autres à réagir à nos propos et progresser ensemble.

### LA VISION DE L'ÉCONOMIE HUMAINE

Pas d'actions sans vision, sans perspectives.

► **Samy** : « Il y a énormément d'actions qui sont mises en place pour mobiliser les jeunes, mais sans une idéologie claire par **manque de spiritualité**. C'est quelque chose au-delà de la religion, un message qui nous guidera dans notre action, qui engagera davantage nos organisations, et qui nous donnera de la clairvoyance dans ce que nous mettons en place.

Nous avons cessé de considérer la nature comme notre mère, comme notre sœur, nous ne regardons plus la nature comme nous le faisons jadis. Si nous regardions maintenant un arbre ou la nature, notre attitude serait de les considérer comme un bien matériel. De combien vais-je pouvoir le valoriser financièrement ? Combien de dollars ? Combien de roupies ? Combien d'euros, vais-je pouvoir en tirer ?

C'est cette attitude, installée qui doit absolument changer ! »

► **Michel Azcueta** : « L'économie humaine, c'est la richesse de notre population. Si nous oublions les trois piliers de notre action (**la participation** en tant que pouvoir, **la concertation** entre acteurs, et **la création** de richesses pour

que nos populations vivent avec dignité) l'économie humaine resterait au niveau des idées. »

► **David** : « Pour moi, l'économie humaine se lit à travers quatre axes : **le développement territorial, la protection de l'environnement, la participation des femmes, et l'innovation** (Nouvelles technologies). »

► **Valérie** : « Partout des situations d'oppression, d'exclusion se vivent. Or, nous sommes réunis ici autour de l'expérience du Mené et de celles rassemblées par RIEH avec une conviction, celle de la nécessité de changement. Ces expériences sont porteuses de cette volonté de changement, avec une méthode plutôt ascendante, à partir des territoires et de leurs ressources, en mobilisant très largement.

C'est pourquoi Serge a beaucoup insisté sur la notion de concertation. Cette méthode nécessite aussi des démarches d'éducation, en particulier d'éducation populaire afin que vraiment nous n'ayons pas à subir notre situation, à être victime, mais au contraire que nous puissions enclencher une dynamique de changement personnelle et collective sans un sentiment d'impuissance. »

Après l'intervention d'Hervé Berville, **Valérie** reprend ce qui dans ses propos rejoint les références de l'économie humaine : l'appropriation des questions de solidarité par la population, Le développement endogène, la pratique d'appuie sur les ressources et les acteurs locaux.

Par ailleurs, au cours de ces journées, il a été évoqué la question de la convergence entre l'action publique, les mouvements associatifs et les acteurs de terrain pour sortir d'une logique sectorielle ou segmentée, afin d'avoir une approche vraiment globale s'appuyant sur une logique d'expertise locale de la part des acteurs.

► **Andrès** : « *La meilleure façon de parler de l'économie humaine et de l'exprimer à travers le principe de bien commun* ». »



## Synthèse des débats

### Paroles croisées...

Sinon pour beaucoup de personnes, dire « économie, c'est dire la misère ».

### LE RAPPORT ENTRE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES ÉLUS

Le pouvoir de rassembler, confié aux élus.

► **Michel** : « Je ne crois pas que nous allons construire l'économie humaine en disant « *Nous allons nous organiser entre nous dans la société civile et oublier tout ce qui se passe là-haut parce que de toute façon ils sont tous pourris, corrompus. Nous organiserons notre monde entre nous* ». Je ne crois pas à cela. Je pense que c'est une impasse. Le changement n'est possible que lorsqu'il y a **convergence** entre un consensus de la société et le programme de ceux qui ont pris le pouvoir pour l'exercer ».

► **Laurence** pense que le rôle des élus est de se poser en « *chef d'orchestre* » ou en « **pédagogue** » pour favoriser la force de changement qui nous conduira collectivement plus loin. C'est là où la responsabilité des élus prend tout son sens : « *Comment transformer les aspirations de chacun en un mouvement puis en un projet collectif de nos réalités ?* ». « Les attitudes et les qualités dont les leaders doivent faire preuve pour effectuer cette transformation sont le courage, la ténacité et même la sérénité. Je pense que ces attitudes sont importantes pour notre monde et ne doivent pas rester individuelles pour devenir des valeurs collectives. ». Je cite le maire de Séoul qui dit à propos de notre mouvement : « *Quand on rêve tout seul un idéal comme l'économie humaine, ça reste un rêve. Mais quand on rêve ensemble, ça va devenir une réalité !* ». Autrement dit « *Seul on va plus vite, mais à plusieurs on va plus loin !* ». C'est pourquoi notre rêve deviendra réalité.

► **Roland** : « Il ne s'agit pas que le sommet change tout seul. Il ne s'agit pas que la base change toute seule. Il existe des phases où le **dialogue**, parfois révolutionnaire, certes, mais positif et humaniste peut s'établir. »

► **Jean-Yves** : « je veux sortir du débat, un peu primaire à mes yeux, entre la politique

et la société civile surtout en France. »

► **Marie** : « Je me dois de souligner l'importance du tissu associatif dans nos ruralités. Sans lui, nous ne pourrions pas gérer collectivement certains événements comme « *la course de Côte de Saint-Gouéno* » qui mobilise 500 bénévoles et 2 000 participants depuis 20 ans. C'est « *un pouvoir de rassemblement partagé et solidaire où chacun trouve sa place* ». Or, un large désengagement des associations (devenues plus individualistes) existe et les effectifs de nos structures institutionnelles ne peuvent tout porter. Ce n'est, d'ailleurs, pas leur mission de tout faire. Elles doivent rester dans leur fonction de « **facilitateur** ». Il reste la bonne volonté et l'engagement de la population au niveau humain qui reste un atout vital sur nos petits territoires. »

► **Serge** : « J'ai perçu dans beaucoup d'interventions, notamment dans les ateliers ou lors de la restitution de leurs travaux, de la méfiance vis-à-vis des décideurs, des institutions et parfois aussi à l'égard de l'Etat (nous en reparlerons sans doute !). Cette méfiance ne doit pas constituer un frein à l'action, ou une bonne excuse pour ne pas s'engager. **Une implication forte des acteurs de la société civile** notamment, mais aussi des élus est nécessaire dans nos actions au quotidien avec une présence bien ancrée sur le territoire afin de faciliter le rayonnement et l'échange, y compris dans la contradiction. Tout cela relève d'un processus nécessaire au cours de la conduite d'un projet. On m'a toujours dit que lorsque les gens ne disaient rien par rapport à un projet, cela signifiait leur accord. Eh bien, non ! Ils considéraient qu'ils ne pouvaient rien dire et qu'ils diraient « *après* » leur désaccord. Mais « *après* » c'est trop tard. Il faut intervenir « *avant* » le processus de confrontation. »

### VALIDATION DE LA DÉMARCHE

La validation de la démarche s'appuie sur des exemples venus des différents pays du monde.

## Synthèse des débats

### Paroles croisées...

► **Serge** met en évidence la porosité des démarches aux quatre coins du monde : « Manifestement, nous avons des **valeurs partagées**, une dynamique de projet et des actions pertinentes. Ces actions apportent ou visent à apporter non pas une plus-value, mais une valeur ajoutée humaine conséquente. »

### DE QUOI PARLONS-NOUS ?

Au-delà des concepts, c'est de tout l'homme et de tous les hommes dont nous parlons.

► **Michel** : « Que nous employons le mot « *territoire* » ou que nous employons l'expression « *économie humaine* », nous ne disons pas la même chose. Or, dans les deux cas, nous nous trouvons devant des problèmes complexes par la diversité des activités à mettre en œuvre sur un territoire, par la variété des besoins auxquels doit répondre une économie humaine. Ce sont les besoins de « *tout l'homme* », c'est-à-dire dans toutes ses dimensions y compris la dimension spirituelle, et de « **tous les hommes** ».

C'est exigeant, parce que le « *tout* » est mis en œuvre. Il nous faut garder en tête cette difficulté et voir comment elle peut être dépassée par l'échange et par le travail en réseau. »

► **Marie** : « Pour évoquer l'économie sociale et solidaire et l'économie humaine, il me semble important d'en discerner pour chacune le sens, que j'approcherai pour ma part, de la manière suivante : dans les deux cas, nous avons un socle commun de valeurs humaines, mais avec des clefs d'entrée différentes. Lorsque **l'économie sociale et solidaire part de l'économie** marchande et donc de l'entreprise pour aller vers l'Homme, **l'économie humaine part de l'Homme** dans toute sa plénitude pour répondre à l'organisation de ses besoins les plus primaires. »



Prise de parole d'Andrès Lalanne



A la tribune, Valérie Tabart et Hervé Berville



Samy et Christina accompagnés de leur interprète



Jacky Aignel et Dominique Lesaffre, les Capitaines



P. Houée, l'éveilleur du Mené et Evelyne Gaspillard



## DU SOUFFLE POUR NOS TERRITOIRES

Sur quatre continents des territoires  
en chemin vers l'économie humaine

## LES GRANDS TÉMOINS

*« Le soleil qui brille n'ignore pas un village  
parce qu'il est petit »*

Proverbe africain (1962)

## Les grands témoins

### Passeurs à l'écoute des participants ...



**L**es grands témoins écoutent très attentivement, ce que disent les participants, partout où ils se trouvent : dans les couloirs, dans la salle à manger, sur la terrasse et même au bar.

Sur la base de leur expertise, ils nous offrent leur regard pour mieux comprendre la richesse de chacun des participants dans la qualité des propos échangés à la grille de lecture de l'Economie humaine et territoriale.

Favoriser ce besoin de communiquer, de traduire, d'être en mesure de capitaliser sur la richesse de chaque culture individuelle, pour mieux comprendre l'autre. Telle est la mission que nous leur avons confiée.





Portrait de...

## Laurence KWARK



**S**ecrétaire Générale de GSEF (Global pour l'Economie sociale)  
[lkwark@gsef-net.org](mailto:lkwark@gsef-net.org)

Laurence Kwark est la Secrétaire générale au sein du Secrétariat du GSEF.

Avant de rejoindre GSEF, elle était représentante auprès de l'ONU pour Pax Romana ICMICA à Genève. Elle a été aussi Secrétaire Générale de cette organisation pendant 5 ans.

Pendant les 30 ans de sa carrière, elle s'est engagée pour la promotion des droits humains et le développement social de nombreux pays en développement, surtout en Asie et en Amérique du Sud.

Elle a travaillé pour de nombreuses organisations comme le CCFD-Terre Solidaire\*, le Centre Lebret-Irfed\* et EMPISA. Laurence a un diplôme de sociologie de l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris).

Elle est française, et parle couramment coréen, français, anglais et espagnol.

### CE QUE NOUS AVONS PERÇU D'ELLE :

**Laurence Kwark** est une femme ouverte naturellement sur le monde. Son regard a nourri les débats par sa vision globale de l'Economie Humaine. Elle ne parle pas seulement du Forum International de l'Economie Sociale dont elle est la secrétaire générale, mais de Séoul où elle vit actuellement, où la population et les élus locaux promeuvent des initiatives solidaires, après la prise de conscience des limites du modèle de développement quantitatif qu'a suivi la Corée du Sud, jusque là.

**Le GSEF est un réseau mondial de l'économie sociale et solidaire (ESS).**

**Il constitue une plateforme de partage des visions et des expériences par la coopération au-delà les frontières, et une coopération fondée sur des partenariats multilatéraux (communauté publique-privée) pour un monde inclusif, équitable et plus humain au profit de nous tous.**

### OBJECTIFS

1. GSEF promeut l'échange et le partage, au plan personnel et social, entre les principaux acteurs globaux de l'économie sociale. Dans ce but, GSEF établira des plateformes et créera divers programmes pour favoriser des échanges de toute nature.
2. GSEF soutient les gouvernements locaux et les agences non-gouvernementales pour créer un réseau stable de l'économie sociale par des partenariats public-privé.
3. GSEF soutient tout effort pour constituer des associations de l'économie sociale, ou de promotion de l'économie sociale dans chaque région. Par ces organisations, GSEF promeut des projets communs pour diffuser l'écologie de l'économie sociale à l'échelle mondiale.
4. GSEF reconnaît la responsabilité de soutenir les pays en développement qui souffrent de la pauvreté et du sous-développement ; ainsi on devra promouvoir une solidarité globale et la coopération dans le domaine de l'économie sociale pour favoriser l'environnement, l'économie, la société et la culture de ces pays.
5. GSEF soutient des mouvements divers au plan mondial, qui sont compatibles avec la valeur sociale que nous défendons, et promeut des actions collectives pour résoudre les problèmes auxquels l'humanité est confrontée.
6. GSEF peut créer un fonds pour soutenir l'économie sociale si nécessaire.

## Les grands témoins

### Passeurs à l'écoute des participants ...

**Les débuts de GSEF sont marqués par la Déclaration de Séoul adoptée par 8 gouvernements locaux et 9 organisations de l'ESS pendant la rencontre GSEF 2013, tenue à Seoul du 5 au 7 novembre 2013, autour du sujet : "Nouvelle découverte de la collaboration".**

Il en allait ainsi au XIXe siècle, et de même à la fin du XXe : l'intérêt porté à l'ESS (économie sociale et solidaire) est croissant, cela prouve qu'un système économique trop centré sur la croissance et le profit ne correspond plus aux aspirations des personnes et des communautés de notre temps.

Et ceci est encore plus évident depuis la crise économique et financière de 2007-2008. En septembre 2015, quand les leaders du monde entier ont approuvé l'agenda 2030 pour le développement durable et les ODD (Objectifs de Développement Durable) à New York, il est devenu évident que nous devons introduire l'ESS partout si nous voulions atteindre les objectifs de ce plan d'action de 15 ans pour les "gens, la planète et la prospérité".

Comme certains de ces objectifs de l'Agenda 2030 pour un développement durable sont directement liés à la vision et à la mission de nombreux secteurs de l'ESS, ce qui entraîne un déplacement fondamental dans la manière dont nos sociétés produisent et consomment des biens et des services, l'ESS devra devenir l'un des leviers pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 du développement durable.

Pour arriver à ce résultat, GSEF a été lancé en 2014 à Séoul, en Corée du sud, comme une plateforme pour promouvoir un triple partenariat entre toutes les parties prenantes, en particulier parmi les décideurs des villes et collectivités locales, les acteurs de la Société civile, les chercheurs et communautés engagées dans cette ESS

Pour cela, nous en appelons à plus de solidarité pour tous les acteurs engagés dans l'ESS, afin de trouver des chemins alternatifs du développement par le partage de bonnes pratiques et des histoires de réussite, mais

aussi de partager les défis et obstacles que nous devons surmonter ensemble, en créant un nouveau partenariat par le GSEF.

Nous aspirons à construire un partenariat de solidarité mondiale entre tous ceux qui sont engagés dans l'ESS pour chercher et développer des voies nouvelles pour que l'économie soit plus humaine, plus sociale, et plus attentive à l'environnement. Aussi il est urgent de mettre en œuvre des politiques et des programmes pour transformer notre économie.

Ce message est une invitation ouverte à tous ceux qui veulent contribuer à mettre en œuvre ce nouveau modèle de développement durable. Ainsi notre économie sera plus attentive pour les besoins de nos communautés humaines et environnementales, grâce à des valeurs partagées au plan social et de la solidarité.

Construisons un partenariat global avec votre contribution pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030 du développement durable, d'une manière plus équilibrée et plus intégrée.

Rejoignez-nous !

**Laurence Kwark**

Secrétaire générale de GSEF

## Les grands témoins

### Laurence Kwark, son témoignage de la Rencontre

**T**out ce que nous avons vécu depuis hier, est très lié à mon travail et à notre travail dans le cadre du Forum Mondial de l'ESS.

Depuis hier, nous avons entendu des expériences remarquables et très motivantes, je dirai très inspirantes des acteurs qui bougent et qui changent vraiment nos territoires. Le problème, c'est que nous sommes toujours dans l'action et nous pensons qu'en présentant ces différentes actions en Séminaire ou en Rencontre pendant deux jours, nous pouvons arriver à changer l'échelle de la réflexion. Je crois que c'est illusoire. Justement parce que dans ce dialogue, qui juxtapose différentes expériences réussies, nous n'arrivons pas à atteindre, non seulement la dimension nationale, mais encore moins la dimension globale. Je pense que ça, nous l'avons vécu depuis plusieurs décennies.

La question à se poser serait plutôt :

- « **Comment devenir, à partir de nos positions d'acteurs du changement, des créateurs d'un nouvel écosystème ou d'un nouveau paradigme de développement ?** » Je crois que c'est ce virage que nous devons prendre et que cela mériterait une réflexion approfondie. Parce que cela ne peut pas aboutir en deux jours. C'est ma première réaction.

Evidemment, chaque expérience est ancrée dans un contexte particulier avec des gens enracinés dans le temps et dans l'espace d'un territoire. La **méthode de dialogue multiculturel, multiterritorial**, ce n'est pas un travail facile.

Il ne suffit pas de mettre ensemble des expériences. Il faut faire un travail, plus sérieux. Peut-être n'avons-nous pas été suffisamment audacieux ou ambitieux pour creuser cette question, **comment élaborer une méthode pour faire ce travail de « recherche-action »**, en terme de transfert de savoirs et de savoir-faire mais aussi en hissant ce mouvement de changement à une échelle plus élargie ou même à une échelle mondiale ?

C'est là où je dis, à l'ensemble des acteurs engagés dans l'ESS ou dans l'EH, nous sommes trop modestes, nous nous sommes contentés trop facilement du fait que les actions soient enracinées au niveau local ou ne doivent se réaliser qu'au niveau local.

Bien sûr, c'est le point de départ, mais **il faut aussi des efforts d'articulation entre ces actions locales, si nous voulons réellement changer nos modèles de développement et aussi nos sociétés.**

Evidemment, en disant ça, je n'ai pas de réponse toute faite. C'est pour ça qu'on a créé un Forum, pour continuer ce dialogue, non seulement en réunion, mais de façon plus permanente et avec plus de créativité. Je crois que ce dialogue et cet apprentissage interculturel, interterritorial, nécessite vraiment des personnes qui jouent un rôle de **passeurs et de traducteurs**. Hier, ça a été dit, il faut insister sur leur rôle. Ils le sont non seulement au niveau du langage mais surtout **dans leur capacité à changer d'échelle dans l'action.**

Parce que si nous n'arrivons pas à construire cette passerelle qui nous amène à ce changement d'échelle, nous ne pouvons pas réclamer les places qui nous sont réservées de droit. Je pense à ce que vient de dire Monsieur le Député. Toute cette discussion sur la politique de coopération internationale ou sur le développement, c'est peut-être parce que nous sommes trop modestes et que nous ne réclamons pas notre place méritée dans l'agenda mondial de la coopération internationale ou du développement international. Nous n'assumons pas nos responsabilités. Ça c'est un point assez important.

**Le troisième point** que je voudrais souligner, c'est qu'il faut acquérir les connaissances nécessaires, capables de relier des expériences qui sont très différentes. Je pense que ce qu'on nous avons partagé hier, en partant de Gao, en passant par le Pérou, l'Inde pour arriver au pays du Mené, traite des enjeux très différents, à différentes échelles à la fois locale et mondiale.

Face à la question des conflits et des souffrances, notamment les femmes, je pense que ce n'est pas seulement dans l'expérience de Gao qu'elle s'exprime, mais c'est en partant de cette question que nous devons nous interroger : Comment pouvons nous transformer ces personnes-témoins en autant d'acteurs ou créateurs de ce nouvel écosystème, pour en devenir les acteurs principaux ?

## Les grands témoins

### Laurence Kwark, son témoignage

Concernant le Pérou, je pense qu'il y a beaucoup de sujets à approfondir. J'ai discuté avec des personnes venant de ce pays, présentes actuellement à nos Rencontres, telle que cette expérience absolument remarquable de Villa El Salvador. Le fléau principal qui entrave le développement territorial au Pérou, c'est la corruption des élus et des hommes politiques. Comment traiter ces questions pour répondre à leurs enjeux, malgré la mobilisation des acteurs et des citoyens qui n'arrivent pas à les combattre ? C'est aussi un enjeu mondial.

En Inde, je crois que Samy a suffisamment insisté sur la montée de l'intégrisme ou même du fondamentalisme religieux, avec tout ce qui résulte de conséquences néfastes face aux actions réussies et réalisées par les acteurs de la société civile. Je pense que c'est aussi un enjeu mondial pour beaucoup de pays. Nous éludons trop facilement ces questions, pensant qu'en se focalisant sur nos expériences réussies, cela est suffisant pour changer l'ordre des choses, sans tenir compte et enrichir la réflexion plus sérieusement, en les rattachant à l'environnement politique dans lesquelles elles évoluent.

Au pays du Mené, je pense, que vous êtes des « déclencheurs » d'innovations d'un travail territorial partagé entre différents acteurs. A ce sujet, Michel Azcueta a dit : au niveau national, comment articule-t-on, ces expériences très réussies sur le plan local avec des projets de dynamique nationale ou continentale ?

C'est une question qui doit être posée.

Je viens d'Italie où nous avons réuni différents représentants des gouvernements locaux et européens. A la suite des élections locales italiennes, avec la montée du mouvement populiste, la question qui se pose est : « *quelles vont en être les conséquences sur la construction de l'union européenne - alors que tous les autres continents regardent cela avec beaucoup d'attention - pour en définir un modèle de construction multilatérale et multinationale transposable ?* ».

Nous avons aussi parlé du Réseau et de la valeur ajoutée que nous pouvons y apporter, pour avancer dans la démarche du RIEH. Je propose de revisiter, un peu, la forme de

*la structure existante mais aussi de tisser de nouveaux partenariats avec d'autres réseaux.*

*Le groupe RIEH fonctionne plutôt comme un réseau international d'acteurs engagés, peut-être faut-il plutôt nouer des liens avec d'autres acteurs et avec d'autres réseaux pour compléter les différentes expériences, pour créer une synergie féconde, pour donner plus de visibilité. Notre réseau est trop petit, pas assez visible et donc ne réclame pas sa place.*

*C'est ce que j'ai dit tout à l'heure, il faut **changer d'échelle**, mais ce n'est pas par la seule volonté que nous y parviendrons, c'est d'abord par nos compétences, par ce que nous proposons en terme de projet à travailler, un plan d'action à mettre en œuvre. Il faut chercher de **nouvelles alliances**, de nouveaux acteurs, les jeunes, les femmes, les élus de gouvernances locales. Il faut inventer de nouvelles méthodes de **travail en plateforme**, pas toujours avec les acteurs d'un même réseau mais en fonction des tâches, en fonction de l'action, nous pouvons aussi travailler avec plus de flexibilité. C'est un enjeu commun à beaucoup de réseaux et d'associations de la société civile. Mais il faut creuser un peu plus la question ; ainsi au niveau du GSEF, nous travaillons sur « l'entre deux forums ».*

*Nous organisons un Forum Global tous les deux ans avec les acteurs qui ont participé à ce dialogue. Nous sommes en train d'identifier, chaque entité qui était présente et s'il y a des expériences à retenir, à les proposer aux autres en se posant la question : « *qu'est ce qui est transférable à partir de ces témoignages, qu'est ce qui est vraiment possible à retenir ou enrichir, en terme d'outils ou de stratégie pour de nouvelles actions ?* ».*

*Il est sûr que ce travail ne se fait pas en deux ou trois jours de réunions, mais réclame un travail plus élaboré et une planification plus sérieuse.*

**Dernier point** sur lequel j'insiste vraiment, c'est **trouver de nouveaux langages**, non pas en terme de langue ou d'expression mais en s'articulant avec les **nouveaux modes de communication**, en particulier pour toucher la jeunesse. Le type de réunion actuel, sous cette forme - rester assis pendant deux jours - très peu de jeunes y sont sensibles. Nous devons inventer ou innover de nouveaux outils. Voilà ma réaction.



Portrait de...

**Hervé BERVILLE**

## **D**éputé de la deuxième circonscription des Côtes-d'Armor. Région Bretagne - France -

**Hervé Berville**, est né le 15 janvier 1990 à Madanzh-Buhimga (Rwanda). il est membre de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale et porte-parole du groupe parlementaire La République en Marche.

Spécialiste des questions de développement, le Président de la République lui confie début 2018 une mission sur la modernisation de la politique partenariale de développement et de solidarité internationale de la France.

En tant que parlementaire, il est également membre du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Hervé Berville est un orphelin tutsi et évacué de son pays par l'armée française au début du génocide des Tutsis au Rwanda de 1994.

Il est adopté par un couple de Bretons de Pluduno, dans les Côtes-d'Armor, en 1994. Dans sa famille d'adoption il est le cadet d'une fratrie de cinq, son père est chaudronnier et sa mère laborantine à l'hôpital.

Passé par le lycée Les Cordeliers (Dinan) et par une classe préparatoire aux grandes écoles littéraires au lycée Ernest-Renan (Saint-Brieuc), il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Lille et de la London School of Economics, il occupe de 2013 à 2015 un poste d'économiste pour l'Agence française de développement à Maputo au Mozambique.

En 2016, il rejoint l'Institut pour l'innovation de l'Université Stanford à Nairobi au Kenya comme chargé de programme.

Pendant la campagne présidentielle de 2017, il porte le programme économique du candidat Emmanuel Macron en Bretagne avant de se présenter aux élections législatives. Les électeurs le placent en tête au premier tour de l'élection avec 38,85 % des voix. Il est élu député au second tour avec 64,17 % des voix (soit 27,7 % des électeurs inscrits).

Le 27 juin 2017, il est nommé porte-parole du groupe parlementaire La REM.

Hervé Berville

**CE QUE NOUS AVONS PERÇU DE LUI :**

Hervé Berville, économiste, il est député de la REM des Côtes d'Armor, regarde le monde derrière ses petites lunettes rondes et du haut de ses 27 ans. Il inspire immédiatement de la sympathie. Tout feu, toute flamme, loquace et chaleureux, il porte les espoirs de la jeunesse. Un parcours singulier et exemplaire. Né au Rwanda et recueilli par une famille bretonne de notre territoire, il aime à dire : « *je suis français, point, je suis breton, point* ». Etudes à Sciences Po et Stanford, il est très vite devenu le spécialiste du développement international. Confiant dans l'homme, et attaché à l'idée que l'économie humaine doit irriguer tous les projets, il salue le titre de la rencontre « *Du souffle pour nos territoires* » et précise : « *partir des acteurs du territoire, pour avoir un vrai discours sur notre relation au monde, est la meilleure façon de le faire* ».

Cet homme politique et audacieux, de « *chez nous* » n'a pas dit son dernier mot...

# Les grands témoins

## Discours de Monsieur le Député Hervé Berville,

### Introduction de Valérie, animatrice du débat :

... Si vous le voulez bien, nous allons laisser maintenant la parole à Monsieur Hervé Berville.

Nous sommes réunis ici, avec l'expérience du Mené, des expériences que rassemble le réseau RIEH autour d'une conviction, c'est qu'il y a nécessité de changement. Partout on vit des situations d'oppression, d'exclusion...

Le réseau RIEH, l'expérience du Mené, sont porteurs de cette volonté de changement avec une méthode de développement plutôt ascendante, à partir des territoires, des ressources : mobiliser très largement, c'est pour ça que Serge a beaucoup insisté sur la notion de concertation, ça nécessite aussi des démarches d'éducation, d'éducation populaire pour que vraiment nous ne subissons pas, nous ne sommes pas victime, nous enclenchons une dynamique de changement personnel et collectif.

Alors M. Berville, avec les responsabilités que vous avez, mais aussi, votre parcours - vous êtes économiste - vous avez, à la fois, par votre formation, une certaine expertise des questions d'économie et de développement et certainement un regard sur le développement local et le développement international à promouvoir. Et peut être vous allez réagir à ces points clés qui ont été travaillés, depuis hier matin.

### Intervention de Monsieur le Député :

« Merci beaucoup, Madame la Maire ou le Maire, je ne sais jamais, je ne veux pas faire d'impair, alors je dis les deux et vous choisissez. En tous cas c'est un réel plaisir d'être avec vous cet après-midi. Je vais essayer de vous écouter et surtout de partager avec vous quelques éléments de réflexion.

D'abord un grand merci d'être présents parce que peut-être que vous n'en avez pas vraiment conscience mais d'avoir un tel événement, une telle manifestation, ici, dans un territoire comme le vôtre, avec autant d'acteurs, autant de nationalités présentes, moi je trouve ça, fantastique. Ça fait chaud au cœur, parce que dans le cadre de la mission - et j'y reviendrai tout à l'heure, - que le Président

de la République m'a confié porte sur la modernisation de l'APD\*. L'un des premiers objectifs est la question de l'appropriation par les concitoyens de cette politique.

La politique de développement et de solidarité internationale française est, malheureusement, assez inefficace. Elle est très technocratique.

### Aide Publique au Développement (APD)\*

L'Aide publique s'exerce à l'Agence Française de Développement, au Ministère des Affaires Etrangères et au Ministère de l'Economie et des Finances.

C'est donc une politique éclatée entre plusieurs ministères, plusieurs opérateurs. De plus, elle n'est pas assez soumise à débats. Quand nous nous comparons au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis, on constate que dans ces pays les politiques de solidarité et de développement font l'objet de débat souvent passionnés et, à tout le moins, de discussions beaucoup plus fortes qu'en France.

Or dans un monde où les défis mondiaux - changements climatiques, réfugiés climatiques, santé globale, migrations, pauvreté, inégalités - ne pourront être traités que collectivement, nous avons besoin que les citoyens, qui sont aussi des contribuables et, peut-être, des acteurs de la coopération, s'approprient les politiques à mener.

Un des objectifs prioritaires de la modernisation de l'APD\* est ainsi de faire en sorte que nos citoyens, les jeunes, les moins jeunes, ceux qui y travaillent, ceux qui s'intéressent au sujet, aient la possibilité de **se l'approprier**.

Nous avons pris l'engagement l'année dernière, et le Président, au premier chef, d'augmenter l'aide publique française au développement de 4 à 5 milliards d'ici 2022. Je ne suis pas un grand fanatique de la question quantitative, je ne crois pas que ce soit la question fondamentale. Mais cela fait 10-15 ans que régresse notre APD\*. Il était donc nécessaire, de faire le chemin inverse et d'accroître les moyens financiers pour faire face aux défis qui sont immenses et urgents.

Mais ce qui m'intéresse vraiment, c'est de savoir comment vous madame le Maire,

# Les grands témoins

## Discours de Monsieur le Député Hervé Berville,

vous les élus, vous les citoyens ici présents, tous acteurs de la politique de développement, vous répondez aux questions : « *oui il y a des moyens supplémentaires, mais pour quoi faire ? Pour soutenir qui ? Pour quel projet ?* »

Je ne suis pas non plus fanatique des sondages, mais des études montrent que, en 30 ans, l'adhésion à l'APD\* a diminué de 20 points. Elle reste majoritaire, mais la dégradation est sensible. Ceux qui étaient opposés à l'APD\* n'étaient que 14% il y a 30 ans, ils sont aujourd'hui 28%. C'est un signe de défiance, mais c'est aussi le sentiment qui accompagne un durcissement du monde avec le populisme, la xénophobie. Il y a aussi un sentiment qu'au fond la politique que nous menons, l'argent que nous investissons, les partenariats que nous réalisons, ne sont pas forcément ni très efficaces, ni très utiles.

### Les jeunes

Quant aux jeunes qui ont entre 18 et 35 ans - je constate qu'ici il y en a peu, ni même de moins jeunes, moi j'ai 28 ans, je ne vais pas le cacher - quant aux jeunes donc la perception qu'ils ont de l'APD\* est très négative et les études montrent qu'elle est liée à celle qu'ils ont de la mondialisation. Dans les votes et dans les discussions avec nombre de jeunes, nous voyons qu'ils considèrent, parfois à juste titre, que l'intégration économique internationale, la libéralisation, la mondialisation ont entraîné une dégradation du tissu social ou du tissu national. Cela ne peut être balayé d'un revers de main.

Le titre que vous avez choisi pour ce colloque « *Un souffle pour nos territoires* » est un bon intitulé. Je pense, en effet, que partir des acteurs de terrain est la meilleure façon de faire pour avoir un discours vrai sur l'aide, sur notre relation au monde. D'autant que vous avez de la chance, vous les maires, vous êtes les personnages politiques les plus appréciés, on vous fait confiance.

### Développement et migrations

Alors vraiment, la question de l'appropriation est centrale. Il faut partager, discuter, faire vivre des **discussions contradictoires** sur ce sujet. J'aime bien les discussions contradictoires, j'aime bien aussi les gens qui ne sont pas

d'accord avec moi et qui considèrent qu'il faut faire différemment.

Par exemple certains considèrent que la question du développement est liée à la question des migrations. Moi, je ne suis pas d'accord, mais je comprends que ces questions soit posées et qu'il faille y répondre. Et elles le sont ; je m'en suis rendu compte dans les discussions que j'ai eues avec plus de 200 acteurs, dans mes rencontres au Sénégal, à Londres, un peu partout en France, à Washington et aussi à Bruxelles.

A l'Union Européenne, j'ai été frappé par la dureté des conflits. Pour affirmer dans un sous-comité quelconque que la priorité de notre action de solidarité doit aller au continent africain, nous entrons dans des débats qui durent, parce que certains pays, notamment ceux de l'Est, ne le veulent pas et analysent notre relation au continent africain qu'à l'aune des migrations et de la sécurité.

Pour moi, c'est une erreur. Mais il ne faut pas non plus faire la politique de l'autruche, les questions de développement et les questions de migrations sont liées, mais cela ne veut pas dire qu'il faille engager une politique de développement pour réduire l'immigration. Ce serait une bêtise et ce serait contre-productif.

Parce que le premier des droits d'une personne, où que ce soit, est de vivre en sécurité, dignement et de trouver un emploi, il ne faut pas faire du développement pour réduire l'émigration, mais simplement pour qu'il n'y ait plus de migrations subies, de migrations contraintes mais que nous soyons dans une mobilité choisie et circulaire. Alors nous serons à l'aise pour parler des phénomènes migratoires.

Il faut le dire aussi : dans les 10-20-30 ans qui viennent, il y aura 450 millions de jeunes africains sur le marché de l'emploi. Donc, soit nous tournons la tête et nous disons : « *Tout va bien, madame la marquise !* », soit nous considérons qu'il y a des partenariats à construire, et, vous l'évoquiez, des solutions de terrain à trouver entre le Mené et d'autres territoires, pour que justement nous

# Les grands témoins

## Discours de Monsieur le Député Hervé Berville,

créerons les conditions, d'un écosystème favorable à la création d'emploi, à la réduction des inégalités et à la lutte contre le changement climatique.

### Le rapport sur la politique partenariale

J'en viens à mon rapport.

- La première question est maintenant, **l'appropriation** de la politique de coopération par les citoyens.

- La deuxième est celle de la **gouvernance**, du fonctionnement de l'architecture institutionnelle ? Comment peut-on avoir des relations plus efficaces, notamment entre les niveaux français, européen et international ?

- « A bien des égards, nous sommes dans un domaine ubuesque où l'on fait 50 000 fois la même chose, et où l'on évalue très peu les projets. On ne fait pas d'introspection sur ce que l'on fait, on considère qu'il vaut mieux cacher sous le tapis un certain nombre d'erreurs. Non ! Nous pouvons avoir des échecs, nous pouvons faire des erreurs, mais il faut, en toute transparence le dire et le capitaliser, apprendre de ses erreurs et ensuite faire mieux ailleurs. Et ça, nous ne le faisons pas et pour moi, c'est un problème démocratique.

C'est votre argent, c'est notre argent et puis surtout nous avons envie que cela fonctionne.

- **Et le troisième point**, et je terminerai par celui là : Comment sortir de cette logique verticale pour aller vers une logique partenariale ? Comment sortir de cette logique technocratique pour aller vers une logique ascendante ?

Cela demande de mobiliser les acteurs de la société civile, du volontariat, des partenaires privés, les collectivités territoriales à tous les niveaux. Tous les acteurs sont les bienvenus.

### La politique de développement

À mon avis, la politique de développement doit se fixer trois priorités :

- **Lutter contre la pauvreté**, priorité qui paraît évidente mais que nous oublions parfois et qui suppose que nous trouvons des modes d'intervention un peu différents. Pour les décideurs, cela veut dire : un peu

moins de prêts et plus de subventions et de dons, parce que les politiques de prêts sont difficiles à mettre en œuvre dans les pays les plus pauvres.

- **Essayer, à notre niveau de lutter contre les inégalités** Pour cela notre politique doit s'inscrire dans une stratégie plus globale de lutte contre l'évasion fiscale, contre le dérèglement climatique et dans une politique commerciale cohérente.
- **S'adapter au changement climatique**, (c'est mon dada !) J'ai vu au Kenya, au Mozambique et dans les pays côtiers combien les effets du changement climatique sont à la fois violents et brutaux et très visibles. Ce sont les populations les plus vulnérables qui sont les plus touchées. Et en France, comme à Bruxelles, nous ne savons pas bien comment y répondre. Il nous faut donc, beaucoup investir en ce domaine.

### La question de l'innovation

Je terminerai sur la question de l'innovation qui montre toute l'importance des territoires. J'ai travaillé au Kenya pour l'université de Stanford dans un programme qui visait à stimuler la croissance des TPE et des PME.

En analysant les dossiers de ces entreprises et de leur activité, je me suis dit : - « *je n'ai pas vu cela ailleurs ; je ne savais pas* ». Ces entreprises n'avaient pas conscience qu'elles innovaient parce que c'était leur quotidien. Elles s'étaient adaptées faces aux contraintes fortes que ce soit les faiblesses physiques, le manque d'eau, les faibles rendements agricoles, l'insuffisance de médecins et avaient développé des solutions qui, pour moi, arrivant dans le pays, étaient innovantes, révolutionnaires alors que pour ces entreprises elles étaient leur quotidien.

L'intérêt d'une agence comme l'AFD, comme celui des porteurs de projets, est d'aller observer ces innovations que nous appelons « frugales », non pour les « piller » mais pour les faire passer à une autre échelle, les tester dans un autre pays.

Je suis, en effet, persuadé que nous ne résoudrons pas tous les problèmes de



## Les grands témoins

### Discours de M. le Député Hervé Berville,

développement avec des solutions qui viendraient de Paris, de Washington ou de Londres et, donc, je propose dans mon rapport que soit créée en France une structure qui repère ces innovations dans les pays en développement, les identifie, les accompagne et les finance parce que, trop souvent, il n'y a personne pour les soutenir. Plutôt que de faire venir des experts de partout qui coûtent une fortune, mieux vaut s'appuyer sur l'expertise locale, sur l'innovation endogène et faire participer les gens du pays.

#### En conclusion

Vous portez, ici, collectivement, ce que j'espère voir se développer un peu partout en France, une nouvelle approche pour soutenir l'innovation et soutenir les territoires, être plus efficace en passant de la logique des secteurs à celle des acteurs et, ainsi, en fonction des populations à soutenir, trouver les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs en faisant appel aux acteurs les plus pertinents.

#### Valérie reprend :

« Ce que vous avez dit, fait écho à des réflexions faites durant ces deux journées : l'appropriation des questions de développement et de solidarité par la population, les citoyens, le développement endogène s'appuyant sur les ressources et les acteurs locaux.

Nous avons beaucoup parlé de la convergence entre l'action publique et les mouvements associatifs, les acteurs de terrain, pour sortir d'une logique sectorielle, segmentée et avoir une approche vraiment globale s'appuyant sur une logique d'expertise locale, ce que nous, acteurs, représentons aujourd'hui ».

#### Dans les réponses aux questions, Monsieur Berville complète son intervention.

Je ne dis pas que je ne crois pas à l'ESS, (*ne sautez pas sur votre chaise !*) je dis que mon souhait est de ne plus avoir à utiliser les expressions économie sociale et solidaire ou économie humaine parce que l'économie, en tant que telle, partout dans le monde

doit se soucier de la solidarité, de la manière de produire et d'échanger. Elle doit être à la fois durable et respectueuse des travailleurs. Faire de l'ESS et de l'EH la pratique commune et non pas quelque chose de spécifique.

C'est l'ambition que nous devons avoir, car il faut bien reconnaître que, dans le monde dans lequel nous vivons, l'économie a trahi l'idéal de prospérité. La pauvreté demeure, les inégalités s'accroissent et la sécurité ne s'est pas accrue. Les crises se succèdent et les conflits ne sont pas résolus. Nous le voyons bien, l'accroissement des échanges et l'intégration des économies n'ont pas adouci les mœurs.

Pour en revenir à l'**innovation**, il faut éviter que l'AFD ou la Banque Mondiale se contentent d'avoir un petit département « innovation ». Nous devons innover dans les méthodes et faire évoluer les acteurs. Face à celle-ci, constatons que la logique étatique enferme, parfois. Par exemple, si nous ne faisons que des projets d'Etat à Etat, et dans ce cadre, si un changement de gouvernement a lieu, que le nouveau gouvernement soit critiqué pour des violations des droits de l'homme ou devient incapable de répondre aux besoins essentiels de sa population, la France serait obligée d'arrêter sa coopération, face aux critiques. C'est alors, la double peine pour la population concernée. Par contre, si on appuie et accompagne aussi les ONG et les entreprises privées, celles-ci peuvent faire contrepoids à l'Etat et dire « si l'Etat ne va pas dans la bonne direction, nous sommes capables de faire ce qui doit être fait » et continuer à bénéficier du soutien extérieur. On le voit bien avec le retrait américain de l'accord de Paris voulu par Donald Trump, des villes, des entreprises et la société civile ont continué à respecter l'accord. C'est travailler avec tous les acteurs auquel il nous faut arriver.

Il faut aussi innover dans la gestion des prêts aux banques. Je vous raconte une anecdote. Au Kenya, l'AFD, la Banque Mondiale et d'autres institutions prêtaient aux banques kényanes pour que celles-ci

## Les grands témoins

### Discours de Monsieur le Député Hervé Berville,

fassent du microcrédit aux TPE-PME\*. Le directeur d'une banque me disait : « je n'ai pas besoin de faire cela pour que ma banque tourne. 77% des gens n'ont pas de compte et les TPE-PME fonctionnent très bien sans accès au crédit ». Donc, il ne faut pas passer par les banques mais faire de l'innovation financière, en passant par la société civile.

Beaucoup d'études économiques montrent que lorsqu'on donne de l'argent aux femmes, les transformations sont plus profondes que si on le donne aux hommes pour ce qui est de réduire les inégalités et la pauvreté. Désolé pour vous les hommes, mais c'est ainsi.

Il y a beaucoup à inventer, mais honnêtement je ne pourrai pas vous donner la solution universelle, car tout dépend des territoires, des pays, du contexte comme en témoigne un autre exemple. Il y a, au Kenya, un dispositif appelé M-Pesa (M pour mobile et Pesa pour argent en Swahéli). C'est un système de microfinancement et de transfert d'argent par téléphone mobile. Nous avons essayé de le faire en France, voici dix ans. Ce fut un échec total parce que nous distinguions entre la phase où il a besoin d'aide humanitaire et celle où il aura besoin de soutien à une politique d'investissement. Or, il faut que les deux phases se chevauchent ; cela coûte cher, mais si on ne le fait pas, on ne répond pas aux besoins des populations sur le long terme.

Et pour terminer, je souligne la nécessité d'inscrire les politiques de solidarité et de développement dans le long terme, dans l'histoire ; ce qui n'a pas été fait dans le quinquennat précédent.

Je n'ai pas l'habitude de critiquer, mais je le fais parce que j'ai vécu cette période au Trésor. Notre politique de coopération a été beaucoup analysé à l'aune de la diplomatie économique, des contrats...

Mais à un moment cela devient vexant pour les gens en face de nous et ils disent :

« je ne suis pas qu'un portefeuille ; nous avons eu des liens coloniaux complexes, parfois douloureux, c'est un fait. Mais, nous avons eu aussi une histoire, des liens spéciaux, une amitié ».

Notre politique de développement ne doit pas être ramenée à des outils technocratiques et financiers (l'AFD, un don, un prêt), mais s'inscrire dans un vrai dialogue politique, dans une amitié. Nous ne serons pas d'accord tout le temps, mais une amitié nationale, s'inscrit dans un temps long.

## Portrait de...

## Roland COLIN

© Présence africaine



**Anthropologue, économiste,  
responsable associatif et écrivain.**

Ayant choisi de participer à l'aventure de la décolonisation africaine après la Seconde Guerre mondiale, Roland Colin est aujourd'hui un témoin précieux de ce tournant capital de l'Histoire contemporaine.

Né en Bretagne en 1928, élève de Léopold Sédar Senghor à l'École nationale de la France d'Outre-mer, Roland Colin est d'abord administrateur au Soudan français jusqu'en 1954 (*expérience relatée dans Kènédougou, au crépuscule de l'Afrique coloniale*). Il se retrouve ensuite affecté au Sénégal, où il vivra huit années cruciales, à des postes-clés : au cabinet du Gouverneur, puis à celui de Mamadou Dia, premier chef du Gouvernement de l'Autonomie, jusqu'à l'Indépendance.

Acteur-témoin, bénéficiant de la confiance amicale des deux figures de proue sénégalaises de cette étape historique déterminante, il a vécu successivement la transition coloniale, l'émergence des nouveaux pouvoirs, la lutte contre la « balkanisation », l'éclatement de l'éphémère Fédération du Mali, la politique pionnière d'un « socialisme africain » humaniste, puis, en 1962, la crise et la rupture douloureuse entre Senghor et Dia, les douze années de prison cruelle frappant ce dernier, et enfin sa libération au prix d'une longue médiation que lui confient les « frères séparés ».

Pour Roland Colin, **« on a vu se poser simultanément la question de la liberté et du développement. L'indépendance était-elle l'outil essentiel du développement ou était-ce l'inverse ? ».**

Selon la géographe Karine Besses **« Roland Colin est l'un des rares « blancs » ayant participé, du côté africain, au processus des indépendances. »**

Roland Colin se consacre aujourd'hui à l'écriture. *Mémoires de mon enfance bretonne*, son dernier ouvrage paru en 2013, revient sur les traces et les souvenirs de son passé au regard de son expérience africaine.

Il publie cette année chez Présence africaine, *La Toison d'or de la liberté*, un passionnant essai qui fait entendre la parole des acteurs témoins de cette longue et fascinante histoire que nous avons en partage avec l'Afrique, qui habite notre présent et interpelle notre futur.

#### CE QUE NOUS AVONS PERÇU DE LUI :

Roland Colin, est un anthropologue, économiste, écrivain et responsable associatif. Homme de lettres et de terrain, il raconte l'Afrique avec passion, avec l'intelligence du vécu. Du haut de ses 90 ans, il incarne la figure de l'esprit. C'est un conteur né qui pratique à merveille, un art en désuétude, celui de la conversation, racontant la grande histoire par des petites : truffées d'anecdotes, de simplicité et de facéties. Derrière les mots, son amour immodéré pour la Vie, se dévoile. Charme, humour, cœur, intelligence voilà en quelques mots résumés, ce que dégage ce grand homme...

# Les grands témoins

## La toison d'or de la liberté

**Présentation de son livre :**

**LA TOISON D'OR DE LA LIBERTÉ**

**En quête de la démocratie**

**en terre d'Afrique et d'ailleurs**

**Récits, paroles et journal de route.**

**(Préface de Souleymane Bachir DIAGNE,  
Professeur à Columbia University, New York).**

**Editions Présence Africaine, 2018.**

L'Afrique d'aujourd'hui, en pleine effervescence, pèsera lourd dans le destin du monde à venir, par-delà les images sombres des guerres, des génocides, des immenses flux migratoires, des conflits récurrents qui l'affectent. Comment en est-on arrivé là ? Où va-t-on ? La proche histoire de la mutation, du passage de la colonisation à la libération des peuples encore imparfaitement aboutie et mal perçue des mouvements d'opinion, habite notre présent. Elle appelle la prise de parole des acteurs qui l'ont vécue.

Roland Colin est l'un des témoins de cette longue et fascinante évolution. Sensible dès sa jeunesse bretonne à la rencontre des cultures, il s'engage dans la découverte des humanités africaines, à l'écoute de son Maître Léopold-Sédar Senghor. Sur ses traces, au sortir de l'ENFOM (École Nationale de la France d'Outre-Mer), en 1950, il s'implique corps et âme dans la grande aventure de la décolonisation, à contre-pied des sujétions antécédentes, en quête de la précieuse « *Toison d'or de la liberté* », contre vents et marées.

Trois grandes étapes marquent un parcours d'exception, alliant étroitement l'ouverture à la connaissance des réalités sociales et culturelles et l'engagement dans le mouvement d'émancipation des peuples en quête d'un développement démocratique.

Des liens établis en début de course avec Alioune Diop, dès 1948, par la médiation de Senghor, ont conduit tout naturellement à une alliance de cœur et de raison avec Présence Africaine,

partenaire éditorial de l'écriture d'une longue marche, se déclinant en trois séquences.

Tous d'abord, le récit d'une plongée en profondeur de trois années dans le monde Sénoufo du Soudan colonial - devenu Mali à l'heure de la liberté. Immersion dans la société paysanne, dans le partage de la langue et de la culture, au déni de la position colonisatrice, relatée dans un premier livre *Kènédougou au crépuscule de l'Afrique coloniale*, salué par le préfacier Georges Balandier comme « *la traversée du miroir* ».

Une deuxième étape au Sénégal s'étend sur huit années aux côtés de Léopold Senghor et de Mamadou Dia, au cabinet de la Présidence du gouvernement, dans les moments exaltants et cruciaux du passage à l'indépendance et de la construction d'un État marquée par l'option d'un « *socialisme africain* » humaniste et participatif.

Une période d'intense créativité ponctuée d'orages contée dans « *Sénégal, notre pirogue, au soleil de la liberté* ».

Enfin à la suite de la crise dramatique de décembre 1962 séparant les deux compagnons figure de proue de la grande épopée sénégalaise, Roland Colin quitte le pays tout en gardant le lien personnel avec l'un et l'autre.

Il accède alors à la direction internationale des associations IRAM et IRFED (1) ayant soutenu la stratégie participative du Sénégal, qui rebondira dans différents pays d'Afrique partageant les orientations premières.

Une nouvelle et grande aventure à l'issue de laquelle l'auteur-acteur, tout en menant une carrière universitaire, rend compte de cette saga de la démocratie participative africaine, en procédant au bilan de son parcours d'ensemble : tel est l'objet de son dernier ouvrage « **La toison d'or de la liberté.** »





## Les grands témoins

### La toison d'or de la liberté

Ce retour sur les fondamentaux se construit en trois mouvements :

C'est d'abord, en préambule, l'occasion de retracer le chemin parcouru à travers les expériences acquises, en faisant apparaître le fil conducteur qui les relie : la quête en partage d'une pratique sociale et culturelle de l'émancipation, vouée à une « *intelligence responsable de l'agir* ».

Une première partie revient sur les fruits de la rencontre fondatrice avec Senghor, amorçant un cheminement au long cours sous le signe du dialogue et de l'amitié, retraçant le portrait d'une personnalité hors du commun avec ses ombres et ses lumières, luttant pour conquérir et illustrer sa propre négritude. Le récit fait ainsi droit à des échanges profonds sur la « *signification de l'art nègre* », au point d'origine du grand projet qui conduira au lancement du Festival mondial des arts nègres de 1966.

Dans l'étape consécutive de la narration, l'auteur entreprend d'explorer de manière approfondie une expérience emblématique de participation populaire au développement en République du Niger, portant plus avant la ligne pionnière de l'Animation rurale sénégalaise.

On mesure alors au concret les choix du Président Hamani Diori, partant de la culture du peuple, aux prises avec les conservatismes intérieurs et les jeux des pouvoirs extérieurs. Une belle aventure de dix années, que Roland a vécue en compagnonnage, marquée de créativité enracinée dans la vie des villages et buttant en fin de compte sur le coup d'Etat militaire ouvrant la voie, par la suite, à quelques rebondissements inattendus.

La saga des participations populaires se décline alors dans divers pays où l'auteur a pu poursuivre son engagement d'acteur-témoin, en dialogue personnel avec quelques-uns des grands personnages de l'histoire. Dans cette démarche de

capitalisation des expériences faisant valoir bien souvent des faits mal connus et des documents inédits, on peut tirer d'utiles enseignements mettant en évidence le potentiel des créativité africaines, renvoyées à la marge, par les augures de l'extérieur qui professe que l'Afrique n'est pas entrée par elle-même dans l'histoire et ne peut se développer qu'en important le modèle des autres.

Les sociétés africaines, l'histoire relatée dans la présente démarche en fait foi, peuvent créer à partir de leur propre culture des chemins de démocratisation originale en mesure d'enrichir la communauté des nations, « *au rendez-vous du donner et du recevoir* » dans la ligne chère à Senghor. Dans cet esprit, Roland Colin convie son lecteur, d'étape en étape, à la découverte de différents chantiers où les voies nouvelles, malgré de rudes obstacles, ont émis des messages qu'il est bon d'entendre aujourd'hui.

Ainsi de l'**Algérie** dans la transition de l'indépendance. Dès 1961, Senghor et Dia étaient intervenus secrètement auprès du général de Gaulle pour mettre en balance les relations de la France avec les jeunes nations africaines et l'émancipation complète de l'Algérie, démarche suivie d'une relance décisive des accords d'Evian.

L'indépendance acquise, Ben Bella lance le programme d'animation-formation participative proche de l'esprit de la stratégie de Mamadou Dia, interrompu par le coup d'État de Boumédiène en 1965.

Au sortir de leur longue détention, Dia et Ben Bella nouèrent une profonde relation de cœur et d'idées.

Un chapitre est consacré à la politique de participation menée dans le même sens par Tsiranana à **Madagascar**, avec un ancrage profond dans la culture malgache. L'expérience, dans une méthodologie très proche, lancée au **Tchad** entre 1968 et 1972 et terminée de façon tragique apporte des éclairages inédits sur l'histoire mouvementée de ce pays.

## Les grands témoins

### La toison d'or de la liberté

En **Guinée-Bissau**, au lendemain victorieux de l'aboutissement de la guerre de libération, une éducation citoyenne exceptionnellement innovante se met en place dans l'esprit des options auto-gestionnaires d'Amílcar Cabral et du PAIGC<sup>(2)</sup>.

Au **Rwanda**, Roland Colin rencontre longuement Grégoire Kayibanda, le premier Président du pays au temps de l'indépendance, aux prises avec de meurtrières dynamiques qui s'accommoderont mal d'une animation rurale sans lendemain.

Enfin, avec un talent de conteur sensible au sel du quotidien tout en collant au mouvement de l'histoire, l'auteur, ouvrant son journal de bord, évoque, au long de ces récits, d'intenses moments vécus, chargés de sens, dans les pays déjà évoqués auxquels s'ajoutent de vives péripéties de missions au **Cameroun**, en **Centrafrique**, au **Burkina Faso**, au **Bangladesh**.

La partie conclusive entreprend de tirer les enseignements d'un riche parcours dans la postérité de Louis-Joseph Lebret, de François Perroux et d'Henri Desroche et dont Souleymane Bachir Diagne, dans sa belle préface, a souligné les traits identitaires d'un « passeur » sachant se faire « traducteur », relevant le défi d'agir et de penser « de langue en langue ».

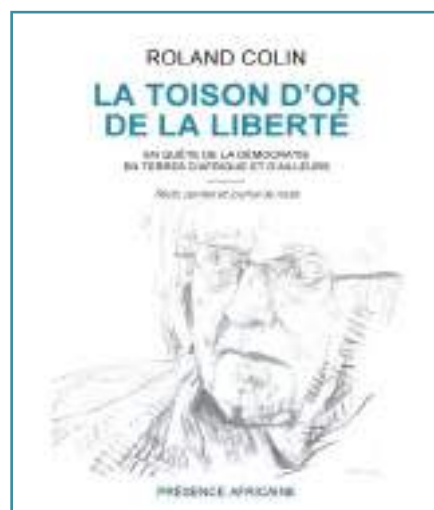
Cette histoire montre à quel point la grande transformation de la colonisation, où tout est à imaginer et à reconstruire dans de nouveaux langages, s'apparente en profondeur à la mutation à l'œuvre dans la vieille Europe et le monde au-delà, sommés d'inventer de nouvelles voies démocratiques, pour assumer humainement la modernité, en donnant corps véritablement à l'économie humaine.

A travers échecs et progrès, les germes de la libération subsistent et gagent notre avenir partagé, le maître-mot étant alors, pour tous, au Nord comme au Sud, **l'éducation citoyenne au cœur de la vie**.

(1) **I.R.A.M.** Institut de Recherche et d'Applications de Méthodes de Développement. « Une expertise indépendante pour un monde plus solidaire ».- [www.iram-fr.org](http://www.iram-fr.org) -

**I.R.F.E.D.**, Institut international de Recherche et de Formation Education et Développement. « dialogues, propositions, histoires pour une citoyenneté mondiale » - [www.lebret-irfed.org](http://www.lebret-irfed.org) -

(2) **P.A.I.G.C.** Le **Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert** (portugais *Partido Africano para a Independência da Guiné e Cabo Verde*, PAIGC). Fondé, en 1956, par des militants indépendantistes, autour d'Amílcar Cabral, dans le but de réaliser l'indépendance du Cap-Vert et de la Guinée portugaise alors sous domination coloniale portugaise.





## **DU SOUFFLE POUR NOS TERRITOIRES**

Sur quatre continents des territoires  
en chemin vers l'économie humaine

## **GALERIE DE PORTRAITS**

*« Nous naissons de partout, nous sommes  
sans limites. »*

**d'après Paul Eluard, « Notre mouvement »**

## Jacky Aignel



### Maire de la commune Le Mené et Maire délégué de Saint-Gouëno

Jacky Aignel est un agriculteur à la retraite avec de la terre dans les veines et Le Mené dans le cœur ! Il s'implique tôt dans la vie de Saint-Gouëno, sa commune d'origine, en y créant le premier foyer des jeunes avec son ami Yves Lessard.

Sorti major au certificat d'étude cantonal et de retour de la compagnie de paras de Bigeard, il débute comme technicien à la Chambre d'Agriculture, il s'installe à la ferme de l'exploitation familiale, en 1975.

Il se souvient : « A Saint-Gouëno, dans les années 2000, il ne devait plus rester qu'une dizaine de fermes. C'était en 1969, je revenais du service militaire quand j'ai entendu Paul Houée faire ce constat sur notre agriculture, en réunion publique, je refusais d'y croire. Voilà pourquoi quand le Comité d'Expansion du Mené s'est constitué, j'ai suivi avec intérêt ses travaux. Une période riche de l'envie d'accompagner la mutation du monde rural. »

Cette mutation a concerné l'ensemble des agriculteurs : les campagnes sont passées d'un système d'autosuffisance à une agriculture tournée vers la vente; de nouvelles organisations de travail se sont mises en place avec la création des coopératives de production ou des Cuma\*.

Passionné par l'éveil du Mené, Jacky Aignel devient président du Groupement Cantonal de Vulgarisation Agricole de Plouguenast et participe activement aux commissions agricoles du Comité d'Expansion du Mené et du Sivom du Mené.

Elu, conseiller municipal de 1989 à 1995 puis maire de Saint-Gouëno en 2001, réélu en 2008, il devient l'un des artisans du projet autour des énergies renouvelables, avec l'objectif d'être à 100% autonome d'ici 2025 et pourquoi pas montrer l'exemple : **« Si c'est possible ici, c'est possible ailleurs aussi. Tout est possible ! »**... Il occupe au sein de la Communauté de communes du Mené, la vice-présidence en charge de ces questions.

En 2016, il devient maire de la Commune Nouvelle du Mené : **« Mon engagement a toujours été tourné vers le territoire, comptant sur ses hommes et ses femmes »**.

Savoir écouter, analyser, pour bâtir et assembler, il ira jusqu'à donner son avis lors de la Cop 21, à la demande de Ségolène Royal, alors ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

Maire de la Commune Nouvelle Le Mené (6 500 habitants), il est élu, en janvier 2017, Vice-président à l'Énergie à la Communauté de rattachement : Loudéac Communauté Bretagne Centre.

**« Ce qui compte, avant tout, ce sont les hommes et leur volonté d'agir ».**

L'homme des territoires trace son chemin depuis 45 années de disponibilité au service de l'agriculture et de la politique.



## Portrait de... Yves Berthelot



**L'humain au cœur des débats de l'Economie Humaine.  
« Le temps fort long pour obtenir un accord, n'est pas vain. »**

Ma vie professionnelle et militante s'est organisée autour de pistes du développement et des relations économiques internationales. Deux pistes qui s'entrecroisent. Le développement au Ministère du Plan de la Côte d'Ivoire, au Commissariat au Plan en France, au Ministère de la Coopération, au Centre de développement de l'OCDE\* et à la CNUCED\*, puis, au Comité français pour la solidarité internationale (CFSI\*) et au Centre Lebret aujourd'hui RIEH Les relations économiques internationales au Centre d'études prospectives et d'information internationale (CEPII\*) et à la Commission économique pour l'Europe (CEE-ONU). S'y ajoute l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT)\*.

Du plan, je retiens **l'importance pour le développement d'une vision à moyen long terme**, élaborée de façon concertée entre les acteurs économiques. **La concertation donne une culture commune, le plan un cadre dans lequel les acteurs prennent librement leurs décisions.**

Je retiens aussi la difficulté qu'il y a dans l'élaboration des plans nationaux ou des stratégies nationales de développement d'intégrer la dimension régionale ou locale et la dimension internationale.

De l'ONU\*, je retiens que **le temps fort long qu'il faut pour conclure un accord n'est pas vain**. Les idées mûrissent et deviennent des évidences universelles comme les droits de l'homme, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit au développement, l'égalité homme femme, l'urgence de lutter contre le réchauffement climatique et la dégradation de la biodiversité. Les négociations parviennent à des accords sur ce qu'il faudrait faire, accords qui sont inégalement respectés mais sur lesquels les ONG peuvent s'appuyer pour rappeler aux gouvernements leurs engagements. Avec des succès.

De l'ONU\* comme des ONG\* auxquelles j'ai participé, je retiens la richesse des rencontres avec des personnes de pays différents tant des officiels que des militants.

**La diversité des raisonnements et des priorités est stimulante et l'universalité de l'humain donne une base solide et saine aux interdépendances.**

## Jean-Philippe Dupont



### Un rôle déterminant dans l'organisation de la Rencontre

Jean-Philippe est un breton de fraîche souche puisqu'il s'est installé à Rennes depuis trois ans pour suivre les évolutions professionnelles de sa compagne.

Il a la cinquantaine et a fait l'essentiel de sa carrière dans l'action culturelle et le suivi des politiques publiques dans des communes de la région parisienne (Montreuil, Drancy, Aubervilliers, Créteil, Arcueil, Fontenay aux Roses), après une expérience fondatrice de 1992 à 1994 comme animateur au Centre Culturel Français Henri Matisse de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso).

Il a suivi une formation initiale scientifique (physique), complétée par une formation en recherche-action au Collège coopératif de Paris, puis un master en évaluation des politiques publiques à l'IEP\* de Lyon. Il est actuellement en recherche d'emploi ; avis aux amateurs !

Jean-Philippe anime avec Yves Glorieux le groupe RIEH de Rennes et, à ce titre, il s'est beaucoup investi dans la préparation de la Rencontre en participant activement au Comité de pilotage dont il a fidèlement rédigé les comptes-rendus.

Il s'est montré exigeant sur la démarche, soucieux qu'il y ait une production réellement participative et collective. Il a ainsi regretté, avec d'autres, que diverses contraintes aient empêché cette démarche, d'être menée jusqu'au bout.

Mais le présent document montre que cette volonté a pu conduire, après la Rencontre, à une production reprenant les acquis collectifs.

*Portrait dessiné par Michel Tissier*

jeanphi.dupont@free.fr

Portrait de...

## Paul Houée



### L'éveilleur du Mené

Né le 22 septembre 1931 à Saint-Gilles-du-Mené 22330.  
Domicile : Bosny - Saint-Gilles-du-Mené 22330 LE MENÉ

### Parcours professionnel

- Avril 1956 : Prêtre diocésain ; Avril-décembre 1956, rappel en Algérie.
- 1957- 1961 : Licences de philosophie et de sociologie Université Catholique de l'Ouest (U.C.O.) d'Anger.
- 1962 - 1969 : Enseignant de sociologie à l'U.C.O.
- 1963 - 1968 : Attaché de recherche au CNRS\* (Département Sociologie rurale) à mi-temps.
- 1970 - 1977 : Chargé de formation à l'Assemblée des Chambres d'Agriculture.
- 1977 - 1992 : Chargé puis Directeur de recherche à l'I.N.R.A. de Rennes (Département Sociologie du développement rural et Aménagement des territoires)
- Depuis 1993 : Retraité / nombreuses sessions sur le développement rural, les territoires, l'animation, la participation démocratique, la mondialisation,...

### Responsabilités / Engagements

- 1965 : Fondation du Comité d'Expansion du Mené\*, Premier Comité de « pays » de France.
- 1975 : Président de l'Association pour la promotion des « pays »
- 1977 - 1995 : Maire de Saint-Gilles-du-Mené
- 1984 - 1995 : Membre du CESR de Bretagne (Président de la Commission du Plan)
- 1979- 2004 : Vice-président du Centre Lebreton international ; à ce titre, nombreux voyages d'étude et colloques dans les pays du Sud, en particulier le Brésil et l'Inde.

### Principaux ouvrages

- Les étapes du développement local - 2 tomes. Edit° Ouvrières 1972 ;
- Quel avenir pour les ruraux ? - Edit° Ouvrières 1975 ;
- Les chemins creux de l'espérance - Edit° Cana 1982 ;
- La décentralisation : territoires ruraux et développement - Edit° Syros 1992 ;
- Les politiques de développement rural - Editions Economica 1996 ;
- Louis-Joseph Lebreton, un éveilleur d'humanité - Edit° Atelier 1997 ;
- Le développement local au défi de la mondialisation - Edit° l'Harmattan 2001 ;
- Repères pour un développement humain et solidaire - Edit° Atelier 2009 ;

## Laurent Gaudicheau



### Directeur Général des Services de la Commune Le Mené et pilote de la réflexion stratégique Mené 2025

Laurent Gaudicheau occupe la fonction de Directeur Général des Services de la commune Le Mené,  
Il donne le rythme et imprime le tempo à la collectivité.

Pivot entre **les élus** au nombre de 97, l'administration et ses 100 agents, **le territoire** et ses 6 500 habitants.

C'est sa place et il la tient avec maîtrise et professionnalisme.

Le terrain et l'innovation sont dans l'ADN du Mené, mais sans le périmètre des limites, nos chemins pourraient facilement s'égarer...

C'est lui qui nous explique, en pilote averti mais toujours pédagogue, les possibles applicables au territoire : coûts, engagements, planification, données juridiques,... tous ces « *trucs* » difficiles à maîtriser pour une vision globale constante et absolument nécessaire à la prise de décision !

D'ailleurs, durant le séminaire, il a été le rapporteur de l'Atelier 2. Sa prise de parole a été remarquée par tous, tant son propos était clair et construit.

Bras droit de Jacky Aignel, notre Maire, c'est un savoir-faire dans un savoir-être.

A l'écoute, parfois, il est habité par une légère timidité, vite rattrapée par une construction mentale créatrice...

Laurent est à la fois une « *force tranquille* » disponible et un stratège tactique, au long cours.

Il chemine parmi nous depuis 15 ans. C'est notre boussole, la botte secrète de notre collectivité, sur qui repose notre confiance, avec raison mais chut, ne le dites pas trop fort !



Portrait de...

## Evelyne Gaspailard



**Maire de Saint-Vran**

**Vice-présidente communautaire au C.I.A.S.**

**Membre de la commission nationale Santé de l'A.M.F.**

Evelyne Gaspailard, infirmière de métier en service d'urgences et de réanimation puis, après l'obtention d'un diplôme de cadre et une licence en sciences de l'éducation, chargée d'une fonction transversale de prévention des infections et de qualité des soins.

Dès ses premiers mandats d'élus municipaux puis communautaires, son engagement professionnel a enrichi son investissement auprès de sa commune et de l'ensemble des habitants du territoire : actions sociales, solidarités et santé, l'intitulé de sa mission de vice-présidente communautaire reprend ses domaines de compétence spécifique. Elle est élue maire de la commune de Saint-Vran en 2014. Elle est membre de la commission santé nationale de l'A.M.F. (association des maires de France), représentante des Côtes d'Armor.

Ecouter, partager, faire ensemble, être facilitateur sont des principes indispensables à la réussite de ses missions. Le Pôle médico-social, projet communautaire qui a vu le jour sur la commune de Merdrignac témoigne de la mise en œuvre de ces principes.

Sans être à l'origine de cette réalisation, mais partie prenante comme collaboratrice, elle a eu la joie et l'honneur d'organiser et réaliser son inauguration. Si ce projet a été reconnu Pôle d'excellence rural, c'est bien parce qu'il témoignait d'un travail à l'initiative d'un duo professionnel et élu ancré dans le territoire, d'un état des lieux des besoins précis de la population et des professionnels, d'un partenariat public privé et d'une réelle démarche territoriale avec des élus facilitateurs. Les professionnels et la population répondent présents.

Mutualisation et partage sont pour tous les mots clés de cette réalisation.

Evelyne Gaspailard est attachée à son territoire dont elle est originaire : son père est né à Saint-Jacut-du-Mené et sa mère à Saint-Vran. Partis tous les deux dans les années 50 à Paris pour trouver du travail, Evelyne a fait le chemin inverse puisqu'en 1979, elle s'est installée à Saint-Vran après l'obtention de son diplôme d'infirmière et a exercé son métier au Centre hospitalier de Saint-Brieuc et des actions de coopération dans des établissements publics et privés du département.

A noter, une expérience de coopération au Vietnam, en 2012.

## Yves Glorieux



### « Le dialogue pour comprendre et agir »

Je suis né en 1936 dans le Nord de la France, et m'y suis marié.  
A notre retour d'Afrique, nous nous sommes installés à Rennes en Bretagne.

Nous avons 4 enfants et 13 petits-enfants.

J'ai commencé ma carrière professionnelle au Sénégal en 1960 dans une entreprise de commercialisation et de trituration de l'arachide, suivi à la demande de l'IRAM (Institut de Recherche et d'Application de Méthode de développement) d'un engagement à l'Office de Commercialisation Agricole de Dakar, d'où j'ai rejoint l'Union Nigérienne de Crédit et de Coopération à Niamey (Niger).

De retour en France, j'ai intégré en 1974 la Chambre de Commerce et d'Industrie de Rennes en charge des relations entre les entreprises et les collectivités territoriales dans le cadre du développement local, tout en gardant des liens avec l'Afrique sahélienne par un engagement dans les actions de Coopération entre de Conseil général du département d'Ille-et-Vilaine et la Région de Mopti au Mali.

Sensible aux questions sociales et aux expérimentations de développement, j'ai participé successivement au CCFD-Terre solidaire\*, puis à Fondation de France chargé de la présidence de son comité régional et depuis ma retraite professionnelle « aux Semaines sociales de France » pour un travail d'observation et de propositions sociétales, en particulier sur les questions de l'Europe et du dialogue interreligieux.

Je suis depuis 2005 administrateur-trésorier de l'association DCLI\* qui abrite et soutient le Réseau International d'Economie Humaine (RIEH).

Avec Jean-Philippe DUPONT, nous animons le groupe RIEH de Rennes.

Portrait de...

## Marie Grippaudo



### Communication de l'art ou Art de la communication ? Telle est la question...

Elle a été l'âme, le cœur et la main artistique de la Rencontre.

Elle ne connaissait rien du RIEH, mais elle était une fan de Paul Houée qui a été un membre fondateur du réseau.

Elle n'utilisait pas le mot « économie humaine », mais toute sa vie engagée, professionnelle et personnelle a été inspirée par la vision et la démarche dont l'économie humaine est porteuse.

Elle n'avait pas une grande expérience internationale, mais, d'emblée, son ouverture à la diversité culturelle l'a fait se passionner pour la Rencontre.

Marie, la cinquantaine bien avancée, est maire-adjointe à la fois d'une des communes déléguées : Collinée, et de la commune nouvelle : Le Mené.

Elle n'est pas originaire du territoire, mais s'y est installée il y a une quinzaine d'années pour son climat, car le climat breton a des vertus trop ignorées. Un handicap dû à une santé fragile, aux multiples conséquences a perturbé sa vie professionnelle. Et pourtant, c'est la plus travailleuse de l'équipe de préparation. On peut dire qu'elle y a travaillé à temps plein depuis que le projet est lancé jusqu'à l'édition du présent document qui lui doit presque tout. Et ce n'est pas fini !

Elle est plasticienne de formation, sortie des Beaux-arts qui l'a conduit à devenir une professionnelle de la communication. Elle a mis cette compétence au service de la Rencontre. Elle a non seulement créé la ligne graphique des documents, conçu ces derniers, mais surtout, s'est en permanence préoccupée que ces derniers soient accessibles à tous, ayant en tête la population rurale du Mené. Elle a sans cesse invité à ne pas rester dans les concepts, mais à donner des exemples concrets.

Elle est particulièrement attachée à ce que la Rencontre ait des suites, auxquelles elle entend bien consacrer la même énergie et les mêmes talents.

Portrait dessiné par Michel Tissier

Portrait de...

## Dominique Lesaffre



### Président du RIEH Réseau International d'Economie Humaine

**Économiste spécialisé dans l'évaluation et le montage de mécanismes durables pour le financement du développement local.**

Directeur Général de la SIDI [[www.sidi.fr](http://www.sidi.fr)], depuis décembre 2015.

35 ans d'expérience dans la conception, le développement, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de systèmes de financement pour le développement.

Economiste de l'Université de Vienne (Autriche) & MBA\* (ESSCA Angers\*).

A travaillé dans des organisations européennes de solidarité et d'investissement social :

Chef du Département Afrique du CCFD dans les années 1980,

Directeur exécutif de RAFAD/FIG\*, Genève dans les années 1990,

et depuis 2001 à la SIDI où il a été chargé des investissements solidaires sur des zones aussi variées que l'Amérique Latine, le Sahel, la Palestine, ainsi que des relations avec les réseaux continentaux de finances solidaires.

Hormis la SIDI qu'il représente dans plusieurs CA d'institutions financières et de réseau de financement solidaire, il a assuré de nombreuses consultations et services dans le champ de l'économie sociale et solidaire avec une attention particulière sur les conditions de la durabilité et de la souveraineté institutionnelle.

Il a ainsi acquis une expérience élargie des acteurs différenciés : IMF\*, banques sociales, organisations de producteurs de l'Amérique Latine, de l'Afrique, du Moyen Orient et de l'Asie Centrale en matière d'investissement solidaire, d'accompagnement et assistance technique établis à la demande.

Concernant Madagascar et l'Océan Indien, il est Administrateur de la SIPEM, représentant la SIDI.

Il est Président du RIEH. Réseau International d'Economie Humaine depuis 2016.

[d.lesaffre@sidi.fr](mailto:d.lesaffre@sidi.fr)



Portrait de...

## Dominique Rocaboy



### Acteur majeur de la Révolution verte du Mené

Dominique ROCABOY, 59 ans, né à Plessala (22) est un agro-agri, comme on dit chez nous, agriculteur et éleveur de porcs converti au bio, et farouche défenseur du Mené.

Engagé dès 1985 dans la réflexion du mouvement CUMA sur le territoire, c'est au Salon des Fourrages de Plessala en 1995 que le déclic opère : *« Soit on se prend en main, soit notre territoire allait mourir, car on cumulait les handicaps »*.

Eveillé très tôt aux énergies renouvelables Dominique Rocaboy, est l'un des premiers agriculteurs en France à s'être équipés de panneaux photovoltaïques.

Réunis au sein de l'association MIR (Mené initiatives rurales), qui regroupe élus, agriculteurs et associations, il en devient le Président et multiplie les voyages d'études en Europe, pour dénicher de nouvelles idées sur les énergies renouvelables.

En homme très ouvert sur les rapports nord/sud, il dit volontiers *« Il faut qu'il y ait un échange entre les rats des villes et les rats des champs, c'est ensemble qu'on construira l'avenir »*...

Il est, par ailleurs, co-fondateur président de Géotexia, unité de méthanisation. C'est un homme très engagé dans le schéma énergétique de la commune nouvelle du Mené. Son regard tourné vers l'avenir :

*« On a besoin des jeunes, on doit les écouter, ce sont les héritiers de demain. C'est à eux que nous léguons cette terre que nous aimons, c'est pourquoi il est important de nous inscrire dans une logique de développement durable et d'équilibre énergétique »*.



Visite de Géotexia, usine de méthanisation, lors du « Parcours des énergies » du Mené.

## Valérie Tabart-Poilâne



**Maire de Laurenan**

**Co-présidente du réseau national BRUDED\***

Maire de Laurenan depuis Novembre 2009, elle a engagé avec son équipe municipale un travail de réflexion de fond sur l'avenir de sa commune rurale (730 habitants).

L'élaboration d'un P.L.U. participatif et l'apport d'études mutualisées avec les communes du territoire du Mené sur la revitalisation des bourgs ont abouti pour la commune de Laurenan à une feuille de route globale, stratégique et opérationnelle.

La commune de Laurenan étant lauréate d'un appel à candidature Etat-Région sur le dynamisme des bourgs ruraux, Valérie Poilâne-Tabart conduit désormais cette stratégie de dynamisation avec l'équipe municipale et dans le cadre d'une démarche participative forte avec les habitants.

Des projets novateurs (rénovation de la salle des fêtes avec des matériaux bio-sourcés, création d'un bar-associatif-épicerie, végétalisation des espaces publics...) sont au programme. Outre son mandat municipal, elle est devenue co-présidente du réseau régional BRUDED\*, depuis avril 2018.

Par ailleurs, elle participe à l'entreprise artisanale de son mari (fabrication de moulins à farine à destination de paysans sur l'ensemble de la France, voire au delà) et à l'activité agricole biologique de production de céréales, transformation et vente directe de farine. Installée depuis 2005 à Laurenan, l'entreprise emploie trois collaborateurs-salarié.

L'origine de ses engagements vient de son enfance dans un milieu agricole dans le Morbihan (Arzal) et de son investissement à partir de l'âge de 13 ans au (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne). Elle a d'ailleurs été en responsabilité au sein de ce mouvement de jeunesse et d'éducation populaire et a notamment occupé la fonction de Secrétaire Générale Nationale de 1998 à 2001.

Elle est aussi mère de 3 enfants.

Portrait de ...

## Michel Tissier



### Secrétaire exécutif du RIEH

**« Il n'est de richesses que d'hommes »**

Européen et Français, vivant en Dordogne (France), né en 1948, retraité, père de trois enfants.

J'ai été successivement : formateur pour des jeunes et des adultes immigrés en France ; permanent syndical à la CFDT\*, un des plus importants syndicats français, en charge des problèmes d'emploi et de formation ; cadre dirigeant dans le Service public de l'emploi ; auditeur et consultant sur la Responsabilité sociale des entreprises.

J'ai travaillé pendant deux ans en Algérie comme formateur, puis trois ans au Maroc dans une mission de coopération portant sur un programme pour l'emploi des jeunes diplômés chômeurs.

Le fil conducteur de mon expérience professionnelle est la mobilisation des ressources humaines pour une société où tous vivent dignement par leur travail et la solidarité, en refusant d'opposer l'économique et le social.

J'ai retrouvé avec l'économie humaine telle que nous la définissons au sein du RIEH les convictions qui ont animé toute ma vie : chaque personne a quelque chose à dire, est capable d'entreprendre et doit être respectée dans sa dignité, la société peut et doit s'organiser pour progresser dans la justice et la solidarité, la diversité culturelle est une richesse.

C'est pourquoi je consacre une part importante de mon temps, de mon énergie et de mes talents à promouvoir l'économie humaine, en même temps que je m'efforce de mener ma vie personnelle sur les mêmes fondements.

Contact : [michel.tissier@rieh.org](mailto:michel.tissier@rieh.org)







## DU SOUFFLE POUR NOS TERRITOIRES

Sur quatre continents des territoires  
en chemin vers l'économie humaine

# LA RÉUNION PUBLIQUE A SAINT-GOUÉNO

*« Ce ne sont pas les perles qui font le collier, c'est le fil. »*

**Gustave FLAUBERT**

# La Réunion Publique

« Dites-moi ce que vous, vous en pensez réellement » (Kennedy)

## Réunion publique : florilège

### Pari gagné : l'ouverture au grand public local.

La population était au rendez-vous. Un peu plus d'une centaine de personnes s'était déplacée pour l'occasion. Venues surtout du territoire mais aussi de toute la Bretagne.

Pour Paul Houée, son témoignage sur R.C.F. : *« la soirée de Saint-Gouéno était un test, parce que le colloque lui-même, c'était pour 45/50 personnes. Des gens déjà engagés, ou militants ou professionnels. Et le soir, on a voulu prendre le pouls du territoire auprès de la population. Il y a eu 120 personnes »*. Et il ajoute que c'est un succès pour un petit bourg, sur une thématique qui apparaît austère, un vendredi soir où l'on songe plus à faire la fête ou à regarder la télé qu'à écouter des intervenants.

David Venegas, qui vient du lointain Pérou, militant habitué à organiser des réunions publiques avec plus ou moins de succès, considère la soirée comme un temps fort de l'ensemble de l'événement auquel il a participé au Mené. *« C'est formidable de voir ainsi, des gens ordinaires d'un coin reculé de Bretagne s'intéresser à ce qui se passe à Gao, à Lima ou en Corée »*.

### En introduction.

Jacky Aignel : *« Je suis fier d'être le Maire d'une commune capable de se mobiliser si nombreuse pour porter les valeurs du Mené, merci à tous »*.

### Les invités d'ici et d'ailleurs, ce qu'ils ont dévoilé d'eux-mêmes durant ces Rencontres...

Les Invités sont les mêmes que ceux venus des quatre continents témoigner lors du colloque : Les participants perçoivent bien que tous ces intervenants ont en commun, une vision de l'homme appelé à vivre **dans la dignité, pour une économie humaine.**

Pour la petite histoire : *« Ce que nous avons perçu d'eux »* s'est glissé dans les portraits, quand l'occasion s'est présentée. A partager...

### L'esprit du débat.

*« Regards croisés pour une aventure humaine à partager. Pour donner du sens au bien commun, à la démocratie, au vivre ensemble. »*

### Le premier commentaire venant du public.

dit par une habitante du Mené : *« Le monde est venu à nous... on se voit différemment ! »*

### Les plus ardents défenseurs.

#### Paul Houée, qui l'exprime dans un horizon de valeurs du territoire à partager :

- Affirmer l'égalité dignité et le plein épanouissement de toute personne humaine ;
- Promouvoir le bien commun de tous, par la mise en valeur des richesses de chacun ;
- Prendre soin de l'environnement, apprendre à dire assez, pour que tous aient assez ;
- Une régulation éthique et politique pour donner sens et cohérence à l'effort humain.

### Sur la thématique :

**« Ensemble, nous chercherons à croiser nos expériences de terrains pour redéfinir, les conditions du changement de modèle de développement d'un territoire qui s'appuie sur des dynamiques collectives locales. »**

### Nos invités (10 nationalités représentées) ont témoigné

pour une vision intégrale de l'homme dans toutes la diversité des cheminements, des situations : Michel Azcueta *« Parce que nous n'avons rien, alors tout est possible »*. Pour trouver sa place sur l'agenda tant local que global : Laurence Kwark : *« On ne change pas le monde en regardant petit »*.

### Sur la suite du dossier. de l'action pour redonner du souffle aux territoires :

La conclusion revient à Roland Colin qui passionne l'auditoire avec des histoires de sa grand-mère finistérienne qu'il met en rapport avec des contes traditionnels africains :

**« Ça n'est pas fini ! »**

C'est le slogan retenu par toute l'équipe, pour désigner ce temps de gestation, cette passerelle qui a conduit à la création de ce document. Il profile un après, une suite, des empreintes laissées au sol, pour que le lecteur y trouve traces de réflexion. Ne sommes-nous pas tous, des passeurs ?

## Les médias en parlent...



Sur Internet : Réseau BRUDED\*, reportage Bruno Servel,



De gauche à droite : Fatoumata Touré, Michel Azcueta, Valérie Tabart, Serge Hamon, Dominique Lesaffre, Laurence Kwark et Jacky Aignel.

### Le Mené (22) :

## L'économie humaine au cœur d'une rencontre internationale

« C'est dans le cadre de son partenariat avec le Réseau International de l'économie humaine que Le Mené (22) a accueilli, les 14 et 15 juin, une rencontre internationale ayant pour thème : « Du souffle pour nos territoires ».

### Une économie qui garantit la dignité

Sur son site le [réseau RIEH](#) précise : « *L'économie humaine c'est la façon dont la société s'organise pour répondre aux besoins humains* ». Elle a réuni des intervenants internationaux (Mali, Pérou, Inde, Le Mené) qui ont partagé des expériences de terrain très différentes d'un pays à l'autre, mais qui ont en commun **une vision de l'Homme placé au centre de l'économie, dans des sociétés solidaires et en harmonie avec le vivant.**

Les témoignages ont montré que vouloir changer de modèle nécessite toujours beaucoup de courage (parfois de mettre sa vie en péril comme l'ont fait ces témoins étrangers) et de s'appuyer sur les habitants, notamment les femmes et les jeunes. De son côté, [Le Mené](#), territoire menacé de désertification dans les années soixante, a expliqué comment il s'est pris en main en impulsant des dynamiques successives de développement à partir des [ressources locales, énergétiques notamment](#). Il s'agit en quelque sorte de prendre le contrôle local de la vie économique-tout en intégrant les aspects sociaux, culturels, techniques, agricoles etc.

### L'importance de questionner et d'évaluer le projet sur la durée

Les participants se sont ensuite retrouvés en ateliers autour du thème « **Développer un territoire de manière intégrée et solidaire** » et de questions comme : s'organiser, se faire connaître, trouver sa place, s'enraciner dans un élan populaire, s'ouvrir, se renouveler, se projeter...

Parmi les idées fortes on retiendra que pour tout projet (institutionnel ou associatif) il faut se questionner :

- Quelle est sa **Valeur** ? Il doit répondre à des besoins réels, être porteur d'une philosophie et d'une volonté « politique » ;
- Est-il **Viable** ? Il faut se demander s'il est réalisable ou faisable techniquement et financièrement ;
- Est-il **Vivable** ? Il doit être appropriable par les acteurs et par ceux pour qui il est réalisé ;
- Est-il **Vendable** ? Il est intéressant qu'il soit transposable à d'autres territoires avec un souci de vision prospective.

Tout projet doit faire l'objet d'une **évaluation permanente par les acteurs eux-mêmes** car ils sont plus qualifiés que



Dominique Rocaboy, agriculteur, présente la démarche énergétique du Mené.



# Les médias en parlent...

Réseau BRUDED\*, reportage Bruno Servel 2/2

Il est essentiel que les instituants (ceux qui portent) et les institués (ceux qui réalisent) restent dans leurs rôles respectifs pour une bonne mise en œuvre du projet, par ailleurs facilitée par l'usage d'un langage accessible à tous les acteurs.

**Il faut d'abord agir avant de communiquer** car on est plus convaincant quand on s'appuie sur du concret. Là encore, il faut considérer que ce sont les acteurs du projet qui en parleront le mieux, surtout s'ils s'appuient sur des éléments issus de son évaluation.

Il a beaucoup été question de **la place des femmes et des jeunes** lors de ces deux journées. Parmi les phrases entendues : « *Il semblerait que les femmes soient mieux adaptées à la nouvelle dynamique du monde* » et « *Il faut savoir « vendre » son territoire aux jeunes et s'ouvrir à eux pour qu'ils aient l'envie de prendre le relais* ». Il a été souligné que la fracture intergénérationnelle et entre les genres était un enjeu majeur de l'économie humaine.

## Une volonté partagée d'essaimer

Ces deux journées très intenses se sont terminées par une **réunion publique** au bourg de Saint-Gouéno - Le Mené : l'occasion pour les invités étrangers de témoigner à nouveau et de présenter une synthèse des échanges en ateliers devant une assistance d'une centaine de personnes qui a pu partager la grande chaleur humaine qui a enveloppé cette rencontre.

Un **manifeste rédigé par tous les acteurs** de cette rencontre sera bientôt rendu public. »

Radio RCF-Alpha

Emission FORUM animé par Bernard Clément



Reportage : Bruno Servel pour le Réseau Bruded\*  
Rédigé en juin 2018 Billet publié sur le réseau Bruded\*  
à l'adresse suivante : [www.bruded.fr](http://www.bruded.fr)



Emission FORUM sur Radio Alpha, 1/4



(extraits) - Présentés par : Hervé Cavalon, Christophe Pigeon, Emmanuel Masson, Bernard Clément, Jelle Lemaître.

**Diffusée Mardi 19 Juin 2018 à 18h23 - durée (34:53) Invités : Michèle Morel et Paul Houée.**

*- Bonjour à tous, nous allons parler avec mes invités Michèle Morel et Paul Houée de la Rencontre internationale du Mené. « Du souffle pour nos territoires ». Sur quatre continents des territoires en chemin vers l'Economie Humaine qui a eu lieu les 14 et 15 juin 2018.*

*Paul Houée, vous êtes prêtre, sociologue et ancien maire de Saint-Gilles-du Mené et vous venez de vivre un moment extraordinaire à partager avec nos auditeurs.*

- Un moment de grande densité humaine qu'il faut du temps pour décanter et encore plus de temps pour l'ensemencer, pour de bon.
- *Et ça, ça se récolte tout au long de l'année et tout au long de la vie.*
- Tout à fait. Mais cela fait des années que chez nous, ça a commencé, si bien que c'est une étape dans une démarche qui a commencé depuis longtemps et qui, je l'espère, va se poursuivre longtemps encore. En tous cas c'est un temps qui nous ramène à l'essentiel, à un moment donné.
- *Et là, on a parlé d'une économie humaine solidaire, c'est important ça, une économie humaine au niveau d'un territoire, intégrale pour tout l'Homme, solidaire pour tous les hommes et une économie participative. Vous pouvez nous développer ça, Paul Houée ?*
- Ce sont les thèmes que nous avons abordés, c'est aussi l'héritage du Père Lebreton. Il faut rappeler nos racines historiques. Le Père Lebreton était un breton de chez nous, de Saint-Malo, qui a fondé en 1942 : « Economie et Humanisme ». Avant de s'ouvrir à l'aménagement du territoire ; et surtout, après les années 50, au développement de tout l'Homme et de tous les hommes, avant de terminer comme expert auprès du Concile et notamment par l'encyclique « *Populorum Progressio* ». C'est dans tout ce contexte-là, qu'il faut situer la Rencontre internationale dans Le Mené.

- Ce qui m'a beaucoup accroché, ce sont les témoignages des personnes invités présentes. La première qui a parlé c'est Fatimata Touré, une femme du Mali, ingénieur agronome, fondatrice et directrice du Greffa (Groupe de recherche, d'étude, de formation femme-action, une ONG engagée en faveur des droits de la femme, située à Gao). Elle a travaillé plus de 22 ans dans le développement de cette organisation au niveau de la base.

- *Alors qu'est-ce qui vous a accroché dans ce témoignage ?*

- C'est, je crois, ce travail pour l'éducation des femmes (et des jeunes filles). J'ajouterais surtout qu'elle a vécu la période tragique de l'occupation de Gao par les extrémistes et les djihadistes. Il a fallu durer et s'organiser avec ces occupants pour faire vivre la population, au risque de sa vie. Alors c'est ce courage que nous avons voulu saluer, comment on amène une population à résister, à survivre dans des conditions extrêmes. Ça me rappelle une phrase que j'ai citée dans mon article : « la mondialisation par les fourmis : - Ne négligeons jamais



# Les médias en parlent...



Emission FORUM sur Radio Apha -

2/4

- l'imagination fertile du petit peuple, capable de l'impossible, quand son existence est menacée ».
- *Comme démarrage de colloque, ce témoignage a été impressionnant ! On va passer aux autres témoignages et on va parler des ateliers...*
  - On a parlé de Fatimata puis est venu celui de Michel Azcueta. Maire d'une commune de 600 000 habts, une commune périphérique de Lima : Villa El Salvador et qui a exercé ses fonctions de maire face au groupe terroriste : « Sentier lumineux ». C'est aussi le témoignage de Christi, que je connais bien, qui avec l'appui de son mari Samy, organise la vie des femmes *dalit\** en Inde.
  - Un petit peu comme Fatimata, Christi a aussi lancé un mouvement des femmes rurales : SWATE.
  - *Donc, on est là aussi pour la libération globale de l'homme et surtout de la femme.*
  - Son militantisme se concentre surtout sur l'autonomisation des femmes, la protection de l'environnement et la politique alternative centrée sur les personnes. On retrouve toujours l'idée du développement de l'Homme et de tous les hommes (et les femmes, bien sûr).
  - On avait prévu un autre témoignage, qui n'a pas pu être donné, c'est l'expérience de Songhaï au Bénin. Un exemple extraordinaire de mobilisation d'énergie, d'initiatives et qui peut nous inspirer nous autres.
  - *Vous pouvez nous en parler ?*
  - Je ne peux pas développer parce que nous ne l'avons pas reçu, mais je connais Nzamujo, qui est à l'origine de tout ça : c'est le bouclage des circuits. Le cochon qui est élevé, dont les déchets nourrissent les poissons, qui à leur tour, nourrissent les cochons. Ce sont des systèmes chéneaux de bouclage d'économie systémique et l'autre chose importante c'est comment à partir de son Centre Sanghaï, il a créé une centaine de fermes qui appliquent les mêmes méthodes à travers tout le Bénin. On regrette beaucoup que des problèmes de santé l'aient empêché de venir parmi nous.
  - *Ça a permis de développer, Paul, une centaine de fermes sur le même modèle ?*
  - C'est ça, oui et qui a créé un réseau novateur à travers le Bénin, que d'ailleurs la Bretagne a aidé, puisque c'est un charcutier de Jugon qui les a aidés à développer leur charcuterie et maintenant c'est eux qui approvisionnent en aliment, les ambassades du Bénin. Je voudrais souligner le témoignage de Roland Colin, d'abord parce que c'est un breton qu'on aime beaucoup, 90 ans et qui a été le Chef de Cabinet de Mamadou Dia, au Sénégal. Il nous a témoigné de l'apport de la sagesse africaine qu'il mettait d'ailleurs en lien avec la sagesse bretonne ; comment il a réussi à négocier avec les pouvoirs en place le passage de la colonisation à l'indépendance et de l'indépendance au développement du Sénégal. Un très beau témoignage d'une grande portée et j'espère qu'on le reverra, n'est-ce pas Michèle ?
  - C'était, en effet un beau témoignage d'une mémoire vivante, cet homme de 90 ans, il nous parlait sans support, sans rien, avec une grande aisance, à partir de son vécu en Afrique, de ses relations. Il a beaucoup insisté tout de même, sur ses relations avec le Père Lebreton et Henri Desroche qu'il a bien connu aussi et Mamadou Dia. Il s'est beaucoup nourri de leur démarche et aussi de leur souffle. Du souffle humain de ces hommes, du souffle de développement.
  - *(Paul reprends) C'est après cette série de témoignages que nous avons terminé, en présentant nos initiatives dans le Mené, en particulier deux innovations : le Pôle de santé de Merdrignac. Comment on a réussi à associer une trentaine d'organismes pour promouvoir la Santé et l'Action sociale à Merdrignac et la coordonner ? L'autre expérience, c'est Dominique Rocaboy, c'est un peu notre « leader technologique » qui a présenté la transition énergétique du Mené et on arrive maintenant à 95% d'autonomie pour l'électricité des ménages (énergie électrique). Nous sommes en route pour aller plus loin.*
  - *J'ai entendu dire qu'on devait atteindre en 2025, pour franchir une autre étape ?*
  - C'est ça, mais entraîner toutes les entreprises dans la démarche, c'est beaucoup plus lourd. Il ne s'agit pas que d'une technique, il s'agit d'un « bouquet énergétique », celui du Mené. Je prends le cas de Géotexia, qui méthanise les déchets d'abattoir et les déchets de l'élevage en énergie électrique et en eau chaude. Celle-ci alimente des sauleraies, lesquelles sauleraies alimentent le réseau de chaudières-bois des villages. Ce sont ces bouclages qui sont intéressants et c'est ça qu'on voulait comparer avec l'expérience du Bénin.
  - *C'est ça qui est intéressant, c'est un bouclage vous dites...*
  - Oui, Le bouquet énergétique du Mené c'est également avec les éoliennes : 147 ménages ont mis de l'argent dans les éoliennes. Là encore c'est la participation qui paraît importante, c'est ce qu'on appelle « des c.i.g.a.l.e.s. ».
  - *Là aussi, il faut dire que ces personnes ont un très bon retour sur investissement, c'est bien de le rappeler aussi. Ce n'est pas un échec financier.*
  - Il ne faut pas aller trop vite, ça vient tout doucement, mais ça vient. Il faut dire qu'il y a un retour sur investissement et que nous sommes dans la transition énergétique.
  - *J'ai envie de reprendre ces trois phrases qui résument bien l'histoire du Mené :*  
*« Le Mené : un pays qui ne veut pas mourir » (1965/1970) ;*  
*« Un pays qui se prend en main » et c'est tout le travail que tu viens d'annoncer avec les énergies renouvelables.*  
*Aujourd'hui, on voit bien que c'est « un pays innovant », c'est ce que nous voyons avec Géotexia, des cigales\* qui finance les éoliennes...*
  - Globalement, je crois que Paul Houée l'a dit en deux mots, cette transition énergétique est en route dans le pays du Mené. Il y a d'ailleurs, un point de vue de Paul, qui est paru le lundi 11 juin 2018 sur Ouest-France où nous retrouvons « **La mondialisation par les fourmis** » (cf. l'article à la fin de ce texte).
  - *Merci Michèle, d'en parler. Un immense courant libéral et technique entend façonner l'avenir de l'humanité : la mondialisation par les aigles de la finance lancée à la conquête d'un unique marché spéculatif mais au bénéfice et au détriment de qui ? Voilà un grand point d'interrogation. Paul Houée, pouvez-vous nous développer ça ?*

- C'est vrai que notre monde devient de plus en plus unifié, mais de quelle manière ? Quand on voit le poids de la finance internationale, des investissements. Comment la finance marque le monde, quand je pense aux milliards d'investissements qu'il y a dans tel ou tel pays et la misère à côté. Mais il n'y a pas que la modélisation par la finance, j'insiste aussi et là je reprends ce que le Pape disait dans son encyclique *Laudato Si*, la mondialisation par les géants du numérique, les « G.A.F.A. » qui contrôlent tout, est-ce que notre monde de demain sera hyper contrôlé par des supers-robots et quelle place pour l'homme au milieu de tout ça ?
- *Dans le champ de l'humanité, quelle est la place de l'homme dans tout ça ?*
- Alors, ce que je voulais souligner surtout, il y a eu ces témoignages mais la partie la plus importante, ce sont les 3 ateliers, au cours desquels on a échangé. Toutes ces expériences nous questionnent dans nos propres pratiques.
- *On est bien d'accord, on revient aux ateliers, vous étiez dans quel atelier Michèle Morel ?*
- J'étais dans l'atelier 3 qui s'intitulait : S'ouvrir, se renouveler, se projeter. Renouveler les acteurs, les objectifs, les méthodes avec des temps d'évaluation, de formation au développement et aussi d'entrer dans les grands défis de ce temps que vient de rappeler Paul dans son article. En fait, ce que nous avons pu partager c'est, au point de départ, l'importance de la personne et de sa dignité. C'est un élan international et la première chose est dans la prise en compte de la réalité et à partir de là le fait que nous puissions progressivement commencer à créer quelque chose, la créativité est très importante.  
Un deuxième point qui nous ait apparu important pour le renouvellement, c'est la concertation. Interagir avec d'autres réseaux, travailler ensemble acteurs publics-privés. Il est évident qu'actuellement, nous ne pouvons pas faire l'impasse de la communication par les réseaux qui nous permettent une communication élargie.
- Donc, il y avait trois ateliers, Michèle vient d'évoquer le troisième. Le premier était : s'enraciner dans un élan populaire, la participation ; comment amener les gens à être acteurs de leur développement ; Le deuxième atelier s'était s'organiser pour pouvoir faire face et trouver sa place dans le monde, ça a été un atelier assez lourd et intéressant et puis le troisième qui avait été évoqué. Moi, ce qui m'a frappé ce sont deux choses : l'appel aux jeunes et la place des femmes, au milieu de tout ça. Dans les trois ateliers, c'est ressorti, notamment : Comment rejoindre les jeunes dans cette mondialisation par les aigles de la finance ? Comment, à l'époque des réseaux sociaux, leurs permettre d'avoir une relation authentique avec le terrain ?
- *Voyez, on n'a pas vu le temps passer, c'est passionnant tout ce que vous nous racontez, tout ce que vous y avez vécu, je crois que ce serait bien de nous parler également de la conférence qui a eu lieu à Saint-Gouéno.*
- Donc, la soirée de Saint-Gouéno, c'était une expérience positive, parce que le colloque lui-même, n'était destiné qu'à une cinquantaine personnes. Des gens, déjà très impliqués dans la démarche. Il y a eu 120 personnes. La soirée a été animée de manière magistrale par une jeune maire du Mené, Valérie Tabart, maire à Laurenan, en faisant intervenir les témoins, qu'on a évoqué tout à l'heure, de façon plus percutante, peut-être que pendant le colloque et on a donné la parole aux uns et aux autres. L'impression qui en est ressortie, c'est Roland Colin qui a résumé le tout en disant : « *Ce n'est pas fini !* ». Mais je résumerai d'un mot, je crois que c'est de Grégoire De Nysse qui disait : « *Nous allons de commencement en commencement, mais des commencements qui n'ont pas de fin* ». On sent bien, dans ces dynamiques de développement local, on lance des choses, on croit que c'est terminé et puis ça rebondit. Comment se prépare la troisième génération de jeunes pour prendre le relais, dans quelques années et apporter, non pas un clonage, mais une étape nouvelle au développement de notre territoire ?
- *Et là, vous avez justement un terrain qui est tout à fait propice avec vos jeunes, non ?*
- En fait, on cherche, ce n'est pas gagné, les jeunes se retrouvent beaucoup maintenant dans des festivités. Par exemple chez nous, nous avons le « *Festival M'né le Barouf* », samedi prochain, c'est 3 à 4 000 personnes attendues et ça mobilise toute une population. A Saint-Gouéno, pour sa 35<sup>e</sup> édition du Festival de la Course de Côte, l'évènement a mobilisé 650 bénévoles, 3 000 personnes, 250 voitures sur 3 jours pour un bourg qui ne comporte que 700 habitants !  
C'est à travers des manifestations, comme celles-là que les jeunes se retrouvent avec des adultes et qu'on a le plaisir de faire des choses partagées et d'apporter sa petite contribution à une aventure commune.
- *Oui, c'est vrai que des manifestations qui sont organisées par des jeunes, intéressent les jeunes...*
- J'insiste sur l'importance des fêtes : les fêtes locales, les fêtes de pardons, les fêtes qui rassemblent les gens, où gratuitement on fait quelque chose ensemble, pour avoir le plaisir de se retrouver.
- *Oui mais pour ces fêtes locales justement, où il y a des jeunes, ils ont envie d'organiser ces fêtes aussi !*
- Tout à fait. Alors c'est là qu'il faut leur donner leur place dans nos fêtes, pas les fêtes de tradition qui les intéressent peu, mais des fêtes de retrouvailles.
- *On va arriver à la fin de l'émission. Paul Houée, ce serait bien de nous dire comment vous avez cette espérance aujourd'hui, tournée vers le futur ?*

# Les médias en parlent...



Radio-Alpha, émission FORUM

- Ah oui, ça, elle est ancrée. Je crois que pour avoir une espérance « *tenace* », il faut s'enraciner dans un territoire. Moi, je suis enraciné dans ma Galilée, qui est le Mené, mais en même temps, il faut s'ouvrir à l'universel et je crois qu'en tant que chrétien, je fais un lien entre cet événement du Mené et ce que nous avons vécu en Pentecôte, il y a un an lors du Synode à Saint-Brieuc. Un rassemblement où des gens très différents clament leur espérance. Une espérance qui est celle d'un au-delà, mais qui est surtout celle d'un homme, celui de l'Évangile, porteur d'un encouragement à l'espoir et à faire grandir l'humanité.
- *Je retrouve les thèmes chers de Lebreton : « Ce qui compte, c'est la montée humaine universelle ».*
- ... Dans la diversité des cheminements, des situations. Pour moi, ce que m'ont apporté mes voyages au Brésil, en Inde ou ailleurs, c'est prodigieux quoi, il faut faire le détour et peut-être une des conclusions de ce colloque, ça va être l'organisation de stages d'immersion pour des jeunes de chez nous. Partir en Inde, pendant un mois, pour vraiment connaître la ruralité et comment des gens se débrouillent. Et nous, à notre tour, nous pourrions accueillir des gens de chez eux.
- En tous cas, je voudrais vraiment vous remercier de votre accueil et moi, en évoquant Radio Alpha, ça me fait penser à Francis Méhaignerie, mon grand ami, qui nous a quitté trop tôt.
- *Nous sommes à la fin de l'émission, un petit mot de conclusion, Paul ?*
- Je suis très fier, que les gens de mon pays aient été capables d'accueillir des gens du monde entier et de sentir qu'on est bien sur les mêmes bases. Que dans des situations très différentes, on est capables d'avoir les mêmes convictions, les mêmes espérances.
- *Merci Paul Houée et Michèle Morel.*



Paul Houée, l'Eveilleur du Mené. Photo Ouest France

Ouest France, Point de vue de Paul Houée 1/1

## LA MONDIALISATION PAR LES FOURMIS

**L** « Un immense courant libéral et technique entend façonner l'avenir de l'humanité : la mondialisation par les aigles de la finance lancés à la conquête d'un unique marché spéculatif. Mais au bénéfice et au détriment de qui ?

La fabrication de l'humain en ses fondements par les géants du numérique, des techno-sciences qui annoncent un homme augmenté, sinon transformé, soulèvent des questions vertigineuses. On croit traverser une crise, un orage, alors qu'on change de climat ; mais quelle nouvelle ère pour la Terre ?

Pourtant, ce n'est ni rêverie ni évasion illusoire : un peu partout, chez nous comme à travers le monde, des favelas de Lima au Pérou jusqu'aux « dalit\* intouchables » du Tamil Nadu (Inde), des fermes pilotes de Songhaï au Bénin jusqu'au bouquet énergétique du Mené (Côtes-d'Armor), des groupes humains apprennent à se prendre en main et à écrire leur histoire, au lieu de tout attendre d'en haut ou d'ailleurs.

### Ne négligeons jamais l'imagination fertile du petit peuple.

Mille misères suscitent mille chantiers, mille projets enracinés dans le local, ouverts à l'universel. « **Ne négligeons jamais l'imagination fertile du petit peuple, capable de l'impossible quand son existence est menacée** », me disait cet animateur du Nord Kivu (RDC), si déchiré.

Si certains s'enlisent en des querelles stériles ou des guérrilles meurtrières, beaucoup savent s'ouvrir, s'enrichir de leurs échanges. « **Retournons dans nos montagnes, mais emportons l'informatique avec nous** » (éducateur mexicain).

De plus en plus, ces multiples fourmis apprennent à se connaître en leurs diversités, à se reconnaître en quelques convictions et valeurs de référence, à faire reconnaître leur fécondité en remontant de leurs périphéries vers les centres de décision.

Tous partagent une même vision de l'homme appelé à la dignité, à la liberté, dans des sociétés vivantes et responsables, en harmonie avec tout le vivant, dans la sobre ivresse de la vie.

### Tant à apprendre les uns des autres

Le Mené (dans les Côtes-d'Armor) s'honore d'accueillir, les 14 et 15 juin prochains, le Réseau international pour une économie humaine (1), une vingtaine de « fourmis » venant des quatre continents (2). Les acteurs impliqués dans les démarches de développement local dans le Mené en Bretagne, ailleurs, les militants engagés dans les associations de solidarité internationale pourront confronter leurs initiatives, leurs questions avec ces pionniers de chantiers reconnus, avec quelques grands témoins de la solidarité organisée. Nous avons tant à apprendre les uns des autres.

Ces rencontres d'expériences proches ou lointaines peuvent apporter à bien de nos territoires fatigués le souffle de l'essentiel, du mieux vivre ensemble, raviver du sens, transmettre des raisons de vivre, de la confiance et de l'espoir. Engagés depuis longtemps ou générations nouvelles éprises d'ouverture et d'authenticité, nous sommes tous embarqués dans une même aventure passionnante :

*« la montée humaine universelle ».*

POINT DE VUE écrit par Paul Houée et publié le 11 juin 2018 sur Ouest-France.



# Les médias en parlent...



## Témoignage personnel d'une « fourmi »...

### Témoignage d'une « fourmi »

**Un dernier témoignage personnel d'Anne Pastol, habitante du Mené depuis de très longues années ; elle s'est particulièrement investie dans l'accompagnement pour l'alphabétisation de la communauté malienne au travers de l'association « Kayes-Mené ».**

**Anne est Dominicaine missionnaires des Campagnes, aujourd'hui à la retraite, elle nous relate, avec malice, un exemple d'économie humaine pour lequel elle souhaite apporter témoignage.**

« Saint-Gouéno - Le Mené, juin 2018 -  
Rencontre internationale pour une « économie humaine ».

« Le dernier intervenant de la soirée, Roland Colin, nous témoigne avec verve de la réalisation des banques paysannes « Kafo Jiginew » en zone cotonnière du Mali-Sud.

*Le récit de Roland réveille chez Anne un souvenir, qu'elle souhaite nous faire partager...*

L'industrie du coton « l'or blanc » génère des bénéfices. Vers 1970, les associations villageoises se créent et vont essaimer rapidement, gérés par les paysans ; selon l'esprit mutualiste européen et la tradition solidaire africaine vont se créer vers 1990 des petites banques rurales : « l'Union des Greniers ». Adama Sanogo, chef du village Kaniko (entre Koutiala et Karangasso), analphabète, est l'un des fondateurs des Associations Villageoises (A.V.) et des Caisses d'Épargne/Investissement et leur premier Président.

#### **Comment j'ai connu A. Sanogo. Une histoire de pipi !**

Dominicaine missionnaire des Campagnes, je suis arrivée dans la communauté de Karangasso au Mali en 1972, après des stages en médecine tropicale (P. Gentilini) et auto-promotion (CIDR).

Le dispensaire est donc, à 40 km de Koutiala en zone cotonnière (4 usines d'égrainage - huilerie).

Dans la file des malades, nous voyons souvent des jeunes gens qui avouent honteusement « *pisser du sang* », ils craignent une maladie vénérienne.

Grâce à notre petit microscope, un aide-soignant analyse systématiquement leur urine. Elle est infectée d'œufs caractéristiques de la Bilharziose : maladie tropicale à atteinte rénale...

Ces jeunes viennent pour la plupart de Kaniko, riche de production légumière grâce à un marigot (*petite mare*) important.

Des herbes assez hautes y poussent aussi et abritent des petits escargots vecteur de la Bilharziose, par un cycle complexe.

Nous allons à Kaniko, saluer leur chef de village A. Sanogo et l'informer du problème.

S'en suit, visite du marigot plein d'escargot, prélèvement, analyse, information collective, nettoyage. Puis organisation des soins de santé primaire.

Le village prend en main son organisation de prévention santé (paludisme, tétanos néo-natal, diarrhées, etc.) que nous accompagnons avec ardeur.

La Compagnie Malienne des Textiles (CMDT) s'intéresse à ce mouvement et choisi Kaniko pour démarrer les A.V. Ce sera la base d'un développement intégré de toute cette région :

- pas seulement industriel mais vivrier et humain avec les moniteurs agricoles, l'alphabétisation en bambara dans tous les villages.

- Des jeunes apprennent à commercer la production du coton (pesée-gestion), ce qui évite bien des fraudes des intermédiaires - Leur travail est payé par la CMDT collectivement au village. Cela permet l'achat de balance, hangar... peu à peu formation agricole, sanitaire... puits, école, petite maternité, artisanat, centre de soins... soins de santé primaire.

Rendement cotonnier et vivrier se renforcent, dans toute la zone. Les A.V. ont été le terreau du lancement des petites banques villageoises, dans les années 1990. toujours avec leur leader reconnu A. Sanogo.

Toute une histoire à suivre, source de développement intégré, source d'espoirs malgré bien des difficultés et ratés.

Mais ça marche ! »

**Anne Pastol**

*Témoignage d'une « fourmi »  
présente à la soirée de Saint-Gouéno*





## DU SOUFFLE POUR NOS TERRITOIRES

Sur quatre continents des territoires  
en chemin vers l'économie humaine

# CE N'EST PAS FINI !

*"It ain't over till it's over."*

*En français : « Ce n'est pas fini, tant que ce n'est pas fini. »*

**Yogi Bera**

# Ce n'est pas fini !

## Convictions pour agir

**S**i on revient à la problématique posée au début de la rencontre, on peut tirer des exemples présentés et des débats un certain nombre d'enseignements, de façon un peu schématique certes, mais qui donnent des bases pour poursuivre le travail sur la thématique territoires et économie humaine.

**1/ Des territoires en marche vers l'économie humaine :**  
**Une perspective dont l'intérêt est confirmé.**

► **Promouvoir par l'action collective l'économie humaine au niveau local** est à la fois possible et nécessaire pour répondre aux défis globaux, des interdépendances et de la mondialisation.

► **L'action collective pour résister à la fatalité est possible, y compris dans des contextes très difficiles** : sous des régimes d'occupation brutale ou de dictature ; pour des populations qui, n'ayant pas ou peu bénéficié d'une éducation formelle, subissent la misère et l'oppression sociale. Moyennant des processus de conscientisation et de participation, chaque personne, chaque groupe, peut trouver en lui les ressources nécessaires pour devenir acteur de son destin.

► **L'action collective est possible dans des contextes aussi différents que ceux** vécus par les personnes présentes à la rencontre. Cela permet des échanges fructueux, où chacun peut apprendre des autres et apporter aux autres. Cela ouvre une perspective mobilisatrice pour tous les continents.

► **Le référentiel de l'économie humaine** permet de caractériser la vision qui mobilise les acteurs du territoire et d'analyser leur action pour la faire progresser.

Ses quatre composantes majeures sont :

- développement intégral (Tout l'Homme),
- solidaire (Tous les hommes),
- participatif (Par tous les hommes),
- en harmonie avec le vivant (L'homme comme partie du vivant et comptable pour que la vie perdure au mieux sur notre terre),

► **Pour que ça marche, il faut une convergence**

**entre : la population, ses organisations et les élus locaux.** Les initiateurs de l'action peuvent être « la société civile » ou les élus et dans les deux cas l'un ne peut réussir sans l'autre.

► **Pour que ça marche, il est essentiel de construire des consensus par la concertation.** Cette démarche reconnaît la légitimité de la différence des points de vue, en fonction de la position des personnes et des groupes dans la société, de la divergence des intérêts, des valeurs et des projets de société.

Cette démarche s'oppose à celle qui cherche uniquement à imposer un point de vue par la force. Elle ne considère pas qu'il y a, à priori, opposition entre « le peuple » qui serait porteur de l'intérêt général et les élites qui seraient porteuses de leur seul intérêt particulier, mais des logiques divergentes, voire opposées.

La concertation vise à sortir des contradictions par le haut, dans une logique gagnant/gagnant. Cette démarche n'est pas pour autant naïve. Face à la violence et à l'abus de pouvoir, elle oppose la force de personnes conscientes, déterminées et organisées.

► **Pour que ça marche, il est essentiel que la concertation débouche sur un programme d'actions partagé.** Il ne suffit pas que chaque personne vivant sur le territoire et chaque entreprise qui y est implantée agisse selon son intérêt particulier pour que ce territoire connaisse un développement harmonieux. L'intérêt commun n'est pas la somme des intérêts particuliers, mais la conciliation des différentes visions de l'intérêt général. Il faut mettre en œuvre une stratégie de développement sur la base d'accords pouvant être contractualisés, entre tous les acteurs prêts à se concerter, pour atteindre des objectifs communs avec un calendrier précis. A cette fin, certains considèrent qu'il faut réhabiliter une planification stratégique.

► **La mise en œuvre de ce programme d'action concerté repose sur une pluralité d'acteurs** : des personnes portant des initiatives concourant au bien commun, des associations et coopératives constituant l'économie sociale et solidaire à l'échelle du territoire ; des entreprises privées, quelle que soit leur taille, dès lors qu'elles acceptent, ce qui est loin d'être toujours le

# Ce n'est pas fini !

## Convictions pour agir

cas, de poursuivre leur intérêt propre, en concourant à l'intérêt général ; des entreprises publiques et des administrations, dépendant des autorités locales ou rattachées à des ensembles régionaux ou nationaux, dès lors qu'elles fonctionnent non sur des logiques bureaucratiques imposant leurs normes aux « usagers », mais qu'elles se mettent à l'écoute et au service des citoyens.

► Une démarche du type « **Observer/Analyser/Planifier/Agir/Evaluer** » apparaît pertinente, sachant qu'elle fonctionne de façon circulaire et qu'elle associe la population, à chaque phase. Elle se décline dans les principales étapes :

- mener une enquête participative dont la population s'approprie les résultats ;
- analyser collectivement la situation avec ses forces et ses faiblesses, ses risques et ses opportunités,
- partager collectivement les grandes orientations pour l'action,
- décliner un plan d'actions, le mettre en œuvre et en évaluer les résultats.

### 2/ Des enseignements à partager.

► **Il faut souligner le rôle déterminant des leaders/animateurs de la démarche territoriale faisant preuve de détermination, de courage, de persévérance, de capacité d'écoute et de capacité narrative pour susciter des rêves atteignables et mobiliser les énergies de chacun.** Ce rôle n'apparaît pas nécessairement dans des fonctions spécifiques. En fait, chaque acteur, quelle que soit sa position et sa fonction, est appelé à faire preuve de ces qualités humaines.

► **Le territoire est à la fois enracinant et ouvert, ouvert à d'autres territoires, mais aussi aux autres niveaux qui font société** (la région, la nation, l'ensemble continental, l'humanité entière). Les deux caractéristiques ne sont pas opposées mais complémentaires. Sans racine on est balayé par le vent de la mondialisation, sans ouverture on est condamné au repli sur soi.

Au total, dans une situation où interdépendances et globalisation vont croissant, l'action collective, sur le lieu où l'on vit et

travaille, apparaît comme une composante nécessaire de l'action pour un changement global. Il s'agit bien de construire une alternative où l'argent investi, les valeurs ajoutées créées et le pouvoir sont partagées « humainement » entre tous.

**Le territoire cherche à établir des accords** avec les autres niveaux d'organisation politique et décisionnelle, avec les acteurs économiques, sociaux et culturels de niveau géographique plus large.

### 3/ Des questions et des débats pour aller plus loin.

► **Développer la fonction d'animateur du développement local.**

Comme dit ci-dessus, il peut s'agir d'un métier, mais c'est surtout une façon d'exercer son rôle d'élu, de membre ou de dirigeant d'une association ou d'une entreprise de l'économie sociale, d'expert, de formateur, de chercheur. Comment reconnaître cette fonction d'animateur ou de passeur d'économie humaine, la valoriser, la promouvoir, notamment par la formation ? Ce peut être un des rôles du RIEH de permettre à toutes celles et ceux qui partagent cette façon d'exercer leur rôle d'échanger et de se conforter.

Ajoutons une **remarque qui porte sur le choix de l'expression « économie humaine »**.

Elle peut paraître formelle, mais le choix des mots compte pour une mobilisation collective. Beaucoup de participants ont découvert l'expression et son contenu à travers la Rencontre. Certains ont eu tendance à l'employer comme un équivalent de « économie sociale et solidaire ».

Mais la portée du terme économie humaine dépasse celle d'une catégorie juridique d'entreprises : Entreprises personnelles, entreprises privées, entreprises publiques et administrations, toutes sont invitées à adopter la vision et la démarche transversale de l'économie humaine. Et puis, on ne parle pas seulement d'économie : c'est la façon de s'organiser et vivre ensemble sur le territoire, c'est l'homme et la société dans leur totalité qui sont visés. La rencontre a conforté le titre : **des territoires en marche vers l'économie humaine.**

# Ce n'est pas fini !

## Convictions pour agir

► **Relancer l'éducation populaire.** L'accent a été mis, durant la rencontre, sur la nécessaire conscientisation des populations du territoire. C'est un des objectifs des mouvements d'éducation populaire de développer la prise de conscience de ce que chacun et tous vivent et peuvent faire.

Ces mouvements ne peuvent-ils pas être remplacés par Internet et les réseaux sociaux, même si ceux-ci doivent intégrer ces médias de communication dans leur fonctionnement ?

- Quelles formes anciennes ou nouvelles peut prendre l'éducation populaire dans les différents contextes de société ?
- Quel rapport entre l'éducation institutionnalisée et l'éducation populaire ?

► **Approfondir par l'analyse d'exemples les démarches d'enquête participative, de concertation, de planification multilatérale, d'évaluation pour progresser ensemble.**

- Quelles sont les méthodes qui se révèlent, dans la pratique, les plus efficaces ?
- Comment chacun des acteurs, y compris les acteurs privés, peuvent-ils concourir à la recherche du bien commun ?
- Ces démarches dépendent-elles des seules volontés individuelles ou peuvent-elles s'incarner dans des structures et des règles de droit ?

► **Portée et limites de l'approche globale au niveau d'un territoire.**

Il y a eu accord lors de la rencontre sur l'intérêt de l'approche globale « *Tout l'homme* » promu par l'économie humaine.

Cependant sur les exemples présentés, l'action porte principalement sur certains des problèmes vécus par la population :

- la résistance à la violence à Gao,
- la lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes, contre les ravages de l'alcoolisme, contre l'exploitation excessive du sable des rivières à Karur,
- l'indépendance énergétique au Mené,
- l'urbanisme à Villa el Salvador,
- l'agriculture écologique à Songhai.

En même temps, dans chacun des exemples les problèmes particuliers sont traités en fonction d'une vision globale.

Il serait intéressant dans ces territoires et d'autres,

d'approfondir la portée de l'action menée, en particulier sur les problèmes dont les causes dépassent très largement le niveau local (la sécurité, le commerce international, la justice...)

► **Humanisme, valeurs, éthique, spiritualité : une dimension essentielle dont il faut préciser la place.**

Dans la vision qui porte et que portent les acteurs de l'économie humaine, il y a manifestement une critique de l'individualisme, du matérialisme et du consumérisme et une référence aux finalités de l'existence humaine, personnelle et collective.

A cette question des finalités, la science n'apporte pas de réponse.

Nos amis indiens font référence à la dimension spirituelle de la condition humaine.

Lebret, à l'origine du concept d'économie humaine était un dominicain qui avait une vision unifiée de sa vie et de son œuvre.

En Europe et singulièrement en France, la spiritualité est assimilée à la religion et l'emploi du terme est récusé au nom de la laïcité. Et pourtant, il est clair que dans chacun des exemples présentés, ce qui anime la population et ses leaders, ce ne sont pas simplement la défense de leurs intérêts, ni une idéologie, ni des valeurs abstraites.

Avant de démultiplier l'exemple du centre de Porto-Novo, les promoteurs de Songhai s'assurent d'abord qu'on ne va pas seulement reprendre des techniques, mais un esprit.

L'économie humaine ne s'intéresse pas seulement au comment, mais aussi au pourquoi :

- Comment la prise en compte des finalités peut-elle être, non seulement vécue par chacun, mais être reconnue et promue collectivement, tout en respectant la nécessaire pluralité des réponses portées à cette question du sens ?
- Comment nommer cette recherche de sens, de façon qu'elle ait sa place dans le débat public, dans la vision partagée des acteurs de l'économie humaine, dans l'éducation émancipatrice que nous entendons promouvoir ?

Voilà quelques questions sur lesquelles il serait intéressant de poursuivre à la fois la réflexion



# Ce n'est pas fini !

## Les suites...

et l'action, non seulement sur les exemples présentés, mais sur d'autres territoires.

### « Ce n'est pas fini ! ».

C'est Roland Colin, qui a rapporté cette phrase attribuée à un chef malien, leader de la résistance à la colonisation, prononcée juste avant de devoir capituler.

Elle a été citée au cours des débats, chaque fois qu'on a mentionné que telle action était restée sans suite immédiate.

Tout projet, d'économie humaine, aux couleurs d'un territoire, s'inscrit dans un temps long et à besoin de maturité. Le nombre d'acteurs, sans doute, démultiplie le besoin d'appropriation pour avancer dans la démarche, les valeurs portées par le propos aussi ; il s'agit de souligner qu'il y a des combats qui sont de longue haleine.

Elle a été reprise à la fin de la rencontre pour signifier la volonté des participants de poursuivre la dynamique que celle-ci a engendrée.

Non pas d'abord, comme il arrive souvent, parce qu'on est triste de devoir se quitter, mais parce que chacun repart avec la volonté d'agir sur son propre terrain en poursuivant l'échange avec les autres.

Il n'y a pas eu de décision prise immédiatement sur les suites à donner, mais des pistes esquissées qui ont été reprises dans les semaines qui ont suivi.

Réaliser le présent document qui est davantage

que des Actes d'un colloque. C'est une suite des débats avec des interventions qui ont été complétées, des conclusions même provisoires qui sont tirées.

En le relisant, chaque participant y trouvera de quoi nourrir sa propre action.

En le diffusant autour de lui, il invitera d'autres personnes et d'autres groupes à s'engager dans la même démarche.

Poursuivre les échanges d'informations et de réflexions, notamment via le site [www.rieh.org](http://www.rieh.org).

Organiser des voyages d'études entre territoires pour que chacun approfondisse l'expérience de l'autre.

Organiser des stages pour que des jeunes d'un territoire, viennent à la fois découvrir l'action d'un autre et y participer.

Etendre la démarche à d'autres territoires dans deux directions : la Bretagne et les quatre continents représentés.

Et pour que cela soit productif, il faut dépasser le simple échange pour mener ensemble une forme de recherche-action, avec des temps de formation, permettant de dégager les conditions du succès.

Cette recherche-action s'intitulera :

**« Territoires en marche  
vers l'économie humaine ».**









## DU SOUFFLE POUR NOS TERRITOIRES

Sur quatre continents des territoires  
en chemin vers l'économie humaine

# ANNEXES

*« Le boulet, qui doit me tuer, n'est pas encore fondu »*

**Napoléon Bonaparte**

## Annexe 1

## Liste des participants et des intervenants

Nom	Prénom	Structure	Fonction	Pays	E-Mail
<b>AIGNEL</b>	Jacky	Maire Le Mené	Maire	France	jacky.aignel@mene.fr
<b>AIGNEL</b>	Jean-Yves	Commune Le Mené	Le Mené	France	p.yvesaignel@wanadoo.fr
<b>AROKIASAMY</b>	Samy	Association Service AREDS	Fondateur	Inde (Etat du Tamil Nadu)	areds30@gmail.com
<b>SAMY</b>	Christi	SWATE (Collectifs de femmes pour conquérir leur autonomie)	Fondatrice	Inde (Etat du Tamil Nadu)	areds30@gmail.com
<b>AZCUETA</b>	Michel	Ville de EL SALVADOR, province de Lima	Premier maire de la ville	Pérou	colectivociudadano@hotmail.com
<b>BERTHELOT</b>	Yves	RIEH	Administrateur	France	berthelotyd@gmail.com
<b>BOUZIGON</b>	Emmanuelle		Interprète	France	ebouzigon@gmail.com
<b>BRIARD</b>	Jacques	RIEH	Membre	Belgique	jacques@briard.be
<b>BRUNEAU</b>	Jacques			France	jac.bruneau@free.fr
<b>CARLO</b>	Pierre	CMR St-Brieuc (Chrétiens dans le Monde Rural)	retraité	France	pierre.carlo@wanadoo.fr
<b>COLIN</b>	Roland	Centre LEBRET-RIEH	Administrateur	France	roland.colin@dbmail.com
<b>COMYN</b>	Jean-François	CCFD-Saint-Brieuc (Comité Catholique, Faim et Développement-Terre Solidaire)	retraité	France	jef.comyn@gmail.com
<b>DELAUNE</b>	Armelle	ETEM (Association entre Terre et Mer)		France	delaune.jy@gmail.com
<b>DELAUNE</b>	Jean-Yves	ETEM (Association entre Terre et Mer)		France	delaune.jy@gmail.com
<b>DESBRUYERES</b>	Jean-Marie	Secours Catholique	cada LGLA	France	jmcdesbruyeres@orange.fr
<b>DUPONT</b>	J.-Philippe	RIEH Rennes	Membre	France	jeanphi.dupont@free.fr
<b>EL KEILANY</b>	Lara	prestataire	Interprète	France	lara.elkeilany@gmail.com
<b>FAFA</b>	Louise	prestataire	Interprète	France	louise.fata@hotmail.fr
<b>GASPAILLARD</b>	Evelyne	Commune de Saint-Vran	Maire	France	gaspailard.evelyne@orange.fr
<b>GAUDICHEAU</b>	Laurent	Mairie Le Mené	DGS	France	laurent.gaudicheau@mene.fr
<b>GEFFROY</b>	André	AFD Bretagne (Agriculteurs International) et Forum citoyen de Leff Armor Communauté	Administrateur	France	aggeffroy46@gmail.com
<b>GLORIEUX</b>	Yves	RIEH Rennes	Trésorier du RIEH	France	yves.glorieux@free.fr
<b>GOUBIN</b>	Marie-Thérèse	Commune de Trémoriel	Maire-2ème adjointe	France	marie-therese.cheriaux@orange.fr
<b>GRIPPAUDO</b>	Marie	Le Mené	Maire-adjoint	France	marie.grippaudo@mene.fr
<b>HAMON</b>	Serge	Conseil de développement / ODCM	Président	France	hamon.s147@gmail.com
<b>HOUEE</b>	Paul	Commune Le Mené	« Veilleur du Mené »	France	paulhouee@wanadoo.fr
<b>HUTIN</b>	Jeanne-Françoise	Maison de l'Europe-Rennes	Présidente	France	jf-hutin@wanadoo.fr



## Annexe 1

## Liste des participants et des intervenants (suite)

Nom	Prénom	Structure	Fonction	Pays	E-Mail
<b>KWARK</b>	Laurence	GSEF (Forum mondial de l'économie sociale)	Directrice exécutive	Corée du Sud	lkark@gsef-net.org
<b>LALANNE</b>	Andrès	CLAEH ( Centre Latino Américain d'Economie Humaine)	Enseignant	Uruguay	rector@claeh.edu.uy
<b>LE MERCIER</b>	Annie	CMR St-Brieuc (Chrétiens dans le Monde Rural)		France	annielemercier22@gmail.com
<b>LE RAY</b>	Armand	ADESS CB (Pôle de l'Economie Sociale et Solidaire-Centre Bretagne)	co-président	France	armand.le-ray@wanadoo.fr
<b>LE TROQUER</b>	Elisabeth	A.S.T.I. de Saint-Brieuc (Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s)	cada LGLA	France	jletroquer@gmail.com
<b>LE TROQUER</b>	Jacques	A.S.T.I. de Saint-Brieuc	cada LGLA	France	jletroquer@gmail.com
<b>LESAFFRE</b>	Dominique	RIEH	Président	France	dom.lesaffre@gmail.com
<b>MOREL</b>	Michèle	Association BRES (Bretagne Espérance et Solidarité)	Membre	France	michele.morel40@gmail.com
<b>NOREE</b>	Pierre	Commune Le Mené		France	noree22@aol.com
<b>PATY</b>	Jean	MCC (Mouvement des Cadres Chrétiens)	retraité	France	paty.jean@wanadoo.fr
<b>PERIES</b>	Geethani				
<b>PERTUISEL</b>	Yves	Commune de Trémoré	1er adjoint	France	
<b>PILARD</b>	Louis	Association BRES (Bretagne Espérance et Solidarité)	Administrateur	France	louispilard@yahoo.fr
<b>RAZAFIMBELO</b>	Lily	Mouvement ROHY (lutte contre la corruption), Antananarivo	Membre	Madagascar	razafimbelolily@gmail.com
<b>ROCABOY</b>	Dominique	Commune Le Mené	Le Mené	France	dominique.rocaboy@gmail.com
<b>SERVEL</b>	Bruno	BRUDED (Réseau d'échange d'expériences de développement local durable entre collectivités)	Chargé de mission	France	b.servel@bruded.fr
<b>SONDAG</b>	Antoine	RIEH	Rédacteur en chef de Développement et Civilisations	France	antoine.sondag@cef.fr
<b>TABART-POILANE</b>	Valérie	Commune de Laurenan	Maire	France	valerie.tabart@sfr.fr
<b>TISSIER</b>	Michel	RIEH	Secrétaire exécutif	France	michel.tissier@rieh.org
<b>TORRES</b>	Ignazio	RIEH	Chargé de mission	Italie	itorres.int@rieh.org
<b>TOURÉ</b>	Fatimata	ONG GREFFA Gao	Directrice exécutive	Mali	greffa_ong@yahoo.fr
<b>VENEGAS</b>	David	Groupe d'éducation et d'autogestion sociale	Responsable de projets	Pérou	dvavenegas@yahoo.es

## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

## Fiche n°1 - GRILLE DE LECTURE DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU TERRITOIRE ET DE SON DÉVELOPPEMENT.

**I** peut être utile pour les acteurs de terrain de traduire cette vision des territoires en une grille même sommaire pour repérer les différents aspects constitutifs d'un territoire, comme objets de traitements spécifiques en amont et en aval d'une démarche intégrée de développement humain et solidaire. Chaque échelon est à concevoir comme un sous-système plus ou moins cohérent d'un système, lui-même s'emboîtant en des ensembles plus vastes.

### 1- Le territoire, un espace naturel à ménager, un espace construit à aménager.

► Les facteurs et structures physiques hérités de la géologie, la géographie et l'histoire : le relief, l'hydrographie (bassins versants), les sols, les sous-sols et leur utilisation; le climat, la flore, la faune, l'état de la biodiversité ; Les paysages « *images frappées à l'effigie d'un peuple* ».

► Un écosystème avec ses forces composantes, ses équilibres et déséquilibres, ses nuisances, ses capacités de recyclage ; les bilans énergétiques à réaliser.

► Un espace habité : ses modes d'occupation et de peuplement, les différents types d'espace, de l'agglomération urbaines aux campagnes isolées ; les infrastructures et les équipements d'échange, de mobilité ; l'intégration dans l'espace régional.

► Les priorités pour un aménagement et un développement durable <sup>(1)</sup>.

### 2- Le territoire, un bassin d'activités et de services à organiser.

► Les principaux secteurs d'activités et d'échange : agriculture, agro-alimentaire, industries, services tertiaires marchands et non marchands ; les moyens d'information, de communication.

► Les facteurs de production : main-d'œuvre (bassin d'emploi) et migrations alternantes, les usages du foncier, les équipements, le capital et ses sources ; les types d'entreprises et leurs rapports au territoire.

► Les structures et systèmes de production, de transformation, de consommation : l'articulation entre économie productive et économie résidentielle ; les TIC\* et la diffusion des innovations.

L'organisation économique territoriale : l'articulation et la cohérence des branches d'activité, des circuits d'échange, les modes de régulation.

La capacité d'auto-développement, de résistance et d'adaptation. Les coopérations, les synergies possibles, les systèmes productifs locaux ; la place des PME-PMI\*, artisanat, économie sociale, collecte et usage de l'épargne locale.

L'intégration dans l'économie régionale, nationale, internationale : part des capitaux étrangers investis ; les échanges extérieurs (importations moins exportations) et les relations avec l'économie locale.

Savoir conjuguer le *grand angle* de l'économie-monde et la *loupe* de l'économie-territoire.

### 3- Le territoire, une dynamique sociale et culturelle porteuse de projets.

► Les composantes sociologiques de la population : ses origines et sa mobilité, ses clivages, conflits et alliances, l'expression et la prise en compte de ses besoins et aspirations.

► L'organisation du tissu social : les relations d'appartenance et les réseaux de référence ; les relations de proximité et les formes d'intégration.

► Les fonctions, les équipements, les actions de la vie collective : formation et éducation, santé, action sociale, les services commerciaux et leurs espaces d'influence ; les découpages

## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

# Fiche n°1 - GRILLE DE LECTURE DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU TERRITOIRE ET DE SON DÉVELOPPEMENT

et services administratifs.

► Les modes et styles de vie, les références culturelles, l'expression des identités, les échanges, les modes et les lieux d'encadrement, les valeurs et modèles de référence, Les formes de vie associative.

► Les modes de représentation socioculturelle de l'espace et du temps : le degré d'insertion dans une histoire commune avec les temps forts qui ont marqué la conscience collective, la capacité à se projeter dans des initiatives et à se forger des projets s'inscrivant dans un projet de territoire.

#### 4- Le territoire, un espace de citoyenneté et de gouvernance.

► Les forces actrices de changement, de résistance, d'opposition, leurs modes d'organisation, d'expression, d'engagement ; les canaux de la participation, les sources d'inspiration, d'appropriation.

► L'organisation et les modes de relation des pouvoirs institués :

- Les pouvoirs politiques et civiques : les collectivités, leur coopération, leurs relations contractuelles : leurs moyens et leurs gestions.
- Les organisations socioprofessionnelles et leur participation à la dynamique territoriale.
- Le rôle et la place des structures éducatives, culturelles, religieuses.
- Les réseaux de la vie associative : ses relations, ses modes d'animation.

► L'articulation entre la démocratie de représentation et la démocratie de participation, d'une logique de consultation à une démarche d'implication.

► La place des territoires dans un développement intégré :

- Lieu d'articulation entre les politiques descendantes et leurs niveaux de base,

les politiques ascendantes coordonnant à ce niveau l'expression des attentes et des initiatives dans la diversité des acteurs locaux.

- Lieu de convergence entre les programmes sectoriels qui prennent en charge des domaines précis de la vie individuelle et collective et l'approche territoriale, transversale qui assure leur cohérence, leur mise en synergie à un niveau accessible aux citoyens.
- Le territoire à un niveau à la fois assez vaste pour relever les défis majeurs, élaborer et mettre en œuvre une stratégie efficace, assez rapproché pour faire jouer les ressorts d'appartenance et les solidarités de proximité, assez proche pour saisir les urgences du court terme et assez large pour capter les grandes tendances dessinant un avenir crédible.

---

<sup>(1)</sup> Agenda 21, SCOT\*

## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

#### Fiche n° 8 - RESSOURCER NOS TERRITOIRES.

**A**u temps de la mondialisation financière débridée, de la révolution numérique envahissante, en quoi des territoires qui se prennent en main ouvrent-ils des chemins nouveaux pour l'économie humaine, pour un développement solidaire et durable ?

##### Pour une approche stratégique et pédagogique.

Dans la lignée de P. Lebreton, de sa « fidélité au réel » en sa complexité, nous ne partons pas de définitions, a priori complètes et universelles, de ce que nous entendons par territoire, développement local, tant les réalités administratives et politiques varient d'un Pays à l'autre, d'un continent à l'autre. Dans notre approche, le territoire, c'est là où l'on travaille et l'on vit, là où il est facile de se rencontrer « à hauteur d'homme » (P. Lebreton).

C'est d'abord une volonté collective de ne pas subir l'impact des décisions qui se prennent ailleurs, mais au contraire de prendre son destin en main.

C'est un projet de s'organiser là où l'on vit et travaille pour une meilleure qualité de vie : un travail personnel, un revenu permettant de vivre décemment, des services publics accessibles à tous, une dignité personnelle respectée, la solidarité organisée de façon que nul ne soit exclu, la nature et le vivant cultivés dans une perspective durable, une vie culturelle animée donnant sens et cohérence au vivre ensemble.

Il est clair que, sur ces territoires actifs, la qualité de vie ne dépend pas seulement de ses habitants, de ses élus, mais que ce niveau fondamental joue un rôle déterminant et doit être renforcé.

Dans le contexte français, le développement d'un territoire est essentiellement une démarche d'articulation entre l'expression ascendante des besoins, des aspirations, des initiatives, des forces locales et l'adaptation descendante aux directives, aux moyens, aux modèles des pouvoirs politiques, économiques, culturels qui doivent les intégrer. A titre de référence,

on retiendra deux concepts du développement local :

► « une démarche fédérative de mobilisation des acteurs d'une zone géographique autour d'un ensemble économique, social et culturel, visant à créer une dynamique durable pour ce territoire » (Michel Rocard\*, 1983).

► « une démarche globale de mise en mouvement et en synergie des acteurs locaux pour la mise en valeur des ressources humaines et matérielles d'un territoire donné, en relation négociée avec les centres de décision des ensembles économiques, sociaux, culturels et politiques dans lesquels ils s'inscrivent » (UNADEL 1992).

► La comparaison d'expériences d'origines multiples peut se décliner en trois étapes principales qui sont surtout trois composantes essentielles du développement local :

- s'enraciner, s'ancrer dans un élan populaire, une participation à raviver.
- s'organiser, pour maîtriser les changements, gagner sa place dans un monde fluide.
- s'adapter en permanence en se renouvelant, en se projetant.

#### 1. S'enraciner dans un élan populaire ; les formes de participation.

##### 1.1. Les temps forts d'une conscience collective

A l'origine, une situation inquiétante pour le présent et l'avenir : déclin démographique, activités, entreprises, services en difficulté ; malaise social, crise politique.

Une succession de questions sans réponse, de problèmes mal traités.



## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

## Fiche n° 8 - RESSOURCER NOS TERRITOIRES (suite)

### Souvent un événement déclencheur :

Un accident naturel, climatique ; une crise d'entreprise, un conflit social ou politique, qui ébranle les équilibres établis ; la réaction à une étude diagnostic. Parfois une opportunité, une chance à saisir.

**Une évolution des consciences :** Indignation ; contestation ; puis passage du regard critique résigné à l'interrogation des causes ; élargissement des regards, expression du souhaitable, exploration des possibles ; de l'identité dépressive à l'imagination prospective d'un avenir meilleur ; l'appel aux initiatives, aux solidarités locales, à un projet commun pour tous.

**Les ressorts déployés :** Une dignité à retrouver, un sentiment d'appartenance à une *terre-histoire* nourrissant une *terre-espoir* ; le territoire conçu comme un héritage à transmettre, comme un combat à poursuivre, en anticipant au lieu de tout subir, d'attendre d'en haut, d'ailleurs.

**Les acteurs à l'œuvre :** Un noyau de novateurs venant souvent d'un même terreau culturel, de jeunes professionnels, des membres des réseaux associatifs élargissant leurs engagements, des élus locaux, des militants politiques apportant légitimité et financement.

Autour de ce noyau, plusieurs cercles d'adhérents variables dans leur appui ; une frange importante de la population qui attend les premiers résultats concrets pour apporter son adhésion.

A retenir surtout l'attitude des grands élus, des notables et des services de l'État. Les forces d'opposition, de résistance, les alliances et les conflits. L'image diffusée par les médias, la réception par l'opinion environnante.

Cet élan fondateur peut être ravivé par des accidents de parcours où des revendications catégorielles s'élargissent en mouvement de territoires avec ses combats et ses récits.

### 1.2. Les divers canaux de la participation populaire.

### Les canaux institués de la démocratie de représentation :

Place de l'économie humaine, du projet de territoire dans les programmes électoraux, le choix des électeurs, la gestion du quotidien.

### L'ouverture à la démocratie de participation :

commissions ouvertes, conseils de développement, conseils de jeunes, assemblées de quartier, campagnes de communication, ...

## 2. S'organiser, se faire reconnaître, trouver sa place.

Une tension permanente entre l'expression militante, la structuration professionnelle et associative, l'intégration institutionnelle.

### 2.1. L'organisation des acteurs, des forces à l'œuvre.

A l'origine, l'élan mobilisateur a assez de chaleur, de cohésion pour se satisfaire d'un support minimal : un collectif de réseaux, d'associations, une équipe de militants et de copains.

Puis les élus représentatifs en charge des affaires, des finances, des rapports avec les pouvoirs publics, s'organisent à deux niveaux ; la commune, l'intercommunalité (*Syndicats, Communauté*).

Les acteurs économiques, sociaux, culturels, s'organisent dans une double appartenance : relais des instances et services spécialisés du département ; groupes ou commissions de travail de l'organe porteur de la démarche territoriale. Une structure de droit public devient obligatoire pour négocier avec les pouvoirs publics et conduire les programmes décidés.

L'articulation des acteurs s'agence :

- **en amont**, une instance de rencontres et d'échanges pour l'animation, la concertation, l'élaboration des études et des propositions ;
- **au centre**, une structure de droit public assure la conduite du projet, arbitré et choisi.
- **en aval**, des groupements, des associations,

## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

## Fiche n° 8 - RESSOURCER NOS TERRITOIRES (suite)

des services, gèrent des programmes précis, des opérations ponctuelles.

### 2. 2. La structuration des actions.

Elle s'opère progressivement en trois volets à la fois spécifiques et interdépendants, variables selon les territoires et les politiques pratiquées.

#### 2.2.1. Pour une économie locale cohérente, équilibrée et ouverte.

En de nombreux pays, l'agriculture demeure vivrière et villageoise ; ailleurs, elle n'est plus l'activité dominante, mais demeure le socle des économies locales et de l'occupation de l'espace. Sous ses formes variées, elle constitue un enjeu majeur pour notre monde : comment nourrir demain 9 à 10 milliards de bouches, quand les réserves naturelles diminuent et que s'aggravent les dangers climatiques ?

Priorité aux exploitations familiales capables de valoriser au mieux l'emploi et les ressources locales, d'assurer des produits et des services de qualité par des circuits directs, des produits labellisés, les modes personnalisés d'accueil à la ferme.

Mais place aussi aux entreprises salariales, polyvalentes ou spécialisées, reliées par contrat équitable aux filières de la transformation et de la grande distribution, afin d'assurer aux consommateurs européens la nourriture abondante, diversifiée qu'ils attendent, mais aussi de contribuer par des exportations régulées à la sécurité alimentaire, à la paix du monde.

L'alimentation n'est pas une marchandise comme les autres : elle ne peut ignorer les règles du marché ; elle ne peut être abandonnée aux spéculations de l'agro-business et des places boursières mondiales. Priorité aux PME, aux entreprises artisanales, industrielles, aux services publics et privés pour valoriser

et renouveler les ressources humaines et matérielles, les initiatives locales en les ouvrant aux technologies nouvelles, aux demandes sociales.

Entrer résolument dans la transition énergétique et viser l'autonomie énergétique de chaque territoire : réduction des gaspillages, des dépenses d'énergie, recherche des énergies renouvelables par des *bouquets d'énergies* combinant plusieurs sources au plus près des usagers.

Créer entre les entreprises motrices et les activités existantes des réseaux d'échanges et de services en amont et en aval : les formes d'économie circulaire, les modalités de l'économie sociale, l'appel à l'épargne locale, jusqu'à constituer des « *systèmes productifs locaux* » s'inspirant des réalisations d'Italie du Nord, en croisant projet d'entreprise et projet de territoire.

Pour renforcer l'économie territoriale et l'ouvrir au monde, une urgence : la formation initiale, la formation permanente tout au long de la vie : développer les potentialités de chacun et de tous, apprendre à accueillir et à discerner ce qui est humanisant dans les nouvelles aspirations des groupes sociaux, des nouvelles générations.

Il s'agit d'anticiper plutôt que de subir ; se prendre en main à sa mesure, plutôt que de tout attendre d'en haut.

#### 2.2.2. Assurer la cohésion, la vitalité sociale du territoire.

Hier, des sociétés paysannes, villageoises stables, à forte intégration locale, à faible ouverture externe. Aujourd'hui, une grande mobilité, une pluralité d'appartenances, des résidences passagères, un grand brassage social. Les  $\frac{3}{4}$  des salariés ruraux travaillent hors de leur commune de domicile.

Comment faire cohabiter et vouloir enraciner en un même lieu : des permanents anciens ou récents, les *navetteurs* domicile-travail, les retraités, les *résidents secondaires* ?

## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

#### Fiche n° 8 - RESSOURCER NOS TERRITOIRES (suite)

Comment offrir à chacun la chance de vivre sa vie et de participer à l'aventure collective, quand augmentent les inégalités, les discriminations et que se perdent les repères communs ?

Cela passe par une politique cohérente d'urbanisme, de logements et de services, de l'échelon le plus proche aux zones de développement.

- ▶ Former des équipes pour faire vivre les équipements, les services.

- ▶ Moderniser les équipements sportifs, sociaux, culturels : les terrains et salles des sports, les piscines ; les bibliothèques, les médiathèques, les salles des fêtes, les lieux d'échanges, d'expositions.

- ▶ Soutenir les réseaux associatifs, des parents d'élèves aux clubs d'aînés ; des fêtes de chapelle, de quartier, d'entretien du patrimoine jusqu'aux grands événements sportifs, culturels qui mobilisent des réseaux étendus, les médias, l'opinion, qui font connaître le territoire, sa culture, ses espoirs.

- ▶ Mettre la formation, la culture au cœur du développement territorial. Cela implique l'engagement des parents, des enseignants, des animateurs, des élus dans un projet éducatif de territoire qui relie les temps de formation, les temps familiaux, les temps libres, en fonction des tranches de vie et des moyens familiaux, dans un souci de ressourcement et d'ouverture.

- ▶ Une attention particulière à l'action sociale concertée entre les besoins locaux et les services départementaux : points d'accueil pour la petite enfance face aux horaires atypiques et aux ressources modestes des parents, soutien aux personnes en difficulté, aux nouveaux arrivants, cours d'alphabétisation pour les étrangers.

- ▶ A l'autre bout de la vie, une population

âgée qui augmente en nombre et en besoins : comment aider nos anciens à achever dignement leur parcours ?

Offrir à chacun, à chaque famille le choix entre le maintien aidé à domicile et l'accueil permanent ou temporaire en centre d'hébergement. Faire de l'aide sociale un moyen de surmonter les difficultés, de s'ouvrir à la responsabilité, de s'intégrer dans un effort partagé.

#### 2.2.3. Offrir un cadre de vie attrayant et authentique.

Les ruraux et néo-ruraux réclament l'égalité de services avec les urbains, plus la valeur ajoutée dans la qualité des relations, la liberté et le calme de la proximité avec la nature, le vivant et ses rythmes.

- ▶ Offrir des logements adaptés aux âges de la vie professionnelle, aux demandes changeantes des *parcours résidentiels* des arrivants, des nouvelles générations.

- ▶ Passer des lotissements bon marché mais souvent mis à part, aux rénovations des centres bourgs décisifs pour la vie locale.

- ▶ Priorité aux services de proximité accessibles à tous : un point multiservices en chaque localité, les services courants dans un rayon de 15 minutes, l'accès facile aux services urbains.

- ▶ Poursuivre le désenclavement routier, la modernisation des grands axes, l'accès aux centres secondaires et aux grandes agglomérations.

- ▶ Assurer une meilleure mobilité par des lignes régulières de transport en commun, le covoiturage, le transport à la demande.

- ▶ Une urgence demeure : la couverture des territoires par le *très haut débit*, afin d'éviter la *fracture numérique*, de permettre le télétravail et la diffusion des nouvelles technologies.

- ▶ Développer un tourisme de proximité

## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

#### Fiche n° 8 - RESSOURCER NOS TERRITOIRES (suite)

fondé sur la convivialité, l'accès au patrimoine naturel et à sa biodiversité, au patrimoine historique et à la culture locale.

Le concevoir comme un complément du tourisme de masse, plus élaboré.

► Gérer la ressource en eau potable et assurer la couverture de ses divers usages, dans le cadre des agences et programmes des bassins versants.

► Gérer pareillement les réseaux d'assainissement, de collecte et de traitement des déchets et tendre vers l'autonomie énergétique des territoires.

**En tout cela, voir les territoires, plus comme des réservoirs d'énergies, que comme des réserves à protéger.**

#### 2.2.4. Trouver sa place dans les stratégies et politiques englobantes.

La France porte un lourd héritage d'un État jacobin chargé d'assurer l'unité et l'égalité à tout citoyen où qu'il soit, par un pouvoir très centralisé fait de services spécialisés, de plus de 35 000 communes en tutelle administrative et financière, ayant peu de pouvoirs et de moyens pour gérer les affaires locales.

Puis l'évolution de la société conduit l'État à rationaliser ses interventions, à prendre en compte les territoires en leurs diversités (PAR, SDAU, SCOT) <sup>(1)</sup>, à leur transférer des compétences et des moyens dans une relation de partenariat.

Ainsi, les Contrats de Partenariat de la Région Bretagne avec ses 21 pays reconnus comporte :

► Une étude diagnostic par les services de la Région, reprise par les instances de pays ;

► Une charte de pays fixant les orientations, les priorités pour la période 2014-2020 ;

► Un contrat global pluriannuel fixant les engagements financiers de chacun et les échéances de réalisation, avec une révision à mi-parcours ;

► Au terme, une évaluation précise ouvrant une nouvelle étape.

► La traduction de ces engagements

Région Pays en divers programmes sectoriels ou locaux ;

**Comment faire converger des préoccupations aussi différentes dans une même démarche de territoire ? Quelle volonté politique, quelle gouvernance démocratique pour la conduire ?**

### 3. S'adapter, se renouveler en permanence

#### 3.1. Le renouvellement des acteurs :

Le vieillissement, l'usure des responsables, le relais des générations, la mobilité sociale, les résultats d'élections, les changements professionnels, ...

#### 3.2. Le renouvellement des objectifs et des méthodes :

Comment concilier la gestion du quotidien avec la gouvernance pour l'avenir ?

#### 3.3. Les temps d'évaluation :

L'appel aux experts (bureau d'étude, audit, ...), l'autoanalyse, la participation citoyenne.

L'écart entre les objectifs fixés, les actions retenues, les résultats constatés.

L'évaluation quantitative à court terme et l'évaluation qualitative à moyen terme.

L'infléchissement du projet, avec ses causes internes et externes.

La valorisation des réussites et le dépassement des échecs.

#### 3.4. La formation / développement :

- La gestion prévisionnelle des compétences,  
- Les changements professionnels saisis comme une chance,

- L'ouverture et l'apprentissage aux nouvelles technologies,

- Les nouvelles attentes sociales et culturelles,

- Les programmes européens ERASMUS\*, ...

- L'ouverture à l'international, à l'avenir.

**En conclusion, des territoires ouverts qui s'enrichissent de leurs échanges proches et lointains. Comme disait P. Lebreton : comment transformer « les mille misères, mille chantiers, mille projets en autant de sources et de chemins pour la montée humaine universelle ? »**



## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

## Fiche n° 9 - TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN.

**L**a cause semblait entendue : les vagues de la mondialisation, les nouveaux modes de communication et de mobilité allaient balayer les territoires et leurs frontières. Place aux réseaux d'échanges, à leurs combinaisons illimitées, affranchies des contraintes du réel. La crise d'économie et de civilisation qui secoue l'Occident et le reste de la planète oblige à dépasser cette hégémonie réductrice, à revoir à frais nouveaux l'articulation des territoires et des réseaux : les territoires d'appartenance ont besoin des réseaux de référence pour s'ouvrir et se renouveler, comme les réseaux de relations ont besoin des territoires pour s'enraciner et pour durer.

Cette réflexion sur les territoires<sup>(1)</sup> s'inscrit dans une conception humaniste et solidaire du développement<sup>(2)</sup> qui fait l'homme, « tout l'homme et tous les hommes », la source, le centre et la finalité première de tout développement, aussi bien dans les actions locales et territoriales en France qu'à travers les multiples chantiers nationaux et mondiaux à travers la planète. Cette visée explique le plan adopté pour cette réflexion :

- resituer les territoires parmi les motivations et les facteurs de développement humain,
- faire des territoires des ancrages, des atouts pour une mondialisation humanisée.

### 1. Le territoire, un repère fondateur pour grandir en humanité.

Le territoire ne se réduit pas à un découpage spatial ou administratif ; on peut le concevoir comme un espace vécu, représenté, approprié, où la majorité de ses habitants trouve une résidence, des emplois et des services essentiels pour leur vie quotidienne. En France, il prend principalement la forme d'un bassin d'emploi, d'une agglomération, d'un « pays » ; mais il peut représenter des espaces plus vastes et des modalités différentes au gré des cultures et des parcours sociopolitiques.

#### 1.1 L'homme habitant de territoires

La place que retrouvent les territoires dans la création collective n'est pas d'abord une mode passagère, ni un simple effet de balancier. Cette place correspond à leur rôle fondamental dans l'essor de

toute vie humaine et de l'humanité.

Construire des territoires par et pour les hommes suppose une conception partagée de l'homme et de ses droits universels.

Les derniers éclairages de la pensée occidentale et des sciences humaines se retrouvent assez bien dans cette définition latine ancienne très concise :

l'être humain est un « *esse ad* », un être vers, une tension constructive permanente entre deux pôles :

- *esse* : besoin de consistance, d'identité reconnue, autonomie, durée, intériorité.
- *ad* : besoin de relation, de changement et d'ouverture à la fois vers les autres et le monde et un besoin de dépassement vers un plus être, un plus grand que soi.

Les sciences humaines expliquent les ressorts de l'agir humain par une tension constante entre la recherche de sécurité, d'identité et le besoin de stimulation, de relation.

Pour avancer, l'homme doit « *marcher sur les deux jambes* » : une jambe solidement posée et l'autre qui peut se projeter.

(1) Cette réflexion s'inscrit dans la continuité des échanges publiés par les Cahiers de Sol et Civilisation.

N°1 Se réapproprier les territoires, un enjeu de civilisation, janv. 2007, 71 p.

N°2 Revenir au territoire, un enjeu pour le développement, avril 2009, 143 p.

Ce travail s'inspire aussi, librement, des publications des Editions Charles Léopold Meyer, notamment : CALAME (P.) Territoires, Oct. 2006, 190 p. / CALAME (P.) Essai sur l'Economie, Fév. 2009, 590 p.

(2) P. HOUÉE - Repères pour un développement humain et solidaire - Ed. de l'Atelier 2009, 254 p.

(3) P. HOUÉE - Développement durable et Territoire » Cahiers Sol et Civilisation n° 3, 2009.

## Fiche n° 9 - TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Ce qui vaut pour la personne peut être transféré à la réalité collective, fait d'ordre et de mouvement, de sécurité et d'ouverture, avec des temps forts où la conscience collective se recentre et se mobilise pour forger son identité et son avenir, à côté de longs temps ordinaires de gestion, de latence où le poids des structures et des habitudes l'emporte sur le besoin de changer et de s'ouvrir.

### 1.2. S'inscrire dans les temps et les rythmes du vivant.

L'être humain, individuel et collectif, ne pousse pas de manière sauvage, mais guidé par des repères, en particulier ces cadres essentiels que sont le temps et l'espace que l'on ne peut dissocier.

Tout homme, tout groupe humain a besoin de durer, de s'inscrire dans une lignée, une épaisseur historique, une mémoire vivante capable de nourrir un regard prospectif : **savoir d'où l'on vient pour mieux choisir où l'on va.**

Les groupes qui ont trouvé dans l'intelligence de leur passé, la signification de leur présent, sont mieux armés pour inventer leur avenir, au lieu de le subir, de tout attendre d'ailleurs et d'en haut.

Un territoire porte la marque des sédimentations successives, de ses temps forts d'ouverture et de repliement, d'alliances et de conflits, de moments de gloire et de temps de détresse : autant d'évènements où s'est forgée peu à peu une culture, une identité ; autant de braises capables de se raviver pour relever le défi d'un moment et poursuivre l'aventure commune.

L'homme a besoin de territoire, d'une *terre-histoire* capable de fonder une *terre-espoir*, de porter un projet partagé comme une étape dans une démarche de développement durable, où la force des héritiers suscite l'audace des bâtisseurs.

La modernité contemporaine a imposé partout le temps uniforme de l'horloge ou de la montre, fait d'unités égales

et comptables.

La mondialisation des échanges s'opère en temps réel, dans la dictature de l'instant, du très court terme, ignorant racines et perspectives plus étendues.

Les entreprises sont entraînées à vivre « 24h/24h », « à suivre le soleil », à pratiquer en permanence les flux tendus, selon les exigences de la logique financière.

La réalité vécue ne peut se réduire à ces temps standardisés ; elle est faite de temps sociaux multiples, de parcours individuels différents : temps de travail, de déplacement, de loisirs ; temps de la formation, de la production et de l'échange, du repos et de la retraite.

Le passage d'une société industrielle aux rythmes synchronisés à une économie tertiaire fondée sur une plus grande individualisation des modes de vie provoque une démultiplication des différents temps de la vie ainsi qu'un enchevêtrement des rythmes temporels.

De là, la nécessité d'élaborer des politiques du temps, de créer des *boutiques du temps* dans les grandes agglomérations afin de coordonner les horaires et les déplacements, de répondre à de nouveaux besoins collectifs (gardes d'enfants, loisirs des jeunes, éducation, aide aux personnes âgées)<sup>(3)</sup>.

Pour éviter l'engorgement, l'asphyxie, les collectivités doivent saisir et respecter les rythmes de l'homme qui a besoin de temps pour se construire, prendre conscience de la complexité des problèmes, de l'interdépendance des facteurs et des effets, afin de bâtir avec d'autres un projet cohérent qui donne des raisons de vivre et d'agir, de trouver les compromis nécessaires et les alliances entre les parcours personnels et les exigences d'un vivre ensemble dans la paix.

### 1.3. S'incorporer en des territoires et des réseaux.

Le développement humain ne peut pas, ne peut plus réussir en hors sol, qu'en

## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

#### Fiche n° 9 - TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN (suite)

dehors du temps réel vécu.

Pour être reconnu et agir en responsable, l'homme a besoin de se référer à des réseaux tissés au gré de ses désirs et de ses relations : l'élargissement et l'intensification de ces réseaux sont l'une des grandes mutations de notre temps, une chance exceptionnelle d'humanisation s'ils sont convenablement maîtrisés.

Mais l'homme de toujours a autant besoin de se sentir de quelque part « *sois de quelque part, si tu veux être quelqu'un* », en des espaces relativement stables et appropriés pour les meubler de repères, de symboles, de valeurs affectives appelées à se diversifier.

Ce grand nomade qu'est l'homme contemporain a besoin de quelques lieux d'appartenance où *poser son sac*, établir des signes et des repères afin de poursuivre sa route. Il a besoin d'espaces-synthèse pour être saisi dans la globalité de son être, être connu et reconnu en sa dignité, trouver assez de confiance pour s'impliquer dans une œuvre commune.

Les sciences humaines actuelles, notamment la psychologie génétique de Piaget, montrent bien comment l'homme construit, s'approprie sa relation à l'espace-temps. L'enfant grandit en déchiffrant et en élargissant ses enveloppes successives : d'abord celle de son propre corps qu'il apprend à découvrir, puis les êtres et les objets proches qui lui deviennent familiers ; le regard et la compréhension s'étendent à la maison, au jardin, à la rue ou au village, aux espaces de proximité qu'il enrichit de symboles et de sentiments.

Le rapport à l'espace se construit ainsi peu à peu du plus intime, le logement familial et ses prolongements, à l'immensité du monde à la fois fascinant et inquiétant. Les événements et les déplacements de la vie personnelle familiale, professionnelle, sociale se chargeront de remplir cet intervalle de multiples lieux et niveaux de territorialité (4).

Hier, les espaces d'appartenance se limitaient à des lieux géographiques précis : aujourd'hui, il faut croiser ces territoires de

proximité et les réseaux de relations les plus divers, les espaces à taille humaine et les horizons de l'internet, en évitant de s'enfermer dans les uns ou de s'évanouir dans les autres.

La révolution industrielle a poussé à la concentration des populations et des activités, de manière toujours plus intensive et accélérée.

Selon les données de l'ONU, les villes comptaient 10% de la population mondiale en 1900, 32% en 1950, plus de 50% actuellement et 70% prévu en 2050.

Surtout les méga-cités (agglomérations de plus de 10 millions d'habitants) n'étaient que deux en 1950 (Londres et New York), 22 en 2000 dont 17 dans les pays du Sud ; elles seraient demain plus de 30 dont 22 en Asie ; près d'un milliard entassé en des bidonvilles incontrôlables, constituant l'une des plus grandes menaces pour la paix et le développement.

Des études en cours montrent combien l'urbanité primaire, celle des relations spontanées de rues et de quartiers, est indispensable pour rendre vivable, respirable l'urbanité secondaire des grands ensembles anonymes et les labyrinthes des moyens de déplacement (5).

Comment se développer dans un univers bétonné, où tout doit être programmé pour fonctionner de manière rationnelle et rentable ?

#### 2. Les territoires, atouts et ancrages pour une mondialisation humanisée.

Faut-il distinguer le concept plutôt français et géographique de « *mondialisation* » et le concept anglo-saxon et économique de « *globalisation* », dont il est fait des usages multiples souvent confondus ?

On pourrait convenir que la mondialisation est une étape historique dans l'évolution de l'humanité, marquée par l'extension des interdépendances à l'ensemble des territoires et des activités de la planète ; la globalisation

## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

## Fiche n° 9 - TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN (suite)

désigne dans ce contexte la volonté d'intégrer dans la logique d'un marché unique et universel les activités, les territoires susceptibles d'être sources de profit, en délaissant ce qui ne présente pas d'intérêt lucratif.

### 2.1. Les territoires submergés par les réseaux financiers.

Durant des siècles, système social, échanges marchands et appareils de gouvernement s'agençaient en des ensembles relativement restreints et autonomes : les facteurs géographiques, les échanges de proximité, les pouvoirs politiques et religieux en étaient les facteurs déterminants, pour faire vivre des populations à lente progression.

Avec la diffusion du progrès technique, la révolution industrielle et l'explosion démographique en Occident, la sphère économique prend son autonomie, impose sa logique marchande à tout le système. Mais ce mode d'organisation est resté longtemps occidental, encadré par des Etats capables d'imposer leurs frontières, leurs lois et de promouvoir leurs intérêts.

Avec l'effondrement du rival soviétique, l'avènement des pays émergents et la révolution informatique, le monde financier prend à son tour son autonomie, tend à imposer partout sa logique du profit maximal et rapide.

La Terre doit devenir un unique marché, où les capitaux, les produits, les emplois, mais aussi les informations et les modes de vie circulent en temps réel, libres de toute frontière ou règlement national.

Aux opérateurs de la sphère financière - dont les transactions sont de 80 à 100 fois supérieures aux échanges réels - de réaliser les placements les plus avantageux et de conquérir toujours plus de parts de marché.

Aux Etats, qui veulent rester dans la course, d'attirer les investissements, de leur offrir les avantages et les protections nécessaires,

en effaçant toute mesure douanière ou sociale pouvant entraver le libre jeu des capitaux.

Une telle conception aboutit à une *économie d'archipels*, parsemée d'ilots de prospérité bien reliés entre eux, à côté de vastes espaces laissés en attente ou à l'abandon. Cette logique sélective d'intégration et d'exclusion, de concentration et de spécialisation entraîne, à tous les niveaux, une dislocation des territoires : des territoires centraux engorgés jusqu'à l'asphyxie, des espaces suiveurs qui bénéficient de la décompression des précédents ; des espaces potentiellement dangereux qu'il vaut mieux traiter socialement ou parce qu'ils détiennent des ressources possibles pour l'avenir. Enfin des espaces inoffensifs et inutiles, laissés de côté car ils sont de trop dans une compétition impitoyable.

Plusieurs crises financières qui culminent dans la grave crise mondiale actuelle démontrent l'incapacité de ces *aigles* de la finance à gérer la complexité des déséquilibres qu'ils engendrent, à tenir leurs promesses d'un progrès généralisé en faisant confiance à *la main invisible du marché*.

Ce désarroi des puissances de l'argent, du pouvoir et du savoir constitue-t-il une chance pour les multiples réseaux de *fourmis* d'être enfin reconnus comme des partenaires essentiels et efficaces, de faire des territoires non des replis face à la globalisation, mais des tremplins pour une mondialisation par et pour les hommes ?

(3) Cf. le groupe de prospective Temps et Territoires lancé par l'ex-DATAR en 2001.

(4) Lire en particulier Guy DI MEO Géographie sociale et territoires, 1998 coll. Fac géographie, Nathan, Paris 320 p.

(5) Cf. Se réappropriation des territoires o.c. p.61.



## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

#### Fiche n° 9 - TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN (suite)

Il serait illusoire et dangereux de faire des territoires le grand remède à la crise d'un système de civilisation, de les charger de trop d'attentes déçues et d'espoirs idéalisés.

Repliés sur eux-mêmes, trop de territoires peuvent nourrir des querelles de clochers, des résistances nationalistes ou communautaristes, aux antipodes d'un développement global et solidaire.

L'avenir n'est pas dans la revanche des territoires, mais dans leur ouverture, dans cette tension vitale entre la sécurité et la stimulation, entre le recentrage et le dépassement.

Pour progresser, il faut donc marcher sur les deux jambes : la jambe des circuits et des grands groupes financiers d'un marché globalisé d'un côté, et de l'autre la jambe des territoires de participation, de régulation démocratique et de valeurs éthiques partagées.

#### 2.2. En France, la timide reconnaissance des territoires

Voulant rompre avec les cloisonnements de l'Ancien Régime, la France républicaine et jacobine a longtemps voulu ignorer les territoires, les corps intermédiaires.

Un Etat très centralisé garantit à tout citoyen où qu'il soit, la liberté et la stricte égalité des droits et des devoirs : il décide de tout à Paris, agit par ses services extérieurs essentiellement départementaux, avec le concours de quelques grands élus, pour encadrer des municipalités atomisées sans pouvoirs et moyens réels, par des règlements et des aides du pouvoir central, souvent confinées à la défense des intérêts locaux. Les premières actions de développement local apparaissent comme des sursauts archaïques aux frontières des grands processus de modernisation et des luttes sociales de classe.

Dans les années 1960, les politiques d'aménagement du territoire cherchent à réduire les déséquilibres croissant entre Paris et la province, entre les territoires qui bénéficient de la modernisation et les zones urbaines ou rurales fragiles : mais l'essentiel consiste en un saupoudrage de mesures et d'aides qui n'infléchit guère les mécanismes centraux. Avec la crise économique des années 1975, cette politique se dilue en une profusion de mesures d'urgence pour éteindre les incendies sociaux, voler au secours des bassins d'emploi, des entreprises, des leaders politiques en difficulté.

Les lois de décentralisation de 1982, les directives communautaires européennes, la montée des problèmes d'environnement, puis les grands débats sur les lois d'orientation d'aménagement et de développement durable (1995-1999) font apparaître une politique plus girondine, fondée sur un partenariat entre l'État et les collectivités territoriales, entre les élus et les forces socio-économiques, dans une démarche plus globale et ascendante, qui part de la diversité des dynamiques locales, amenées à se formuler en projet et contrat de territoire.

Les lois de 1992 et 1999 renforcent les compétences et les moyens de l'intercommunalité, tout en maintenant l'autonomie des communes ; les lois de 1995 et 1999 font des *pays*, des agglomérations les instances de concertation et d'engagement entre l'État et les collectivités territoriales, entre les élus et les forces économiques et sociales.

Les poussées de la globalisation internationale, les effets économiques et sociaux de la crise financière, les exigences accrues de compétitivité entre les territoires comme entre les entreprises vont-ils imposer une concentration des moyens autour des grandes métropoles, des zones les plus performantes ou au contraire renforcer l'initiative et la coopération pour l'ensemble des territoires ?

## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

## Fiche n° 9 - TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN (suite)

### 2.3. Les territoires, atouts pour un développement humain et solidaire.

#### 2.3.1. Les plus-values des territoires

Dans un monde en mutation rapide et radicale, l'approche territoriale offre de nombreux avantages comparatifs, que l'on peut sommairement résumer :

► **L'action territoriale offre une capacité de résistance, d'adaptation aux turbulences du moment** : elle permet souvent d'en amortir les effets prévisibles ou imprévus. *« ne jamais négliger l'imagination fertile du petit peuple, capable de l'impossible quand son existence est menacée »* (animateur du Nord Kivu).

► **Elle mobilise des ressorts communs capables d'opérer les changements, les dépassements nécessaires** : sentiment d'appartenance à une même terre, d'engagement dans une même histoire à poursuivre : identité fédératrice et solidarité entre des catégories sociales, des activités différentes mais complémentaires ; lien entre les générations passées, présentes et à venir. Cela crée un climat de confiance qui favorise les coopérations précises, les échanges d'expériences et de savoir-faire, de nouvelles réponses d'autant mieux acceptées qu'elles viennent du territoire.

► **Elle enrichit les initiatives, les projets des uns et des autres en leur donnant sens et cohérence dans une dynamique commune**, entraînant des synergies ( $2 + 2 = 5$ ), des effets multiplicateurs nés de l'émulation et de la solidarité, capables de performance globale et de partage, de microréalisations rapides et d'engagements à moyen et long terme.

► **Le développement territorial est un bon niveau pour conduire le développement durable ou soutenable** : identifier les gaspillages, les ressources mal utilisées, les pollutions évitables ; avoir le souci des

équilibres vitaux à respecter pour renouveler, assainir, régénérer l'éco système et ses ressources devenant rares. C'est à la source qu'il faut agir pour contenir les énergies.

#### 2.3.2. Le territoire, une gestion possible de la complexité

Quand les champs de l'action collective s'élargissent et que les interdépendances s'intensifient rapidement, il est tentant de reporter aux niveaux les plus élevés la responsabilité des mutations subies et la recherche de solutions acceptables, en mêlant souvent repli sur soi, fatalisme ou révolte. On risque d'accumuler ainsi toutes les contradictions du système et de rendre impossibles leurs solutions.

Le territoire est un niveau essentiel pour appliquer le principe de subsidiarité : une décision ne doit pas être prise à l'échelon supérieur, quand elle peut l'être mieux, au plus près des intéressés ; l'échelon supérieur venant en appui et non à la place de l'échelon inférieur. Cela conduit à identifier et reconnaître les niveaux d'analyse et de décision les plus pertinents en fonction des problèmes à traiter, à la fois assez proches des populations concernées pour les impliquer effectivement, et assez vastes pour élaborer une stratégie à long terme. Et avoir les moyens de la réaliser.

Une subsidiarité active doit permettre aux collectivités proches des citoyens de définir et de mettre en œuvre leurs programmes, mais ceci dans le cadre de principes énoncés, de solidarités exercées, d'évaluations faites au niveau supérieur.

Cette importance accordée aux responsabilités locales doit permettre aux instances nationales, internationales et mondiales de se consacrer plus efficacement aux orientations, aux régulations, aux interventions relevant de leur niveau reconnu.

## Annexe 2

## Boîte à outils (extraits)

## Fiche n° 9 - TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN (suite)

**2.3.3. Pour une démarche systématique et inclusive.**

Le développement territorial se caractérise autant par la démarche qu'il met en œuvre que par le niveau de réalité collective qu'il appréhende.

Cette démarche est transversale, systématique pour saisir l'interdépendance de l'ensemble des forces, en amont et en aval de l'approche plus sectorielle ou localisée. « *L'homme ne va bien que là où il va tout entier* » (Bemanos). Il ne peut vraiment se projeter, déployer ses capacités que dans une saisie globale de toutes ses dimensions. Aussi, il n'est pas opportun tout ramener à la formule courante : « *penser globalement pour agir localement* » ; il faut penser et agir globalement à tous les niveaux.

Cette démarche territoriale est aussi inclusive : la logique rationnelle occidentale, qui procède par découpage et exclusion (ou/ou), a prouvé son efficacité, mais révèle aujourd'hui ses limites. Elle appelle en complément la logique plus orientale de l'inclusion (et/et) qui transforme l'opposition radicale en tension nécessaire entre le sectoriel et le global, le local et l'universel. Ce penser-agir local est le reflet, le microcosme des forces complexes qui menacent le monde ; mais c'est aussi dans ces initiatives de base, dans leurs projets et leurs résultats, leurs alliances et leurs conflits que renaissent les « *politiques de civilisation* »<sup>(6)</sup> à hauteur des défis à relever.

Ces démarches territoriales expérimentées au Nord comme au Sud connaissent souvent des étapes identiques :

► **La mise en mouvement** des forces concernées se révèle lors de la prise de conscience d'une menace, d'un problème grave à résoudre ou d'une opportunité à saisir. Cela entraîne un regard critique sur la réalité vécue : à la résignation succède l'interrogation, l'appel à l'imagination ; à la demande d'assistance ou à la plainte

habituelle, la requête de libération et la prise d'initiative ; le « *on n'y peut rien* » devient « *il faut que ça change* ».

Ces réveils ou ces éveils collectifs parfois surprenants mobilisent les ressources de l'espace et du temps. Ces ressources sont : **l'appartenance à un territoire** avec ses symboles et ses valeurs, l'insertion dans une mémoire vivante qui donne sens et raison de poursuivre l'aventure commune, la référence à l'identité d'un peuple, à ses « *entrailles culturelles* » pour inventer de nouvelles relations. On veut s'intégrer sans se désintégrer, s'enraciner dans le local pour mieux s'ouvrir à l'universel.

► **L'approfondissement du regard**, se réalise par un diagnostic partagé de la collectivité, de son état de santé, de son fonctionnement et de ses rapports à son environnement.

Point n'est besoin d'une analyse exhaustive mais d'un miroir pour agir, en reliant les facteurs saillants, les indicateurs significatifs pour un élargissement historique et prospectif.

Les échanges des expériences, des microréalisations nourrissent la confiance en soi et dans l'avenir. Dans les démarches plus descendantes, un diagnostic type est souvent élaboré par un bureau d'étude, selon les règles édictées ailleurs ; mais il a besoin d'être approprié par les acteurs territoriaux pour déclencher une dynamique sociale.

► **L'expression du souhaitable**, l'exploration des possibles prend des formes variées : souvent le recours à l'informatique et à l'analyse stratégique pour élaborer des scénarios : ailleurs des récits populaires, des constructions imaginaires et théâtrales, des jeux de rôle. Il faut savoir laisser à l'imagination le temps d'exprimer le souhaitable, d'alimenter le débat, avant de définir des objectifs plus précis et des chemins pour les atteindre.

(6) Voir Edgar MORIN et Sami NAIR, Une politique de civilisation, Paris, Coll. Arlea 1997, 250 p.

## Fiche n° 9 - TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN (suite)

### ► L'élaboration du projet de territoire.

Dans les commissions de travail, dans les assemblées plénières, la production collective suit généralement le même enchaînement : les finalités que l'on vise, les objectifs que l'on se fixe à échéance donnée, les programmes opérationnels que l'on construit pour les atteindre, les moyens et les actions pour les réaliser. On rejoint la démarche plus technique des programmes de développement plus descendants, où les méthodes et les contenus sont fixés par des directives plus précises, mais appliqués avec plus ou moins de rigueur à mesure que l'on se rapproche du terrain.

L'élaboration va normalement du global au sectoriel et du sectoriel au global approfondi.

### ► La réalisation et l'évaluation du projet.

Celui-ci doit faire l'objet d'une reconnaissance officielle par les autorités compétentes. En France, elle se traduit par une structure d'élus représentatifs du périmètre choisi, parfois après avis du Conseil de développement représentant les forces de la société civile. Dans les pays du Sud, cette reconnaissance s'effectue souvent par les autorités traditionnelles, les assemblées populaires selon l'organisation de chaque peuple.

L'exécution d'une **charte de territoire**, d'un projet d'agglomération consiste moins à inventer de nouveaux instruments qu'à mieux utiliser la batterie des outils et des fonds existants. La réalisation s'opère par tranches successives, le plus souvent par une signature de contrat global avec les instances supérieures ouvrant l'accès à des fonds, des aides spécifiques.

**L'évaluation** est un outil de pilotage, de contrôle, mais aussi un levier de mobilisation des ressources et des acteurs. Elle porte sur les rapports entre les résultats constatés et les objectifs fixés, entre les résultats, les moyens employés et les groupes

bénéficiaires ; elle porte aussi sur la cohérence et la pertinence des objectifs, la globalité de la démarche, les publics atteints dans leur environnement. Qui sait renouveler ses objectifs, adapter ses structures, former et impliquer ses acteurs, réussit bien sa démarche d'évaluation. En tout cela, ce qui compte avant tout, c'est le cheminement projeté et parcouru, balisé d'étapes d'évaluation, dans une dynamique appelée à se poursuivre.

### 2.3.4. Management, gouvernance et développement des territoires.

Pourquoi ne pas concevoir les territoires comme des entreprises, leur appliquer les méthodes de management, d'analyse stratégique qu'elles appliquent avec succès ?

Il est certain que les démarches territoriales peuvent gagner en rigueur et en cohérence en s'inspirant de ces techniques d'études, de définition des objectifs, de répartition claire des compétences et des rôles, de gestion des ressources, de pilotage et d'évaluation des actions engagées. Mais le développement territorial ne saurait se réduire à ces procédures devenant souvent jeux technocratiques, complétées par quelques consultations formelles.

Il relève d'objectifs plus vastes, appelant l'invention de critères adaptés.

Le gouvernement des hommes ne peut se ramener à la gestion des affaires, ni à une simple programmation quantifiable.

A l'heure de la mondialisation, place à la gouvernance, ce concept américain qui a conquis les institutions internationales et que celles-ci ont diffusé dans la plupart des Etats, comme une collaboration indispensable entre la sphère politique, la sphère économique et la sphère de la société civile.

Comment articuler le pouvoir légitimes des Etats, la participation des corps



## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

#### Fiche n° 9 - TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN (suite)

sociaux, et le poids des firmes opérant par-delà les frontières ?

Pour certains, la gouvernance, n'est qu'un moyen déguisé pour les puissances financières d'imposer leur logique aux décideurs politiques. Pour d'autres, cette gouvernance offre aux acteurs des sociétés civiles une chance de se faire reconnaître, d'influencer les orientations et les méthodes de gouvernement.

Ces principes de management et de gouvernance ont leur place dans les grandes instances de décision pour affronter les défis actuels dans leur complexité. Distinguons trois niveaux opérationnels : le niveau des Etats, en charge de la sécurité, de la cohésion et de la promotion sociale, les niveaux continentaux dépassant les zones de libre échanges pour devenir des espaces de coordination des politiques publiques ; enfin, le niveau mondial, instance suprême de régulation, d'arbitrage, de formulation de normes universelles, en charge des grands intérêts communs de l'humanité.

Au niveau plus élémentaire des territoires de base, il faut améliorer et mieux reconnaître les démarches de développement plus ascendant, de participation responsable des citoyens, qui ont fait leurs preuves dans de multiples expériences au Nord comme au Sud. « *Une société ne se réforme pas par décret* » (Michel Crozier) ; une décentralisation administrative ne suffit pas à susciter un développement local durable.

Pas de développement sans démocratie ; pas de démocratie effective sans participation réelle ; pas de participation sans la mise en œuvre des droits du citoyen à former et à informer pour qu'il devienne un acteur conscient et responsable capable de se prendre en main, à la fois acteur local et citoyen du monde. Il n'y a pas de modèle unique : chaque

peuple doit inventer son mode de développement en fonction de ses ressources, de son histoire, de son génie propre.

De l'échelon le plus local aux instances mondiales de la communauté des peuples, une même passion de participation responsable et solidaire, d'information et d'éducation citoyennes doit permettre à chacun et à tous de se situer, d'accéder à une conscience universelle, à l'humanité de relever ses défis, de progresser dans la diversité de ses appartenances et de ses cheminements.

Dans les pays développés, on exprime le besoin de passer d'une « démocratie molle » et formelle à une « démocratie forte » et participative (7).

Celle-ci repose sur une meilleure interaction entre la démocratie de représentation à renouveler dans son fonctionnement et la démocratie de participation à travers les multiples canaux associatifs, socioprofessionnels.

La démocratie progresse quand les élus, porteurs de la légitimité du peuple, perçoivent les expressions de la société civile non comme des rivalités mais comme des partenariats au service d'objectifs communs.

Une démocratie forte appelle une représentation politique vigoureuse et accessible, une participation citoyenne reconnue et estimée, une démarche de débat, de proposition et d'évaluation ouverte au plus grand nombre, dans la fidélité tenace à un même projet de société et de civilisation. Dans cette démocratie au quotidien, « *le trajet compte autant que la destination, les relations entre voyageurs autant que la direction envisagée* » (7).

(7) BARBER Benjamin, *Démocratie forte*, Paris, D.de Brouwer, 1997, 330 p.

## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

## Fiche n° 9 - TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN (suite)

### CONCLUSION :

#### Des territoires vivants pour demain

Une double tendance se dessine dans les recompositions sociales et territoriales en cours :

La mondialisation-globalisation accentue la concentration des activités et des échanges autour de grandes métropoles devenant humainement insoutenables ; mais en même temps, notamment en France, on assiste à un essaimage, à une diffusion des populations en quête de cadres de vie meilleurs : l'heure n'est plus au modèle, à la pensée unique, mais à la mobilité, à la diversification des territoires, des modes de vie et de pensée.

De nombreux territoires ruraux, englobant les centres qui les animent, démontrent leur renaissance démographique, leur vitalité sociale et culturelle, en combinant de manière féconde et durable les fonctions résidentielles, productives et environnementales qui répondent aux attentes contemporaines.

Parce qu'ils savent se rendre attractifs, faire converger des forces différentes en des alliances souples et des projets contractualisables, ces territoires ruraux résistent mieux à la crise, inventent des solutions multiples adaptées où germent de nouveaux modes de vie.

Ils ne sont pas des espaces résiduels luttant contre l'invasion des métropoles, mais ils sont l'autre face d'un développement équilibré et durable.

Ces territoires ruraux ne sont pas des réserves à protéger mais des réservoirs d'énergies et de synergies, non les derniers soubresauts d'un monde dépassé mais parmi les chantiers prometteurs d'une nouvelle étape d'une civilisation humaniste, enracinée et ouverte.

**Paul HOUÉE**

*Bretagne Espérance Solidarité*  
Juillet 2009

## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

## Fiche n° 10 - Manifeste du RIEH, Réseau International pour une Economie Humaine.

### Notre objectif :

**N**otre réseau a pour ambition de promouvoir l'économie humaine comme une perspective commune face aux défis qu'affronte notre humanité : inégalités, injustices, repliements communautaires ou nationalistes, violences et destruction de la biodiversité.

Nous sommes convaincus que les divers groupes humains, les sociétés et l'humanité toute entière peuvent s'organiser pour que chaque personne et toutes les personnes vivent dignement, soient traitées avec justice et équité, exercent leur liberté, se sentent solidaires, assument leurs responsabilités vis-à-vis d'eux-mêmes, des autres et de la nature qui les abrite et les fait vivre.

Nous donnons à cette organisation le nom « d'économie humaine ».

L'économie humaine tire profit des interdépendances multiples qui unissent le monde et de la richesse des diversités qui le traversent. Elle doit permettre à chaque femme et à chaque homme de s'épanouir comme être qui aspire au dépassement de soi et s'engage pour la réalisation du bien commun.

Dans cette perspective, l'économie ne peut être séparée des autres domaines de l'activité humaine et s'intègre aux projets personnels et collectifs en répondant aux besoins humains de tout ordre.

Nous pensons qu'il est possible, et nécessaire, d'avancer dès maintenant dans cette voie, malgré les contraintes qu'imposent le système économique et l'organisation des sociétés. Nous connaissons maints exemples de ces avancées que nous avons présentées en référence à notre vision de l'économie humaine dans *Chemins d'économie humaine (Le Cerf, en librairie)*. Nous vous invitons à nous rejoindre pour progresser ensemble sur ces chemins.

### Les acteurs :

RIEH rassemble des personnes et des organisations diverses (associations, syndicats, mouvements d'éducation populaire, universités, collectivités locales, services publics, acteurs économiques,...) vivant et agissant en Afrique, en Asie du Sud et du Sud-Est, au Maghreb et au Machreq, en Amérique Latine, aux Caraïbes, en Europe.

Tous, organisations et personnes, nous militons pour promouvoir l'économie humaine et œuvrons pour le bien commun.

### Les actions :

RIEH est un réseau d'échange, de réflexion et de proposition, qui agit et fonctionne aux niveaux mondial, national et local.

- Nous agissons sur nos territoires respectifs.
- Nous échangeons entre nous pour nous connaître et nous soutenir.
- Nous analysons nos expériences pour en tirer des enseignements, comme nous l'avons fait dans le livre : *Chemins d'économie humaine*.
- Nous publions : *Développement et Civilisations*.
- Nous intervenons dans le débat public pour obtenir les changements structurels qui permettent à nos sociétés et à notre humanité d'avancer vers une économie plus humaine.

Nos échanges et nos débats sont fondés sur les actions menées par nos membres, en même temps qu'ils enrichissent l'action de chacun.

Action et réflexion sont intimement liées.

### Nous contacter :

Président du Réseau : **Dominique LESAFFRE**  
dom.lesaffre@gmail.com

Coordinateur Afrique : **Gilbert MASUMBUKO**  
gmasumbuko.af@rieh.org

Coordinateur Amérique Latine : **Andrès LALANNE**  
alalanne.al@rieh.org

Coordinateur Asie : **Lourthusamy AROKIASAMY**  
samy.as@rieh.org

Secrétaire exécutif : **Michel TISSIER**  
michel.tissier@rieh.org

## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

## Fiche n° 11 - Référence pour l'action du RIEH Réseau International pour une Économie Humaine.

### **E**n préambule, le choix des mots.

Rappelons tout d'abord que dans l'expression « économie humaine » l'économie ne se limite pas à ce qu'il est habituellement convenu d'appeler l'économie (c'est-à-dire l'organisation de la production, de la consommation et des échanges de biens et de services). C'est plus largement la façon dont la société s'organise pour répondre aux besoins humains.

Autrement dit, c'est de la politique, mais pas au sens des conditions d'exercice du pouvoir dans une société.

Il y a là une première orientation dans le choix des mots. Nous disons aux acteurs économiques : vous ne pouvez pas définir votre action seulement comme visant à produire et répartir de la richesse, mais la resituer dans les enjeux de la société dans laquelle vous agissez.

Et nous disons aux acteurs politiques : faire de la politique ce n'est pas seulement exercer le pouvoir, chercher à le conquérir ou à influencer ceux qui l'exercent mais resituer votre action dans les grands choix de société et de civilisation.

C'est une première manière de donner du sens à notre approche globale qui est celle de l'économie humaine.

### Un premier choix majeur

L'économie humaine est une référence **pour ceux qui agissent** pour chercher à rendre la société plus juste, plus solidaire, plus responsable, plus digne, plus durable. Notre réseau est un réseau d'acteurs. D'acteurs qui ne se satisfont pas de l'ordre de nos sociétés, le plus souvent parce que certaines situations sociales les indignent, les révoltent, parfois aussi parce qu'ils sont motivés par la recherche d'un progrès collectif.

La plupart des exemples du livre « Chemin d'économie humaine » sont du premier type, mais certains comme Wikipédia, sont du deuxième. Dans tous les cas, il y a volonté d'agir, refus de se résigner, affirmation que c'est possible, engagement dans une action collective. Cette action comporte toujours **deux dimensions** : nous agissons ici et maintenant, nous visons l'amélioration immédiate, et nous nous appuyons sur cette action pour faire advenir des changements structurels.

Cette position se distingue ainsi de deux autres ( outre celle de ne rien faire ! ) :

- celle qui consiste à ne croire que dans l'action locale, en renonçant à porter des changements structurels et,

- celle qui est orientée vers un changement « du système » considéré comme un préalable à tout résultat effectif.

Nous reprenons la formule qui combine le local et global, mais sans limiter l'action au local et la pensée au global. **Il s'agit d'agir et de penser à la fois localement et globalement.**

Référence pour l'action : **une vision, une démarche, des repères.**

**L'économie humaine est constituée de ces trois types de composantes :**

Pour reprendre la métaphore des chemins :

- la vision, c'est le but,
- le phare, qui indique vers où l'on va ;
- la démarche, c'est comment nous avançons sur le chemin ;
- les repères sont des jalons sur le chemin.

### La vision

La formule qui synthétise cette vision, c'est que toute société doit viser « le développement de tout l'Homme et de tous les hommes ».

Une autre vision se retrouve dans une des définitions que nous pouvons donner de l'économie humaine : « L'économie humaine est la façon dont la société s'organise pour que chacun de ses membres vive dans la dignité ». Un équivalent de vivre dans la dignité est que chacun soit traité et se comporte comme une personne.

La personne, ce n'est pas un individu qui ne vise que sa propre satisfaction et ne compte que sur lui-même, c'est un être relié.

Pour reprendre la formule d'Abdenmour Bidar : « C'est un tisserand qui entretient des liens avec lui-même, avec les autres, avec l'Univers et le vivant ». La personne ne se définit pas, non plus, par son appartenance à une communauté, qui adhérerait sans discernement à ses représentations et ses valeurs, qui la défendrait en toute circonstance et chercherait à imposer sa domination sur les autres communautés.

Elle est capable d'exister par elle-même, d'exercer sa liberté et sa créativité. Elle est à la fois sujet de droit et de responsabilité.

Cette vision de la personne reliée, en opposition avec



## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

## Fiche n° 11 - Référence pour l'action du RIEH Réseau International pour une Économie Humaine.

L'individualisme, le communautarisme, le déterminisme, le cynisme, est une des caractéristiques de l'économie humaine et de sa dimension spirituelle. L'économie humaine s'inscrit ainsi dans la tradition humaniste, qui récuse une organisation de la société où la place de chacun est définie selon une hiérarchie sociale qui s'impose à tous, qui ouvre sans limite le champ de la recherche scientifique, sans jamais oublier que la science cherche à comprendre comment fonctionne le monde et ne répond pas aux questions sur les finalités.

A noter cependant que dans la vision proposée par l'économie humaine, la recherche par chacun de son propre intérêt, par les groupes et par les nations de leur propre intérêt n'est pas critiquée en soi. C'est une des dimensions de l'être humain qu'on ne peut récuser (*qui veut faire l'ange, fait la bête*).

Elle affirme cependant que cette recherche ne se fait pas en ignorant l'intérêt général mais en respectant des règles communes.

**Sur l'approche globale des besoins**, il est sans doute intéressant pour notre mouvement de garder comme référence (sans en faire un dogme) la distinction du P. Lebreton entre trois types de besoins :

- **les besoins essentiels,**
- **les besoins de confort,**
- **les besoins de dépassement.**

[ Voir sur ce sujet le numéro de la revue *Développement et Civilisations* n° 374 de Mai 2019, écrit par Hugues Puel ].

Pour rappel, les besoins essentiels ne sont pas seulement ceux de première nécessité, la santé et l'éducation en font partie. Ils recouvrent en fait les droits économiques et sociaux définis dans les pactes des Nations-Unies.

De même, le terme « confort » est un peu péjoratif, il ne faut pas l'interpréter comme le superflu. Il s'agit aussi de rendre la vie plus facile, moins pénible.

Enfin, les besoins de dépassement se réfèrent à la dimension spirituelle de la personne humaine et de l'humanité. Sans affirmer nécessairement l'existence de forces occultes ou d'un Dieu ou d'un autre monde, même si certaines personnes ou communautés religieuses déclarent leur foi, la référence spirituelle conçoit l'univers et la vie comme des mystères, qui appellent respect et humilité, comme dépassant toujours la compréhension que nous pouvons en avoir, ouvert à l'infini et **appelant à une quête sans fin de la beauté, de la**

### **justice et de l'amour.**

Cette tripartition n'a pas simplement un intérêt anthropologique, elle induit des différences dans l'organisation de la société.

Pour répondre aux besoins essentiels, qui sont des droits, la société a le devoir de s'organiser.

Pour répondre aux besoins « de confort » outre le confort matériel, elle peut se limiter à faciliter les initiatives et le travail de ses membres.

Pour répondre aux besoins de dépassement, elle ne doit surtout pas imposer un modèle unique et fermé de compréhension du monde. Mais respecter la diversité et la liberté religieuse, soutenir les créateurs d'art, les philosophes.

### **La démarche d'action**

Nous pouvons caractériser cette démarche par la formule « **avec et par** » : tout problème dans l'organisation de la société se traite avec les intéressés, en les impliquant dans la définition des buts et dans l'action.

Il n'y a pas de solution toute faite, ni de solution qui vienne de l'extérieur et qu'il suffirait d'appliquer dans n'importe quel contexte.

La nécessité d'impliquer les intéressés, conduit à mettre l'accent sur deux axes essentiels dans toute démarche de transformation et que nous retrouvons constamment dans tous les exemples : **l'éducation et la démocratie**, mais aussi les termes de **conscientisation** et d'"**empowerment**".

Cette implication se joue dans les quatre moments de l'action : **voir, juger, agir, évaluer... et recommencer**. Voir, c'est l'enquête participative ; juger, c'est le diagnostic partagé ; agir, ce sont les initiatives portées par les populations elles-mêmes ou les mandats donnés aux autorités ; évaluer, c'est le bilan collectif de l'action engagée ou le moment où les autorités rendent compte de leur action. Et ce cycle se répète, sachant que l'expérience montre qu'il y a des phases de mobilisation plus actives et d'autres où elles le sont moins.

Il faut noter que l'implication, ne s'expriment pas seulement par des luttes revendiquant que la solution soit apportée par d'autres, c'est aussi l'acte de **s'organiser pour agir ici et maintenant**. C'est lutter pour ses droits et prendre ses responsabilités.

## Annexe 2

### Boîte à outils (extraits)

# Fiche n° 11 - Référence pour l'action du RIEH Réseau International pour une Économie Humaine.

C'est changer soi-même tout en incitant les autres à changer.

Agir, avec et par, a pour conséquence que le changement prend du temps, se joue dans la durée. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas des moments où le changement se cristallise, dans l'euphorie d'un grand jour, mais le travail de fond passe par les consciences et celles-ci ne se transforment qu'avec le temps.

### Les repères pour marcher

Nous le répétons, l'économie humaine n'est pas un modèle. C'est un chemin, car l'essentiel est de progresser et il y aura toujours besoin de progresser.

Ce sont des chemins divers car les sociétés sont diverses dans leur culture et dans leur histoire. Cependant dans cette démarche, les acteurs qui se réfèrent à l'économie humaine sont attachés à décliner les principes issus de la vision qui organise la société et l'économie.

Sans vouloir ni pouvoir être exhaustifs et en s'appuyant sur les actions conduites notamment au niveau territorial, nous identifions les éléments structurants suivants :

### Dans la société

► Elargir et approfondir la démocratie dans ces différentes dimensions : garantie des libertés publiques, garantie du pluralisme de l'information, organisation du débat public, participation des citoyens, désignation des élus et bilan de leur mandat.

► Développer l'éducation de tout l'Homme et de tous les hommes, à tous les âges de la vie.

► Développer la recherche dans ses différentes dimensions (fondamentales et appliquées) en faisant appel à tous (chercheurs, détenteurs des savoirs traditionnels et pratiques).

► Elargir l'accès aux œuvres culturelles et développer la capacité de tous, à être des créateurs de culture.

► Organiser et améliorer les services publics grâce à des impôts auxquels tous contribuent.

► Organiser la solidarité selon le principe : de

chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins.

► Organiser les relations durables entre l'humain, le vivant et l'Univers.

### Sur le terrain proprement économique

► Définir un droit de propriété qui garantit l'accès universel aux biens communs, préserve la diversité et la qualité des ressources naturelles, garantit un usage pour l'intérêt commun et en interdit l'abus.

► Développer la liberté et la capacité entrepreneuriales de tous les acteurs économiques, dans leur diversité « *Tous des entrepreneurs* ».

► Organiser les garanties pour que chacun puisse vivre décemment de son travail dans la diversité des situations.

► Définir les règles qui constituent le cadre que doivent respecter tous les acteurs économiques pour poursuivre leurs objectifs de façon responsable, en tenant compte de l'intérêt commun des sociétés dans lesquelles les acteurs interviennent.

► Organiser la coopération des personnes dans leur domaine d'action et sur leurs territoires et dans les secteurs économiques.

► Organiser l'accès des acteurs économiques à la finance, dans leur diversité et réprover les gains financiers qui ne sont pas liés à la production de biens et de services.



## Annexe 3

## SIGLES UTILISES &amp; POINT LEXICAL POUR ALLER PLUS LOIN...

- APD** (p.86-87) ADP Aide Public au Développement comprend, selon la définition du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, les dons et les prêts préférentiels prévus au budget et transférés des pays développés vers les pays en voie de développement.
- ADMR** (p.48-49) Réseau associatif français de services à la personne d'aide à domicile.
- AREDS** (p.30 à 37) Association of Rural Education and Development Service.
- BJP** (p.32-33) Bharatiya Janata Party, (Parti du Peuple Indien). Parti de droite dont la politique a toujours reflété les positions nationalistes hindouistes. C'est aussi l'un des deux partis majoritaires au pouvoir.
- Gau Raksh** (p.32) *Litt.* « Organisation pour la protection des vaches indiennes », AKA : BGRD) est une fédération nationaliste hindoue de droite, regroupant les mouvements de protection du bétail en Inde.
- BRUDED** (p.9-14-74-106-111) L'association BRUDED est un réseau d'échange d'expériences de développement local durable entre collectivités de Bretagne et Loire-Atlantique. [www.bruded.fr](http://www.bruded.fr)
- CCFD-Terre Solidaire** (p.81-102) CCFD-Terre solidaire, association type loi de 1901, première ONG française de développement. Depuis sa création en 1961, le CCFD-Terre solidaire mobilise la solidarité en France pour lutter contre la faim dans le monde.
- CCM** (p.56) Ancienne Communauté de communes du Mené, crée en 2008 remplacée en janvier 2016 par la Commune nouvelle du Mené sur le même périmètre. Composé de 7 communes dites aujourd'hui communes déléguées (6 400 habitants).
- CCHM** (p.48-56) Ancienne Comité de communes de l'Hardouinçais Mené (9 communes, 7 800 habitants devenu aujourd'hui « Pôle de proximité » de l'est du territoire du Centre-Bretagne.
- CEPII** (p.97) Centre d'études prospectives et d'informations internationales est un service du Premier ministre, membre du réseau coordonné par France Stratégie. Le CEPII est le principal centre français de recherche et d'expertise en économie internationale.
- CEM** (p.46-99) Comité d'Expansion du Mené. Pour aller plus loin lire : [ [wikiresilience.developpement-durable.gouv.fr](http://wikiresilience.developpement-durable.gouv.fr) - Le Mené un territoire en mouvement qui a su se prendre en main ].
- CFDT** (p.107) Confédération française démocratique du travail (CFDT) est une confédération interprofessionnelle de syndicats français de salariés.
- CFSI** (p.97) Comité français pour la solidarité internationale est une ONG de développement fondée en 1960 qui regroupe 21 organisations actives en solidarité internationale.
- CNRS** (p.99) Centre national de la recherche scientifique est le plus grand organisme public français de recherche scientifique. Etablissement public à caractère scientifique et technologique (EPST) placé sous la tutelle administrative du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.
- CIGALES** (p.53-114) Club d'Investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire.
- CUMA** (p.50-53-96) Coopérative d'utilisation du matériel agricole.
- CNUCED** (p.97) Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement. Organisme créé en 1964 et qui rassemble tous les pays de l'ONU (193 pays) et à pour objectif de favoriser le développement du Tiers-monde.
- Dalit** (p.5-18-36-30-37-113) Du sanscrit « opprimé » - Synonyme d'intouchable - individu exclu du système des castes en Inde -
- DCLI** (p.102) Association Développement et Civilisations Lebret - Irfed\*. DCLI coordonne le Réseau international pour une économie humaine.
- EHPAD** (p.48-49) En France, Etablissement d'Hébergement pour les Personnes Agées Dépendantes.
- EMIM** (p.55-56) Ecole de Musique intercommunale du Mené, située à Collinée et Merdrignac.
- ERASMUS** (p.132) Le **programme Erasmus (EuRopean Action Scheme for the Mobility of University Students)**, généralement appelé **Erasmus**, est un programme d'échange d'étudiants et d'enseignants entre les universités, les grandes écoles européennes et des établissements d'enseignement à travers le monde entier



## Annexe 3

## SIGLES UTILISES &amp; POINT LEXICAL POUR ALLER PLUS LOIN...

- ESS** (p. 81) Economie Sociale et Solidaire.
- ESSCA Angers** (p. 104) École supérieure des sciences commerciales d'Angers (France).
- GEOTEXIA** (p. 53) Unité de méthanisation permettant la valorisation des déchets agroalimentaires et agricoles et produisant de l'électricité, implantée dans le Mené.
- GILLES André** (p. 46) Ce fils de boucher-marchand de bestiaux, fait à 30 ans, le pari de créer à Collinée une chaîne d'abattage industrielle de porcs dans un Mené vivant toujours au XIXe siècle. En 20 ans, Il marquera de son empreinte l'essor économique de ce territoire. Né le 1er juin 1924 à Collinée, André Gilles mettra moins de 20 ans pour que son abattoir, devenu Kermené\*, 7ème bassin d'emploi des Côtes d'Armor, figure parmi les plus importants d'Europe.
- GSEF** (p.81) Le Forum mondial de l'économie sociale GSEF est un réseau international qui regroupe les gouvernements locaux et les acteurs de la société civile engagés dans le soutien au développement de l'Économie Sociale.
- I.E.P. Lyon** (p.98) Institut d'études politiques de Lyon, couramment appelé « Sciences Po Lyon », Etablissement public français d'enseignement supérieur dans le domaine des sciences sociales et politiques et des relations internationales.
- I.M.F** (p. 104) Institut de Micro-Finance.
- INTERMARCHÉ S.V.A.- Jean Rozé** (p.47) Intermarché est une coopérative de commerçants et une enseigne de grande distribution à prédominance alimentaire d'origine française. Intermarché S.V.A. est la filière bœuf de l'entreprise.
- IRFED** (p.5-81) Institut international de recherche et de formation Education et développement.
- KERMENÉ** (p.13) Kermené est une société française d'abattage, de transformation de la viande et de salaison basée à Le Mené. Acteur majeur de l'industrie agroalimentaire européenne, et 7ème bassin d'emploi du département des Côtes d'Armor, c'est une filiale des centres distributeurs Edouard Leclerc, Kermené a été créé en 1978 après le rachat des abattoirs Gilles\*.
- LCBC** (p.81) Loudéac Communauté Bretagne Centre. Agglomération née 1er janvier 2017, par l'application de la loi NOTRe\*. Devenue la communauté de rattachement du Mené, elle est composée de 42 communes.
- Loi NOTRe** (p.47) Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République française visant à renforcer les compétences des régions et des établissements publics de coopération intercommunale Cette loi crée notamment un nouveau schéma de planification, le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).
- Maria Elena Moyano Delgado** (p.43) Militante sociale et féministe péruvienne engagée dans la création de Villa El Salvador, elle est née et fut assassinée à Lima à l'âge de 34 ans, par des membres du Sentier lumineux. Elle a été déclarée héroïne nationale par le congrès péruvien.
- MBA** (p. 104) Master of Business Administration (MBA). Formation internationale de plus haut niveau existant en matière de gestion d'entreprise.
- MIR** (p.50-54-105) Mené Initiatives Rurales est une association créée en 1997 par des agriculteurs, dans le sillon du Salon des fourrages, organisé en 1995, à Plessala. Elle a fait vivre et rayonner le Mené par ses diverses animations durant 12 ans. Elle était la seule structure dédiée à l'éducation à l'environnement dans le département.
- MOOC** (p.69) Abrév. de *Massive Open Online Course* qui signifie « cours ouvert en ligne à grande échelle ». Cours dispensés uniquement sur internet, accessible à tous par inscription et gratuit.
- Narendra Damodardas Modi** (p.50-54) Homme d'État indien. Membre du Bharatiya Janata Party, un parti nationaliste hindou qui se réfère à l'Hindutva (hindouité, farouche défenseur d'un nationaliste agressif). Il est Premier ministre de l'Inde depuis 2014.
- OCDE** (p.97) Organisation de coopération et de développement économiques est une organisation internationale d'études économiques, dont les pays membres (développés pour la plupart) ont en commun un système de gouvernement démocratique et une économie de marché.



## Annexe 3

## SIGLES UTILISES &amp; POINT LEXICAL POUR ALLER PLUS LOIN...

<b>ODCM</b> (p.13-14-47-55)	Association de développement culturel du Mené.
<b>OMCT</b> (p.97)	Organisation mondiale contre la torture. Coalition internationale d'organisations non gouvernementales créée en 1986 à Genève.
<b>OMS</b> (p.41)	Organisation Mondiale de la Santé.
<b>ONU-Femmes</b> (p.27)	Entité de l'Organisation des Nations-Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.
<b>PMR</b> (p.49)	Personne à Mobilité Réduite liée à un handicap.
<b>PLU</b> (p.47)	Document d'urbanisme français pour Plan Local d'Urbanisme.
<b>RAFAD / FIG</b> (p.104)	Fonds International de Garantie (FIG) - c/o Fondation RAFAD : Recherches et Applications de Financements Alternatifs au Développement. Fondation privée internationale basée à Genève (Suisse) créée en 1985.
<b>RSS</b> (p.32)	Le Rashtriya Swayamsevak Sangh ou RSS est un groupe nationaliste hindou de droite et paramilitaire, souvent considéré comme un groupe extrémiste.
<b>ROCARD Michel</b> (p.128)	Haut fonctionnaire et homme d'État français, né le 23 août 1930 à Courbevoie et mort le 2 juillet 2016 à Paris. Militant socialiste à partir de 1949, il est le candidat du Parti socialiste unifié à l'élection présidentielle de 1969. Figure de la deuxième gauche, il est nommé Premier ministre en juin 1988 par le président de la République François Mitterrand suite à la réélection de ce dernier.
<b>SCOT ou SCoT</b> (p.127)	Document d'urbanisme français pour Schéma de cohérence territoriale. (SCoT). Il détermine, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, un projet de territoire visant à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles.
<b>SDAU</b> (p.127)	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.
<b>SIDI</b> (p.104)	Solidarité internationale pour le développement et l'investissement. Entreprise solidaire d'utilité sociale, créée en 1983, par l'ONG de développement CCFD-Terre Solidaire. Elle a pour mission de contribuer à la promotion d'une économie plus inclusive, qui donne sa chance aux populations défavorisées, dans les pays du Sud et de l'Est.
<b>SIPEM</b> (p.104)	Créée en 1990 par la Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI, une ONG Internationale Française) et l'Association pour la Promotion de l'Entreprise à Madagascar (APEM, une émanation du Groupement des Entreprises à Madagascar ou GEM), la SIPEM BANQUE est une pionnière dans le Secteur de la Micro-finance à Madagascar.
<b>SVA</b> (p.13)	Société vitréenne d'abattage.
<b>SWARAJ INDIA</b> (p.31-34-35)	Parti politique hindou qui signifie Autonomie et Politique alternative pour l'émancipation et l'égalité par un fonctionnement démocratique.
<b>SWATE</b> (p.30 à 34)	Society of Woman in Action for Total Empowerment. Mouvement de femmes rurales pour la défense du droit des femmes.
<b>VHP</b> (p.32)	Vishwa Hindu Pariksha. Le VHP est membre du groupe Sangh Parivar : une organisation regroupant des organisations nationalistes hindoues de droite dirigées par le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) (voir note).
<b>TPE - PME</b> (p.90)	Très Petites Entreprises - Petites et Moyennes Entreprises.
<b>T.I.C.</b> (p.126)	Les TIC, technologies de l'information et de la communication, regroupent tous les outils, logiciels ou matériels de traitement et de transmission des informations : appareils photos numériques, téléviseurs, téléphones portables, ordinateurs, etc.
<b>T.C.R. et T.T.C.R.</b> (p.53)	Très courtes rotations et très très courtes rotations.
<b>VHP</b> (p.32)	Le <b>Vishva Hindu Parishad</b> (World Hindu Council), en abrégé <b>VHP</b> , est une organisation nationaliste hindoue de droite basée sur l'idéologie de <i>Hindutva</i> , décrite par de nombreux spécialistes comme fasciste, adhérant au concept de majorité homogénéisée et d'hégémonie culturelle.



D U S O U F F L E P O U R N O S T E R R I T O I R E S



